

L'HISTOIRE
des
VÉTÉRINAIRES MILITAIRES
FRANÇAIS

THESE

présentée

A L'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD DE LYON

(Médecine-Pharmacie)

et soutenue publiquement le 9 MARS 1976

pour obtenir le Grade de DOCTEUR-VÉTÉRINAIRE

par

Yves SÉRAPHIN

né le 11 Juin 1949 à Montreuil-sous-Bois (93)



L'HISTOIRE des VÉTÉRINAIRES MILITAIRES FRANÇAIS

THESE

présentée

A L'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD DE LYON

(Médecine-Pharmacie)

et soutenue publiquement le 9 MARS 1976

pour obtenir le Grade de DOCTEUR-VÉTÉRINAIRE

par

Yves SÉRAPHIN

né le 11 Juin 1949 à Montreuil-sous-Bois (93)





PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE LYON ---

Directeur. Monsieur le Professeur FROGET

Directeurs Honoraires Messieurs les Professeurs JUNG, TAPERNOUX, FLORIO.

PROFESSEURS

1	- Pharmacie et Toxicologie	M. LORGUE
2	- Anatomie descriptive - Extérieur - Anatomie appliquée	M. BARONE
3	- Physiologie - Thérapeutique - Pharmacodynamie	M. BOST
4	- Histologie - Embryologie - Anatomie pathologique	M. LUCAM
5	- Hygiène et Industrie des aliments d'origine animale	M. FLACHAT
6	- Parasitologie et Maladies parasitaires	M. EUZEBY
7	- Pathologie médicale des équidés et des carnivores - Législation vétérinaire	M. FONTAINE
8	- Pathologie médicale du bétail et des animaux de basse-cour	M. COTTEREAU
9	- Technique chirurgicale - Pathologie chirurgicale	M. COULON
10	- Obstétrique - Pathologie de la Reproduction	M. BERTRAND
11	- Pathologie générale - Microbiologie - Immunologie	M. OUDAR
12	- Ethnologie - Zootechnie - Économie rurale	M. FROGET
13	- Botanique appliquée - Agronomie - Alimentation	M. WOLTER
14	- Physique et Chimie biologiques et médicales	M. MAGAT
15	- Maladies contagieuses - Zoonoses - Législation sanitaire	M. JOUBERT

PROFESSEURS SANS CHAIRE

M . FERNEY (Détaché à l'Institut de Médecine et Sciences Vétérinaires de Dakar).

MM. CHANTEGRELET - JEAN-BLAIN - LAPRAS.

MAITRES DE CONFÉRENCES

MM. BOIVIN - DELATOUR - DESCHANEL - LE NIHOUANNEN.

MAITRES ASSISTANTS AGRÉGÉS

MM. GASTELLU - MOUTHON.

MAITRES ASSISTANTS

Mme CHAUVE - MM. DALBIEZ - FARGES - FRANCK - GEVREY - KECK - Melle LAVAL -
MM. LEGEAY - PRAVE - RICHARD.

ASSISTANTS

MM. CHERMETTE - DESCHEPPER - Melle DOMENEC - MM. FAU - HALGRAIN - GOUY - HARS -
HEANEY - LABÉ - LENNOZ - Mme LENNOZ - MM. LIEVRE - PAYAN - SCLAVON.

EXAMINATEURS DE LA THESE

Président : M. le Professeur BERTOYE de la Faculté Mixte de Médecine et de Pharmacie
Premier Assesseur : M. le Professeur COTTEREAU de l'École Nationale Vétérinaire
Deuxième Assesseur : M. le Professeur FROGET - Directeur de l'École Nationale Vétérinaire

L'Université Claude Bernard (Médecine-Pharmacie) de LYON, et l'École Nationale Vétérinaire de LYON, déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation ni improbation.

A la Mémoire de ma Grand' Mère.

A mes Parents

simplement, Merci.

A ceux qui me sont chers.

Aux Confrères

*dont le travail actuel concrétise l'image
que je conçois de notre Profession.*



Au Vétérinaire Biologiste Général LEPERE

Inspecteur du Corps des Vétérinaires biologistes des Armées.

Hommages respectueux.

Aux Vétérinaires Biologistes des Armées

Nous tenons à remercier particulièrement :

- le vétérinaire biologiste en chef de première classe DAGAIN
pour les nombreuses références bibliographiques qu'il nous a fournies.
- le vétérinaire biologiste en chef de première classe MILLE
- le vétérinaire biologiste de première classe MINOT
- le vétérinaire biologiste de deuxième classe BERNADAC
*et tous les personnels Civils et Militaires du C.I.F.V. et de l'École Militaire de Paris
pour leur aimable contribution à l'élaboration de cet ouvrage.*

Au Colonel LÉONI

Chef de la Section Moderne du Service Historique de l'Armée.

*Il a grandement facilité notre travail, en nous permettant de consulter dans son Service,
au Vieux Fort de Vincennes, les nombreuses archives vétérinaires militaires conservées
depuis 1794, et en autorisant la reproduction intégrale de certaines d'entre elles.*

A Mademoiselle LENOIR

Chef-bibliothécaire du Ministère de la Défense

et aux bibliothécaires de l'École Nationale Vétérinaire de Maisons-Alfort

qui nous ont permis d'illustrer notre thèse.

Sincères remerciements.

A Monsieur le Professeur BERTOYE

de la Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie de Lyon

*qui nous a fait le grand honneur d'accepter la
Présidence de notre Jury de Thèse.*

Hommages Respectueux.

A Monsieur le Professeur COTTEREAU

Professeur à l'École Nationale Vétérinaire de Lyon.

*En proposant ce sujet, il nous a permis de découvrir certains
aspects inattendus de la médecine vétérinaire,*

*qu'Il veuille trouver ici l'expression de notre
sincère gratitude.*

A Monsieur le Professeur FROGET

Directeur de l'École Nationale Vétérinaire de Lyon

*qui a bien voulu s'intéresser à notre histoire en acceptant
de faire partie de notre Jury.*

Hommages respectueux.

Tome IV.

SERVICE DE SANTE.

Brassard du personnel
médical.Pharmacien.
1885.Bouton pour
infirmiers.Vétérinaire.
1899.Brasard pour
personnel médical.Brassard de brancardier
régimentaire.Pavillon
de la
Convention de GenèveBrassard de brancardier
régimentaire, ancien modèle.Infirmier.
1855.Aide vétérinaire.
1845.Administration
des hôpitaux.
Econome. Au XII.1^{er} Empire.Infirmiers,
1830.

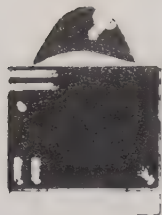
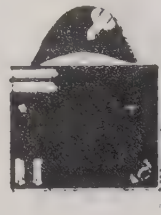
1844—45

* Modèle porté parfois.

Tome IV.

VÉTÉRINAIRES.

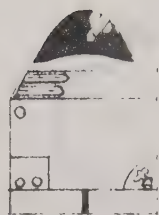
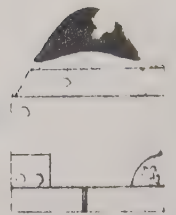
1 FEVRIER 1842.

Vétérinaires
de grosse cavalerie, de cavalerie légère.

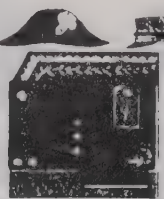
18 MARS 29 MAI 1843

Vétérinaire
principal.

10 JUIN 1852.

Vétérinaire
en 1^{re}.Vétérinaires en 1^{re}.
1^{er} dragons. (1^{er} chasseurs).Sous-aide
vétérinaire.Vétérinaires en 2^e.
(1^{er} dragons. 7^{es} chasseurs).

10 JUIN 1852.

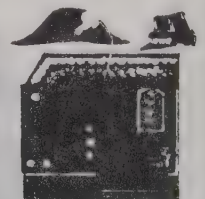
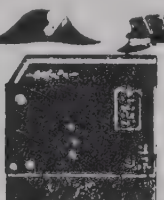
Aide vétérinaire
de 1^{re} et 2^e classe.Vétérinaire
principal.

29 FÉVRIER 1860.

28 MARS 1854.

Vétérinaire
de 1^{re} et 2^e classe.Aide vétérinaire
de 1^{re} et 2^e classe.Vétérinaire
principal.

1860.

Vétérinaire en 1^{re}.Vétérinaire en 2^e.

Aide vétérinaire



Ornement de giberne. 1845.



Vétérinaire stagiaire



1885

Capote pour vétérinaire
principal et en 1^{re}.

1845.



10 juin 1852.

Butte d'épaule
10 juin 1852

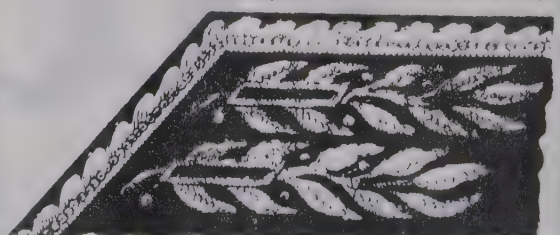
28 mars 1854.



Capote pour aide et sous-aide 1845



Giberne 1845.

Collar d'habit de vétérinaire principal. (Vétérinaire
en 1^{re} même collet, sans baguette dentelée). 1845.

INTRODUCTION

30 juin 1835

« Il n'est pas un élève sur les bancs des Écoles royales vétérinaires de France, dont le cœur n'ait orgueilleusement palpité à une idée d'espérance et d'avenir qui manque rarement de traverser leur esprit à la vue d'un vétérinaire militaire. Quelle heureuse position, se dit-on, quelle vie et quel bonheur pour celui qui peut l'embrasser ! ... Considération, aisance, position honorable et indépendante, éléments nombreux d'instruction, et, partant, de renommée, tout semble se réunir à ce titre tant ambitionné ...

Oh ! combien l'apparence extérieure fascine aisément et combien est menteur le prisme à travers lequel la vie et les objets se peignent à vingt ans ! ... Que l'illusion si souvent nourrie et si amoureusement caressée s'éteint vite ! A peine a-t-on endossé l'uniforme que cet objet de tous vos vœux et votre unique envie devient un objet de dégoût profond et d'amère pitié ...

Pourquoi ce changement si brusque, ce désenchantement subit ? ... C'est que jamais l'élève n'a su véritablement ce que c'est qu'un vétérinaire militaire ; mesurant à la profondeur de ses études et à l'importance qu'on lui fait attacher à son diplôme le rang et la considération que l'on doit à l'armée à celui qui remplit un emploi dont on lui a fidèlement retracé la gravité l'illusion devient facile, l'émulation et l'enthousiasme pour l'art naissent, l'instruction y gagne, et quand, arrivé au terme de ses quatre années d'études, le jeune homme veut s'élancer, riche de courage et de science vers un avenir qu'il croit devoir s'ouvrir devant lui, le charme s'éteint, l'illusion disparaît et il ne tarde pas à s'apercevoir que la carrière actuelle du vétérinaire militaire est un cul de sac élégant dont le fond est masqué par un miroir trompeur et qui ne conduit à rien. »

Ainsi s'exprimait Vogeli Félix, Vétérinaire en second au 7^{ème} régiment d'artillerie.

Comment est-il arrivé à un tel désenchantement ? Pourquoi les vétérinaires militaires sont-ils relégués aux grades les plus subalternes ? Pourquoi la cavalerie, arme décisive des troupes du XIX^{ème} siècle, n'accorde-t-elle pas à ses vétérinaires le pouvoir d'imposer leurs vues sur l'hygiène et le traitement des chevaux ?

L'immobilisme et l'irresponsabilité administrative ne peuvent seuls expliquer la situation médiocre des vétérinaires militaires depuis leur arrivée dans les Corps. En fait, le vétérinaire diplômé, apparition de 1762 n'est pas accueilli partout avec bienveillance. Bien mieux, il rencontre très souvent une nette hostilité car sa présence entraîne de nombreux bouleversements : le vétérinaire s'oppose brutalement aux multiples personnages gravitant traditionnellement autour du cheval depuis le Moyen Age ainsi qu'aux traditions populaires et religieuses ancestrales.

C'est pourquoi l'histoire que nous allons raconter commencera bien avant la création de l'École de la Guillotière. Elle essaiera de préciser simplement pourquoi les vétérinaires, et les militaires en particulier, furent accueillis avec tant de réticence et restèrent si longtemps brimés puisqu'il faudra attendre l'aube du XX^{ème} siècle pour qu'ils accèdent aux responsabilités qu'ils réclamaient depuis plus de cent ans.

Un bref épilogue essaiera de montrer l'évolution surprenante du rôle des vétérinaires militaires au XX^{ème} siècle, après que le cheval, pour qui ils s'étaient battus si longtemps, eût pratiquement disparu des quartiers.

PREMIERE PARTIE

Les Origines de la Médecine Vétérinaire Militaire

I - DE L'ANTIQUITÉ AU MOYEN-AGE

« *La discipline faisant la force principale des armées (...)* » ne doit pas pour autant nous faire oublier l'importance capitale de deux qualités tactiques essentielles, la mobilité et la puissance, qui permettent de surprendre l'ennemi, de le harceler, de se porter promptement en renfort sur les points chauds du combat et d'emporter la décision dès le choc initial.

Or, jusqu'au XX^{ème} siècle, le cheval est le seul « *multiplicateur de force* » facilement utilisable : un cavalier se déplace dix fois plus vite et possède une énergie cinétique mille fois plus grande qu'un fantassin d'où la nécessité de posséder une cavalerie nombreuse et bien entretenue.

Ces quelques remarques font entrevoir la nécessité pour les armées d'employer des personnes qualifiées pour assurer les soins et maintenir l'hygiène des effectifs équins.

Cependant, la supériorité du cavalier sur le fantassin ne put atteindre sa plénitude que lorsque l'équitation permit l'utilisation rationnelle du cheval. C'est pourquoi le cheval de guerre, très largement utilisé par tous les peuples de l'antiquité, était toujours attelé aux « *chars* » de l'époque et très peu monté.

On sait peu de choses sur ce que purent être les premiers « *vétérinaires militaires* ». Les premières tablettes idéographiques datent d'il y a 5.000 ans, quand les hommes peuplèrent les vallées du Nil, de l'Euphrate et de l'Indus. Ce ne sera que vers - 2.500 que les Sumériens seront bien organisés politiquement et administrativement. Ils distinguent « *A Sou* », médecin de l'homme, de « *Mounai Sou* » médecin des animaux. La médecine paraît être uniquement théurgique, la seule pratique visée étant la chirurgie, dont l'effet apparent ne peut être contesté. Ni la dynastie d'Our, ni les Sémites qui domineront ensuite la Mésopotamie ne nous apprennent grand' chose sur la médecine vétérinaire. Seul Hammourabi, grand roi sémite de Babylone, contemporain d'Abraham, nous lègue un code civil réglementant entre autres tout ce qui concerne l'élevage et le commerce des animaux. Il ne mentionne pas le cheval qui n'est pas encore utilisé pour le travail de la terre.

Ce seront les indo européens, apparus sous forme de tribus semi pastorales dans les steppes d'Europe du Nord vers les années - 3.000 qui utiliseront le cheval à grande échelle pour la guerre : dompteurs de chevaux, cavaliers émérites, les Hittites s'abattent sur Babylone vers - 1.900, suivis quarante ans plus tard par les Kassites dont le passage marque la ruine définitive de la ville. Si l'on ignore tout de la médecine de ces peuples, nous devons associer à leur histoire un événement capital : l'utilisation du cheval pour les travaux agricoles mais aussi la guerre.

Depuis - 1.900, la civilisation hindoue pratique une médecine religieuse par des formules magiques les « *Vedas* », transmises par les prêtres. Hommes et animaux sont indifféremment soumis aux mêmes traitements associés : conjurations et absorptions de plantes.

Vers 800 av. J.C. l'époque brahmane honore et protège les animaux grâce à la religion bouddhique. La médecine idolâtre est honorée. 150 ans av. J.C. le roi Dutha Gamani ordonna qu'il y eut des médecins pour les soins des animaux des armées (éléphants et chevaux). Bouddhadasa, roi de Ceylan, possède en l'an + 400 des médecins soignant à la fois les soldats, les chevaux et les éléphants.

A la même époque, les armées perses possédaient de très nombreux cavaliers. La poste de Darius était assurée par un service de courrier à cheval permettant de relier à grande vitesse les satrapies les plus lointaines. On ne possède malheureusement aucun document sur les éventuels vétérinaires chargés de la surveillance de ces chevaux.

En fait, il faut attendre le septième siècle avant J.C. pour observer la première cavalerie, créée par les Sargonides Assyriens. Les premiers cavaliers montent leur cheval à cru et sont accompagnés par un serviteur également monté, qui dirige leur cheval pendant l'action. Le chef des écuries est un haut fonctionnaire placé juste après le grand échanson. Plus tard, sous Assurbanipal, le serviteur a disparu et le cheval est couvert d'un caparaçon.

Les sources de la médecine moderne proviennent de la culture grecque qui honore l'art de guérir. Apollon en est le dieu, Esculape (1143 av. J.C.) est déifié. Hippocrate (470-356), symbole de la médecine antique, est le continuateur de médecins célèbres comme Alcmène de Crotone (500 av. J.C.) qui aurait le premier disséqué les animaux et Démocrite d'Abdère qui aurait énoncé une théorie des atomes et écrit des traités d'anatomie, de physiologie, de diététique, etc ...

L'origine de la médecine hippocratique est triple : Les collèges des prêtres médecins du temple d'Esculape qu'on appelait les Asclépiades, les philosophes étudiant la nature, et les gymnases, établissements où l'on étudiait attentivement les effets des exercices et des aliments sur la santé. La collection hippocratique constitue une « *Somme* » permettant de fixer l'état des connaissances médicales au V^{ème} siècle avant notre ère.

Les principes de base fort connus, sont pleins de sagesse : Le célèbre « *Primum, non nocere* » résume la pensée que la nature tend à rétablir l'équilibre détruit par la maladie et que le médecin doit se borner à seconder la « *natura medicatrix*. »

La diététique et l'hygiène sont très à l'honneur : « *Labor, cibus, potus, somnus, venerea : omnia moderata* ».

La pharmacie utilise la bile de bœuf, l'alun, le nitre, la myrrhe, le safran, la jusquiame, la scille et les cantharides etc ... De nombreuses maladies sont décrites tels que cancer, tétanos, épilepsie, phtisie, localisations osseuses de la tuberculose. On connaît bien la pratique obstétricale. On traite presque comme aujourd'hui les plaies, fistules, luxations et les fractures. En revanche les connaissances grecques en anatomie et en physiologie sont nulles car étouffées par la philosophie : en élevant l'homme au rang des dieux, Platon a brisé tous ses rapports avec l'animalité. Le médecin ne pratique plus un art, il exerce un sacerdoce. La dissection des cadavres humains est interdite ; celle des animaux n'apporte pas grand' chose.

La collection hippocratique nous apprend très peu sur les rapports entre la médecine vétérinaire et l'armée. Simon l'Athénien écrivit vers - 430 un traité sur le choix des chevaux et Xenophon, un peu plus tard, nous laisse un traité d'équitation dans lequel il préconise la castration des chevaux de l'armée.

C'est à Carthage et à Rome que la filiation interrompue peut être suivie après la chute de Corinthe en - 146. Rome ne possède avant la pénétration de la pensée grecque que des médecins empiriques sacrés et profanes. Méprisant la médecine, l'aristocratie romaine l'abandonne aux orientaux, c'est-à-dire aux grecs affranchis. Pour la première fois, des renseignements précieux sur la médecine vétérinaire aux armées sont recueillis dans les « *Digestes* », comme le note E. Leclainche dans son ouvrage « *Histoire de la médecine vétérinaire*. » ... « les vétérinaires figurent parmi les techniciens employés aux armées. Sur la liste comprenant vingt-huit professions, les médecins occupent le troisième rang et les vétérinaires le sixième, entre les ingénieurs et les architectes. Un texte d'Hyginus Gromaticus « *Liber de Munitionibus Castrorum* » mentionne que des vétérinaires étaient attachés aux légions et le règlement déterminait l'emplacement de l'infirmerie vétérinaire pour les animaux blessés ou malades. Le traité sur l'armée romaine de Tarutinius Paternus, secrétaire de Marc Aurèle, indique les limites d'âge pour chaque catégorie de non combattants attachés aux légions et pour les vétérinaires en particulier. Il mentionne les « *vétérinaires de l'Empereur* », faisant partie de la suite du souverain. La charge des vétérinaires est héréditaire. Ils étaient, au moins pendant les premières générations, des affranchis, mais ceux qui se distinguaient dans leur art pouvaient devenir citoyens romains et accéder aux plus hautes situations.

Une inscription découverte par Reinhard Fröhner dans le Corpus inscriptionum latinum XIII nous apprend que les armées cantonnées au dehors possédaient des vétérinaires chargés de l'entretien du bétail des colonies et qu'ils étaient désignés sous le nom de Medici Pecuari. Le Medicus Pecuarus était chargé des soins à donner dans le vivarium aux animaux de boucherie conservés, c'est-à-dire un spécialiste différent du Mulomedicus attaché à la cavalerie des légions » ... Cette cavalerie romaine est en fait assez peu importante : ses effectifs n'atteignent pas le dixième de ceux des fantassins. Pourtant l'anéantissement de Carthage sera permis en grande partie grâce à l'emploi des nombreux cavaliers mercenaires gaulois, hériens et numides.

En revanche, le train des armées romaines, avec ses convois et ses troupeaux, comporte un grand nombre d'animaux de trait et de bât nécessitant probablement la présence de nombreux Medici Pecuari.

Le bureau des archives d'une garnison romaine du III^{ème} siècle a été retrouvé dans les fouilles de Doura en Syrie. Le registre des chevaux est parfaitement tenu, indiquant pour chaque animal le lieu d'acquisition, le signalement avec les marques particulières, le nom de l'officier qui a visité le cheval avant l'achat, ainsi que le prix payé. Le service des remotes est parfaitement organisé, avec une disposition permettant d'évoquer la responsabilité de l'officier acheteur. « *Michel Rostovzeff - Les archives militaires de Doura. Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres 1933 p. 109.* »

Après la décadence de Rome, c'est dans l'empire de Byzance que renaît la tradition gréco-romaine. Les travaux des agronomes et vétérinaires, en partie conservés, sont réédités en deux recueils précieux : les *Geoponica* et les *Hippiatrica*.

Les *Hippiatrica* sont formés de la juxtaposition des textes provenant des hippiatres byzantins entre le troisième et le cinquième siècle. Ces ouvrages trahissent une inspiration grecque, babylonienne et égyptienne bien plus que romaine.

Un de ses auteurs, Apsyrte, né vers 300 à Klazomene est vétérinaire en chef de l'armée de Constantin le Grand. Sa situation dans l'État Major de l'Empereur équivaut celle des grands chefs de guerre. Après la campagne victorieuse contre Goths et Sarmates, il exerce la médecine vétérinaire dans ses deux résidences. C'est un Chef d'école qui forme directement ses élèves. Il ne nous laisse aucun traité didactique : son œuvre consiste en des lettres adressées aux chefs militaires de tout grade, à des hippiatres, des éleveurs ou des amis.

Théomnestre, autre collaborateur des *Hippiatrica*, aurait été vétérinaire à la cour de Théodoric le Grand (454 - 526), roi des Ostrogoths, et aurait accompagné celui-ci dans ses campagnes de Pannonie et d'Italie (488 - 489). En fait, il était vétérinaire de l'Empereur d'Orient Licinius, le vainqueur de Maximin Daia. Ce fut un des grands officiers du souverain, son commensal et son ami *il accompagnait Licinius lors de son voyage à Rome où son alliance sans lendemain avec Constantin le Grand devait être consacrée par son mariage avec la sœur de l'Empereur romain.*

Quant aux *Géoponica*, ils regroupent tout l'enseignement agronomique des grecs. On y parle des maladies du bétail *le cheval étant exclusivement étudié dans les hippiatrica.* De sages conseils hygiéniques suivant les conseils Hippocratiques sont prescrits. En revanche, la thérapeutique reste très décevante.

La biographie et la correspondance des hippiatres byzantins montrent qu'il existait dans les villes et dans les campagnes de nombreux praticiens sans doute attachés aux armées pendant les campagnes de guerre. Les écrits des grands hippiatres attachés à la cour du roi étaient probablement destinés à l'instruction des sous-ordres répartis dans les divers corps de troupe.

En Europe, l'effondrement de la puissance romaine, puis la chute de Byzance, marquent le bannissement de la pensée antique. Le Christianisme triomphant fait naître un monde nouveau. La science et l'art étaient menacés dans la Rome impériale bien avant que les hordes barbares eussent forcé les marches de l'Empire. Le Chrétien, hier persécuté, aujourd'hui triomphant et fanatique, va s'acharner à démolir temples et palais ainsi qu'à pourchasser toutes les manifestations de l'antiquité païenne. Le christianisme méprise la science : toute connaissance procède de la révélation et la révélation vient de Dieu. Seuls quelques ordres tels que les Bénédictins, les Chevaliers de St Jean et les Templiers recueilleront les manuscrits grecs, latins et orientaux. Partout, la médecine religieuse, qui avait coexisté avec la médecine laïque, se substitue entièrement à celle-ci. De plus, l'Eglise a pour les bêtes le mépris de Platon mais elle devra par nécessité autoriser les intercessions en faveur des animaux : en effet, il lui parut vain et peut être périlleux de détourner les fidèles des pratiques que toutes les religions ont encouragées et qui se traduisent par des offrandes aux Temples. Ainsi, St Antoine est protecteur des porcs et St Éloi guérit les fractures des chevaux : c'est le patron des maréchaux et des vétérinaires. Parallèlement à la médecine chrétienne, la magie et la sorcellerie sont invoquées pour apporter la protection et le réconfort que le Christ semble refuser parfois à ses disciples, face aux calamités et au désespoir marquant l'humanité du moyen âge.

Du X^{ème} au XIII^{ème} siècle, l'ignorance des auteurs est complète ; ils ignorent les Anciens et leur thérapeutique est celle des sorciers guérisseurs. Nous ne savons rien de la pratique vétérinaire dans le monde chrétien du VI^{ème} au X^{ème} siècle.

C'est dans le monde de l'Islam que s'est réfugiée la pensée antique pendant le Moyen Age chrétien. Alexandrie, Bagdad, Samarcande, Ispahan, Le Caire voient créer et prospérer de brillantes universités. La médecine est honorée et brillamment enseignée. On étudie avidement et on commente l'œuvre médicale des Grecs, des Romains et des Byzantins. La prédilection des Arabes pour la chimie des parfums et des fards leur fera perfectionner la pharmacie.

Les connaissances accumulées sur le cheval par les Arabes seront précieuses lors de la Renaissance occidentale, en Italie.

Pendant ce temps, en Europe, de rares ouvrages profanes sur la médecine animale datent des X^{ème}, XI^{ème} et XII^{ème} siècles, tel le livre de l'abbesse Hildegarde, mêlant les connaissances des anciens aux croyances chrétiennes et aux pratiques de la sorcellerie.

II - L'APPARITION DE LA FERRURE A CLOUS ET SES CONSÉQUENCES

Comme on l'a déjà dit, on ignore presque tout de la pratique vétérinaire de ces temps obscurs. Il est permis de penser à l'absence de toute intervention médicale quelque peu rationnelle : le monde chrétien, résigné, subit la maladie comme les autres calamités sans implorer d'autre secours que la protection de Dieu. La vie précaire des populations, l'absence des communications liée à la disparition des voies romaines et à l'insécurité des voyages regroupent les hommes en « *tribus* » qui doivent subvenir à leurs besoins essentiels. L'effritement du pouvoir royal crée une multitude de souverainetés locales : le système féodal est né. Or, les barons féodaux, responsables de la défense de leurs serfs, ne peuvent se dispenser de posséder une cavalerie dont l'importance et l'état d'entretien mesurent exactement la puissance. Dans le « *Château fort* », on voit reparaître les officiers de la cour royale : le sénéchal, le chambellan et le maréchal dont le rôle mérite quelques précisions.

Le maréchal du fief conserve le gouvernement du cheval. Il a la charge de son entretien et de sa santé. Même s'il n'exerce pas lui-même le traitement du cheval malade ou accidenté, il en a la direction. « *L'ars veterinaria* » devient ainsi en Occident, l'art du maréchal, la maréchalerie. L'expression latine de vétérinaire est oubliée. On désignera pendant plusieurs siècles sous le nom de maréchal, les personnes qui donnent des soins aux animaux et sous celui de maréchalerie, la médecine des animaux, celle du cheval en particulier.

Un événement capital va transformer la vie des nations au IX^{ème} siècle : la ferrure à clous est importée d'Orient. Avec elle, apparaît très vite une nouvelle catégorie de professionnels du cheval : celle des forgerons. Le forgeron prépare le fer, apprend à l'appliquer et pratique la ferrure sous la direction du maréchal. Nous sommes au temps des croisades et des longues chevauchées. La ferrure est considérée initialement comme un art noble que le baron ne dédaigne pas d'apprendre, et le fer à cheval figurera souvent sur son blason. Mais bientôt, l'opération du ferrage, considérée comme trop « *manuelle* », est progressivement dédaignée par le maréchal qui s'occupe plus de médecine. Quant au forgeron, il n'est pas sans pratiquer quotidiennement des soins aux chevaux qu'il ferre : son art le prépare à toutes les opérations manuelles sur le cheval, à l'administration des médicaments, à la petite chirurgie. Il est le collaborateur du maréchal auquel il se substituera en de nombreuses circonstances ; et voici

créés deux nouveaux personnages contre lesquels, nous le verrons plus loin, le futur vétérinaire devra se battre pour s'imposer. La confusion progressive entre forgeron et maréchal donne naissance au fameux maréchal-ferrant qui ferre et soigne les chevaux. Son importance est primordiale et il saura organiser sa profession grâce à un très puissant compagnonnage. Quant à l'ancien maréchal, il s'éloigne de plus en plus de la pratique manuelle, se contente de commander le maréchal-ferrant et se passionne surtout pour l'équitation dont les progrès sont spectaculaires. Une nouvelle caste est née, celle des écuyers.

L'histoire des maréchaux-ferrants et des écuyers nous intéresse particulièrement car elle explique en grande partie l'origine de la position subalterne des futurs vétérinaires militaires du XVIII^{ème} siècle.

III - HISTOIRE DES MARÉCHAUX-FERRANTS

Jusqu'à Charles VII, quelques maréchaux, sous la direction des écuyers avaient figuré dans les armées françaises en tant que fonctionnaires envoyés par les communes et annexés à l'armée pendant un certain temps. Or, les lettres du quinze décembre 1438 datées de Bourges mentionnent le projet que Charles forme « *de mettre ses finances en état de pourvoir au fait des gens de guerre de manière qu'ils fussent entretenus es frontières et que ses pays et sujets en fussent tout déchargés.* » L'armée d'alors, composée exclusivement de vassaux du roi, de troupes fournies par les communes et d'étrangers soudoyés, fut licenciée le 15 juillet 1445. Peu après, quinze compagnies de cavalerie furent créées conformément au vœu émis par les États d'Orléans réunis à Blois en 1439. L'élite des maréchaux de l'époque avait été attirée par ces compagnies.

Sous Louis XI, il fut ordonné aux commandants de place ayant une garnison assez nombreuse sous leurs ordres d'avoir avec quelques autres artisans, deux maréchaux-ferrants. Malgré cela, les soins médicaux étaient encore une des attributions de l'écuyer. En ville et en province, les maréchaux étaient tout aussi méconnus car tout homme ayant terre possédait son mage ou guérisseur. Dès lors, la communauté des maréchaux, placée sous le patronage de St Éloi modifie ses anciens statuts dans le but d'exclure du droit d'exercer le métier quiconque n'était pas membre de la communauté et de rendre l'acquisition de la maîtrise fort difficile sauf aux fils ou descendants des maîtres. Le monopole de « *priser et estimer les bêtes chevalines* » fut admis par le Prévôt de Paris. Mais cette réglementation de la médecine vétérinaire ne produisit aucune nouvelle disposition dans l'armée où les attributions des écuyers persistèrent comme par le passé.

Même bien après Henri IV, le traitement des chevaux à l'armée est confié à un des maréchaux des corps jugé le plus habile. On lui donnait le nom de Maréchal Expert. Il avait le grade et la paie de Maréchal des Logis. « *J'avoue - écrit Armand d'Andilly vers 1650 - ne pas comprendre comment des hommes dont la profession est d'exposer continuellement leur vie, peuvent le faire de bon cœur lorsqu'ils voient que dans leurs maladies et leurs blessures, on a moins soin d'eux que l'on en a des chevaux que l'on fait panser régulièrement à cause qu'on ne peut les perdre sans qu'il en coûte de l'argent pour en avoir d'autres ...* »

L'Édit de mars 1600 dit que « *les menus officiers comme maréchaux-ferrants, chirurgiens et autres de pareille qualité, ne pourront être exempts de la contribution aux tailles sinon pendant le temps qu'ils seront à la suite desdites compagnies.* » Cette assimilation au grade de sous-officier était une faveur exceptionnelle pour l'époque alors que le sergent mourait avec ses galons et que le maréchal n'était qu'un homme adroit sans études préliminaires. Cette situation était même d'autant plus extraordinaire que sous Louis XIII, les escadres de cavalerie étaient commandées par des caporaux et les simples soldats considérés comme gentils-hommes. Mais la direction de ces maréchaux appartient toujours à l'écuyer qui prescrit les soins à donner aux chevaux.

Sous Louis XIV, les positions respectives des maréchaux-ferrants et des écuyers se renforcent considérablement. Malgré l'ignorance de ses membres, la communauté des maréchaux exige de nouvelles garanties confirmant ses prérogatives. Des lettres signées de Colbert en 1688 donnent force de loi à dix huit nouveaux articles ajoutés à la demande des maîtres maréchaux aux anciennes dispositions qui réglaient leurs privilèges et leurs devoirs.

Le considérant de ces lettres établit nettement l'utilité reconnue de ces premiers « *vétérinaires militaires* » : « *puisque l'art des frères maréchaux est tellement utile au public, même à notre suite dans nos armées, que soit par les adresses des saignées, les dispositions des médecines, etc ...* ». L'institution des « *maréchaux-ferrants vétérinaires* » prend beaucoup de consistance sous ce règne et sous celui de Louis XV alors que la France, ayant de grandes guerres à soutenir, est obligée de conduire de puissantes armées dans des pays souvent lointains où les chevaux succombent en grand nombre.

En fait, il s'était créé à cette époque une élite de maréchaux essayant de sortir de l'empirisme traditionnel. Tel est le cas de la famille Lafosse dont les membres sont maréchaux de père en fils. En 1754 Lafosse père publie ses « *Observations et Découvertes faites sur les chevaux* » où il substituera des « *Principes* » à la routine aveugle et barbare des maréchaux. En 1758, il reçoit l'ordre du Ministre de la Guerre « *de se rendre à l'armée pour y visiter les régiments de cavalerie dont les chevaux étaient atteints de morve. Il s'enquit bien vite des besoins et sut opérer une importante réforme fondée sur une sage économie.* » Avec les Lafosse (père et fils), les Ronden, Sanson, Vatel, Villate etc .. « *l'empirisme des maréchaux s'élève à la hauteur d'un Art composé de règles et de préceptes, qui permet déjà de prévoir un résultat et d'obtenir un but avec certitude.* » (Ménard).

Mais, petit à petit, la renommée des maréchaux ternit : nombre d'entre eux ont été tués au cours des différentes campagnes et on ne se transmet plus comme jadis les notions positives acquises depuis des siècles. A leur place figurent des ouvriers sans connaissance sérieuse conservant dans leur profession la conduite et les habitudes grossières que le manque complet d'éducation leur avait fait contracter. Ronden, maréchal des grandes écuries du Roi, avait signalé à la vindicte publique ces maréchaux passant vilement à boire un temps qu'ils auraient dû employer à l'étude de la théorie et de la pratique. Ils ne tardèrent pas à être ridiculisés dans les chansons populaires, et l'opinion publique, accoutumée à ne voir en eux que des ouvriers ne travaillant que par instinct, fut injuste envers ceux que nous avons précédemment cités et qui méritaient plus de considération.

IV - HISTOIRE DES ÉCUYERS ET DES ÉCOLES DE CAVALERIE

Dès la féodalité, l'Anjou et Saumur ont une vocation cavalière. Les châteaux de la Loire offrent des écoles où la jeune noblesse reçoit les bases du métier des armes et de l'équitation. De pages, ils deviennent écuyers puis sont formés à tous les usages de la guerre, participant aux tournois, à la suite desquels les futurs chevaliers sont inscrits sur les registres publics et authentiques des officiers d'arme et gagnent leurs « *éperons d'or* ». Au XI^{ème} siècle, Geoffroy de Preuilly rédige le premier règlement des « *Écoles de Prouesse* » où l'on pratique « *la manière de tournoyer en troupes dans les champs clos, comme sur le champ de bataille.* »

La charge de *Grand Écuyer* est la première à la cour de France depuis Charles VII et traditionnellement confiée à la maison de Lorraine.

Après la mort d'Henri II en 1559 par blessures au cours d'un tournoi, on voit cette exhibition périlleuse remplacée progressivement par des démonstrations plus techniques, les *carrousels*, ensembles d'exercices de haute équitation. En effet les guerres d'Italie font découvrir aux Français les méthodes d'équitation italienne car l'histoire des écuyers est associée à la Renaissance que va connaître l'art « *vétérinaire* » en Italie, sous l'influence de l'Islam : dès le XIII^{ème} siècle, la médecine d'Hippocrate et des hippocrates byzantins y est remise à l'honneur et les écuyers sont les seuls à publier des ouvrages conséquents. Traduite en toutes les langues, la « *Maréchalerie* » de Ruffus, grand écuyer de Frédéric II roi de Naples, devient le guide des maréchaux et suscite de nouvelles publications. Le XIV^{ème} siècle apporte peu d'éléments à ce renouveau. Rusius, vétérinaire romain, copie le livre de Ruffus et sera lui même recopié pendant deux à trois siècles. Sa thérapeutique est sans intérêt car elle accepte les médications fondées sur l'astrologie et la physiologie galienique aux préceptes futiles, ce dont avait su s'échapper Ruffus. Au XV^{ème} siècle, Diaz, écuyer d'Alphonse V d'Aragon compose le « *Libro de Albeyteria* » destiné à l'instruction des officiers après les pertes énormes de la cavalerie pendant les guerres des Abruzzes.

Dès 1486, Laurentius Rusius énonce de nouveaux principes dans le dressage : « *se tenir droit sur son cheval et puissamment le dominer, tourner la bride partout où il voudra aller et le punir avec l'éperon quand il n'obéira pas.* » En 1539 le Comte César Fiaschi fonde l'*École d'Équitation de Ferrare* dont on retiendra surtout l'emploi quasi exclusif de la force pour dompter le cheval. Ses successeurs tels que Grisone mais surtout Pignatelli ne suivront pas cette voie : ils fondent à la fin du XVI^{ème} siècle l'*École de Naples* dont l'enseignement, très original, préconise de fatiguer le cheval en l'assouplissant par le travail en cercle : « *Si les brides avaient la propriété miraculeuse, par elles-mêmes, de faire la bouche d'un cheval et de le rendre plus obéissant, le cavalier et le cheval seraient habiles au sortir de la boutique d'un éperonnier.* »

En réalité, Pignatelli et ses successeurs ne pratiquent ni ne connaissent l'art vétérinaire en faisant renaître les traditions antiques, les écuyers italiens se bornent à dresser le cheval en vue d'exécuter les figures variées et complexes du Carrousel, tel Xenophon faisant travailler ses chevaux dans un cirque, où les Sybarites (600 av. J.C.) dressant leurs chevaux à la danse (comme le pratiquera ultérieurement Pluvinel). Alors que le Moyen Âge ne se préoccupe en équitation que de la direction du cheval obtenue par le mors de bride en vue du choc dans les combats ou les tournois, la renaissance propose l'assouplissement de toutes les régions en vue d'obtenir la précision et la grâce des mouvements. Le plus illustre des écuyers italiens est Federico Grisone qui publie de 1550 à 1590 de nombreux ouvrages sur l'équitation et l'étude des maladies les plus communes. Sa méthode de dressage est barbare (le moyen habituel de contraindre le cheval à obéir consiste à le frapper entre les oreilles « *en ménageant les yeux* ». Pour discipliner un cheval qui recule, on fixe un chat à l'extrémité d'une perche et on le place de telle façon qu'il s'agrippe aux cuisses et aux testicules ; un hérisson est conseillé dans le même but). « *E. Leclainche Hist. de la Med. Vet.* »

Grisone et Pignatelli ont très vite des disciples français tel que Salomon de la Broue mais, surtout, Antoine de Pluvinel, né en 1555 dans le Dauphiné. C'est lui qui apprendra au dauphin le futur Louis XIII à monter à cheval. Il crée à Angers une *Académie Hippique* dont la méthode s'écarte de celle de l'École Napolitaine en brutalisant beaucoup moins les chevaux et en employant le travail « *entre les deux piliers qui rend les animaux plus légers du devant.* » Le dressage commence avec le bridon, plus doux que le mors. Le cavalier se tient encore droit et raide sur la selle.

En 1658, Solleysel traduit la méthode du Marquis de Newcastle et de son manège d'Anvers. On apprend dans « *Le Parfait Mareschal* » que le mors de bride doit agir en combinaison avec le caveçon, son aide préféré. Cependant, la position du cavalier reste conventionnelle : on doit « *se planter ferme sur ses étriers, le talon plus bas que les orteils et le jarret raide ni trop près ni trop loin du cheval.* » Ce sont là de vieilles méthodes de guerre où l'on chargeait au trot cadencé de chevaux massifs lourdement chargés.

Le « *caracol* » consistait à s'attaquer à bout portant au pistolet, faire demi-tour et recommencer. Ensuite on combattait avec une lourde épée où triomphaient les destriers rompus aux airs relevés : Ces animaux étaient dressés pour soulever l'avant main au commandement afin de parer les coups. Leur cavalier pouvait à volonté provoquer des ruades qui écartaient l'adversaire ce qui permettait l'exécution d'une volte ou d'une demi-volte pour lui échapper.

Alors que les Italiens s'entêtaient à garder ces vieux principes après avoir tant apporté à l'équitation, les Français jettent les bases de l'équitation moderne en créant des écoles de cavalerie. L'enseignement de Pignerolle à Angers et celui de l'école de Saumur créée sous Henri IV, permettent d'atteindre la quasi perfection dans le dressage du cheval. La souplesse est le principe fondamental de la nouvelle méthode française : « *l'écuyer et le cheval paraissent liés aux termes d'un accord si parfait qu'aucun geste extérieur ne vient trahir leur secret.* » L'équitation moderne est née.

Fermée lors de la révocation de l'Édit de Nantes par Louis XIII, Saumur est supplantée par l'École de Versailles jusqu'à la Révolution de 1789. Depuis Louis XIV, le Grand Écuyer est appelé Monsieur le Grand. Il commande tout le personnel chargé de l'entretien des animaux comme les autres écuyers, palefreniers, piqueurs etc ..., et dirige l'École des Pages. Sous Louis XV, les écuyers en renom montrent une connaissance parfaite de l'anatomie des chevaux, de leurs maladies, des soins à leur donner.

Monsieur de la Guérinière titre en 1733 la troisième partie de son « *École de Cavalerie l'ostéologie du cheval, définition de ses maladies, remède pour les guérir, traité des opérations de chirurgie qui se pratiquent sur cet animal.* » Ses ouvrages peuvent servir encore aujourd'hui de livres de chevet à l'apprenti cavalier. Néanmoins sa thérapeutique reste fort discutable si l'on se réfère au remède que cet auteur nous affirme comme excellent pour « *faire croître les crins et les faire revivre où ils sont tombés.* » : « *deux poignées de crotte de chèvre fraîche, une demi livre de miel, une once d'alun en poudre, une chopine de sang de porc, faire bouillir le tout ensemble et en frotter les crins.* » (...).

En 1746, l'écuyer A. de Garsault publie le « *Nouveau Parfait Mareschal ou la connaissance générale et universelle du cheval.* » Ancien écuyer de la grande écurie de Louis XIV, il revendique le titre de Capitaine des Haras. Son ouvrage traite de la conformation du cheval, des haras, du médecin, du chirurgien, du maréchal-ferrant et de l'apothicaire sans apporter de grandes nouveautés.

Le harnachement est perfectionné, la monte axée sur l'équilibre et l'aisance au détriment de la plastique rigide et la création de l'École de Guerre (aujourd'hui École Militaire) de Paris en 1756 permet un travail intense d'équitation en extérieur sur le Champ de Mars. Son célèbre écuyer en chef, le Colonel d'Auvergne sera surnommé le « *père de l'équitation militaire française.* »

Décapitée à la Révolution, l'École de Versailles devient l'École des troupes à cheval jusqu'en 1809. Les attributions militaires de l'équitation sont confiées à l'École spéciale de Cavalerie de St Germain. Cette école forme 150 officiers par an et utilise des méthodes d'enseignement un peu comparables à celles des écoles vétérinaires. Mais le manque de crédits et l'insuffisance des effectifs font de cette expérience un demi échec.

C'est pourquoi elle est remplacée en 1814 par l'École de Saumur, occupée deux ans par les prussiens pour avoir fourni les cadres napoléoniens à Waterloo.

En 1816, Saumur prend une organisation spéciale en se divisant en deux parties : l'une, militaire, forme la troupe sous le commandement d'officiers. L'autre, qualifiée d'Académie est civile. Elle est en effet dirigée par des écuyers qui assurent l'instruction personnelle des officiers. C'est de cette époque que date le costume noir à broderies d'or du Cadre Noir. De nombreux conflits opposent ces « *hommes en noir* » aux officiers instructeurs de la troupe, tout de bleu vêtus.

Après l'insurrection bonapartiste du général Berton soutenu par de nombreux cadres de Saumur, Louis XVIII licencie l'école le 20 mars 1822. L'École d'application de Cavalerie la remplace à Versailles mais, dès 1825, l'École Royale de Cavalerie de Saumur rouvre ses portes. Son enseignement comprend trois cours formant respectivement, les officiers d'instruction des armées montées (capitaines et lieutenants), les sous-lieutenants sortant de Saint-Cyr recevant les cours d'application pendant un à deux ans, et les engagés qui deviennent sous-officiers en deux ans.

L'École de Cavalerie de Saumur continue encore aujourd'hui à former des cavaliers d'élite. Ce sera aussi la première école à reconnaître dès 1825 la nécessité d'un corps vétérinaire responsable et indé pendant. Elle jouera un rôle de tout premier ordre lors des grandes mutations de notre Corps.

En somme, si les écuyers n'ont jeté au milieu d'un fatras de théories inapplicables que quelques bonnes idées médicales, et quelques sages préceptes sur l'élevage des chevaux, ils ont permis à l'équitation militaire d'atteindre très vite sa plénitude grâce aux écoles de cavalerie qu'ils dirigeaient.

Or, si les gouvernements successifs s'attacheront toujours comme nous venons de le voir à doter la France d'écoles de cavalerie capables de donner au pays une armée puissante et qualifiée, ils négligeront totalement jusqu'en 1825 la conservation des chevaux. On attachait en effet beaucoup plus d'importance aux prouesses de l'équitation qu'aux maladies meurtrières. Pourtant, si une cavalerie de guerre n'est efficace que si les cavaliers ont été bien formés, que devient-elle si 80 % de ses animaux sont immobilisés par une épidémie la veille d'une bataille ?

Bref, le futur vétérinaire militaire, manquant de moyens et d'efficacité, devra faire face à la toute puissance de l'écuyer à propos des soins à donner aux chevaux, et à l'hostilité du maréchal-ferrant exécutant servile des ordres de l'écuyer, mais jaloux de ses prérogatives.

V - LA CRÉATION DES ÉCOLES VÉTÉRINAIRES

L'idée d'un enseignement vétérinaire scientifique se fait jour au XVIII^{ème} siècle. Buffon émet dès 1750 l'idée de la création d'une médecine vétérinaire. De nombreux médecins se « *spécialisent* » dans l'étude des animaux et l'épizootie de 1754 leur permet de fournir leur contingent aux progrès de la médecine comparée. De plus, des idées plus terre à terre conduisent à la matérialisation des écoles vétérinaires : la France connaît de graves problèmes militaires. Devant le succès des armées prussiennes en 1755, Choiseul tente de réorganiser la cavalerie. Il établit des écoles d'équitation afin d'apprendre « *aux hommes à cheval et à ceux qui les commandent à conserver leurs chevaux* » et à donner aux uns et aux autres la connaissance des chevaux qu'ils n'avaient pas du tout. » Mais on voulut que chaque cavalier fut un écuyer et chaque cheval un animal de manège. On fit si bien qu'à peine s'était-il écoulé quelques années « *la France ne pouvait plus compter sur aucun de ses chevaux de sa cavalerie.* » La déconsidération de la confrérie des maréchaux étant consommée, l'école vétérinaire allait naître grâce à Bourgelat.

Il est assez piquant de constater que le fondateur de la première école vétérinaire mondiale, à Lyon, était écuyer. En effet, Bourgelat, issu d'une famille anoblie, a droit à ce titre nobiliaire. Avocat, passionné d'équitation, il est admis à diriger l'Académie d'équitation de Lyon, étudie l'œuvre des écuyers et publie en 1740 le « *traité de cavalerie* » puis en 1750 les « *Éléments d'Hippiatrique* » qui lui valent le titre de correspondant de l'Académie des Sciences de Paris. Il étudie l'anatomie avec deux chirurgiens lyonnais et dissèque le cheval. Il étudie superficiellement la pathologie, d'où un savoir médical qui lui fera toujours défaut. Ses connaissances vétérinaires sont très limitées car puisées dans Solleysel et Newcastle, de biens mauvaises sources. Il néglige malheureusement l'étude des anciens, seule référence utile pour progresser. Bourgelat est un des tenants de la nouvelle école philosophique, ami de d'Alembert et collaborateur de l'Encyclopédie.

Si nous nous sommes attardés un peu trop longuement sur le personnage de Bourgelat, c'est qu'il nous semble responsable, bien malgré lui, d'une grande partie des malheurs des premiers vétérinaires militaires.

En effet, Bourgelat qui avait le désir de donner à ses élèves une instruction aussi scientifique que possible lorsqu'il créa l'École de la Guillotière en 1762 dut y renoncer par la suite, face à une double opposition : celle des maréchaux et la pression de l'opinion publique.

Bourgelat se heurte à la famille Lafosse dont les membres, maréchaux vétérinaires depuis des générations, ont une conception limitée de la médecine mais bénéficient de hautes protections. Le fils Lafosse, commis aux écoles à 13 ans apprend pendant deux années la ferrure, la forge et l'anatomie humaine, il devient préparateur de l'anatomie Ferrein à l'École de Médecine de Paris. *Pour lui les futurs vétérinaires ne doivent et ne peuvent être que des maréchal-ferrants : « ... La base du chirurgien vétérinaire est la ferrure ». « en général, il n'est pas absolument nécessaire qu'un maréchal possède la fine anatomie ; il lui suffit qu'il sache ce qui peut être coupé ou non (...) qu'il connaisse à fond le pied du cheval, tout le reste est inutile ... »*

D'autre part, pour que l'opinion publique soit satisfaite par l'envoi dans les campagnes de praticiens nombreux, Bourgelat doit accepter des élèves frustes et peu exigeants, fils de maréchaux de préférence, que la succession paternelle retiendra dans leurs villages. Bien mieux, on va jusqu'à refuser l'accès des Écoles aux élèves instruits qui, s'ils ne se conforment pas toujours strictement au règlement paramilitaire de l'École, n'en auraient pas moins pu constituer une élite. *« Tous ceux qui entrent à l'École sont mis pour tout travail à la forge jusqu'à ce qu'ils soient devenus très forts dans cette partie. Point de chirurgien, point de médecin. »* Bourgelat commit peut-être l'erreur de ne faire étudier que le cheval (à la grande déception des étrangers, comme Frédéric II de Prusse). L'étude des maladies du bétail aurait peut-être pu estomper l'assimilation désormais inévitable du vétérinaire au simple maréchal-ferrant.

Un point important était certes marqué. Malgré la fureur de Lafosse lors de la création de l'École d'Alfort, l'enseignement vétérinaire tint bon. L'école de maréchalerie de Lafosse créée à Versailles où on enseignait l'anatomie l'hiver et la pathologie l'été, dût s'effacer devant l'école vétérinaire, les accès de fureur de son créateur contre Bourgelat desservant finalement sa cause.

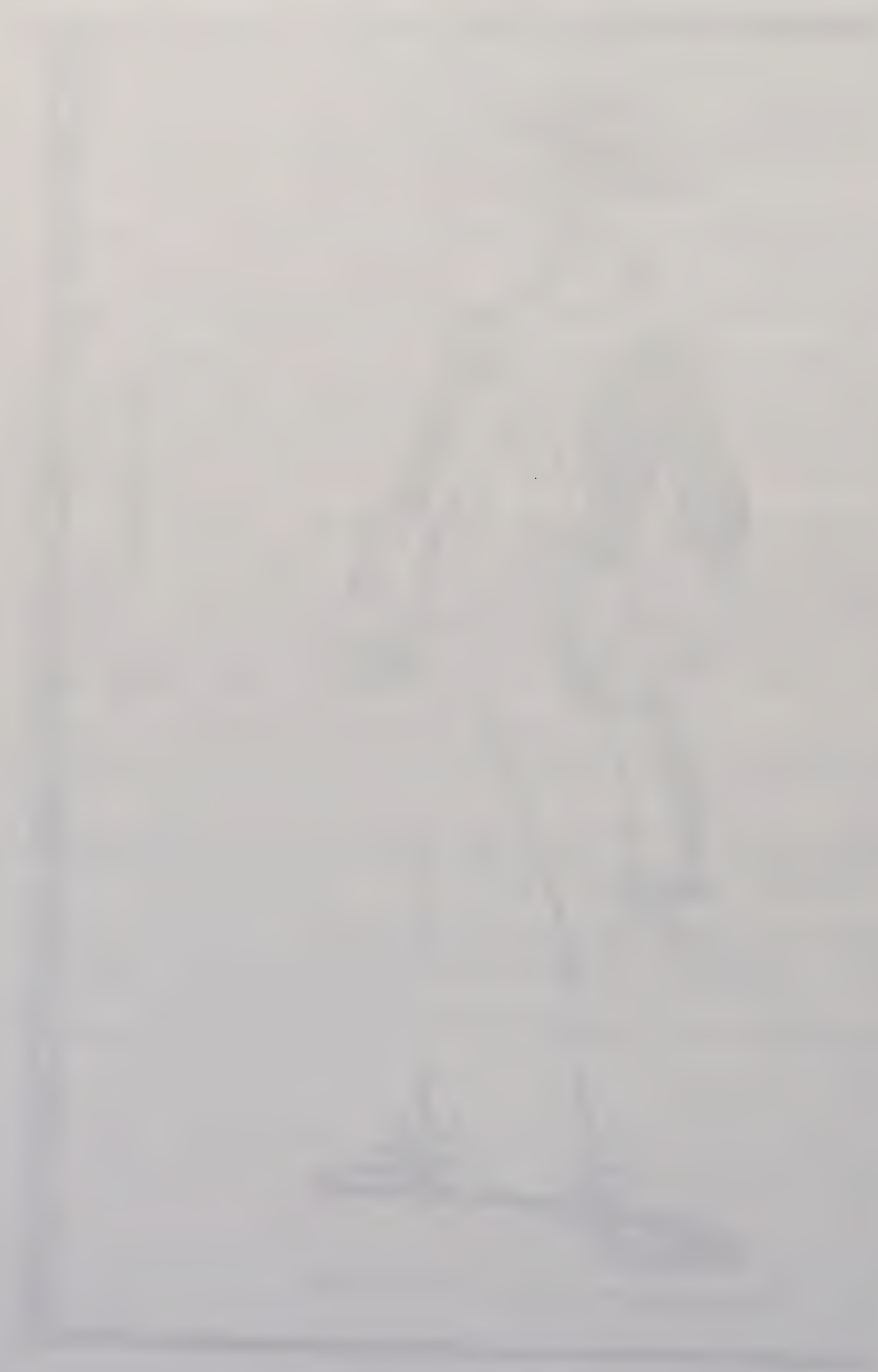
Mais les nouveaux vétérinaires avaient une rude tâche devant eux : assimilés aux maréchaux-ferrants, méprisés par le caractère strictement manuel du travail qu'on les forçait à faire, relégués aux rangs les plus subalternes, ils ne pouvaient se voir confier la responsabilité du soin des chevaux car, de par leur nature, ils ne pouvaient qu'obéir à l'officier noble : l'Écuyer.

Deux barrières principales s'opposèrent à leur progression : d'abord le fossé infranchissable à l'époque séparant la noblesse qui fournit tous les officiers et méprise ces nouveaux venus menaçant les privilèges des écuyers qui dirigent traditionnellement la médecine du cheval. Ensuite la qualité professionnelle qui fera, il faut bien l'avouer, cruellement défaut aux premiers vétérinaires.

Nous allons maintenant raconter la longue histoire de leur lutte face aux brimades continuelles dont ils furent l'objet pendant presque cent ans.



ÉCOLE D'ALFORT (1782). — ÉLÈVE MARÉCHAL EXPERT



DEUXIEME PARTIE

Les Origines de la position subalterne des Vétérinaires Militaires

I - LES MAITRES MARÉCHAUX ET LES MARÉCHAUX EXPERTS

1762 marque la naissance de l'École vétérinaire de Lyon et les premiers diplômés « *Privilégiés du Roi en l'Art Vétérinaire* » quittent ses bancs en 1765. Dès 1764, le Duc de Choiseul, ministre de la guerre, veut faire bénéficier l'armée des avantages des nouvelles écoles quand il reçoit du Roi l'ordre d'établir à Paris une « *école de maréchalerie* » pour former les maréchaux des régiments de cavalerie et, plus généralement des troupes montées. Lafosse est alors chargé de présenter un plan d'instruction et de choisir un emplacement convenable. Il propose les Invalides ou l'École Militaire mais Bertin, titulaire du cinquième ministère érigé par Louis XV fait créer un nouvel établissement vétérinaire à Alfort en 1766. Malgré cette défaveur, Lafosse parvient en 1767, grâce à la protection du Grand Écuyer, à ouvrir une École Publique de Maréchalerie dans les petites écuries du Roi où « *il ne contribuait pas moins que Bourgelat par la solidité de ses écrits et la précision de ses observations pathologiques à l'avancement rapide de la science* ». Mais Lafosse n'eut pas comme il l'espérait si ardemment le monopole de l'instruction des maîtres-maréchaux militaires : en 1769, un ordre du Ministère de la Guerre enjoint à tous les colonels de cavalerie de détacher à l'École d'Alfort un sujet pour y être instruit en l'art vétérinaire.

A leur sortie de l'École, les élèves militaires reçoivent par l'ordonnance du 17 avril 1772 la dénomination de « *Maréchaux Experts* » avec le rang et l'uniforme des maréchaux des logis surnuméraires et pour distinction particulière des boutonnieres en galon de fil blanc en fer à cheval sur les revers de l'habit. (d'autres précisions quant à l'habillement n'apparaîtront dans la législation que bien plus tard). Les futurs maréchaux experts sont casernés près de l'École d'Alfort, placés sous les ordres d'un officier commandant nommé par le Roi et soumis comme les élèves provinciaux à la discipline intérieure de l'école et aux différents services conjointement avec eux.

Cependant, malgré le succès du « *maréchal expert* » face au « *maître maréchal* », la position des nouveaux vétérinaires militaires ne correspond pas à leur formation : l'État Major les considère comme de simples successeurs des maréchaux et non comme des médecins responsables de la conservation des chevaux.

Cet état de fait relève malheureusement, comme nous l'avons déjà mentionné précédemment, d'un manque certain de qualification professionnelle mais aussi du caractère manuel et roturier du métier. Bien que Choiseul eût décidé de supprimer la vénalité des commandements d'unité et d'étendre le cadre d'origine des officiers en dehors de la noblesse, il faudra (longtemps) attendre l'approbation de telles réformes par les cadres militaires : dès 1781, une ordonnance royale rétablira l'obligation des « *quatre quartiers* » pour les officiers.

Bref, voici quelques élèves militaires incorporés comme maréchaux experts. Mais si quelques colonels profitent de cet avantage, d'autres se contentent de leurs maréchaux routiniers, ce qui prive les régiments de ces auxiliaires en cas de mort ou de congé absolu de ceux-ci.

C'est pourquoi le règlement de 1774 fixe à 20 le nombre des élèves casernés. Ils sont engagés au fur et à mesure des besoins par l'officier commandant pour occuper indistinctement, quand ils en sont jugés capables, les places vacantes des maîtres maréchaux. « *on n'admettra en conséquence - dit Bourgelat - jamais aucun autre militaire dans les Écoles et l'on ne recevra même, en qualité d'élèves, que ceux qui sont casernés, le tout à effet d'éviter les concurrents où le plus faible, aidé de protections, pourrait souvent l'emporter sur le plus fort, ce qui éloignerait peut-être du désir de s'instruire des sujets qui auraient été dans la suite très utiles, dès qu'ils verraient que l'application et le zèle ne conduisent à rien de positif et de certain.* »

Rappelons enfin que d'après le même règlement de 1774, les maréchaux experts devaient servir douze ans (y compris les quatre années d'étude) quoi qu'il arrive : en cas d'incapacité ou d'inconduite ils devaient alors servir comme simples cavaliers !

Cependant, les ordonnances royales suivantes font espérer que le corps des maréchaux experts va bientôt obtenir l'importance et l'indépendance nécessaires à l'efficacité de son travail : l'ordonnance du vingt cinq mars 1776 crée deux places de maréchal-expert par régiment, ce qui double l'effectif. Une autre ordonnance de 1776 supprime les maîtrises, donne aux maréchaux experts la qualité des anciens maîtres maréchaux et les classe parmi les maîtres ouvriers. De plus, l'armée étant pourvue en maréchaux experts laisse les élèves civils à l'agriculture, et ce depuis le règlement du premier décembre 1774 qui les fait bénéficier des exemptions militaires. (titre V, art. 27). Enfin, le règlement de campagne de 1778 accorde aux maréchaux experts une charrette en commun avec le maître sellier.

Le nombre de chevaux nécessaires à l'État (plus ce cinquante mille), le prix qu'il en coûte pour les nourrir et les renouveler, la sûreté du service même, tout enfin, justifie les dépenses élevées entraînées par cette nouvelle organisation.

En 1783, Alfort a fourni aux régiments de cavalerie un nombre suffisant de « vétérinaires » pour qu'ils occupent toutes les places des maîtres maréchaux. L'ordonnance du huit août 1784 leur fait prendre rang dans l'État Major du régiment, à la suite du Chirurgien Major et de l'aumônier, et renouvelle celle de 1776 quant à leur nombre et à leur dénomination. Le règlement du premier juin 1788 sur le service des troupes à cheval confie *exclusivement* le soin des chevaux malades au maréchal expert.

Malheureusement, la vie quotidienne des infirmeries vétérinaires ne reflétait pas exactement l'image du service que l'on vient de décrire : beaucoup de maréchaux-experts ne possèdent pas l'influence nécessaire pour répandre dans les Corps l'instruction qu'ils ont puisée à l'école. Ce manque d'autorité avait attiré l'attention de nombreuses personnes tel le Chevalier de Servan qui, dans l'Encyclopédie, menait une campagne ardente pour qu'on établisse dans chaque régiment de cavalerie un écuyer et un sous-écuyer dont une des fonctions serait le traitement des chevaux malades. Le Corps des Carabiniers avait chargé, quant à lui, ses deux maréchaux experts de professer à tour de rôle des cours d'hippiatrique qu'on rendit publics et qui commencèrent dès 1783. Un de ces cours était destiné aux maréchaux-ferrants du Corps et aux « bas officiers », le second l'était aux officiers. Chaque maréchal expert était en outre chargé du traitement des chevaux dans les infirmeries et touchait une pension de trois cents livres par an. Cette haute conception du vétérinaire militaire répondait très bien à l'idée que Diderot se faisait d'eux : « *La médecine du cheval (...) suppose dans celui qui l'exerce, les mêmes qualités et les mêmes études que celle de l'homme. Cet art est très étendu et il est d'autant plus difficile que l'animal ne s'explique pas sur ses sensations.* »

L'effet moral de cette égalité professionnelle imprima alors aux vétérinaires plus d'attachement à leur devoir, principalement à l'armée, où des différences tranchées semblaient exister avec les médecins. De plus, l'intervention généreuse et désintéressée des vétérinaires dans les villes et les campagnes lors de la dernière épidémie leur fit considérer avec bienveillance par la population.

Seuls autorisés à soigner les chevaux de l'armée, admis à l'État Major du régiment soutenus par de nombreuses personnalités, les maréchaux-experts paraissent avoir triomphé de leurs difficultés. Tout semblait aller « *pour le mieux dans le meilleur des mondes* » quand brutalement, la Révolution de 1789 vint mettre en question l'avenir des « vétérinaires » en allant contester l'existence même des Écoles !

II - LES PÉRIPÉTIES DU SERVICE VÉTÉRINAIRE PENDANT LA RÉVOLUTION

1789. La prise de la Bastille sonne le glas de ce que l'on appellera plus tard l'Ancien Régime. L'Assemblée Constituante décrète le vingt janvier 1790 la suppression des 150 haras qui abritaient 3239 étalons royaux. En 1791, l'Assemblée Législative lui succède et nous fait renouer connaissance avec un personnage dont on avait perdu la trace depuis son cuisant échec de 1769 : Lafosse réapparaît, Lafosse l'ennemi de Bourgelat et de sa mémoire (ce dernier est décédé en 1779), est nommé Inspecteur des Remontes. Son esprit aigri et vieilli est obsédé par ce qu'il considère comme une vengeance : la suppression pure et simple des Écoles vétérinaires. Grâce à l'intervention d'un certain Bredin, directeur de l'école de Lyon, Lafosse ne pourra, de justesse, faire aboutir son projet.

Mais un deuxième danger, non moins redoutable, menace l'existence des *Écoles Royales Vétérinaires* : une minorité intéressée réclame à grands cris leur fusion avec les collèges de médecine humaine. Ainsi, le chirurgien major Grossier déclare que « *les chirurgiens majors de cavalerie étant pourvus des connaissances relatives à la conservation des chevaux, il faudrait exiger du maréchal expert de leurs Corps à les consulter toutes les fois qu'il se présenterait des maladies embarrassantes à traiter. Ils auraient ainsi plusieurs occasions de faire des découvertes utiles à la société et au gouvernement.* » D'autres individus tels Vicq d'Azir (secrétaire de la Société royale de médecine, Talleyrand-Périgord (ancien évêque d'Autun chargé du rapport sur l'instruction publique de 1791), conseillent la fusion des deux enseignements en annexant à chaque collège de médecine une école vétérinaire. « *Les grands principes de l'Art de guérir ne changent point, leur application, seule varie. Il faut donc qu'il n'y ait qu'une École.* »

Malgré tout, devant l'application pratique d'un tel projet et malgré les efforts de quelques médecins dont les observations semblaient assez exactes, « *l'opinion, restant fixe et inébranlable, refusa la fusion des deux enseignements.* » (Chomel).

Un troisième danger menace alors les maréchaux-experts. En effet, les premières guerres de la révolution absorbent avant la fin de leurs études les élèves des écoles vétérinaires. Alors que le règlement de 1788 n'admet que les seuls vétérinaires pour traiter les chevaux de l'armée, et ce de façon formelle, on assiste en ces périodes troublées à l'insinuation dans l'armée de nombreux déclassés qui occupent à la faveur de la confusion générale, les postes réservés aux élèves des Écoles Vétérinaires. Car l'Assemblée qui a supprimé le deux mars 1791 les maîtrises, jurandes, privilèges et brevets a ordonné que tous ceux qui exerçaient un art, métier, ou profession quelconque, soient pourvus de patentes et a permis d'exercer la médecine des animaux à de nombreux déclassés, moyennant le paiement d'un droit peu élevé !

La circulaire ministérielle du trois janvier 1792 met un terme à cet abus en ordonnant que les places de maître-maréchal qui vauquaient dans les régiments ne pourraient être occupées que par des élèves militaires sortant de l'École, (ils figuraient alors parmi les maîtres ouvriers avec le grade de maréchal des logis et une prime journalière de dix sept sous six deniers). Ces cadres restent incomplets au moment où les besoins deviennent plus impérieux : la France est en guerre contre l'Autriche. Les Français remportent leurs premières victoires à Valmy, le 20 septembre, et Jemmapes le 6 novembre. Victoires coûteuses en hommes mais aussi en chevaux ...

De plus, quoique placés à la tête des maîtres ouvriers, les maréchaux-experts, insuffisamment nombreux, sont loin d'avoir la situation matérielle et honorifique qui leur aurait permis d'atteindre la satisfaction morale qu'ils étaient en droit de réclamer. C'est alors que Vitet, maire de Lyon, voulant sauver les Écoles menacées à cause de leur titre d'« *Écoles Royales* » propose à la Convention de leur donner une organisation militaire. Les professeurs auraient le grade et la paye de Capitaine, les répétiteurs ceux de Lieutenant, et les élèves ceux de maréchal de logis. Ce projet, habilement présenté, fut adopté et se trouva en parfaite harmonie avec le caractère militaire de l'époque.

Pour achever le renouveau de la terminologie, c'est aussi en 1792 que les maréchaux-experts deviennent les « *artistes vétérinaires* » en même temps que l'on baptise « *chefs ouvriers* » les anciens maîtres ouvriers et « *chefs de brigade* » les colonels, etc ...

Afin que les études vétérinaires ne soient pas interrompues du fait des guerres, la Convention décrète le vingt mars 1793 que professeurs et élèves entretenus dans les Écoles vétérinaires demeurent exemptés de la loi du 24 février sur le recrutement.

Cette exemption prouve l'importance attachée aux vétérinaires car chaque page du Journal militaire de 1793 contient des arrêtés ou décrets relatifs aux mesures à prendre envers les conscrits réfractaires ou autorisant les Corps à accepter les citoyens âgés de moins de seize ans. Les Corps de cavalerie ont alors le privilège de se pourvoir eux-mêmes de vétérinaires en faisant une demande au ministre qui la leur accorde à condition d'en avoir à sa disposition.

Mais en 1793, de graves événements vont à nouveau remettre en question toutes les institutions : Louis XVI est exécuté le vingt et un janvier, Marie-Antoinette le seize octobre. La France est en guerre contre l'Angleterre, la Hollande et l'Espagne. En Vendée, la chouannerie éclate - Marat est assassiné.

Le cinq septembre, débute *la Terreur* : on exécute, on réprime sauvagement la révolte vendéenne, on se bat en reprenant Toulon aux Anglais. Les arrestations sont innombrables et les vétérinaires ne sont pas oubliés : le directeur d'Alfort est incarcéré. Le directeur de Lyon sauve sa tête en prenant la fuite - les professeurs sont dispersés - les écoles sont fermées. Pendant le siège de Lyon, « *Hénon inspecteur vétérinaire de l'armée brave l'échafaud pour lui dérober des victimes.* » (Grossier : notice sur Henon).

Cet An I de la République semble réaliser en quelques jours ce que ni Lafosse ni les maîtres maréchaux, ni les écuyers, n'avaient pu obtenir en vingt ans.

Cependant, l'An II voit la réouverture de l'École d'Alfort et l'entretien de quinze élèves militaires : les guerres incessantes nécessitent leur présence. Voici le règlement concernant les élèves militaires de l'école vétérinaire d'Alfort, fixé par le Comité de Salut Public de la Convention Nationale le 27 thermidor :

(1^{er} Prairial an 2.)

R E G L E M E N T
C O N C E R N A N T
L E S É L E V E S M I L I T A I R E S
D E L'É C O L E V É T É R I N A I R E D' A L F O R T

*27 Germinal an 2.
(20 mai 1794)*



EXTRAIT

DU REGISTRE DES ARRÊTÉS

*Du Comité de Salut Public de la Convention Nationale , du
27 Thermidor , l'an deuxième de la République Française ,
une et indivisible.*

R É G L E M E N T

C O N C E R N A N T

LES ÉLÈVES MILITAIRES DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE

D' A L F O R T ,

Du premier Prairial , l'an deuxième de la République Française , une et indivisible.

LA Commission des Transports, Remontes, Postes et Messageries, établie par la Loi du 12 Germinal, l'an deuxième de la République, d'après le décret de la Convention Nationale, rendu le 18 Nivose.

Ayant jugé utile au bien du service de faire quelques changemens dans l'administration actuelle des Elèves militaires, entretenus à l'Ecole vétérinaire d'Alfort, arrête ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

Le nombre des Elèves est fixé à quinze , et ne pourra excéder ce nombre.

(4)

A R T. I I.

Lesdits Elèves continueront d'être , sous l'autorité et la surveillance du Commandant du Directeur et des Professeurs de l'Ecole civile. Les Elèves militaires se conformeront à la Loi du 3 Pluviose , concernant la police et la discipline des troupes , laquelle sera lue auxdits Elèves.

A R T. I I I.

Les Elèves militaires continueront d'être soumis à tous les réglemens , sur les preuves acquises de l'inconduite de quelques-uns , ils seront tenus de quitter l'Ecole et de se rendre au poste que la Commission leur assignera.

A R T. I V.

Les Elèves exécuteront les ordres du Directeur et Professeurs de l'Ecole , qui puniront ceux qui ne s'y conformeront pas.

Le Commandant des Elèves fera passer chaque jour au Directeur de l'Ecole la liste de ceux qui seront de piquet , en prison ou malades à la caserne.

Le Directeur instruira également de son côté le Commandant desdits Elèves ceux qu'il aura punis pour cause d'infraction au règlement , et pour toute autre faute nuisible à leur instruction.

A R T. V.

Le Commandant ne permettra à aucun Elève de s'absenter de la caserne , sans qu'il ne soit préalablement assuré du Directeur de l'école , et en son absence du Professeur , que cette permission ne nuira pas essentiellement au progrès de celui qui l'a demandé.

A R T. V I.

Lorsqu'il viendra à vaquer des places d'Elèves , le Commandant sera chargé d'avertir la Commission qui procédera au remplacement.

A R T. V I I.

Aucun Citoyen destiné à servir , en qualité de Maréchal-Expert , dans les troupes à cheval , ne pourra être admis à l'Ecole vétérinaire , sans contracter l'engagement de passer quatre années à l'Ecole pour son instruction et deux années en qualité de Maréchal-Expert , dans un régiment de troupes à cheval , sans prétendre à d'autre rétribution que son traitement.

A R T. V I I I.

L'uniforme sera le même que celui qui existe actuellement.

(5)

A R T. I X.

Le Commissaire des Guerres , chargé de la police de ladite École , sera tenu de se trouver aux examens généraux qui auront lieu tous les ans.

A R T. X.

Les appointemens de l'Officier-Commandant les Elèves militaires , seront portés à 2,400 livres par année ; il jouira de ce traitement à compter du premier Prairial ; le Commissaire des Guerres passera ce traitement dans les états de revues.

A R T. X I.

Le cours d'instruction des Elèves sera toujours de quatre ans.

A R T. X I I.

D'après la Loi du 18 Nivose qui fixe le traitement de chaque Elève à 720 livres par an , à dater du premier Vendémiaire , pour la nourriture , entretien et habillement , linges et chaussures , lits garnis et autres ustensiles , la Commission règle qu'ils seront obligés de se procurer , au moyen du traitement ci-dessus , tous les objets ci-après désignés.

S A V O I R :

Première année d'instruction.	{	Un uniforme Volume d'Anatomie. Volume d'extérieur d'Animaux. Dictionnaire à disséquer. Tablier de Cuir.
2 ^{ème} . année.	{	Volume de Matière Médicale. Volume de Botanique.
3 ^{ème} . année.	{	Uniforme. Volume de Pharmacie. Volume de Cours de Bandage. Volume du Traité de Ferrage. <i>Idem</i> pour le Traité des Opérations. <i>Idem</i> pour celui des Maladies. Instrumens à Ferrer. Instrumens à Pansemens.

(6)

4^{eme.} année. { Instrumens nécessaires pour exercer l'Art dans les régimens:
2 Bistouris.
2 Feuilles de Saugo.
2 Reinettes.
2 Paires de Ciseaux.

5^{ème.} année. {

- 2 Paires de Cizeaux courbes.
- 2 Lancettes.
- 2 Boîtes d'Aiguilles,
- 1 Canule pour la Broucotomie.
- 1 Sonde de poitrine.
- 1 Porte pierre.
- 2 Paires de flammes.
- 1 Aiguille de Freton,
- 1 *Idem.*

Trois quarts pour l'opération de la vessie.
Une trousse pour contenir les instrumens.

ART. XIII.

Sur les 720 livres accordés à chaque Elève , la Commission a réglé qu'il seroit distribué les sommes ci-après ,

S A V O I R.

Pour la nourriture des Elèves par mois.	.	.	7	7	7	7	40 l.	} 60 Rv
Pour l'entretien porté en l'article XII.	.	.	.	.	.	.	20 l.	

Cette somme de 20 livres par mois servira pour l'entretien des livres, instrumens menus entretiens, réparation de linge et ustensiles par eux détériorés, et le décompte leur sera fait tous les trois mois de la somme qui leur reviendra sur celle de 60 livres, que cette retenue aura produite, déduction faite des frais de leur entretien qu'elle aura supporté, en y comprenant une retenue de 2 liv. par mois pour chaque Elève qui quitte l'Ecole; et le Commandant n'en fera le décompte qu'à l'époque du départ, qu'après s'être assuré que l'Elève portant a tous les instrumens nécessaires pour exercer son Art.

ART. XIV.

Les sommes provenant de la retenue ci-dessus formeront une masse sous le titre de *Masse d'entretien*, dont l'Administration sera confiée au Commandant des Elèves qui en rendra compte tous les trois mois, à l'exception de celles du départ qu'il ne délivrera qu'à cette époque.

(7)

A R T. X V.

Les effets actuellement existans , à l'Ecole vétérinaire à l'usage des Elèves militaires , qui ont été inventoriés par le Commissaire des Guerres , dont le procès-verbal a été fait double et remis au Commandant , seront toujours sous la garde de ce Commandant qui sera responsable de leur conservation.

A R T. X V I.

Le Commissaire des Guerres , chargé de la police desdits Elèves , inspectera tous les trois mois les effets confiés aux Elèves pour leurs besoins , et ordonnera les réparations qu'il jugera nécessaires.

A R T. X V I I.

Les fonds destinés à payer les réparations seront pris , comme il est dit à l'art. XIII du présent Règlement , sur la masse d'entretien , et le décompte de cette masse ne pourra être fait aux Elèves qu'après que la dépense des réparations et remplacements aura été préalablement acquitté.

A R T. X V I I I.

Le Commandant desdits Elèves sera chargé d'acquitter lui-même les différens fournisseurs des choses nécessaires à la nourriture et à l'entretien desdits Elèves.

A R T. X I X.

Les quinze Elèves militaires seront tenus de vivre ensemble , et la Commission invite le Commandant desdits Elèves à suivre exactement cet ordre.

A R T. X X.

Le service des Maréchaux-Experts , sortant de cette Ecole , ne datera pour leurs services , en cette qualité , que du jour de leur arrivée au régiment ; le temps qu'ils auront passé à l'Ecole , et qui aura causé des frais à la République , pour leur instruction , ne devant point leur être compté comme service en qualité de Maréchaux-Experts ayant rang de Maréchaux-des-logis , mais seulement en cas de retraite , après qu'ils auront rempli un engagement de huit ans comme Maréchaux-Experts sortant de l'Ecole.

A R T. X X I.

Toutes les dépenses de ladite Ecole continueront d'être portées sur des états en bonne forme , arrêtés par le Commissaire des Guerres , chargé de la Police de ladite Ecole , et ordonnancés par le Commissaire-Ordonnateur , qui en adressera des doubles à la Commission , avec les revues que le Commissaire des Guerres fera tous les trois mois desdits Elèves.

(8)

L'Intention de la Commission est que toutes les dispositions contenues dans le présent Règlement aient lieu à compter du premier Prairial. Elle invite donc le Commandant des Elèves entretenus à l'Ecole Vétérinaire, ainsi que le Commissaire-Ordonnateur à tenir la main à l'exécution du présent Règlement.

Fait à Paris, en l'Assemblée Générale, le premier Prairial, l'an deuxième de la République Française, une et indivisible.

Les Membres composant la septième Commission exécutive ;

Signé LEMERCIER.

Vu et approuvé par le Comité de Salut public, le 27 Thermidor, l'an deux de la République.

Signé au Registre, R. LINDET, CARNOT, B. BARÈRE, C. A. PRIEUR, COLLOD'HERBOIS, BILLAUD-VARENNE, TALLIEN, THURIOT, P. A. LALOUBÉARD, TREILHARD, ESCHASSERIAUX.

Pour extrait. Signé CARNOT, R. LINDET, ESCHASSERIAUX.

P O U R C O P I E C O N F O R M E .

Les Membres de la Commission des Transports Militaires, Postes, Messageries et Remontes,

MOREAUX, LIÉVAIN, LEMERCIER, MATHON, *Adjoints.*

L'An III (1795), marque un certain retour au calme. Robespierre est tombé, la France signe des traités de paix avec la Prusse et l'Espagne, Pichegru charge victorieusement la flotte hollandaise emprisonnée par les glaces.

Le dix sept janvier, Gilbert et Huzart font un rapport au Comité d'agriculture et des arts de la Convention sur l'organisation des Écoles Vétérinaires. Quatre « *Écoles d'économie rurale* » devaient être établies à Paris, Lyon, Montpellier et Strasbourg. Un hôpital vétérinaire serait créé dans chaque Chef-lieu de département dirigé par un seul professeur chargé de donner des leçons de pratique à tous les citoyens qui voudraient assister à ses soins. Pratiquement deux écoles sont établies le 29 germinal : une à Versailles (car on supposait le transfert d'Alfort) et l'autre à Lyon. La commission du mouvement des armées doit entretenir *dans l'une et l'autre* vingt élèves pour le service de la cavalerie, qui doivent être âgés de seize à vingt cinq ans et placés sous l'inspection de la commission d'agriculture. Ce décret du 29 germinal supprime en outre la précédente administration particulière en assimilant les élèves militaires à ceux des départements. Leur entretien est de 1.200 livres par an et leur admission dépend de la commission d'agriculture et des arts. Pour les examens, le département de Seine & Oise et celui de Rhône & Loire doivent nommer chacun quatre médecins vétérinaires et quatre agriculteurs instruits pour former le jury des écoles. Notons en passant que le décret précise également que les chevaux et bestiaux malades appartenant aux cultivateurs pauvres seront traités gratuitement à l'école. Les autres paieront la nourriture et le traitement.

Le 28 vendémiaire, on crée quatre postes d'Inspecteurs Généraux occupés par des artistes vétérinaires afin de commander les dépôts et les infirmeries. L'un d'eux est attaché à Paris et son rayon de quinze lieues, deux autres pour le Sud et le dernier pour le Nord. Les artistes vétérinaires des Corps doivent leur rendre compte des traitements, des maladies, de la qualité des fourrages. Leur mission d'inspection débordait les cadres de l'armée puisqu'ils doivent surveiller les chevaux des postes et des messageries.

En fait, le besoin d'avoir à l'armée le nombre suffisant de vétérinaires instruits se fait de plus en plus sentir et, pour encourager les bonnes volontés, on augmente la solde : les artistes vétérinaires touchent alors un supplément de cent livres par mois grâce à la *Loi* du 28 ventose. Nous soulignons ici le mot *Loi*, car c'est la seule qui ait jamais été promulguée à propos des vétérinaires militaires jusqu'après 1835. Les décrets et ordonnances postérieures n'ont qu'abrogé d'autres décrets et ordonnances et non cette *Loi* qui n'est tombée qu'en désuétude et dont on aurait pu à bon droit réclamer l'exécution jusque sous la troisième République ! Aussi, quand la Convention s'achève lors de l'insurrection royaliste réprimée par Bonaparte le treize vendémiaire, le service vétérinaire des armées est remarquablement organisé et les améliorations apportées aux conditions de vie des « *artistes vétérinaires* » dépassent toutes leurs espérances.

III - LES PROJETS DU DIRECTOIRE

Si le Directoire voit enfin réalisée la pacification à l'intérieur de nos frontières par la fin de la guerre de Vendée, il est le théâtre de nombreuses campagnes militaires menées par Bonaparte : qu'elles soient d'Italie, d'Espagne, de Prusse ou d'Égypte, elles nous rappellent les noms de célèbres victoires telles que Mondovi, le Pont de Lodi, Castiglione, Arcole, les Pyramides, etc ...

Aussi, le premier soin du Directoire fut de mettre à même les vétérinaires militaires de donner aux armées tous les avantages que l'on pouvait en attendre, d'où le règlement du 18 floréal An IV (1796) qui régularise le fonctionnement du service sanitaire des chevaux des armées : il crée *un atelier général* pour la confection des fers nécessaires. Il établit aussi une *pharmacie centrale vétérinaire*, située près du dépôt général de l'infirmerie militaire, qui envoie à tous les Corps les médicaments nécessaires au traitement des chevaux malades sur présentation de bons signés (au terme de l'article 20) par les inspecteurs des remontes, les conseils d'administration ou les directeurs d'équipage et visés par les commissaires des guerres ayant la police de ces Corps.

Enfin, un maréchal-expert et un pharmacien étaient attachés au service de cet atelier et de cette pharmacie. Leur traitement qui s'élevait à quatre cents francs par mois était une somme considérable pour l'époque.

Le Directoire projette aussi la parution de quatre livres à l'usage de l'armée dont le quatrième devait contenir tout ce qui concerne la cavalerie et notamment des « *indications simples et lumineuses sur la manière de prévenir les accidents et les maladies du cheval ainsi que sur celle de le guérir, panser et ferrer.* »

Mais les guerres continuelles ainsi qu'une agitation intérieure marquée par deux coups d'état anti-royalistes et antijacobins détournent l'attention générale de ces beaux projets. Le 18 Brumaire, Bonaparte renverse le pouvoir.

IV - LA DÉSORGANISATION DU SERVICE VÉTÉRINAIRE PENDANT LE CONSULAT

En 1799, la désorganisation des différents services de l'armée est à son comble. « *Je vis avec peine - dit Gohier, artiste vétérinaire appelé à servir dans un régiment - qu'une infinité de circonstances s'opposaient à ce que les chevaux reçussent tous les soins nécessaires pour arriver à une prompte guérison. Sur les modiques émoluments qui m'étaient accordés « 20 centimes par cheval et par mois et il y avait 200 chevaux », il fallait me pourvoir de tous les médicaments. Le nombre des chevaux malades était ordinairement de quinze à vingt. On peut juger si je pouvais faire des grandes dépenses pour leur traitement.* »

La désorganisation est telle que cette septième année républicaine marque la réimplantation des empiriques à l'armée, telle que le signale une lettre du chef de la première division de la guerre adressée aux Conseils d'Administration des Corps de troupes à cheval le 29 vendémiaire An VII :

« Le ministre étant informé, citoyens, que plusieurs corps de troupe à cheval ont fait choix d'artistes vétérinaires qui n'ont point suivi les cours d'études dans les Écoles Vétérinaires d'Alfort ou de Lyon, et qui probablement ne connaissent que très imparfaitement l'art qu'ils exercent, il a décidé, citoyens, que vous seriez chargés de faire exhiber à l'artiste vétérinaire employé près de votre Corps le certificat qui a dû lui être délivré lors de son départ de l'École dans laquelle il a étudié faute de quoi vous êtes invités à proposer sur le champ son remplacement par un sujet dans lequel vous puissiez établir toute votre confiance. (...) Le Ministre désire, citoyens, que vous fassiez passer copie du certificat que vous vous ferez présenter afin qu'il juge par lui-même du degré de confiance qui doit lui être donné.

Salut et Fraternité ! »

On apprend ensuite dans une autre lettre que *« le prédécesseur du Ministre a maintenu en exercice dans différents corps, plusieurs artistes vétérinaires qui, quoiqu'ils n'aient pas étudié dans les Écoles, ont fait preuve de talent (...). La circulaire du 29 vendémiaire a donc pour but essentiel et unique d'éloigner des Corps de troupes à cheval les hommes dénués des connaissances nécessaires pour exercer l'Art vétérinaire (...). »*

Pourtant cette même lettre faisait remarquer auparavant que plusieurs conseils d'administration et diplômés des écoles seuls autorisés à s'occuper des chevaux selon la loi du 29 germinal An II, avaient porté des plaintes *« vu l'impéritie nuisible aux intérêts de la République de quelques maréchaux-ferrants exerçant les fonctions d'artistes vétérinaires. »*

Cet état de choses ne fut pas amélioré par l'Arrêté des Conseils du 8 germinal An VII (29 mars 1800) qui n'était guère plus favorable aux intérêts du gouvernement qu'à ceux des vétérinaires. La seule mesure *« favorable »* aux vétérinaires est fixée par l'ordonnance du 16 Thermidor An IX qui accorde un vétérinaire en chef à l'État Major général du train d'artillerie en temps de guerre seulement. (art. 21). Le traitement de ce vétérinaire est fixé à 3.000 francs par an, mais ses attributions ne sont pas précisées !

Aussi, Aygalenq, docteur en médecine, dans son *« Aperçu général sur la perfectibilité de la médecine vétérinaire »* signale le peu d'encouragements donnés à ces *« artistes »* en ne leur laissant pas l'espoir d'avancer en grade : *« une noble émulation doit succéder à cet état de torpeur dans lequel on est resté jusqu'à ce jour pour l'avancement de la science vétérinaire (...). Mais que peuvent de vains et stériles raisonnements pour engager à entrer dans une carrière où il y a tant à faire, tant de préjugés à braver, tant d'erreurs à détruire, tant d'ignorances à supporter si l'on n'a pas l'espérance d'être récompensé de ses travaux et de se procurer une honnête existence ? Car, soit dit en passant, le désir de notre bien être est le premier mobile de nos actions ... »*

Pendant ce temps, le grade d'officier était accordé en Angleterre aux vétérinaires des corps de cavalerie avec la perspective brillante d'atteindre le grade de capitaine.

V - L'EMPIRE

A) de 1804 à 1810 : quelques tentatives de réorganisation.

Le deux décembre 1804, Napoléon est sacré Empereur. *« La République avait cessé d'exister. Avec l'Empire, le vétérinaire entrait dans une voie qui semblait tout d'abord lui être favorable et salutaire. »*

Pourtant, l'un des premiers actes de l'Empire fut de diminuer le nombre d'élèves militaires entretenus par l'État : le règlement du premier prairial An XII fixe invariablement à quinze le nombre d'élèves militaires d'Alfort. Leur traitement est de 720 livres, mais ils sont soumis à une discipline rigoureuse. En revanche, le rapport du huit prairial présenté par le chef du bureau des fourrages et remontes au directeur de l'Administration de la guerre propose l'assimilation du traitement de l'artiste vétérinaire en chef du train d'artillerie de l'armée des Côtes et de l'Océan à celui de sous-lieutenant, soit 3.000 francs l'an. Il est précisé que cette assimilation s'étend aux avantages des rations et du logement. *« Ce n'était guère améliorer la position du corps des vétérinaires dont l'ensemble de ses membres, déjà si méritant, était cependant plus méconnu et plus déconsidéré que jamais. »*

Aussi, dès cet An XII, nos confrères Chabert et Fromage de Feugre, publient-ils un mémoire présenté au gouvernement en ces termes : *« La tâche des vétérinaires n'est-elle pas assez utile pour qu'ils obtiennent quelques encouragements ? Et portent-ils trop loin leurs prétentions en demandant le même grade que celui des pharmaciciens et des chirurgiens des dernières classes, ou même celui des aides-majors ? Et si l'on se refusait à accorder cet avantage à tous à la fois, ne pourrait-on pas le conférer à une douzaine ou à une vingtaine des plus méritants chaque année, ainsi qu'un ministre d'État nous l'a fait espérer ? »* Gohier, vétérinaire au 20^{ème} chasseurs à cheval adresse à son Colonel un mémoire sur les causes influant sur la morbidité des chevaux. Il cite, entre autres : *« ... 1^o. le peu de lumière qu'ont en hippatrique la plupart des officiers de cavalerie ; 2^o. les places des vétérinaires occupées par de simples maréchaux ; 3^o. le nombre trop limité de vétérinaires, en temps de guerre surtout ; 4^o. la modicité des émoluments qui leur sont accordés ; 5^o. l'infériorité du rang où les place leur grade dans les régiments. »*

Or, la période de repos créée par la paix de Lunéville et d'Amiens avait permis au Premier Consul de renforcer les institutions militaires et la question des vétérinaires l'avait déjà vivement préoccupé. Aussi l'Empereur approuve en tout point le projet de décret de 1804 conférant aux vétérinaires *« ces membres militaires d'une des plus importantes et des plus utiles corporations »* des positions dans l'armée dont l'assimilation comprend les grades de sous-lieutenant, lieutenant et capitaine.

Mais ce projet est tout à coup abandonné car on craignait de blesser les préjugés de l'armée sur une profession qu'on regardait comme inférieure à cause de la manière dont elle était exercée dans les campagnes !

Faute de décret, Napoléon décide, le 24 prairial (23 juin 1804) de cette même année, l'envoi d'officiers dans les écoles pour y suivre les cours et répandre dans l'armée les connaissances qu'ils devaient y puiser. Ces officiers, détachés des régiments, apprennent tout à la fois la connaissance du choix et de la conservation du cheval à Alfort, et l'équitation à Versailles. Ils ne peuvent donc suivre que quelques parties de l'enseignement vétérinaire, et après avoir vu sans trop s'en rendre compte et très légèrement le traitement des chevaux, ils se crurent assez instruits pour exercer l'Art vétérinaire ! De retour dans leurs régiments, ces officiers, qui ont la haute direction sur l'éducation et la conservation des chevaux, exercent sur les vétérinaires une autorité souvent plus nuisible qu'utile en les maintenant dans l'isolement où ils resteront si longtemps. Néanmoins, leur présence eut le mérite de démontrer qu'un hippiatre ayant commandement était nécessaire dans chaque régiment.

Une lettre du 2 frimaire An XIII (1805) adressée par le Ministre de l'Intérieur au Ministre directeur de l'Administration de la guerre, nous apprend que sur les quinze places assurées aux militaires à Lyon, seules sept sont occupées. Le Ministre demande l'envoi des arrêtés de nomination avant le 1^{er} germinal afin d'admettre les nouveaux candidats pour l'ouverture des cours d'été. Mais les volontaires n'étaient peut être pas nombreux.

C'est sans doute pourquoi il n'y eut jusqu'en 1806 qu'un vétérinaire par régiment. On était souvent obligé d'abandonner une partie des soins aux maréchaux-ferrants, vu l'impossibilité de soigner tous les chevaux malades. Le recrutement des vétérinaires était de plus en plus difficile alors que le nombre des élèves militaires n'avait pas été accru et que celui des corps de cavalerie avait été augmenté dans des proportions extraordinaires.

Pour pallier cette insuffisance, le décret du 22 avril 1807 ordonne la création de vétérinaires en second, seulement en temps de guerre. En fait, pour combler plus rapidement cette lacune, car les conquêtes pressaient, on vit encore de simples maréchaux, à qui une vieille routine tenait lieu de connaissances, remplir les fonctions de ces nouveaux promus, et jouir des avantages des grades et des mêmes rétributions. Cette position était parfaitement légale car l'article 2 précise bien que *« les aides vétérinaires seront autant que possible, tirés des écoles d'Alfort ou de Lyon. »* De plus, le concours de sortie des écoles était rigoureux : une lettre du Directeur d'Alfort datée du 24 octobre 1807 signale au Ministre *« que le sieur Jean Grilhau, élève militaire n'a pas été admis au concours (...) et se trouve obligé de se retirer et de laisser une place vacante lors de la rentrée du 1^{er} novembre. »* Pourtant, l'annonce de la création des aides vétérinaires multiplie les demandes de la part des Corps, tel le 2^{ème} régiment de chasseurs à cheval basé à Tournay, et dont le conseil d'administration fait parvenir au Ministre le 5 juin 1807, la lettre suivante : *« Monseigneur, Son Altesse le Prince ministre de la guerre, nous prévient que par décret du 22 avril, nous sommes autorisés à avoir un artiste vétérinaire adjoint en temps de guerre. Cet adjoint nous est d'autant plus nécessaire en ce moment qu'obligés pour faire traiter nos chevaux d'avoir recours au seul vétérinaire qui existe dans cette ville, nous nous voyons obligés d'accepter toutes les conditions qu'il nous fait, encore ne pouvons-nous pas toujours disposer de lui (...). Nous prions donc instamment Votre Excellence de faire donner ordre au Directeur de l'École Vétérinaire d'Alfort, ou de celle de Lyon, de nous envoyer sans retard un artiste adjoint suffisamment instruit (...). »*

Les demandes sont si nombreuses qu'on envisage même de retirer prématurément les élèves des écoles, ainsi qu'il ressort de la lettre de Bredin, Directeur de l'École Impériale Vétérinaire de Lyon adressée le deux juillet 1807 au Ministre de la Guerre :

« Monseigneur, d'après la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire à la date du 19 juin, j'ai cherché parmi les élèves qui sont le plus près de la terminaison de leurs cours, ceux qui montrent le plus de dispositions pour servir comme aides vétérinaires. J'aurais désiré avoir des renseignements positifs sur les élèves civils et militaires retirés, mais je n'ai encore reçu aucune réponse de ceux auxquels j'ai écrit. J'ai dû me borner à ceux qui composent la liste que j'ai l'honneur de vous transmettre. (...) » Suit un post-scriptum assez révélateur : *« le sieur Cousinier Louis, de la Bruyère, département du Tarn, est le seul élève militaire qui, dans le dernier examen, ait obtenu le brevet de capacité. Cet élève a obtenu le prix de bonnes mœurs et peut remplir la fonction d'aide vétérinaire. »*

Pendant ce temps, en Italie, le vice roi Eugène avait décrété le 25 mars 1807 que les vétérinaires militaires prendraient rang désormais derrière les officiers de l'État Major du régiment, sans pourtant être assimilés à aucun grade militaire. Leur traitement est de 1.200 francs l'an, accompagné de gratifications en nature et d'un supplément de solde de 1/10^{ème} après 10 ans de service, 1/10^{ème} après 20 ans, et la moitié en sus après 30 ans ! Leur pension de retraite est fixée à 600 francs. Quelle situation différente pour les membres d'une même corporation, sortis des mêmes écoles et exerçant leur art sous le même Empire mais de part et d'autre des Alpes !

Le problème de la conscription va alors toucher les vétérinaires. Le 20 mars 1808, le Directeur d'Alfort prévient le Ministre que *« plusieurs élèves militaires en pied dans cette école étant tombés au sort de la conscription de cette année doivent en conséquence partir pour l'armée. »* Il fait remarquer justement, que les élèves militaires s'engageant à servir à la sortie de l'école ne devraient plus faire partie de la conscription. Le ministre répond le 28 mars que *« les élèves des écoles vétérinaires appelés à l'activité par le sort mais qui ont commencé leur cours de pratique doivent obtenir un sursis de départ sur la production d'un certificat du Conseil (-? -) de l'École qui constate que ces élèves remplissent cette condition, (...). »*

Pour accélérer la réorganisation du service, l'Administration veut très vite dresser la liste exacte des vétérinaires militaires. Le 17 mai 1808, le Ministre directeur de l'administration de la guerre envoie une mission aux Conseils d'Administration des Corps de Troupe à Cheval : « Pour compléter, messieurs, le tableau des mouvements et mutations des artistes vétérinaires des Corps de troupe à cheval, j'ai besoin de connaître ceux qui ont exercé les fonctions près de votre régiment depuis le premier vendémiaire An XI, et ceux qui les exercent encore. Vous voudrez bien en conséquence m'en adresser le tableau en indiquant leurs noms, prénoms, âge, lieu de naissance, l'École d'où ils sortent la date de leur brevet de capacité l'époque de leur réception au régiment la date de l'autorisation ministérielle et, enfin, le motif et l'époque de la perte de ceux qui ne sont plus au Corps. »

Cette disposition est commune aux aides vétérinaires comme aux vétérinaires en pied.

Vous voudrez bien me transmettre ces renseignements dans le plus court délai possible et à l'avenir vous me ferez connaître régulièrement tous les semestres ce qui intéresse le personnel de vos vétérinaires. L'utilité et l'importance des fonctions confiées à ces artistes sont appréciées depuis longtemps. Aux yeux du gouvernement, aucun service ne peut être sans prix, les bons vétérinaires peuvent donc compter que leur zèle ne restera pas sans récompense et que je ne négligerai rien pour contribuer à l'amélioration de leur sort.

Je vous salue avec considération

Dejean Duc de Feltre. »

Enfin, pour tenter d'endiguer l'hémorragie du service vétérinaire, une décision du 16 novembre 1808 rappelle « qu'à l'avenir et dans tous les cas, aucun artiste vétérinaire jugé hors d'état de continuer son service ne pourra quitter le Corps sans un ordre spécial de son Excellence le Ministre directeur (de la guerre) auquel, à cet effet, la proposition de réforme ou de retraite devra être préalablement adressée par le Conseil d'Administration (...). »

L'année 1809 commence par la décision ministérielle du six janvier qui rappelle que les vétérinaires étant assimilés aux sous-officiers, ne peuvent se marier qu'avec l'autorisation des conseils d'administration de leurs Corps respectifs. Une note pour le bureau des fourrages envoyée du ministère le 25 avril, reflète à notre avis très bien l'état d'esprit de l'administration sur le service vétérinaire : « Les membres composant le Directeur Central des Hôpitaux Militaires ont l'honneur de prévenir Monsieur le Chef du Bureau des Fourrages qu'en exécution d'une décision de son Excellence sous la date du 21 avril, il sera versé du dépôt de pharmacie établi à Metz sur le dépôt de (Compiègne ?) (« ? illisible ») les médicaments ci-après jugés impropres au service des hôpitaux militaires et pouvant être utiles à l'art vétérinaire :

Onguent aegyptia	13 Kilos 706 grammes
Baume de souffre	1 Kilo 713 grammes
Baume tranquille	16 Kilos 887 grammes
Vert de Metz	3 Kilo 671 grammes
Crocus Metallorum	0 Kilo 826 grammes. »

Des médicaments périmés et inefficaces, voilà ce qu'il faut pour les vétérinaires ! Il est vrai qu'en 1809 l'Empire s'étend très loin, que la guerre d'Espagne coûte fort cher, et que les pertes en hommes et en chevaux sont déjà considérables. Aussi, la pénurie consécutive de matériel faisait peut être apprécier toute livraison de médicaments même périmés. Quoiqu'il en soit, la guerre fait rage, nous l'avons dit, et les demandes en artistes vétérinaires se font de plus en plus pressantes, témoin ce rapport du Général Bertrand : « La compagnie du Train du Génie attaché au quartier général a perdu beaucoup de chevaux qu'elle n'a pu remplacer qu'en partie, et avec peu de succès faute d'un artiste vétérinaire, quoique l'organisation de cette compagnie lui en attribue un, ainsi qu'un aide (...). »

Un autre rapport, daté du 22 avril, rend compte de la création de 7 régiments provisoires de troupes à cheval pour la réserve de l'armée d'Allemagne. « (...) On pense qu'il convient d'attacher un vétérinaire à chacun de ces régiments ainsi qu'il a été fait pour les régiments provisoires de l'armée d'Espagne (...). Le Bureau estime que les vétérinaires à attacher à ces régiments ne devraient avoir que le titre d'aide et il en fait la proposition afin de conserver le plus de justice possible dans le passage des aides vétérinaires au grade de vétérinaires en pied et de ne pas nuire surtout aux aides des régiments définitifs qui exercent depuis longtemps. Le traitement est le même pour les uns et pour les autres mais entre les vétérinaires et les aides, la considération est essentiellement différente et c'est un échelon d'avancement qu'il importe de maintenir. » Dans un autre rapport, enfin, le Général Lariboisière demande le 24 août 1809 un artiste vétérinaire pour le service des trois compagnies supplémentaires du train d'artillerie de la garde qui s'organisent à Strasbourg, etc ... etc ... La multiplication des Campagnes napoléoniennes crée de très nombreux régiments et accroît en conséquence la demande en artistes vétérinaires alors que le nombre des élèves militaires admis aux Écoles a été diminué ! - Le niveau de ces élèves n'est toujours pas très élevé puisque l'on continue à ne vouloir admettre que des manuels dans les Écoles : « (...) Lors de la dernière session, le jury (de l'école de Lyon, le 5 décembre) a porté particulièrement son attention sur la rédaction des procès-verbaux et des rapports soumis à son examen par les élèves et c'est la partie sur laquelle les élèves militaires ont été trouvés très faibles. Il est de l'intérêt de l'administration de votre Excellence pour cette partie de service que les aspirants aux places d'élèves annoncent des dispositions pour la rédaction (...). »

Mais l'heure n'est pas à l'exercice de français. L'armée a besoin de vétérinaires à tout prix et les services de recrutement s'agitent beaucoup comme le montre la « *Note sur l'application des dispositions de l'instruction sur la levée de 1809 aux élèves vétérinaires sortis des écoles sans avoir reçu de destination.* » : « *Un arrêté du gouvernement du 21 pluviôse An VIII avait autorisé les vétérinaires appelés par la conscription à continuer leurs études aux Écoles, mais cette faculté leur a été retirée par une décision du Ministre de la Guerre du 3 frimaire An XI et cet ordre de choses a subsisté jusqu'à ce que les observations des directeurs des Écoles et du Ministre de l'Intérieur sur les inconvénients de cette mesure qui enlevait à l'art vétérinaire des sujets dont l'instruction déjà en partie acquise se trouvait perdue pour le gouvernement même qui en avait fait les frais, déterminèrent le Ministre de la Guerre à permettre aux écoles vétérinaires de conserver leurs élèves de l'âge de la conscription pendant la durée des cours : la décision a été donnée le 19 mai 1807.*

Dans l'intervalle de l'une à l'autre époque, les élèves appelés par la conscription, soit civils, soit militaires, ont été indistinctement obligés de quitter les écoles pour être encadrés dans les troupes. Cette opération était directement surveillée par les préfets et les agents militaires de recrutement. Les élèves militaires qui partaient dans l'armée après avoir subi l'examen du jury d'instruction restaient à la disposition du Ministre, mais très fréquemment, il ne pouvait leur être assigné de destination ; les mutations des artistes vétérinaires dans les Corps de troupe à cheval se réduisirent à un nombre de 8 à 10 par année, et les élèves civils qui se faisaient présenter par les Directeurs des Écoles ou des personnes recommandables obtenaient quelques unes de ces places lorsqu'elles n'étaient point réclamées par des militaires, de sorte que plusieurs de ces derniers ont été dans le cas de se retirer dans leur département sans avoir l'intention de se soustraire à l'obligation de servir.

Le décret du 22 avril 1807 qui accorde un aide vétérinaire à chaque régiment a tout à coup fait naître une multitude de demandes de la part des Corps. Dès le 25 avril, les Directeurs des deux Écoles avaient été invités à faire connaître les élèves militaires sans emploi ; cette invitation a été renouvelée le 19 juin tant pour les élèves militaires que ceux, civils, qui voudraient prendre du service.

Les élèves militaires qui sont sortis pendant l'année 1807 ont aussitôt été dirigés sur des Corps ; plus de 30 civils ont été placés depuis le décret par suite du même principe.

On a recherché les élèves militaires qui, depuis l'An XII sont sortis des Écoles, et on les présente dans le tableau ci-joint qui prouve que 26 n'ont pas reçu de destination. On propose de les attacher aux régiments provisoires et en qualité d'aides aux autres Corps qui en demandent. (...). La destination proposée, si elle est approuvée, les ordres de service seront aussitôt expédiés et adressés aux préfets des départements respectifs avec invitation d'accélérer le départ des vétérinaires. (...). Aucun élève militaire ne pourra impunément se soustraire à l'obligation d'être utile.

Signé : Dujaron Beaumet
Chef du Bureau des Fourrages et Remontes. »

Il faut cependant noter que certains vétérinaires sont volontaires pour s'engager, telle que le prouve cette lettre datée du 11 septembre 1809 :

no 3652
11² bis 140

Son Excellence
Monseigneur de
Jean Ministre de la Guerre
Comte d'Empire

Monseigneur

Monsieur Antoine Girard, âgé de 34 ans, domicilié
à l'arrondissement d'Yssour Département du
Gers, est un artiste Vétérinaire, exerçant son art
depuis dix ans, pour des Certificats honorables
des autorités constituées du dit arrondissement
et d'un Conseil également honorable de l'Ecole
Vétérinaire Impériale de Lyon. Désirant utiliser
par moyen, prend la respectueuse liberté d'offrir
ses services à Votre Excellence, pour être employé
en ladite qualité, soit dans un régiment ou un
dépôt de Cavalerie, d'Artillerie ou de Chasse.
Dans l'un ou l'autre de ses emplois
Il remplira avec Zèle et Dévouement Les
devoirs de l'aplace qu'il s'est sollicité de Vos
Bontés

Daignez Monsieur accueillir favorablement
l'admission, et l'hommage du profond respect avec le-
quel il a l'honneur d'être

Monsieur

De Votre Science

Très humble et très obéissant
serviteur ~~Genève~~

M. B.

Les sieurs qui ont été au premier grade
vétérinaire pour l'armée et remis pour
demande: les sieurs consistant dans une
plume certifiée de son autorité civile par
leurs ou il en sera donné acte.

Quant à la législation réglementant le service vétérinaire, elle ne s'enrichit cette année là que du décret du 17 mai 1809, proclamé du camp impérial de Schoënbrunn. Ce décret porte qu'il « sera établi à Paris un Comité central s'occupant de l'amélioration des races équinées, des haras, des étalons, de l'hippiatrique, de l'art vétérinaire et de l'équitation. » Les membres seront fournis par les Inspecteurs Généraux des haras, l'Inspecteur des Écoles Vétérinaires, les officiers supérieurs de cavalerie, les propriétaires qui se seront distingués dans l'élevage des chevaux et les hommes distingués par leur connaissance dans l'art vétérinaire. » En tout, 3 vétérinaires sur 20 membres. Le décret n'aura malheureusement aucune suite. Seule fonctionne « l'École Militaire spéciale de Cavalerie » créée à St Germain le huit mars. Ses élèves pansent leurs chevaux eux-mêmes et vont à des cours d'instruction un peu comparables à ceux des écoles vétérinaires.

1810.

Les généraux Bourcier et Prével proposent l'admission des vétérinaires (l'Empereur estime que le titre d'artiste est déplacé dans les troupes : les vétérinaires doivent rester praticiens), à un grade intermédiaire entre officiers et les sous-officiers. On leur donnerait « comme aux officiers de santé, un uniforme distinct, sans être le même avec un traitement de 80 ou 100 francs par mois, de manière cependant que ce traitement fut inférieur à celui de sous-lieutenant. »

On projette également de créer à l'École d'Alfort des cours particuliers d'hippiatrique pour les officiers qui y sont envoyés. Mais on parle aussi sérieusement de supprimer ou de renvoyer provisoirement les aides vétérinaires à l'intérieur car l'effectif actuel de 82 entraîne une dépense annuelle de 36.760 francs. Le chef du Bureau des Fourrages et Remontes n'approuve pas du tout ce projet : « ... mais l'époque de leur suppression ne me paraît point arrivée et je la croirais en ce moment nuisible au service. Ces aides ont été créés moins d'après la force des Corps que par l'état de dissémination des troupes, et cet état subsiste toujours. Tant que les dépôts ne seront point réunis à leurs escadrons, il faudra indispensablement deux vétérinaires par régiment et le besoin s'en fera sentir davantage encore si l'on opérait de nouvelles remontes. Il est évidemment plus avantageux et plus économique de confier le traitement des chevaux à des vétérinaires militaires que de recourir aux vétérinaires civils. (...) Il ne faut pas d'ailleurs, s'abuser sur la disponibilité des vétérinaires civils ; une fois qu'ils s'établissent dans l'intérieur ils sont perdus pour nous à moins qu'ils ne soient incapables ou d'une mauvaise conduite. Les campagnes payent mieux, c'est plus solide, moins ambulante. Les vétérinaires ainsi établis se marient presque toujours en voyant chaque jour leur sort s'améliorer ; aussi a-t-il été extrêmement difficile d'arracher à ces avantages les élèves militaires qui n'ont point eu de destination à leur sortie des écoles. (...) »

B) Le décret d'Anvers et les réactions qu'il déclencha.

1811.

En mai 1811, le Ministre Directeur propose de réserver aux enfants de troupe les places de boursiers dans les écoles vétérinaires. L'Empereur agréa cette proposition et décide que les élèves militaires seront tenus de servir dix ans. Dans une autre séance, il ordonne qu'au lieu de renvoyer dans leurs foyers pour y être dix ans à la disposition du ministre, ceux qu'on ne pourrait placer comme vétérinaires dans les Corps, ils y entreraient dans les grades de fourriers et brigadiers pour aider les vétérinaires et les maréchaux. La mesure est d'importance car, on admet qu'il n'y aurait que 23 vétérinaires de Corps à remplacer alors que l'on compte 107 élèves militaires dans les deux écoles : 84 d'entre-eux seraient retournés à des occupations civiles dans les années à venir. Il va sans dire que cette nouvelle organisation sourit au Général Prével : tous les vétérinaires ayant suivi un enseignement gratuit dans les Écoles resteraient à l'armée. « Comme ils seront pris parmi les fils de militaires, les ramener dans les Corps sera les ramener dans leurs foyers (...) ».

Cependant, les rapports sur les vétérinaires envoyés périodiquement au ministère sont très favorables : « les notes sont généralement avantageuses et satisfaisantes sous le rapport du zèle et de l'instruction (...). Certes d'autres notes peu favorables ont paru dans le cas de quelques observations. » On écrit ainsi à propos du sieur Vallet aide veto au 21^{ème} Régiment de Dragons « des connaissances, beaucoup de pratique, ayant 43 ans de service comme artiste, mais très âgé, peu actif et adonné au vin (...). » Le climat général est favorable et on peut noter dans un rapport du Chef du Bureau des Fourrages et Remontes, les observations du Général Lhéritier voulant accorder aux vétérinaires après 2 ans de service utile le rang et le traitement du sous-lieutenant. D'où le décret d'Anvers du 30 septembre signé par Napoléon, Empereur des Français, Protecteur de la confédération du Rhin, Médiateur de la confédération Suisse :

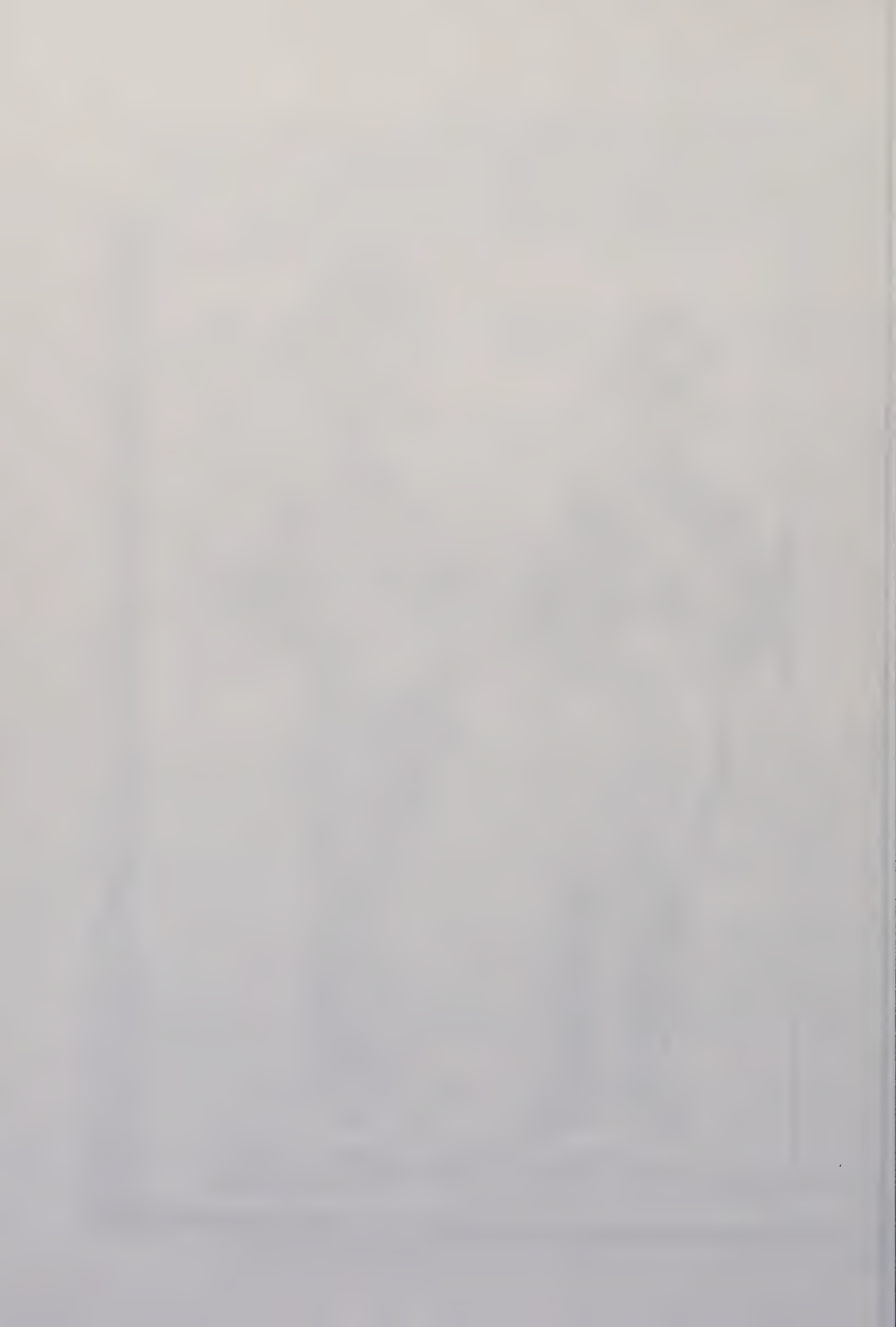
Article 1^{er} : En date du 1^{er} janvier 1812, les artistes vétérinaires dans les Corps de troupe à cheval jouiront d'un traitement de 100 francs par mois.
En garnison, lorsqu'ils n'auront pas de logement en nature, ils recevront 12 francs par mois à titre d'indemnité.

Article 2^{ème} : Ils prendront rang à la suite des adjudants sous-officiers des régiments, sans néanmoins avoir l'assimilation avec un autre grade militaire. Notre Ministre de la Guerre déterminera l'uniforme qu'ils doivent porter.

Article 3^{ème} : Leur traitement de retraite sera de 600 francs par an. Le 13 novembre, on propose à l'Empereur de fixer le traitement des aides à 1.000 francs par an et une retraite de 500 francs par an. On devait leur accorder une ration de fourrages et une ration de vivres en campagne. En marche, on leur donnera une indemnité de route de F. 2,50.



ÉCOLE DE SAINT-GERMAIN (1811)
ARTISTE VÉTÉRIINAIRE ET MARÉCHAL DES LOGIS MAITRE MARÉCHAL FERRANT



Ces avantages étaient considérables : une solde de 1.200 francs par an était inespérée car elle était comparable à celle des sous-lieutenants ; de plus, elle ne supprimait aucun des avantages en nature dont bénéficiaient les vétos : cheval équipé, logement, chauffage, habillement. Ce traitement élevé annonce donc pour beaucoup l'assimilation prochaine des vétérinaires aux officiers, d'où une levée de boucliers. Parmi les contestataires les plus intransigeants, nous citerons quelques extraits d'un discours du Général Préval :

« Beaucoup qui cherchent à se retirer (dans le civil) sont fils de riches cultivateurs qui ne se sont mis là que pour échapper à la conscription tout en prenant des connaissances convenables à leurs intérêts (...). Ils peuvent servir les particuliers et les officiers à des prix à débattre, et avoir des bénéfices en raison de leur mérite, leur engagement ne sera que de dix ans et ils auront la certitude d'être libres à trente ans d'âge après une pratique indispensable, et qu'ils ne pouvaient acquérir que dans les troupes. (...) Trop bien traités, et de trop bonne heure, ils chercheront à s'associer aux officiers. Mais l'état d'officier est un état noble, surtout dans une monarchie, et si l'on oublie que l'état des vétérinaires est une profession, c'est le moyen de le leur faire oublier à eux-mêmes, ils renonceront à la pratique de leur état qui repousse toute tenue au point qu'on a toujours permis dans les régiments qu'ils en fussent affranchis.

Il ne faut pas non plus leur donner une sorte d'indépendance en ne les plaçant pas dans les rangs des sous-officiers, et en ne leur faisant pas porter de distinctions. (...) Ce serait briser les liens de subordination entre eux et les officiers, adjudants compris et entre les cavaliers et eux, car leurs recommandations doivent être reçues comme des ordres.

Le vétérinaire suffit à l'armée pour conduire un dépôt d'hommes chargés de chevaux blessés parce qu'il a les galons et surtout la tenue, le tour et les manières du sous-officier, tandis qu'un chirurgien ne peut sans sous-officiers contenir le plus faible dépôt de malades.

On objecte qu'ils seront soigneux à proportion qu'ils seront mieux traités. Oui, mais on a une meilleure garantie dans la discipline et dans l'intérêt personnel des vétérinaires que l'on a enchaînés par un abonnement (...).

On s'exagère l'importance des vétérinaires dans les Corps et le besoin qu'ils aient de beaucoup de capacité : la santé des chevaux tient essentiellement à la bonne nourriture, aux soins et à la bonne police. Très rarement, même en temps de paix, on traite les maladies graves et de longue durée. Le prix de la nourriture et des médicaments fait presque toujours décider de la vente (...). La mobilité des troupes en campagne et la quantité de chevaux à panser obligent à abandonner ceux qui sont très malades (...).

On s'exagère encore leur importance dans leur coopération aux remontes : l'essentiel est de s'assurer des moyens d'un cheval et en ce genre, l'expérience des officiers instructeurs et des maquignons est supérieure à toutes les théories (...). »

Or, si le décret d'Anvers a fait passer la solde des vétérinaires du niveau de celle d'un maréchal de logis à celle d'un lieutenant de première classe, c'est qu'il prévoyait la réforme des Écoles. En effet, le Général Bourcier était informé d'un projet de décret donnant aux vétérinaires civils les rangs de licenciés, bacheliers et docteurs, et aux vétérinaires militaires celui de sous-lieutenant, lieutenant et capitaine. (Ce fut la Section de la Guerre qui les plaça après les adjudants). Le Général Préval, quant à lui, regrette qu'on ne puisse rendre aux Écoles l'enseignement purement militaire. Il demande que les cours soient encore plus axés sur le cheval alors que moins d'un vingtième du programme est consacré aux autres animaux domestiques ! Il propose néanmoins des réformes très valables, comme l'admission à 18 ans minimum, des conférences régulières entre professeurs, quatre ans d'études au lieu de trois, etc ...

Enfin, l'accord semble parfait en ce qui concerne les officiers des régiments envoyés aux Écoles : *« (...) ; leur rapprochement des grandes villes les porte à la dissipation ; le plus grand nombre apporte dans les Corps, au lieu des connaissances désirables, l'esprit d'indépendance et de rivalité. Il serait préférable d'avoir à St Germain une instruction liée essentiellement à l'équitation. »* Leur disparition des Écoles paraît proche.

C) Autres projets de réformes.

1812.

La campagne de Russie va nécessiter une intense préparation militaire. Dès le 10 janvier, Napoléon adjoint un cinquième escadron à divers Corps de cavalerie de la Grande Armée. Cet escadron emploie les aides vétérinaires qui étaient jusque là en poste aux dépôts. Pour les remplacer, le décret du 9 mars autorise *« les régiments de cavalerie qui forment un grand escadron à prendre provisoirement parmi les sous-officiers ou cavaliers auxquels on reconnaîtra le plus d'instruction et d'aptitude au service vétérinaire, les sous aides vétérinaires destinés à remplacer aux dépôts les aides partis au 5^{ème} escadron. »* Ces sous aides sont assimilés aux maréchaux des logis.

Et voilà le service vétérinaire confié encore une fois aux premiers venus. En fait, les effectifs des vétérinaires militaires sont totalement insuffisants : d'une part la demande est sans cesse croissante avec les remontes incessantes des dépôts tels que ceux de Hanovre ou de Berlin, et la multiplication des régiments ; d'autre part l'offre décroît relativement : les nombreuses campagnes napoléoniennes ont déjà coûté très cher en vies humaines, le nombre d'élèves militaires n'a pas été accru et les *« volontaires »* civils ne semblent pas très enthousiastes pour partir à Moscou, comme semble le montrer la lettre suivante postée à Cognac le 24 février par notre confrère Vebout :

« Monseigneur, je viens de recevoir la lettre de votre Excellence datée du 16 février, me donnant ordre de me rendre en poste au dépôt général de Hanovre pour y assurer le service vétérinaire, mais j'ai l'honneur d'exposer à votre Excellence, Monseigneur, qu'une lettre à moi adressée par son Excellence Monseigneur le Ministre de l'Intérieur, portant la date du 4 février, me proposa cette place que le 12 du même mois j'eus l'honneur de répondre à son Excellence, qu'ayant été placé par arrêté de Monsieur le Préfet de la Charente, et désirant m'y tenir, il m'était impossible d'accepter cette offre. Je supplie votre Excellence Monseigneur de daigner agréer mes regrets de ne pouvoir répondre à ses bonnes intentions en ma faveur et de pourvoir à mon remplacement (...). »

Afin de maintenir les effectifs, deux mesures principales sont prises : les élèves d'Alfort sont envoyés à l'armée avant les examens, dès qu'ils « sont jugés en état d'exercer » et les vétérinaires en poste sont gardés quoiqu'il arrive : le 26 avril, le Général Bourcier rend compte au Ministre de la situation du service vétérinaire du dépôt de Hanovre. Il propose la mutation (et non le renvoi) dans les Corps de cavalerie de quelques vétérinaires incapables d'assurer le service d'un dépôt : « (...) Le premier d'une constitution extrêmement faible et continuellement malade ne possède que quelques connaissances théoriques. Le second ignore absolument la pratique vétérinaire et le troisième qui n'a que de très faibles connaissances théoriques apporte une grande négligence à remplir ses devoirs. (...) un quatrième qui, à une constitution extrêmement faible, joint une insouciance qui le rend nul pour le service des dépôts (...). »

1812 va également être le théâtre d'une bataille administrative quand, le 9 avril, le Comte de Montlivet, Ministre de l'Intérieur, présente le projet de décret créant des vétérinaires Bacheliers, Licenciés et Docteurs assimilés militairement aux sous-lieutenants, lieutenants et capitaines, avec un traitement de 1.200 francs pour le premier et 800 francs pour les deux derniers. Dès le 16 avril, la Section de l'intérieur repousse catégoriquement ce projet d'assimilation car : « il serait prudent d'examiner d'abord si en accordant aux hommes qui traitent les maladies des animaux les mêmes titres qu'obtiennent par des études longues et multipliées les hommes qui traitent les maladies de leurs semblables, on ne dégradera pas les médecins dans l'opinion plus qu'on élèvera les vétérinaires. Une faculté composée d'un doyen, de docteurs, de bacheliers, de licenciés donnant et recevant avec solennité des diplômes et celà, pour guérir et ferrer des animaux, ressemble si parfaitement dans ses formes aux facultés dont se compose l'Université pour l'étude des lois, des lettres et des sciences qu'il est impossible de ne pas être choqué de cette similitude de noms pour des objets qu'il serait humiliant de considérer sous les mêmes rapports. (...). La médecine n'est devenue une science honorée que parce qu'elle se rattache au moral de l'homme (...). Si l'on renonce à ces heureuses conceptions pour ne plus considérer que l'utilité matérielle (...) on rabaisse toutes les connaissances à la fois nobles et spirituelles (...). Pourvu qu'on forme en France de bons vétérinaires qu'on parvienne insensiblement à ce qu'aucun maréchal-ferrant ne soit tout à fait étranger à l'art vétérinaire, on aura atteint le but espéré en formant des écoles (...). Ce serait surtout les maréchaux vétérinaires qu'il faudrait s'efforcer de multiplier puisque les jeunes gens sortant des écoles, qui ne veulent traiter que la partie de la médecine vétérinaire, et qui dédaignent la maréchalerie restent quelquefois des années sans rien faire (...) et les sacrifices que le gouvernement a fait pour leur éducation sont en pure perte (...). On finirait par écarter les élèves libres et payants si l'on créait des places uniquement pour assurer dans l'avenir une existence aux élèves qui auraient été instruits et entretenus gratuitement. (...). C'est dans l'intention qu'il faut s'arrêter à ce qui est utile que la Section de l'Intérieur n'a pas admis une chaire de Grammaire et de Belles lettres (dans les Écoles Vétérinaires), quoique le Ministre ait affirmé qu'elle était peut-être plus utile qu'à Polytechnique où les jeunes gens sont préparés par des études plus relevées qu'aux Écoles Vétérinaires. (...) mais pourquoi auraient-ils moi besoin d'être instruits dans les Belles lettres que ceux qui soigneront les chevaux ? La Section pense qu'il ne faut pas multiplier les chaires où un professeur se contente de parler à des élèves qui ne comprennent pas toujours, même alors qu'ils l'écoutent. (...). C'est la plume à la main qu'on apprend à parler (...). Au lieu d'un professeur de belles lettres à 4.000 francs, la Section a cru devoir proposer un maître de grammaire à 1.200 francs (...). C'est en faisant faire des progrès à l'art vétérinaire qu'ils se placeront au rang des Docteurs sans en recevoir le diplôme. »

Suite un projet de décret portant création de quatre Écoles Vétérinaires (Lyon, Alfort, Turin, Aix-la-Chapelle) avec quinze places gratuites par école pour les élèves militaires. Les conditions d'admission restent assez analogues aux précédentes, et il faut justifier d'un apprentissage relatif à la ferrure du cheval.

Le Général Préval s'empresse d'approuver la Section de l'Intérieur et écrit au Ministre le 19 avril, une lettre dont voici quelques extraits : « (...). Les Corps, comme les particuliers, n'auraient qu'à perdre à avoir des vétérinaires dont on aurait élevé l'état. Mon collègue Fievre a parfaitement apprécié et rendu sensible l'inconvénient de les mettre sur le même rang que les professions libérales (...). Quel est le jeune homme d'une famille honnête, quel est celui ayant fait des études qui ira vivre au milieu des garçons maréchaux, des charretiers et des palefreniers ? La nécessité pour les vétérinaires de se les accoler dans l'exercice de sa profession, ce qui est de pénible et de dégoûtant en éloignera toujours le jeune homme susceptible d'une éducation libérale. Si donc les vétérinaires n'ont pas cette considération et cet état indépendant qu'on chercherait vainement à leur donner c'est que leur profession par elle-même et par ses faibles produits s'y oppose. (...). »

Bien que très attaché au côté praticien et maréchal du vétérinaire, Napoléon n'approuve pas toutes les récriminations de la Section de l'Intérieur et du Général Préval contre le projet du Comte de Montalivet. Sans établir la hiérarchie proposée par ce dernier, l'Empereur croit à la nécessité de créer deux classes de vétérinaires, se rapportant en cela à un nouveau projet de réforme des Écoles. Il est en effet question de créer deux classes de vétérinaires, les maréchaux vétérinaires, suivant un cycle court de trois ans et les vétérinaires, suivant un enseignement de cinq ans. Ces derniers seraient « destinés à avancer la science » alors que les maréchaux resteraient « voués à la pratique ». Il va sans dire que la majorité des futurs vétérinaires militaires serait choisie ... parmi les maréchaux.

D'où le projet du 9 mai, attribuant au service des armées :

- 1°) des vétérinaires d'une classe supérieure : les Vétérinaires Inspecteurs, chargés du service des dépôts de Remontes, des Parcs d'Artillerie etc ... etc ...
- 2°) des Vétérinaires attachés aux Corps : les Maréchaux vétérinaires dont le rôle est de traiter les chevaux malades et de commander les maréchaux-ferrants en posant les fers à leur place dans les cas difficiles.
Notons que l'appellation « Aide » est supprimée. On crée des Maréchaux vétérinaires en premier et en second ayant le grade de Maréchal des logis chef et Maréchal des Logis. Cette nouvelle désignation permet aux conseils d'administration des régiments, de traiter avec chacun d'eux pour les abonnements car l'ancien aide, trop souvent considéré comme domestique, ne pouvait utiliser que les médicaments demandés par le vétérinaire en titre.
- 3°) les sous Aides, pris parmi les sous-officiers ou les cavaliers ne sont employés qu'à titre provisoire, en temps de guerre, ou après de longues marches lorsqu'un grand nombre de chevaux souffrent de petites blessures occasionnés par le frottement du harnachement et nécessitant quelque traitement.

Ce projet insiste particulièrement sur le *Maréchal-Vétérinaire* : en effet, les réformes innombrables des chevaux de notre cavalerie sont attribuées à des défauts de ferrure. « Leur titre d'artiste les faisait considérer comme sous leur profession de s'occuper des ferrures, quoique nos maréchaux n'aient jamais eu plus besoin d'être dirigés que depuis la guerre : comme ils sont très jeunes, ils manquent de l'expérience qui pourrait suppléer à l'instruction. (...) cette observation n'a pas plus échappé aux vétérinaires éclairés qu'aux officiers de cavalerie. Monsieur Lafosse, héritier du nom et des talents du célèbre hippiatre l'a mentionné dans un ouvrage récent. »

Enfin les critiques formulées contre le décret d'Anvers continuent de « pleuvoir » : en portant la solde à 1.200 francs, et en maintenant les prérogatives en nature telles que, le cheval équipé, l'habillement, le logement etc ... etc ..., et ce dès l'âge de vingt ans, on a supprimé toute émulation. De toute façon la solde est jugée trop élevée car « ils » traitent avec le public de toutes les classes et sont assurés d'un « revenant-bon » de deux à quatre francs par cheval dans les remontes « faites avec le plus de scrupule. »

C'est pourquoi, lorsque le spectre de la grande armée franchit la Bérézina en novembre 1812 ne rapatriant de Moscou que quelques chevaux, il paraît nécessaire à l'Empereur de remanier très vite le service vétérinaire de ses armées. Dès le 24 décembre, un décret fixe les statuts des vétérinaires en second : leur traitement est de 600 francs par an avec le rang de Maréchal des Logis.

D) Le décret de Moscou (15 janvier 1813) et ses conséquences.

1813.

L'Empire penche. Une dernière tentative d'élaboration professionnelle voit le jour sous la forme du *décret du 15 janvier, dit décret de Moscou*. Les modifications importantes qu'il apporte méritent que l'on s'attarde un peu sur son contenu.

Les écoles sont divisées en deux classes et portées au nombre de cinq. Seule Alfort est baptisée de première classe. L'enseignement comprend deux paliers : un premier cours dure trois ans et forme le *maréchal vétérinaire* ; un deuxième cours s'étendant sur deux années supplémentaires aboutit à la nomination du *médecin vétérinaire*. Les quatre autres écoles, dites de deuxième classe (Lyon, Turin, Aix la Chapelle et Zutphen) n'enseignent que le cours de trois ans et ne forment donc que des maréchaux vétérinaires. Pratiquement, Turin, Aix et Zutphen n'existent jamais que sur le papier.

Les conséquences civiles du décret sont très importantes :

- 1°) *Le morcellement des titres* : - le *maréchal vétérinaire* obtient son brevet en trois ans sans étudier les « sciences accessoires. »
- le *médecin vétérinaire* est choisi sur concours parmi l'élite des maréchaux vétérinaires et n'obtient son brevet qu'en cinq ans.
- le *maréchal expert*. C'est un nouveau personnage créé par le décret. Maréchaux et Médecins vétérinaires sont payés 1.200 francs par an par la commune, pour fonder un atelier de maréchalerie et faire des élèves, les maréchaux experts, en deux années d'apprentissage.

Ces trois classes se firent une guerre acharnée et impitoyable car maréchaux et médecins vétérinaires, gens instruits et diplômés ne pouvaient que s'opposer aux maréchaux-experts vaniteux, ignorants et inhabiles, « dont la science se résumait dans l'audace, l'impéritie et le mensonge impudent. Le vétérinaire isolé ne peut former que des charlatans privilégiés (...) » (Vogeli).

- 2°) La désunion de l'enseignement en créant deux types d'école.
3°) des mesures très valables sont néanmoins prises : les examens sont jugés par un jury de professeurs ; il y a maintenant des éléments de grammaire pour entrer aux écoles etc ...

Quant aux *conséquences militaires*, elles ne firent qu'accroître la désillusion et le mécontentement si grand en 1812.

ADMINISTRATION
DE LA GUERRE.

Paris, le 6 Juin 1813.

BUREAU
DES FOURRAGES,
REMONTES
ET HARNACHEMENT.

Notification du décret du
15 janvier, relatif au service
vétérinaire des armées.

N.º 328.

LE MINISTRE-DIRECTEUR de l'Administration
la guerre, Ministre d'état,

Aux Inspecteurs aux revues,

Aux Commissaires ordonnateurs des guerres,

Et aux Conseils d'administration des corps de troupes
cheval.

*MESSIEURS, SA MAJESTÉ a rendu, le 15 janvier dernier ;
l'organisation des écoles impériales vétérinaires et le service vétérinaire
des armées, un décret qui, entre autres dispositions, contient celles
suivent :*

DES ÉLÈVES VÉTÉRINAIRES.

TITRE IV.

§. I.^{er}

Des Élèves.

ARTICLE 27.

Il sera réservé dans chaque école, vingt places gratuites pour
élèves destinés à être vétérinaires dans nos troupes ; ils seront
nommés par nous sur la présentation de notre Ministre-directeur

28.

Ces places seront aux frais de l'Administration de la guerre, et seront données, 1.^o aux fils de vétérinaires en activité ou retirés avec pension; 2.^o aux fils de cavaliers maréchaux ferrans; 3.^o aux enfans de troupes à cheval.

29.

Ils contracteront l'engagement de servir dix ans dans nos régimens de troupes à cheval ou bataillons du train.

Guerre, Circul. N.^o 328.

30.

Ils rempliront les conditions de l'article 23 sur l'admission des élèves, et portant :

« Nul ne peut être admis dans nos écoles impériales vétérinaires, s'il n'est âgé de 16 à 25 ans, s'il ne sait bien lire et écrire, s'il ne possède les élémens de la grammaire française; s'il n'a les dispositions physiques et morales nécessaires pour faire des progrès dans l'art auquel il se destine; enfin, s'il ne justifie d'un apprentissage relatif à la ferrure du cheval. »

31.

Les trousseaux, les livres élémentaires et les instrumens leur seront fournis au compte de l'Administration de la guerre.

32.

Quant à leur instruction, il n'y aura d'exigé que le cours de trois ans, fixé pour former les maréchaux vétérinaires. Cependant nous permettons que ceux de nos élèves militaires qui annonceraient des dispositions particulières, puissent être présentés à notre Ministre de l'intérieur, parmi les candidats pour le second cours: s'ils sont admis, ils seront susceptibles de recevoir le brevet de médecin vétérinaire.

33.

Les élèves qui n'auraient pas satisfait aux examens, ceux qui seraient renvoyés de l'école pour incapacité, mauvaise volonté ou indiscipline, seront incorporés comme cavaliers ou maréchaux ferrans.

§. II.

Des Inspecteurs.

34.

Il y aura, selon le besoin, sous les ordres de notre Ministre directeur de l'administration de la guerre, des vétérinaires inspecteurs pris parmi les médecins vétérinaires, les professeurs de nos écoles vétérinaires, et les vétérinaires aujourd'hui en activité de service dans nos troupes à cheval : à l'avenir, ils seront pris parmi les médecins vétérinaires.

35.

Leur traitement sera de 2000 francs ; leur logement, dans les cas prévus par les réglemens, sera de 400 francs, et l'indemnité de route, de 3 francs : en temps de guerre, ils auront droit à des rations de fourrages.

36.

Leur uniforme sera celui des professeurs des écoles vétérinaires.

37.

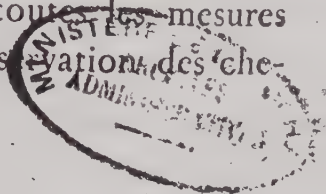
A l'avenir, les places qui vaqueront dans la première classe d'inspecteurs, seront remplacées par des inspecteurs de seconde classe, et ceux-ci seront remplacés par des vétérinaires brevetés médecins.

38.

En temps de guerre, ils seront chargés en chef du service vétérinaire des grands parcs d'artillerie, du génie et des équipages des dépôts généraux de chevaux pour les troupes à cheval et autres grands établissemens permanens ou temporaires, formés pour le service général de l'armée.

39.

En temps de paix, des vétérinaires inspecteurs pourront être placés près des dépôts qui seraient formés pour la réception des remontes. Ils seront également employés, par notre Ministre-directeur, à faire des tournées pour s'assurer de la manière dont nos chevaux de troupes sont soignés et traités par les vétérinaires des corps, reconnaître la salubrité ou l'insalubrité des écuries des différens quartiers de cavalerie, et proposer toutes les mesures sanitaires propres au bon entretien et à la conservation des chevaux.



§. III.

Des Vétérinaires dans les Corps.

40.

Il y aura dans chacun de nos régimens de troupes à cheval et bataillons du train, un maréchal vétérinaire en premier et un maréchal vétérinaire en second. Ceux qui s'y trouvent prendront ces dénominations; le plus ancien, celle de maréchal vétérinaire en premier; s'il y en a trois, le troisième sera maréchal vétérinaire surnuméraire.

41.

Lorsqu'il vaquera une place de maréchal vétérinaire en premier, notre Ministre-directeur, sur la présentation du Conseil d'administration, nommera, soit le vétérinaire en second du régiment ou bataillon, soit tout autre vétérinaire en second.

42.

Les places de maréchaux vétérinaires en second seront données aux élèves militaires qui auront achevé leur cours; elles le seront par numéros d'ordre, en raison du mérite, sur les listes formées par le jury d'examen.

A défaut de vacance, les élèves seront surnuméraires et attendront leur placement dans le grade et la solde de maréchal-des-logis ; mais ils seront les premiers placés sur toutes les troupes à cheval et bataillons du train.

Les élèves du second cours, dès l'instant où ils le commenceront, compteront comme vétérinaires surnuméraires, et dateront de là pour le rang et la solde progressive.

Avant dix ans de service, les titulaires ou les surnuméraires qui ne montreraient pas assez de capacité pour leur emploi, rentreront dans les rangs comme sous-officiers. Ceux qui mériteront de le perdre pour inconduite, rentreront dans les rangs comme soldats ; s'ils ont plus de dix ans de service, ils seront renvoyés. Dans l'un et l'autre cas, le Ministre-directeur prononcera sur le rapport du Colonel.

43.

Les maréchaux vétérinaires seront employés, en temps de guerre, le premier aux escadrons, le second au dépôt : en paix, si le régiment est séparé, le vétérinaire en premier sera attaché à la portion du corps la plus considérable ; si le régiment est réuni, le Conseil d'administration leur partagera le service, et traitera avec chacun d'eux. Ils seront tenus d'agir de concert pour toutes les opérations où le concours de deux vétérinaires est utile ; et, dans ce cas, le vétérinaire en premier les dirigera.

Les maréchaux vétérinaires surnuméraires, en temps de paix, compteront dans les cadres ; en temps de guerre, ils seront hors des cadres et en plus.

A défaut de vétérinaires surnuméraires, les régimens sont autorisés à choisir, pour y suppléer, un ou deux maréchaux-des-logis, brigadiers, cavaliers ou maréchaux ferrans.

Ils feront partie des cadres dans les corps sur le pied de paix, et seront en plus dans ceux sur le pied de guerre. Ils recevront, tant qu'il sera utile de les employer comme vétérinaires, la solde du grade immédiatement au-dessus du leur.

44.

Le maréchal vétérinaire en premier portera les galons de maréchal-des-logis-chef, et aura rang après les adjudans, avec l'habillement décrété le 7 février dernier.

Le maréchal vétérinaire en second aura rang après les maréchaux-des-logis-chefs, et portera les galons de maréchal-des-logis ordinaire, avec le même habillement que le vétérinaire en premier.

Les vétérinaires surnuméraires porteront l'habit des maréchaux-des-logis ordinaires, et prendront parmi eux leur rang d'ancienneté, à dater de leur arrivée au corps.

45.

La solde des maréchaux vétérinaires sera fixée ainsi qu'il suit :

SOLDE JOURNALIÈRE DE PRÉSENCE			SOLDE D'ABSENCE			
	avec vivres de campagne.	en station sans vivres de campagne.	en marche avec pain seulement.	EN semestre.	À l'hôpital.	À ceux marchant isolément avec l'indemnité de route.
Maréchaux vétérinaires en premier.....	Pendant les 10 premières années de service.....	1. 77.	1. 92.	2. 77.	0. 88. 05.	00. 10. 00. 10.
	De 10 à 20 ans.....	2. 20.	2. 35.	3. 20.	1. 10. 00.	00. 10. 00. 10.
	Après 20 ans.....	2. 75.	2. 90.	3. 75.	1. 37. 05.	00. 10. 00. 10.
Maréchaux vétérinaires en second.....	Pendant les 10 premières années de service.....	1. 00.	1. 15.	1. 40.	0. 50. 00.	00. 10. 00. 10.
	De 10 à 20 ans.....	1. 77.	1. 92.	2. 77.	0. 88. 05.	00. 10. 00. 10.
	Après 20 ans.....	2. 20.	2. 35.	3. 20.	1. 10. 00.	00. 10. 00. 10.

Le temps que les maréchaux vétérinaires en premier auront passé comme maréchaux vétérinaires en second ou surnuméraires, leur sera compté pour les faire jouir de cette solde graduée. Il en sera de même des maréchaux vétérinaires en second, pour le temps qu'ils auront passé dans le surnumérariat.

Sous le rapport des autres prestations, et dans les différentes positions, les maréchaux vétérinaires en premier seront traités sur le même pied que les adjudans, et les maréchaux vétérinaires en second, comme les maréchaux-des-logis-chefs.

Les surnuméraires seront, en tout, traités selon leur grade militaire.

La retraite des maréchaux vétérinaires en premier, en second et surnuméraires, sera réglée au *prorata* de leur solde et de leurs services.

46.

Les traitemens fixés par l'article précédent courront du 1.^{er} juillet 1813.

47.

Nos régimens de troupes à cheval cesseront d'envoyer aux écoles vétérinaires les officiers ou sous-officiers que notre arrêté du 24 prairial an 11 les autorisait à y détacher, pour y acquérir les connaissances de l'hippiatrique. Ceux qui s'y trouvent rejoindront leur corps immédiatement après la publication du présent décret.

J'ai jugé convenable de vous donner connaissance de ces dispositions, dont je vous invite à assurer l'exécution en ce qui peut vous concerner, me réservant de vous transmettre ultérieurement les instructions dont quelques parties du décret seront susceptibles.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération.

LE COMTE DE CESSAC.

Pour ampliation :

Le Commissaire des guerres Chef de la division du Secrétariat général,

Ainsi, le seul diplôme de maréchal vétérinaire étant exigé, le remplacement possible d'un surnuméraire par un cavalier, les mesures disciplinaires arbitraires, les restrictions de solde telles qu'il faut maintenant onze ans de service à un vétérinaire en second pour toucher celle qu'on lui accordait trois semaines plus tôt dès son entrée dans les Corps, tout enfin contribue à brimer encore un peu plus les vétérinaires militaires.

« *Quelle impudeur ! quelle moquerie ! ... peut-on se jouer ainsi des hommes et des choses ? ... avaient-ils démerité ? n'étaient-ils plus les mêmes ? ...* » (Vogeli).

E) La grande désillusion des vétérinaires militaires à la fin de l'Empire.

En conséquence, beaucoup de vétérinaires se retirèrent du service, ceux qui restèrent se contentant par nécessité d'une position sans avenir. « *C'est ainsi qu'insensible à la gloire, à l'ambition des honneurs, des grades et des récompenses, le vétérinaire militaire, bien insouciant de son avenir ne pouvait être qu'un automate immobile, qu'un être apathique, incapable d'exécuter des grandes actions.* » Cette désaffection pour le service, alors que la campagne d'Allemagne nécessite la présence de nombreux effectifs, fait que dès le 10 mai, on propose de *rappeler* au service les vétérinaires retraités ou réformés. Certains généraux s'opposent au décret du 15 janvier en demandant que le vétérinaire en premier soit placé dans les *dépôts* plutôt qu'aux escadrons car les vétérinaires en second, jeunes et inexpérimentés sont incapables de tenir sérieusement ceux-ci.

Dès le quinze mai, le Ministre de l'Intérieur donne l'ordre aux Préfets des départements de lui *désigner* chacun deux vétérinaires qui devront se tenir prêts à se rendre sans délai au poste qui leur sera indiqué. Soixante six vétérinaires civils sont ainsi mobilisés. Compte tenu des promotions scolaires, du rappel des retraités et réformés, et de la mobilisation des civils, l'effectif supplémentaire atteint cent vingt vétérinaires. Ces « *volontaires* » sont affectés de la manière suivante : les vides des maréchaux vétérinaires en premier sont d'abord remplis par les vétérinaires les plus anciens et les mieux notés. Puis on dirige les vétérinaires en second sur les régiments de dragons et de grosse cavalerie. Les vétérinaires en premier sont dirigés en priorité sur les *dépôts* et non les escadrons de guerre où les chevaux, le plus souvent irrécupérables sont abandonnés sur place. En revanche, il est nécessaire d'assurer un traitement excellent aux jeunes chevaux des dépôts et de les accompagner pendant la route les menant aux escadrons de guerre.

Le dix-huit mai, les premières listes des vétérinaires désignés arrivent sur le bureau du Ministre, tels Boussin Claude de Savigny sur gr. et Lepine Denys de Chalon sur Saône, tous deux élèves de Lyon, brevetés respectivement en l'An VIII et X, et désignés volontaires par le Préfet de Saône & Loire pour servir auprès des régiments des gardes d'honneur. Le 23 juillet, le Ministre envoie une lettre au Préfet, lui demandant de préciser si ces aides vétérinaires sont partis ou non ...

Une missive urgente du Général Margaron partie le 28 mai de Hanau demande du matériel et des hommes : « *... des artistes vétérinaires, des artistes vétérinaires, voilà le plus pressé : je n'ai qu'un seul homme du pays pour plus de mille chevaux placés à Hanau. (...). Il est de l'intérêt de Sa Majesté de donner des demi couvertes et des coussinets aux cheuau-légers qui arrivent en aussi mauvais état que la cavalerie et les dragons (...)* ». Pendant ce temps, quelques vétérinaires étaient en route, comme le montre le document ci-après :

Dorisy
vétérinaire

-38-

Notte du frais de voiture fait de Vitry sur
morne a Mayence

Savoir

partit le 16 jun 1813 de Vitry par la petite	
voiture de Vitry a St Dizier de	3
de St Dizier a Bare	2
pour le portement de St Dizier a nunci	2
le 20 jun parti de nunci a Strasbourg Vante	
de place sur la autre Route domie	20
partit dans les bateaux avec la 64 ^{eme} de	
Strasbourg jusqu'a Kermes (chemie domie)	3
partit de Kermes (chemie) par aucabion jusqu'a	
Montrechetatte domie	2
partit de montrechetatte jusqu'a Wormse domie	6
de Wormse a Mayence domie	8
pour le portement de Kermes (chemie) a Mayence	2

Total 50

Je Certifie Dorisy vétérinaire attaché
a la grande armée avoir déboursé la
Somme ^{denomée} Siceu fait a Mayence
le 24 jun 1813

Dorisy
vét air

Arrête le présent Etat de frais de route du S.
vétérinaire à la somme de Cinquante francs
par Nous Commissaire Prédominateur de la 26^{me} Division
militaire / à Mayence le 24 Juin 1813.

Les régiments des gardes d'honneur dont on vient de parler précédemment étaient des Corps d'élite et étaient nantis de deux vétérinaires en premier chacun, ces postes étant considérés comme la récompense accordée aux anciens et bons vétérinaires militaires. Les deux vétérinaires en premier exercent l'un au dépôt, l'autre à l'escadron de guerre. Ils sont aidés théoriquement par huit vétérinaires en second. Or « *les réclamations des vétérinaires désignés afin d'être dispensés de service* » ont retardé leur mise en place et les quatre régiments des gardes d'honneur ne sont pas au complet en ce mois de juillet.

Pendant ce temps, on empêche les élèves nouvellement diplômés de quitter les écoles afin d'être disponibles pour les emplois de vétérinaires en second dans les bataillons des équipages militaires de la Grande Armée. Le 25 juin un rapport déclare « *qu'il est d'autant plus urgent d'en disposer que d'une part le Ministre de l'Intérieur ne les retient aux Écoles que pour qu'ils puissent être sous la main du Ministre directeur de la Guerre et que, malgré les précautions prises, s'ils s'évadaient, ils ne pourraient être repris qu'avec perte de temps.* (...) »

Pourtant le 11 juin, un rapport affirmait que tous les régiments étaient munis de vétérinaires en premier et en second, mis à part le train d'artillerie dont la moitié des bataillons seulement était pourvue de vétérinaires en second. Il semble que l'on ait été un peu trop optimiste quant à l'enthousiasme des vétérinaires civils désignés à venir servir et que beaucoup de places restèrent vacantes pratiquement. Enfin, n'oublions pas que de nombreux postes furent occupés par des vétérinaires retraités et rappelés au service et par des élèves à peine sortis des écoles. L'efficacité du service vétérinaire ne pouvait dès lors qu'être très limitée.

De toute façon, la situation se dégrade très vite et le rapport du trois septembre mentionne que de nombreuses places de vétérinaires en premier et en second sont vacantes, car nombre d'entre eux sont morts à l'ennemi ou ont été faits prisonniers. Ce même rapport indique aussi que certaines vacances restent inexplicables, aucune note n'avertissant l'administration centrale du motif. Le Ministre annote en marge : « *Je croyais que nous avions pourvu à tout : m'expliquer comment cela n'est pas et y pourvoir.* »

Le désordre administratif est d'ailleurs complet dès cette époque : un préfet répond que le sieur François, vétérinaire désigné pour servir à l'armée ne pouvait rejoindre son poste car il était déjà employé comme chirurgien aide-major !

Bref, la désorganisation de l'armée est totale et le **onze** décembre, la France est envahie. Napoléon avait « *moins songé à l'homme studieux et modeste qui conserve, qu'à l'homme qui emploie ses forces aveuglément sans s'occuper du lendemain quand il lança sur l'Europe les tourbillons de sa cavalerie.* » « *Mais sans doute Napoléon vaincu, Napoléon à Bar sur Aube, se prit à regretter sa belle cavalerie d'autrefois, sa cavalerie éteinte, dispersée faute d'artistes vétérinaires et d'officiers conservateurs. Et lorsqu'un jour les colonnes ennemies serpentèrent autour de Paris, eux, pauvres vétérinaires dédaignés qui n'avaient plus de chevaux à guérir saisirent les fusils de nos fantassins, et, pour la France ingrate, moururent au Pont de Charenton.* » (Général Ambert). La campagne de France amène Paris à capituler le trente mars, deux jours après que l'on ait accordé un traitement de 100 francs par mois aux vétérinaires du dépôt central de cavalerie ... Napoléon est exilé à l'Île d'Elbe ; Louis XVIII rentre à Paris le trois mai.

VI - LA PREMIERE RESTAURATION - (Encore des restrictions).

Le premier soin de la Restauration est de compléter l'organisation impériale en fixant un maximum et un minimum aux pensions de retraite après 30 ans et 50 ans de service : 300 francs et 600 francs pour un vétérinaire en premier, 150 francs et 300 francs pour un vétérinaire en second. La nouvelle monarchie connaît de grands soucis financiers et pratique une politique d'économies : l'emploi de vétérinaire inspecteur est supprimé ; l'école de Lyon cesse d'entretenir des élèves militaires ; un seul vétérinaire reste attaché au régiment de cavalerie, d'où un grand nombre de licenciements, « *autorisant* » les vétérinaires concernés à rentrer sur le champ dans leurs foyers. On leur offre comme indemnité la valeur d'un mois de traitement à compter du *premier juillet*. Or, certains confrères ont touché un mois de plus car les dispositions du 25 juin accordent à toute l'armée la continuation de la solde d'activité jusqu'au *premier septembre*. Le Ministre s'inquiète donc « *s'il n'y a pas lieu de faire rendre à ces vétérinaires ce qu'ils pourraient avoir reçu de trop.* » (!) Quant aux vétérinaires du train d'artillerie, « *aucun ne voulait rester dans les escadrons, fondé sur la modicité du traitement qu'on voulait leur allouer : 90 centimes par jour (...) et comme l'effectif équin ne dépasse pas 120 chevaux, ils ne peuvent pas compenser cette modique solde par l'abonnement.* »

C'est pourquoi on devra très vite assimiler ces régiments à ceux de la cavalerie quant à l'effectif et à la paye du service vétérinaire (18 février 1815). On se préoccupe beaucoup des soldes puisque, le 25 novembre, le bureau des remotes et des harnachements de la 16^{ème} division militaire demande si les maréchaux vétérinaires qui n'ont pas encore touché leurs arriérés de solde et leur mois d'indemnité, n'ont pas reçu quelque acompte lors de leur licenciement. Le bureau signale qu'il n'a lui-même rien versé à ces *officiers* (...).

Les régiments des gardes d'honneur de l'Empereur étant licenciés, on propose d'employer s'ils le désirent les quarante vétérinaires qui y occupaient un poste et formaient l'élite de la corporation, dans les nouvelles *compagnies des gardes du corps* du Roi, tout en gardant les avantages dont ils jouissaient jusqu'alors.

Pour remplir le trésor royal, le ministère crée la Caisse des Invalides de Guerre dont les revenus sont assurés par la retenue du supplément de solde des officiers ayant monté de grade, et ce pendant un mois suivant la nomination. La caisse des invalides reçoit également un droit de sceau sur les brevets, commissions et permissions de mariage. On verra bientôt que pour une fois les vétérinaires ne seront pas oubliés ...

Il est assez curieux de lire les observations notées sur les vétérinaires licenciés et retournant dans leurs foyers : si certains sont « bons » ou même « très bons », d'autres sont qualifiés « d'inepte et fripon », « inepte et ivrogne », « inepte et paresseux », « sans aucune instruction » etc ... etc ... (Metz 17 septembre 1814, bataillon de train d'artillerie). Dans ce régiment sur les neuf vétérinaires en premier licenciés, seuls deux sont bien notés. Mais tous les vétérinaires de 2ème classe ne sont en fait que maréchaux-ferrants et fort mal jugés. On est très loin de l'optimisme ministériel assurant que tous les postes étaient pourvus correctement en vétérinaires.

VII - LES CENT JOURS : l'enthousiasme illusoire.

Quoiqu'il en soit, Napoléon surgit de l'Île d'Elbe et rentre triomphalement à Paris le 20 mars 1815. Les institutions impériales sont rétablies mais la menace de la coalition étrangère soutenant le Roi nécessite la création urgente d'une nouvelle armée impériale. Le rapport du 8 mai propose : 1° de mettre à la disposition du Ministre de la Guerre six élèves de la classe civile qui pourraient être tirés des écoles pour les besoins des armées ; 2° de demander à l'Inspecteur Général des écoles d'envoyer un tableau des élèves tant militaires que civils qui sont susceptibles d'être appelés, et de faire figurer parmi les anciens élèves civils, ceux qui désireraient prendre du service.

Le 24 mai, l'Inspecteur des écoles conseille de placer les nouveaux promus comme vétérinaires en second sous les ordres de vétérinaires en premier aguerris. Il insiste beaucoup sur le fait de refuser catégoriquement aux postes de vétérinaires les maréchaux-ferrants et toutes les personnes non diplômées des écoles. (Huzar

Pourtant l'enthousiasme renaissant, les volontaires se présentent plus nombreux, comme le prouve cette lettre adressée à l'Empereur par trois élèves d'Alfort sollicitant une place d'inspecteur vétérinaire :

de l'école d'effort
+ des places
pour vétérinaires.

Napoléon le Grand
Empereur des Français

pour

19 ans

7-3-18

Civil

1.1.18

Sire,

Au moment où votre Majesté s'occupe de l'organisation de son
armée, nous croyons pouvoir lui demander des places d'Inspecteurs-véti-
rinaires qui, en vertu du Décret de votre Majesté promulgué le
15 Janvier 1813, ne doivent être donnés qu'aux médecins vétérinaires
qui auront obtenu le Diplôme qui leur donne ce titre dans l'Ecole de
première Classe créée par le décret. Nous sommes, Sire, le plus
ancien des Corps du deuxième sort & nous devons nous présenter au
Concours qui doit avoir lieu dans un mois, nos deux amis d'École
nécessaires pour obtenir le titre de médecin vétérinaire sont écoulés.
Nous espérons beaucoup obtenir ce titre, nous en avons
efforts multiples & l'appréciation que nos Professeurs ont bien
faite en nous nommant Bacheliers. Depuis dix huit mois nous en espérons

MINISTÈRE DE LA GUERRE
ARCHIVES
ADMINISTRATIVES

les fonctions. Dans ce laps de temps le événement politique qui commença
et imperieusement à tous bon Français nous firent prendre les armes.
nous fûmes fidèles à la cause de la patrie & par conséquent à la
votre, Sire; tous trois sergents-majors dans le Bataillon
formé par le Corps de l'École Impériale Vétérinaire d'Alfort.

Nous cherchâmes à prouver dans la journée du 30 mars 1814
que l'honneur ne parlait pas en vain à des cœurs français
& à nous réunir de la confiance que le Colonel-major
qui nous commandait nous avait accordée. Nous courûmes le danger
de nous faire tuer (deux de nous furent blessés & le troisième
fut prisonnier & condamné à être fusillé), mais nous combattîmes
pour la plus belle des causes & rien ne devait nous retenir.

Et votre Majesté juge notre conduite louable la
plus douce récompense que nous osions désirer est de pouvoir
rendre de nouveaux services à la patrie & à votre Majesté
dans l'école d'Alfort - Vétérinaire de quelques uns
de ses divisions Médicales.

Veuillez, Sire, prendre notre demande en considération
& nous croire,

De Votre Majesté,

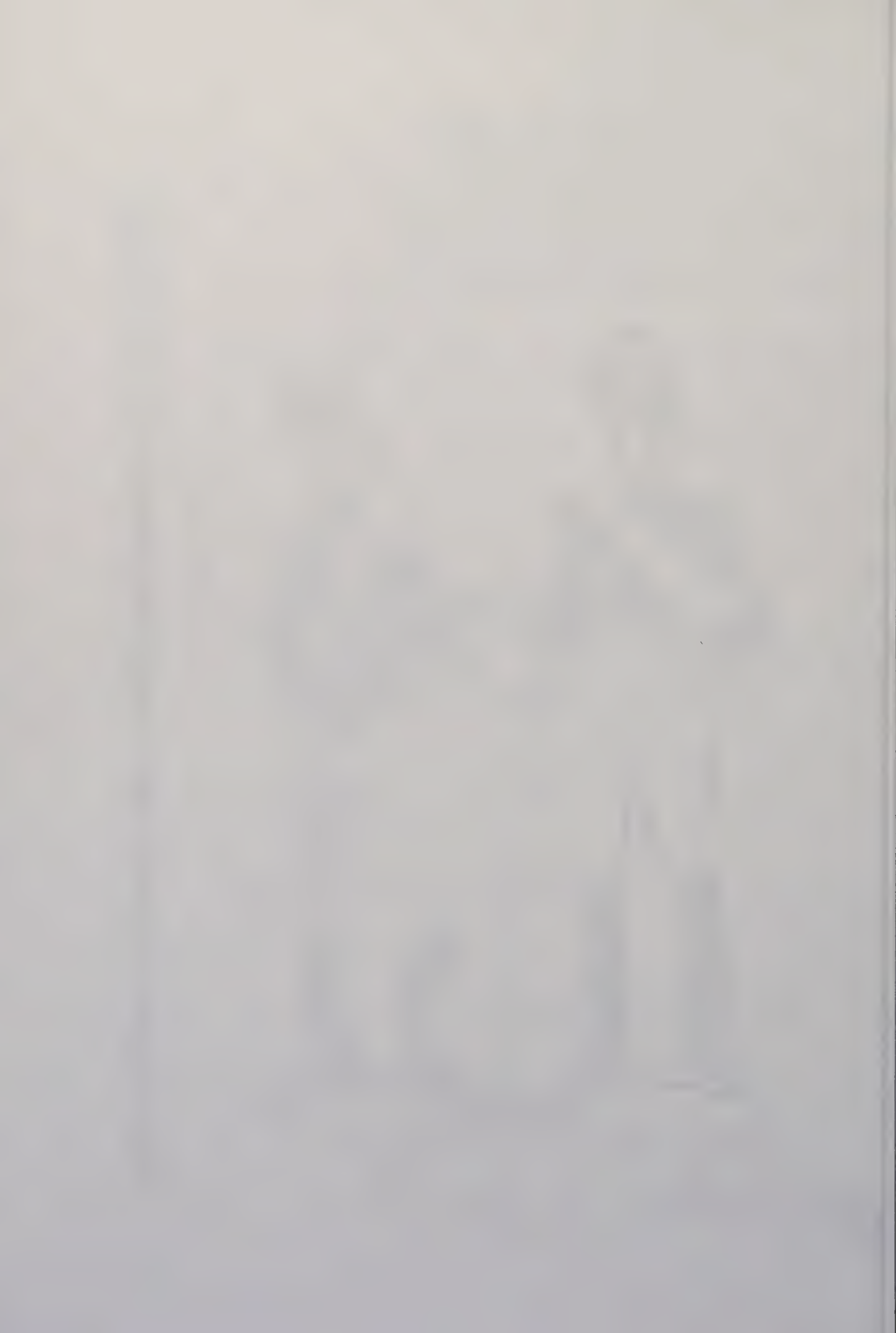
Les Fidèles & Dévotés Sujets.

J. B. Coulbourn

Ministère de l'Intérieur
Archives
Administration



ARTISTES VÉTÉRINAIRES
CAVALERIE LOURDE ET CAVALERIE LÉGÈRE. (1814)



Mais l'Empire a vécu. Le 26 juin, le Général commandant le dépôt de Versailles signale : « *Je ne vois point arriver les artistes vétérinaires qu'on m'avait annoncés. Ils seraient très utiles en ce moment pour des chevaux rentrés de l'armée et qui sont blessés de manière à ne pouvoir faire leur monte. Je me suis permis de les envoyer dans les infirmeries du dépôt des remotes mais il me serait agréable de ne point avoir à recourir à ces moyens (...).* »

Deux jours plus tard, Waterloo sonne le glas de l'Empire.

VIII - BILAN

Le bilan est lourd : « *à la fin du directoire, quand Bonaparte prend les rênes du pouvoir, la guerre fait rage aux frontières. L'armée révolutionnaire (...) dispose avec Bernadotte de 32.542 chevaux (...). Malheureusement la Grande Armée va s'empêtrer dans le guêpier de la guerre d'Espagne qui immobilise 300.000 hommes et 40.000 chevaux, avant d'aller s'ensevelir dans les neiges de Russie : sur les 700.000 hommes qui franchissent le Niemen en 1812, la moitié ne reviendra pas, dont Fromage de Feugré vétérinaire en chef de la gendarmerie d'élite de la Garde de l'Empereur, mort sur le bord d'une route près de Wilna. Sur 98.311 chevaux il en reste dix mois après 2.500 qui ont survécu au froid, à la famine, à l'insuffisance des infirmeries. L'année suivante, pareil désastre se produit. Enfin Waterloo voit la perte de toute la cavalerie française : 300 cavaliers battent en retraite avec Napoléon. En somme de 1805 à 1812, au cours de huit campagnes, plus de 200.000 chevaux ont succombé, et l'on estime qu'en dehors de ces pertes, tout l'effectif équin a été renouvelé une fois (...). Pourtant le nombre des chevaux est passé en France, de la fin du Consulat à 1815 de 1,8 à 2,1 millions, chiffre qui laisse supposer l'existence d'une réserve appréciable. Mais les milieux agricoles, enrichis par les achats des biens nationaux, favorables à la République puis à l'Empire, se lassent de ravitailler sans trêve les armées.* » (Jullien).

Bref, l'entretien des chevaux militaires semble avoir été un échec complet. Une autre organisation du service donnant plus de responsabilité à des vétérinaires officiers aurait peut-être pu ...

Mais laissons à d'autres le soin de tirer les conclusions qui semblent s'imposer en ces débuts de la 2ème Restauration.

TROISIEME PARTIE

Histoire de l'assimilation des vétérinaires militaires aux officiers

I - LA DEUXIEME RESTAURATION

A) La désaffection des vétérinaires pour l'armée.

Dès 1815 Gohier publie son « Mémoire » adressé au Duc de Feltre, Ministre de la Guerre, reprenant ses nombreuses requêtes de 1804 : il propose le statut d'officier pour les vétérinaires militaires et un traitement plus équitable. Ces vétérinaires devraient donner des cours aux officiers de cavalerie (moyennant une légère rétribution de ceux-ci) afin de leur faire connaître quelques principes d'hygiène et de conservation du cheval et de leur donner un aperçu des idées nouvelles et des ouvrages intéressants. En contrepartie, afin que les vétérinaires soient dignes de leur position, on serait beaucoup plus rigoureux sur les conditions d'admission aux écoles et à l'armée. En effet, « *le besoin urgent de vétérinaires aux armées pendant les longues et malencontreuses guerres que nous avons eues à soutenir (...) a introduit dans les régiments une foule de vétérinaires peu instruits qui ont en quelque sorte déshonoré l'art qu'ils professaient et fait payer bien cher le peu de services qu'ils rendaient par la quantité de chevaux qui étaient à chaque instant victimes de leur ignorance et de leurs méprises.* » Gohier conclut d'ailleurs son mémoire en proposant de décerner des prix d'encouragement à ceux des vétérinaires qui auraient perdu le moins de chevaux dans une année !

Cependant, l'administration songe plutôt à les gratifier d'une autre promotion : le six décembre, le Ministre « *demande si l'on délivre des brevets aux vétérinaires ? si cela n'est pas, l'intention de son Excellence est que l'on introduise cet usage et qu'ils soient assujettis à la taxe au profit des invalides.* » Ce droit de sceau sur les brevets consistait, depuis le 12 septembre 1814, en une retenue sur la solde des officiers. Le rapport du 20 décembre 1815 répond à la lettre ministérielle en précisant que le gouvernement a l'intention de décerner des brevets aux vétérinaires. Il précise que les vétérinaires inspecteurs étant les premiers de leur classe semblent, de par la nature de leur fonction, susceptibles d'être assimilés aux capitaines ... pour la taxe ! L'existence subalterne des autres vétérinaires doit « être graduée dans la plus faible proportion. » Le 22 mai 1816, une décision ministérielle avertit les vétérinaires que l'on va leur expédier des commissions assujetties au droit de sceau en faveur de la caisse des invalides de guerre. Ce droit s'élève à F 10,- pour les vétérinaires inspecteurs, F 5,- et 3,- pour les maréchaux vétérinaires en premier et en second. Ce sont là les taxes réservées aux capitaine, lieutenant et sous-lieutenant !

Pourtant, le duc de Feltre n'hésite pas à répondre à Gohier « *que le rang d'officier ne peut être donné aux vétérinaires car leur service doit s'exercer sous l'inspection d'officiers et surtout d'adjudants. L'élévation à un plus haut grade ferait que les frais de traitement et les honoraires dépasseraient bientôt la valeur des meilleurs chevaux (!)* » Au reste, ajoute-t-il, « *le vétérinaire ne manque jamais de trouver auprès des officiers les égards et la considération qu'il mérite. Les galons qu'on lui donne pour lui assurer l'obéissance des cavaliers n'y sont certainement pas un obstacle.* » (- Extraits de la Note adjointe au Règlement provisoire sur le service intérieur des troupes à cheval -).

En fait, il faut reconnaître que les vétérinaires ne possèdent pas encore l'instruction voulue pour que l'amélioration de leur sort soit une des nécessités du moment. Le mépris persistant des classes instruites face à ce métier manuel fait que l'on n'accueille aux Écoles que des gens sachant à peine lire et écrire. Cette insuffisance d'instruction primaire fait que les mots « Art Vétérinaire » figurant dans la loi du 3 brumaire An IV ne reparaissent pas dans les Académies rétablies par Louis XVIII et la section dans laquelle cet art est compris n'a comme titre qu'« Économie Rurale. »

Après deux années de répression sévère dirigée contre les partisans de l'Empire et de la Révolution la « Terreur Blanche » s'achève et laisse place à un intermède modéré, tout à fait libéral, laissant la parole aux législateurs. La loi Gouvion St Cyr en est un exemple : les cadres de l'armée sont désormais formés par des Écoles Spéciales (St Cyr pour l'infanterie et la cavalerie, Polytechnique pour l'artillerie et le génie) mais un tiers des promotions des sous-lieutenants est réservé à des hommes sortis du rang. Quant à la troupe, elle se recrute par *engagements*. S'ils sont insuffisants, la *conscription* assure le complément d'effectifs ; elle débouche donc sur le Service National mais il faut compter avec le tirage au sort portant sur une part étroite du contingent et avec le remplacement qui reste permis.

Voici quelques articles applicables aux vétérinaires des Corps et aux élèves militaires :

- article 562* : l'exemption n'est pas due aux frères des artistes vétérinaires commissionnés et employés dans les établissements militaires ou à la suite des Corps (16 août 1818)
- article 664* : les élèves vétérinaires d'Alfort et de Lyon ne sont pas fondés à réclamer la dispense mais ils peuvent être admis à continuer leurs cours, sauf à être incorporés lors de leur sortie de l'école comme soldats, s'ils ne sont pas employés comme vétérinaires soit à la suite des Corps, soit dans des établissements militaires. (20 novembre 1818)
- article 1009* : les élèves des écoles vétérinaires d'Alfort et de Lyon qui, faisant partie du contingent, ont été immatriculés comme jeunes soldats peuvent, sur la proposition des directeurs de ces Écoles être autorisés à continuer leurs études sauf à suivre leur numéro de tirage et à être incorporés comme soldats si, à la sortie de l'école ils ne sont pas employés comme vétérinaires dans un Corps ou dans un établissement de l'armée de terre, ou bien, si ayant été pourvus d'un emploi, ils sont révoqués ou viennent à le quitter avant le temps fixé pour la libération de la classe à laquelle ils appartiennent. (20 novembre 1818)

Malgré ces dispositions peu favorables les vétérinaires militaires se reprennent à espérer quand, en 1817, les vétérinaires en second réapparaissent et les surnuméraires en 1818 pour les régiments à six escadrons. Le règlement sur le service intérieur des troupes à cheval du 13 mai 1818 fait diriger le service vétérinaire par le Major et un officier possédant le plus de connaissances en hippatrique. Pourtant, les vétérinaires en premier sont chargés de donner un cours d'hippiatrique aux officiers ... - quant au rang, les vétérinaires en premier en second sont classés après les adjudants et les maréchaux des logis chefs sans être assimilés à aucun autre grade !

Bref, le vétérinaire « *qui ne doit rien négliger pour rétablir ou conserver la santé des chevaux* » qui est responsable du traitement » doit en même temps obéir à l'officier hippiatre de surveillance dont le rôle n'est en rien précisé dans ce règlement. La réaction « ultra » de 1820 supprimant de nombreuses libertés et renforçant le rôle du clergé et de la noblesse ne peut contribuer à améliorer notre profession manuelle. Bien mieux, les brimades hypocrites continuent : le journal officiel du 27 juin 1822 rappelle que les sous-officiers peuvent se rengager et jouir de la haute paye après six ans de service, mais que « *les simples vétérinaires n'étant pas sous-officiers mais seulement considérés comme tels, n'y ont pas droit !* »

C'est alors que Morel fait paraître sa brochure : « *A l'armée l'hippiatrique est au comble de la dépréciation et les vétérinaires au dernier degré d'abaissement. L'art de conserver et de rétablir la santé des animaux, la manière de procréer des soins variés, la fabrication des habits, bottes, selles, éperons, sont rangés dans la même classe et les hippiatres, les trompettes, les tailleurs, les bottiers, les selliers, les éperonniers et autres sont placés au même rang. Si l'on croit que les hippiatres ne sont que des ouvriers, leur traitement présent est ce qui leur convient et l'art vétérinaire dans les troupes est à son plus haut degré de splendeur mais si, plus juste, on voit celui-ci comme une science naturelle, compliquée, de première importance, et susceptible d'une augmentation prodigieuse, on s'aperçoit en même temps qu'il n'est encore qu'à son berceau (...). Quel encouragement pour les élèves des écoles vétérinaires qui se destinent au service militaire, d'avoir la perspective d'être assimilés aux ouvriers des régiments après quatre ou cinq années d'études pénibles et de sacrifices divers ! (...). N'est-il pas excusable, lorsque, étant obligé de ne fréquenter que des gens sans éducation et grossiers il en suit les exemples et en prend les défauts ?* »

Rien d'étonnant, on le voit, que la direction des haras cherche en vain des renseignements sur les vétérinaires désireux de prendre du service ... (14 décembre 1822).

Le manque de goût de nos confrères pour le service militaire et la rigidité administrative s'accroissent en 1823 : le 28 janvier, le sieur Gillet, maréchal vétérinaire en premier près du régiment du Doubs à Niort offre sa démission au Secrétaire d'État. Incorporé dans un régiment en l'An VII, il a fait toutes les campagnes napoléoniennes, et, « *ne pouvant plus supporter les fatigues* », désire vivre tranquillement avec sa femme et ses enfants. Le dix février le Ministre répond au conseil d'administration du régiment : « (...) *Je vous prie de faire connaître à ce vétérinaire que vu les besoins du service, je ne puis quant à présent accueillir sa demande, et de lui faire observer que toutes les demandes qu'il peut avoir à formuler doivent me parvenir par votre intermédiaire.* »

Face à la pénurie de vétérinaires en second, l'armée demande au Ministre de l'Intérieur de joindre les vétérinaires de campagne qui seraient désireux de reprendre du service. On lui répond que les élèves à leurs frais sont libres d'aller s'établir où bon leur semble en sortant des Écoles et que les élèves aux frais des départements jouissant des mêmes avantages lorsqu'ils y sont autorisés par MM. les Préfets, le Ministre de l'Intérieur cesse d'exercer toute surveillance sur ces jeunes gens, ce qui le mettait dans l'impossibilité de satisfaire à la demande qui lui a été faite. Aussi le Ministre de la Guerre se tourne vers l'Inspecteur Général des Écoles, Huzard, pour lui demander le même « service ». Dans sa réponse, le 15 février 1823, Huzard profite de l'occasion pour rappeler au Ministre que le manque de vétérinaires à l'armée pourrait être dû à la situation qui leur y est offerte : « (...) 1° *De tous les états de l'Europe qui entretiennent des vétérinaires dans leurs Corps de cavalerie, la France est celui où ils sont les moins avantagés sous tous les rapports, et c'est à la France que l'Europe doit les Écoles Vétérinaires.* 2° *Il résulte de cet état de chose que les vétérinaires n'entrent et ne restent dans les Corps que lorsqu'ils ne trouvent rien de mieux ; qu'ils ne s'y attachent point ; qu'ils les quittent le plus tôt possible ; qu'il faut les remplacer souvent ; que les remplaçants sortant des Écoles, quelque instruits qu'ils y aient été, n'ont pas encore la pratique qui est si nécessaire dans ce cas et que chaque renouvellement est une école à faire aux dépens du gouvernement et au détriment des Corps.* (...) ». Huzard précise alors que depuis le début de la Restauration, de nombreux vétérinaires ont été réformés et que beaucoup d'élèves entretenus par l'État n'ont pas été incorporés à leur sortie de l'École : restant disponibles, ces derniers sont enregistrés au bureau des Remontes et doivent être facilement retrouvés grâce aux préfets départementaux. Huzard précise encore que pendant les huit dernières années on a réduit à vingt le nombre d'élèves militaires à Alfort, l'École de Lyon n'en entretenant plus un seul.

Après avoir proposé quelques véto susceptibles d'accepter l'offre de l'armée, Huzard envoie une demande analogue à Lyon le 13 février 1823. Le 5 mars, le Directeur de cette École lui répond que le Ministre de la Guerre lui a déjà réclamé une liste de « volontaires » par une lettre du 10 février. « *J'ai écrit à 28 vétérinaires sortis depuis peu d'années de l'École et parmi lesquels on m'assurait que plusieurs pourraient prendre du service ; trois seulement, jusqu'à présent, m'ont répondu, négativement ; je vous ferai part d'autres réponses s'il m'en est fait d'acceptation.* »

Pour éviter qu'à l'avenir on perde aussi facilement la trace des vétérinaires, un article complémentaire sur le recrutement voit le jour le 27 juin 1823 : « *Toutes les fois qu'un élève de l'École Vétérinaire faisant partie du contingent d'une classe aura quitté cette école sans avoir été nommé à un emploi de vétérinaire dans un Corps ou dans un établissement militaire, la direction de cette école devra donner avis de sa sortie au préfet du département auquel l'élève appartient en désignant aussi exactement que cela sera possible le lieu où ce dernier aura manifesté l'intention de se retirer. Le Directeur devra adresser une copie de cet avis au Ministre de la Guerre.* »

1824 voit la création de la « Commission des Remontes » composée de lieutenants généraux, maréchaux de camp, le directeur général des haras et les grands propriétaires. Elle attire l'attention du Ministre sur la position faite aux vétérinaires militaires en reprenant les arguments exposés par Huzard. Elle propose de mettre les vétérinaires à l'égal des aides chirurgiens en les faisant compter au Grand État Major ; « *la faible augmentation des dépenses ne pourrait se comparer avec les avantages retirés de cette mesure.* » Le 12 avril 1824, Mr Girard, Directeur d'Alfort, écrit au Ministère de la Guerre, en présentant des arguments comparables : « (...) *Assimilés aux maréchaux des logis leurs avis ne sont pas écoutés. D'un autre côté, leur solde et la pension de retraite (...) sont d'un montant insuffisant pour espérer maintenir en service des sujets instruits, lesquels, après plusieurs années d'études longues et pénibles se voient pour toute leur vie rangés dans la classe des « margis » sans espoir d'avancement : les plus valables quittent le régiment et il ne reste à l'armée que les sujets les moins instruits.* » Mr Girard propose un traitement de 1.200,- et 900,- francs pour les vétérinaires en premier et en second, et une retraite de 600,- et 450,- francs (contre 300,- et 200,- actuellement ...). Sans demander une véritable assimilation, il voudrait qu'on les classe à la suite des officiers de l'État Major du régiment.

Que vont devenir ces propositions insistantes sous le règne de Charles X ? quelles réformes peuvent provenir d'un régime ultra marqué par un essai de retour à la monarchie traditionnelle, mais aussi par des opérations militaires telle que l'intervention en Algérie, autant d'éléments défavorables aux nouveautés législatives ?

Pourtant l'arrêté du vingt-cinq novembre 1824 érige Alfort en École de Médecine Vétérinaire où, après quatre ans d'études, les étudiants obtiennent un titre supérieur à celui de simple vétérinaire. Les statuts de Lyon sont inchangés ! : elle forme exclusivement des maréchaux vétérinaires ...

1825

Le 17 février, le Général Oudinot commande la nouvelle École Royale de Cavalerie de Saumur. Sous son impulsion, l'École professe de sages doctrines en montrant que l'hippiatrique n'est plus la science de l'officier mais bien celle du vétérinaire.

« Du jour où l'École proclamait hautement que l'officier n'était plus un hippiatre, il fallait créer un hippiatre-officier (...) car, dans notre armée, il (le vétérinaire) ne commande jamais, il conseille seulement ... et qu'est-ce qu'un conseil dans une masse d'hommes où le commandement et l'obéissance sont les seules lois ? » (Général Ambert, esquisses historiques). Malheureusement, cette heureuse conception n'a pas de suite immédiate : l'ordonnance du 10 mars range les deux vétérinaires affectés au service de l'École dans la classe des « fonctionnaires et employés civils » avec un traitement légèrement supérieur à celui de leur grade. Qu'importe l'idée d'un vétérinaire indépendant et responsable de ses décisions, a été émise par des officiers, prêts à accepter en « égal » celui que l'on considère toujours comme un maréchal-ferrant illettré. Hélas ce n'est qu'un embryon de transformation du système et la gestation sera fort longue !

La note du 11 août nous rappelle brutalement les réalités : un artiste vétérinaire admis dans un hôpital militaire pour cause de maladie doit-il être traité comme officier ? Le 29 août le Ministre répond à l'intendance que « quel que soit leur grade, les vétérinaires ne peuvent être considérés comme officiers et ils doivent être traités dans les hôpitaux comme sous-officiers. »

Vogeli précise : « depuis 1823, les lieutenants et sous-lieutenants sont hospitalisés en chambre individuelle pour F 1,50 et 1,25 par jour. Les vétérinaires en premier, pour 2 F 22 centimes 22 millimes (et pour 2 F 59 centimes 20 millimes après dix ans de service) bénéficient de la salle commune ... » Cette attitude était plus nuancée quand il s'agissait d'alimenter la caisse des invalides ...

De nouveau, Rodet s'élève contre de telles injustices : « (...) il faut être animé d'un grand amour pour la médecine vétérinaire (...) quand cet état offre d'un côté de pénibles et constantes études, beaucoup de sacrifices de privations (...) rendus plus pénibles par les fatigues et les dangers de la vie militaire en campagne, et quand il présente de l'autre, comme récompense de travaux dont on ne peut mettre en doute l'utilité majeure et le haut degré d'importance : 1° qu'une sorte d'assimilation avec des états purements manuels (...) 2° qu'un faible rang où la bonne conduite et la longueur des services peuvent faire atteindre même sans instruction. 3° qu'une solde qui n'est point en rapport avec l'importance et l'utilité des fonctions, avec la certitude de demeurer sans avances (...) 4° enfin que la perspective peu encourageante (...) d'une solde de retraite si faible qu'elle ne met point à l'abri des besoins (...). » (Rodet, Vet. en 1^{er} aux Hussards de la garde royale).

B) Quelques réformes. Rétablissement de l'égalité de l'enseignement à Lyon et à Alfort.

C'est finalement l'École vétérinaire de Lyon, qui, par ses vives représentations appuyées par les autorités locales et la députation du Rhône, réussit à réduire une première injustice : elle fait révoquer l'arrêté ministériel du 25 novembre 1824, auquel succède l'ordonnance du premier septembre 1825 établissant l'égalité de l'enseignement dans les deux Écoles de Lyon et Alfort. Le titre obtenu est celui de « vétérinaire », sans qualificatif distinctif de maréchal, médecin ou artiste. Les cours durent quatre ans et si l'on demande toujours aux candidats de savoir forger un fer en « deux chaudes » pour être admis à l'école, on exige aussi des connaissances en français, arithmétique, géométrie et géographie. L'examen d'entrée comprend entre autres « un passage écrit la dictée », « l'analyse raisonnée d'une partie de cette dictée » et des épreuves diverses sur le programme que nous avons mentionné. Ceci est important, car on ne pourra bientôt plus reprocher au vétérinaire son ignorance pour le reléguer aux rangs subalternes.

La même année, Louchard, vétérinaire militaire, publie son premier ouvrage : « La Morve est-elle contagieuse ? Non. » « une excommunication ipso facto fut lancée contre moi au régiment. Nommé vétérinaire en premier quelques mois après, mon hérésie m'avait devancé dans mon nouveau Corps. (...) La première chose que je demandai et que j'obtins en arrivant fut l'abattage des chevaux morveux en assez grand nombre et qu'on conservait depuis fort longtemps. Mon état de suspicion ne dura pas : mon Colonel et le corps d'officiers en général eurent pour moi la plus grande bienveillance. Chargé par le Colonel de faire un cours d'hippiatrique à messieurs les Officiers, cours auquel il assistait, je m'attachai à démontrer que la morve était entretenue par une masse de causes qu'il était très facile de détruire ou d'éloigner. Quelques temps après je reçus ordre du Colonel de me trouver à tous les demi-appels de pansages et les chevaux ne devaient plus sortir pour cette opération que si je trouvais la température convenable. »

Cette anecdote est significative : bien que Louchard soit persuadé que la morve ne soit pas contagieuse, il sait gagner la confiance de ses chefs en prescrivant d'utiles conseils hygiéniques. L'histoire du cours auquel assiste le Colonel prouve que les Officiers des Corps admettent la présence d'un spécialiste ayant autorité pour prévenir les épidémies et conserver à la cavalerie son potentiel d'attaque rapide.

1826

Un nouveau tarif de solde est fixé par la Décision Royale du 1^{er} mars 1826, mais aucune modification n'est apportée sur le statut définissant le rang et la pension de retraite. Si la solde revient au niveau de celle de 1811 (tout du moins pour les vétérinaires en premier), elle est maintenant payée mensuellement, comme celle des officiers, et est toujours passible de la retenue de 2 % au profit de l'hôtel royal des Invalides. Les vétérinaires continuent d'avoir droit à la masse d'habillement mais cessent de participer aux rations de vivres et de chauffage. Plus question d'indemnité de logement non plus, car ils sont tenus de loger dans les bâtiments :

militaires. Ne plus être payé par l'adjudant ! voilà qui fût accueilli avec enthousiasme - ils n'étaient plus sous-officiers. *« Pourtant, s'ils sont officiers quand il s'agit de ne recevoir par an que 360 jours de solde, ils sont sous-officiers quand il s'agit de gratifications d'entrée en campagne ; ils redeviennent officiers quand il s'agit d'abandonner au profit d'un établissement dont les règlements militaires leur interdisent l'entrée, un cinquième de leur solde, mais ils sont de nouveau sous-officiers quand ils réclament le bénéfice du 2^{ème} alinéa de leur solde (...) »* (Vogeli)

D'autre part, afin de compléter la décision du 1^{er} septembre 1825, Charles X précise la position des élèves militaires par l'ordonnance du 26 juillet :

Il est réservé 40 places gratuites dans les Écoles royales. Ces places seront données de préférence
1° aux fils de vétérinaires en activité dans les Corps ou retraités, 2° aux fils de sous-officiers ou cavaliers,
3° aux enfants de troupe. L'âge limite est compris entre 18 et 25 ans.

L'instruction ministérielle du 11 août précise les conditions d'engagement :

Aussitôt après leur admission, les jeunes gens doivent contracter un engagement volontaire de huit ans comme soldats dans un Corps de cavalerie. Après deux ans d'études, ces élèves contractent un rengagement de deux ans (loi du 1^{er} décembre 1824) et deux ans après un nouveau rengagement de 4 ans.

Naturellement, en cas d'incapacité, mauvaise volonté ou indiscipline, les élèves sont aussitôt incorporés comme cavalier ou maréchal-ferrant. Si tout se passe bien, les élèves diplômés sont classés vétérinaires en second ou surnuméraires s'il n'existe pas de vacances. Bien sûr, si le vétérinaire ne montre pas assez de capacité, il sera remis immédiatement dans le rang comme sous-officier. Inutile de préciser que si le vétérinaire mérite de perdre son emploi il est tenu d'accomplir son engagement comme simple soldat.

Comme toujours, les dispositions administratives sur la place exacte et l'avancement des vétérinaires sont très floues mais les sanctions prévues sont très explicites. Ainsi, contrairement aux règlements de St Cyr par exemple, aucun répit légal n'est accordé à l'élève vétérinaire : ce dernier est incorporé immédiatement s'il ne satisfait pas aux examens annuels ou de sortie, ou s'il est passible d'une peine disciplinaire, quel que soit le motif. *« Or, les années de liberté qu'il a engagées sont le prix d'une profession que l'on a promis de lui faire apprendre et l'incorporer sans qu'il la possède, c'est manquer à sa parole, c'est annuler le contrat. »* (Vogeli). Pourtant, d'après l'instruction ministérielle du 11 août 1826, l'élève militaire s'engage pour 8 ans puis 10 et enfin 14 ans au cours de sa scolarité : s'il est incorporé pour incapacité après la troisième ou la quatrième année d'étude, il doit non seulement accomplir son engagement primitif de huit ans mais encore son rengagement de deux ans contracté à la fin de sa deuxième année d'études !

En revanche, l'avancement se fait sans règles précises, d'après les indications et les notes des Généraux Inspecteurs, « ce qui favorisait les sujets intrigants ou protégés au préjudice des plus instruits. »

C) La création des Capitaines instructeurs.

Une dernière décision gouvernementale allait anéantir l'espoir des vétérinaires d'être enfin assimilés aux officiers : le nouvel enseignement de Saumur préconise, nous l'avons souligné, la création d'hippiatres officiers, c'est-à-dire des vétérinaires responsables. Malheureusement, le règlement du 3 décembre 1826 prouve que l'administration n'entend pas s'engager dans ce sens : afin que le service vétérinaire soit enfin autonome, on attache à l'État-Major de chaque régiment un *Capitaine instructeur* en chef ayant sous sa responsabilité la direction de l'infirmerie, *« tant pour le traitement des chevaux que pour l'emploi des médicaments, mais sans s'immiscer en rien dans la partie technique de l'art vétérinaire »* (J.O. Militaire 1826, 2^{ème} semestre, p. 629).

Les vétérinaires furent indignés à juste titre de voir reparaître sous un titre nouveau les fonctions dévolues jadis aux *écuyers* ! Les connaissances acquises à Saumur par nos nouveaux chefs sur la pathologie équine ne pouvaient être que très superficielles. *« L'activité de ces Capitaines-instructeurs causa plus de mal que leur inaction »* dit Chomel, mais *« Une justice à rendre à ces officiers, c'est que, convaincus pour la plupart que la morve était contagieuse, ils exerçaient une surveillance sévère sur tout ce qui pouvait tendre à déterminer sa transmission. (...) Le chlorure d'oxyde de sodium apparut à la même époque dans les régiments comme moyen de désinfection. »* (Louchard). Néanmoins, les Capitaines-instructeurs pouvaient avancer leur brevet d'écuyer pour juger de l'incapacité des vétérinaires ...

Cette triste année 1826 se termine par la décision ministérielle du 31 décembre qui précise l'uniforme des vétérinaires : l'habit est en drap gris de fer à retroussis brodés de quatre fleurs de lys or ou argent suivant l'arme. Les épaulettes et les aiguillettes sont celles de maréchal des logis et maréchal des logis chef. La marque distinctive est formée par une et deux boutonnieres (or ou argent) au collet de l'habit pour les vétérinaires en second et en premier, ces boutonnieres remplacent les galons qu'ils étaient autorisés à porter jusqu'à présent. Le pantalon de cheval et les bottes à la dragonne accompagnent des gants sans parements et un sabre de cavalerie légère. La décision ministérielle précise qu'à compter du premier janvier 1827, la prestation en nature des effets d'habillement est remplacée par une allocation donnée aux vétérinaires : il leur est accordé F 235,- de première mise et F 72,- d'abonnement annuel. Sur cette allocation, il sera retenu à chaque vétérinaire par les soins du Conseil d'Administration, un fonds de réserve de F 100,- : soit F 35,- pour la première année d'abonnement et F 10,- sur chacune des trois années suivantes. Naturellement le vétérinaire démissionnaire

ou réformé avant dix ans de service supporte la retenue de ce fonds de réserve en compensation de la valeur de l'habillement complet qu'il emporte, au profit de la masse d'entretien d'habillement des Corps. Après dix ans cette réserve lui est acquise. Bref, tandis que le vétérinaire touche à peine F 72,- par an pour s'habiller, l'adjudant ou le maître ouvrier reçoit plus de F 100,- !

1827

« *Le mal est à son comble.* » Les Capitaines se trouvent chargés d'une bonne partie des fonctions du vétérinaire. Si ce dernier reste malgré tout responsable de l'ensemble du service, il subit l'humiliation d'un contrôle permanent et de rapports écrits du Capitaine-instructeur qui ne peut en général que préciser si le vétérinaire est zélé ou non, fait ou non ce qu'il a promis de faire, etc .. Car, qui sont exactement ces officiers ? Élèves de l'École Royale d'équitation de Saumur, ils y ont suivi un cours complet d'équitation militaire auquel on a joint en complément quelques leçons d'extérieur du cheval, la nomenclature de ses os et de ses viscères, puis quelques vagues notions d'hygiène, ce cours n'étant considéré que comme accessoire. Aussi, ne pouvant se fier qu'aux dires intéressés des vétérinaires, ils ne peuvent réaliser qu'un contrôle illusoire, et, dès lors, à quoi bon leur présence ?

D) Duels oratoires.

1828

Si 1828 n'apporte aucun nouveau décret, cette année va voir s'opposer violemment de nombreux orateurs pro et anti réformistes. Nous ne pouvons hélas citer ici que quelques extraits des discours passionnés qui furent prononcés aux tribunes des diverses commissions réunies.

Voici quelques opinions du Général Bordesoulle : « (...) *L'importance de leur mission n'est pas assez généralement sentie ; c'est cependant sur eux seuls que repose le soin de veiller à la conservation des chevaux (...)* ; les traitements qu'ils leur administrent ne sont soumis à aucun contrôle. Il en résulte que chaque vétérinaire a un pouvoir discrétionnaire sur la manière d'exercer son art. (...) si l'on faisait inspecter chaque année les artistes vétérinaires des Corps par des Inspecteurs Vétérinaires que leur zèle et leurs connaissances supérieures auraient fait parvenir à cet emploi, on reconnaîtrait bientôt que quelques uns d'entre eux manquent de zèle et que beaucoup d'autres sont loin d'avoir la capacité nécessaire. (...) On ne comprend pas comment on n'a point senti qu'après avoir obligé les élèves vétérinaires à des cours de quatre années, on ne les traite pas mieux aujourd'hui que ne l'étaient il y a cent années les maréchaux experts dont tout l'art se bornait à faire une saignée ou panser une plaie. Si on compare le sort de ces élèves aux étudiants en médecine qui, après des cours de trois années sont admis au service, au traitement de F 1.100,-, qui ont une carrière ouverte, tandis que les élèves vétérinaires, après quatre années de cours ne peuvent être placés qu'au traitement de F 400,- et n'ont d'autres perspectives que d'être artistes en premier au traitement de F 800,- et à la retraite de F 300,-, on concevra facilement que tous les hommes de cet art qu'il serait si avantageux de conserver dans la cavalerie s'en retirent aussitôt qu'ils le peuvent. (...) ils sont incontestablement les fonctionnaires du royaume les plus mal traités sous tous les rapports. (...) En conséquence, j'émet le vœu (...) : 1° que les artistes vétérinaires admis dans les Corps (...) aient le rang d'officiers. 2° que les artistes vétérinaires en premier aient le rang de lieutenant. 3° que leur traitement soit mis en rapport avec leurs besoins (...). 4° enfin, qu'il soit créé des artistes vétérinaires-inspecteurs (...). Si, comme je le suppose, la commission approuve la proposition qui concerne les vétérinaires, elle jugera sûrement nécessaire de leur donner la dénomination de médecins vétérinaires et que les élèves qui prendront en sortant des écoles le rang de sous-lieutenant aillent passer 18 mois à l'École de Saumur, pour y suivre le cours d'équitation et surveiller les ateliers des maréchaux (...) car, la plupart d'entre eux s'ils savent traiter un cheval malade, ne savent point juger s'il est ou non propre au service de la cavalerie. »

Le Général Foissac-Latour émet des opinions tout à fait comparables : « (...) Alors, les sujets distingués et capables cherchent, au moyen de l'instruction dont le gouvernement a fait si complètement les frais, à se soustraire à un régime qui contraste d'une manière humiliante avec leur éducation. Un établissement civil devient l'objet de toute leur ambition. Là des égards et des chances de fortune les attendent. Les sujets incapables seuls restent à la cavalerie (...). Les vétérinaires traitant leur malade par abonnement, ce système vicieux met en quelque sorte l'existence de leurs familles aux prises avec le devoir et la probité. (...) Est-il un seul inspecteur de cavalerie qui ignore l'importance d'un régiment attaché au choix d'un bon vétérinaire et les inquiétudes qu'éprouve un Colonel lorsque le service vétérinaire de son régiment est abandonné à un homme sans instruction et sans expérience ? (...) En contact avec les sous-officiers, ils sont souvent obligés de leur faire des injonctions, de rendre compte de leur négligence, et comme ils sont du même grade il s'ensuit des querelles (...). Les sous-officiers ont une carrière devant eux. Les vétérinaires n'en ont aucune. (...) Où trouver l'exemple d'un pareil abandon ? (...) Le service vétérinaire des armées anglaises est dirigé par un vétérinaire qui a le rang d'officier général. L'armée bavaroise a une organisation toute semblable (...). Le vétérinaire du régiment a le rang de lieutenant. (...) Les propositions que je soumets à la commission (...) ne renfermeront pas de dispositions trop onéreuses (...) Je me borne à réclamer pour les vétérinaires (...) le rang d'adjudant en arrivant dans les Corps. Après dix ans de service, les vétérinaires en second pourraient obtenir le rang de sous-lieutenant. Les vétérinaires en premier seront choisis parmi ceux des vétérinaires en second ayant le rang de sous-lieutenant. Après quatre ans de fonction ils pourront obtenir le rang de lieutenant ; (...). Six inspecteurs vétérinaires pourront être nommés parmi les vétérinaires en premier ayant rang de lieutenant. Après quatre ans de fonction, ils seront susceptibles d'obtenir le rang de capitaine. (...) Une commission centrale sera établie près du Ministère de la Guerre. (...) Un vétérinaire en chef sera rapporteur de cette commission. (...) »

Quant à Chef, vétérinaire des écuries de S.A.R. Madame, Duchesse de Berry, il propose des réformes un peu farfelues mais dont certaines sont à retenir : il demande qu'on supprime coûte que coûte les charlatans exerçant en tant que vétérinaires. A propos des écoles vétérinaires, il affirme « que l'on pourrait (les) restreindre à une, car celle d'Alfort suffit pour instruire le nombre d'élèves qui est réparti dans les deux ; cette suppression offrirait une économie qui donnerait les moyens de faire construire un manège à l'École d'Alfort (...) afin d'enseigner aux élèves à monter à cheval (...) ce qui les **familiariserait** avec cet animal et les mettrait plus à même de juger de ses moyens car il n'y a qu'en le montant que l'on peut s'en assurer, ce qui est principalement nécessaire à ceux destinés au service (...). Il est donc très ridicule de voir un vétérinaire qui arrive dans un régiment (...) qui ne sache pas se tenir à cheval, non seulement il prête à rire, mais il n'inspire pas de confiance et surtout ceux qui ont peur des chevaux car il y en a beaucoup qui n'osent pas s'en approcher. (...) sur 300 élèves (en 1795 à Alfort), il y en avait la moitié du midi ; l'École de Lyon était déserte. (...) il vaut beaucoup mieux n'avoir qu'une École dans laquelle on pourra procurer une instruction complète aux élèves que de former des sujets demi-instruits dans différentes écoles (...). »

A ces différents propos, va s'opposer un violent rapport du Lieutenant Général Préval présenté le 7 novembre au Conseil Supérieur de la Guerre, et dont voici quelques passages : « (...) L'origine et l'éducation première de presque tous les vétérinaires, les conditions de leur admission à l'École, la nature de leurs travaux les classent nécessairement dans un ordre inférieur. (...) Dans le Conseil de la Guerre de 1788, alors que les vétérinaires sortaient des mêmes écoles qu'aujourd'hui, on agita si on les maintiendrait au rang de maréchal des logis ou si on les bornerait à celui de brigadier. (...). Mais encore le rang social qui donne la qualité d'officiers ou celle de médecins peut-il s'allier à la pratique de l'art des vétérinaires ? non, certainement, si l'on a égard (...) à toutes les repoussantes nécessités qui excluent leur profession des professions nobles. (...) Déjà, l'ordonnance de 1777 portait : - « on manquerait infailliblement le but de l'institution qui ne tend qu'à former d'habiles maréchaux et des hommes voués uniquement à l'exercice de cette profession si l'on admettait même comme élèves, des particuliers gentilshommes ou autres que quelques idées d'ambition, ou peut-être un désir réel de savoir, détermineraient à se présenter. » - (...) Au reste, cette ambition de s'élever qui tourmente quelques vétérinaires est étrangère à la masse de ces artistes qui, pratiquant par besoin, hésiteraient assurément avant de sacrifier les ressources de leur existence aux fumées de la vanité. (...) Une décision de 1826 porte que les appointements des vétérinaires en premier seront dans la Garde de F 1.500.- dès leur entrée et F 1.800.- après dix ans ; dans la ligne de F 1.200.- à 1.400.- (...) plus le cheval, les prestations, un franc d'abonnement par cheval d'officier et les bénéfices sur l'abonnement des chevaux de troupe. On verra qu'ils doivent avoir plus d'aisance que les officiers supérieurs. Comment, étant ainsi traités ne désireraient-ils pas être officiers ? Cette solde excessive des vétérinaires ne les a que trop éloignés déjà de la pratique de leur profession ; que serait-ce si on leur accordait un rang qui l'excluerait entièrement ? Avant qu'il y eût des vétérinaires en titre et pendant tout le temps qui s'écoula depuis leur création jusqu'à la Révolution, notre cavalerie était la mieux montée d'Europe, nos chevaux étaient réputés et certes, notre situation sous ce rapport était plus digne d'envie qu'aujourd'hui. »

Heureusement, d'autres personnalités tels que le Général La Roche-Aymon et les vétérinaires militaires Huguet et Robert continuent de réclamer l'amélioration du sort de leurs confrères militaires. Le Baron Denniee, dans son rapport d'inspection intitulé « État sanitaire des chevaux », critique violemment la filière hiérarchique isolant complètement le vétérinaire : « (...). Du reste, ils (les vétérinaires) ne connaissent le mauvais état d'un cheval que par la filière du garde d'écurie, qui le dit au brigadier, qui le dit au maréchal des logis de semaine, qui en rend compte à l'officier de semaine, qui en informe l'officier chargé de la surveillance hippiatrice, qui fait son rapport au major, qui en dernier ressort donne des ordres au vétérinaire. (...) ». Il ne devait pas être beaucoup question d'urgence à l'époque ...

1829 n'apporte guère d'éléments nouveaux : Borgnier, vétérinaire à la Garde royale, tente d'intéresser les officiers généraux par une démarche d'un type nouveau : au lieu d'insister sur l'importance de la « zooiatrie » dans les Corps et la gravité des études que cet emploi réclame, il prouve que partout en Europe, les vétérinaires sont officiers, sauf en France. Girard, Directeur d'Alfort fait tout son possible pour obtenir l'assimilation de grade. En mai, Dupin et Puymaurin défendent brillamment la cause vétérinaire à la Chambre des Députés.

Quelques réformes ont supprimé la surabondance de grades : alors qu'auparavant « il n'y avait pas trois commandés pour un commandant. » (Colonel Carrion), les proportions sont ramenées à quatre officiers pour quarante-cinq hommes de troupe.

Pendant ce temps, notre confrère Louchard continue de présenter avec ordre ses critiques : il s'élève cette année là contre une ordonnance augmentant le travail au galop : « (...) j'ai vu mourir un cheval sur le champ de manœuvre ; ce jour-là, on avait fait douze charges à fond dans une reprise ; deux autres sont morts dans les écuries de l'infirmerie, le même jour, et des suites de cette manœuvre : il est vrai que ces excès se renouvelaient si souvent que ces animaux étaient épuisés (...) »

Mais chacun reste sourd à ces remarques. A propos du pansage des chevaux le matin fait systématiquement à l'extérieur, même quand il gèle, alors que la température des écuries est de 25° C. et à propos de l'abreuvement à l'eau glacée (on casse la glace des abreuvoirs), Louchard raconte encore : « Je me rappelle avoir fait bien souvent des observations sur le danger de ces imprudentes manœuvres. On me renvoyait à la campagne de Russie où les chevaux en avaient vu bien d'autres. Si, pendant les grandes chaleurs de l'été, les chevaux étaient exposés à l'ardeur du soleil, nouvelles observations de ma part ; on me renvoyait à la campagne d'Espagne ! »

De toute façon, les prémices de la Révolution firent qu'aucune réforme ne se traduisit par des actes et la situation des vétérinaires militaires était bien aléatoire : on vit à l'époque dans un journal vétérinaire une souscription pour venir en aide à un certain « Thomines », âgé de 64 ans, ayant passé 43 ans dans les armées comme vétérinaire, perclus depuis longtemps d'une partie du corps et aveugle, ne possédant pour tout moyen d'existence qu'une modique pension de F 345.-.

Un nouveau rapport du Général Préval reprend les mêmes propos que celui dont nous avons extrait de larges passages précédemment. Il insiste plus particulièrement sur l'opposition entre « le rang social qui donne la qualité d'officier » et « la pratique vétérinaire. » : « ... si l'on a égard à l'emploi presque continuel qu'ils font de la force physique, au besoin qu'ils éprouvent de la coopération d'ouvriers maréchaux, de palefreniers, de cochers, de charretiers, à l'obligation d'étendre leurs soins à tous les animaux domestiques, à toute espèce de bétail, depuis la brebis jusqu'à la jument et la vache dont il facilite le délivrement. (...) »

Pourtant, les vétérinaires ont entre leurs mains 90.000 chevaux qui représentent un capital de 36 millions de francs. Ces chevaux coûtent à l'État 3 millions de francs par an auxquels s'ajoutent les 2,8 millions de francs de pertes correspondant à la mortalité moyenne annuelle, soit une centaine de chevaux par Corps de troupe. Mais que peuvent ces chiffres contre l'obstination d'un Général Préval ? « ... Aussi, dans l'état actuel des choses, il ne reste à l'armée que deux classes de jeunes vétérinaires : dans l'une se rencontrent ceux qu'un engagement comme élèves militaires lie au service et dans l'autre, ceux qui préfèrent l'insouciance et l'oisiveté aux soucis et aux labeurs de la pratique civile ! » (Vogeli).

II - LA MONARCHIE DE JUILLET

A) Les pétitions.

1830

Après les « trois glorieuses », la population parisienne accepte le Duc d'Orléans, en remplacement de Charles X, après une mise en scène théâtrale sur les marches de l'Hôtel de Ville où La Fayette étreint le futur dans un drapeau tricolore. La Révolution aboutit donc à la nouvelle monarchie constitutionnelle de Louis-Philippe.

Le 11 août, une ordonnance licencie la Garde Royale. Le Ministre décide le vingt septembre que les vétérinaires qui appartenaient à ce Corps jouiraient de la demi-solde jusqu'à ce qu'une nouvelle destination leur fût donnée. « En conséquence, on comprendra ces vétérinaires sur la revue trimestrielle des officiers de cavalerie où ils seront néanmoins l'objet d'un chapitre distinct. » (J.O. militaire 1830, 2^{ème} semestre, p. 257). Les vétérinaires sont donc placés dans l'esprit public entre les officiers et les sous-officiers. De plus lors du licenciement de la Garde Royale les vétérinaires en second réclamèrent les mêmes avantages que les sous-officiers qui passaient dans l'armée avec la demi-solde et le grade supérieur qu'ils avaient dans les corps d'élite. On leur dit qu'ils n'avaient pas droit au bénéfice de l'Ordonnance du licenciement et on les renvoya dans la ligne comme aides, plusieurs même après quelques mois de demi-solde.

Le 29 septembre, Potelle, vétérinaire de l'Oise, adresse une pétition aux deux chambres, rapportée à la chambre des Pairs le premier octobre de la même année et réclamant le rang d'officier. Sur la proposition du rapporteur, le renvoi à la section du Ministre de la Guerre était adopté car « l'instruction répandue dans cette classe d'hommes semblait appeler sur les vétérinaires de la cavalerie les faveurs que sollicitait le pétitionnaire. » (Moniteur du 4 octobre 1830 - Chambre des Pairs, séance du vendredi 1^{er} octobre).

Ce même jour, Leblanc, adresse un mémoire avec pétition à l'appui à la Chambre des Députés. Il demande l'abolition du décret de 1813 et de l'ordonnance de 1825, l'appellation de Zooinstituteur et non plus de vétérinaire synonyme de maréchal, guérisseur, etc .. un examen d'entrée sérieux, vingt places gratuites pour les élèves militaires, le rang d'officier, le rétablissement des vétérinaires inspecteurs etc ..

Pendant ce temps, lors de la campagne d'Afrique, les vétérinaires militaires continuent de manger de la gamelle, confondus avec la troupe, comme dans les campagnes d'Espagne (1823) ou de Morée (1828) ! Et les élèves (11) sortis d'Alfort le 15 septembre sont pris, faute de vacance, comme surnuméraire avec le grade et la solde des maréchaux des logis ordinaires !

1831

Aux pétitions de 1830, succèdent une série de mesures gouvernementales qui n'apportent que des solutions tout à fait partielles.

L'Ordonnance du 26 mars affecte quatre vétérinaires, dont trois en second, à chaque régiment d'artillerie sur le pied de guerre. L'Ordonnance du 11 Avril sur l'organisation du service général de la Remonte classe dans le petit État-Major un vétérinaire chargé de la réception des chevaux. Il reçoit sur les fonds de la remonte un supplément destiné à porter son traitement à F 2.400.-. La décision ministérielle du 26 juillet précise les conditions de paiement des vétérinaires de la remonte : F 1.200.- de traitement plus F 1.200.- de supplément avant 10 ans de service, F 1.400.- de traitement plus F 1.000.- de supplément s'ils ont plus de 10 ans ... ! En fait, le vétérinaire figure que comme simple consultant à la commission de remonte, alors qu'il devrait y être considéré comme le plus spécialement instruit de tout ce qui a rapport au cheval.

Aussi, réclamations et pétitions sont-elles envoyées de plus belle. Le 16 avril, la pétition Potelle, déjà rapportée par le Sénat en 1830 est soumise à la Chambre des Députés où elle obtient encore les honneurs stériles d'un renvoi au Ministère de la Guerre. Dans sa séance du 29 novembre, la Chambre des Pairs examine la loi sur l'avancement dans l'armée. Six vétérinaires de la garnison de Douai (Maurice, Cavalié, Levesque, Jouggla, Dupin et Vogeli) adressent une nouvelle pétition à cette assemblée. Le Baron Mounier rapporteur, appelé à exprimer son opinion dit à la Chambre : *« Dans l'état actuel, les vétérinaires attachés aux divers Corps de cavalerie sont considérés comme officiers ; la commission ne pense pas qu'il y ait rien à innover à leur égard. »* *« Eh quoi - répond Vogeli -, Monsieur le Lieutenant Général Mounier dit à la Chambre que les vétérinaires militaires sont officiers et pas un de Messieurs les Lieutenants Généraux de cavalerie qui sont en si grand nombre sur les bancs du Palais du Luxembourg ne relève cette erreur ! Ils ne savaient ou ne voulaient ; comment sortir de là ! Pour moi, j'y vois une preuve irréfutable que notre position mixte n'est ni connue ni comprise ; nous n'avons à l'armée aucune garantie législative. »*

Quelques mois plus tard, nouvelle pétition de Tardieu, adressée à la Chambre des Députés. Analysant très clairement la situation, ce vétérinaire attaché au 15^{ème} Chasseurs, réclame l'organisation de ses confrères militaires en un Corps spécial régi et commandé par des chefs de leur art. Ils auraient rang de capitaine, lieutenant et sous-lieutenant et seraient commandés par des Inspecteurs Vétérinaires, membres de commissions hygiéniques, et de commissions des remotes et réformes. Cette pétition si constructive a droit aux honneurs d'un renvoi au Ministère de la Guerre ! (Moniteur du 26 décembre 1831).

Enfin, Leblanc pense *« que la classe des vétérinaires est en droit de réclamer les avantages que l'on a accordés aux médecins comme jurés et qu'on pourra leur accorder plus tard comme électeurs. Pour le même motif, l'on doit dès à présent accorder aux vétérinaires militaires le rang d'officier dans les régiments. »*

Les graves problèmes politiques rencontrés au début du règne de Louis-Philippe empêchent encore toute réforme profonde en notre faveur de voir le jour - la terrible révolte des canuts de Lyon, au mois de novembre, a nécessité l'envoi d'une armée par Casimir-Perier pour rétablir l'ordre. Les pétitions des vétérinaires pèsent fort peu dans les Chambres face à l'insurrection de 50.000 personnes remettant en cause l'existence du Régime -.

Nous ne terminerons pas cette année 1831 sans citer quelques fragments d'une longue lettre envoyée au Ministre par un nommé Vilpelle vétérinaire en premier au 4^{ème} cuirassiers. Sa missive s'intitule *« Cause unique de la grande destruction et de la détérioration journalière des chevaux de l'Armée. »* Pour lui si les chevaux de l'armée meurent en si grand nombre, ce n'est pas parce que les vétérinaires ne sont pas en mesure de faire entendre leurs avis et respecter leurs prescriptions, c'est tout simplement parce que les animaux sont mal nourris. Il présente des arguments qui ne manquent pas d'intérêt : *« (...) Les causes déterminantes des maladies - à très peu d'exceptions près - n'agissent qu'en irritant d'abord un point quelconque de la machine vivante. Si cette irritation est entretenue longtemps par la présence continuelle de la cause qui l'a produite, elle augmente d'intensité, finit par devenir une véritable inflammation dont la marche et les résultats sont en rapport avec la nature de l'individu et celle des parties affectées. Ainsi, par exemple, si c'est une surface sécrétoire qui est atteinte, comme la muqueuse gastro-intestinale, le produit qu'elle dégage doit nécessairement participer à cette altération et avoir des qualités plus ou moins nuisibles suivant le degré de la maladie. De là doivent naître des altérations dans la masse des humeurs par l'absorption de sucs viciés des produits intestinaux. De là, irritation, inflammation des différents ordres de vaisseaux, du système glandulaire, dégénérescence de tissus organiques, tels que les follicules muqueux des voies aériennes (tubercules), du système lymphatique (farcin) etc .. etc .. (...) Or quoi de plus capable de produire tous ces désordres qu'un aliment irritant qui vient sans cesse fatiguer les organes digestifs ? (...). La morve (...) n'est qu'un symptôme d'autres altérations anciennes et profondes de tout le système en général, qui résultent elles-mêmes, le plus souvent surtout pour les chevaux de troupe, de l'état maladif des viscères chargés de recevoir, d'élaborer les aliments bons ou mauvais dont l'animal se nourrit, des organes digestifs enfin. (...) »* (Vilpelle. Mai 1831.)

Pourquoi donc essayer d'améliorer le sort des vétérinaires alors qu'un des leurs prouve incontestablement que la cause unique de la mortalité importante des chevaux de cavalerie est la mauvaise qualité du fourrage ?

1832

Aussi, nous ne nous étonnerons pas que la nouvelle pétition de Vogeli adressée à la Chambre des Députés reçoive l'opposition hostile du rapporteur, Hector d'Aulnay, le 7 janvier 1832. *« Il est dans la nature du cœur humain que chacun exagère l'importance de sa profession et la juge d'après ses sentiments et ses intérêts. Un amour propre bien ordonné est souvent le mobile d'actions utiles à la Société ; mais lorsqu'il sort des limites que le destin et la loi lui ont tracées, il importe de l'y restreindre pour prévenir des écarts qui porteraient le trouble dans les institutions sociales. (...) »* C'est la coalition des professions contre les institutions sociales ! Mais laissons parler d'Aulnay : *« ... L'art vétérinaire est une profession utile, honorable, librement choisie par celui qui l'exerce et qui sait en l'embrassant ce qu'il doit en attendre. La loi a réglé les devoirs les droits et le rang des vétérinaires dans les Corps. (...) Par leur conduite et leur aptitude, ils peuvent devenir vétérinaires inspecteurs (...). Voilà leur brevet d'officier, la récompense de leur mérite et de leurs services ! »*. (Moniteur du 11 janvier 1832 - Séance de la Chambre des Députés du 7 janvier.)

Quelques jours plus tard, la commission de la Chambre, chargée du projet de loi sur l'avancement dans l'armée ne prend aucune décision après avoir examiné « la pétition des six » qui réclamait l'assimilation au grade d'officier. Le prétexte fourni est que s'il est du domaine de la loi de réglementer les grades reconnus et établis, il est du domaine exclusif de l'Administration de créer les grades non existants. (La Roche-Aymon rapporteur 14 janvier 1832).

En revanche, pour le Général Ambert, il est urgent d'accorder l'assimilation aux vétérinaires, et ce dans l'intérêt du pays « qui voudra peut-être savoir un jour comment et pourquoi son armée a perdu 16.157 chevaux dans l'espace de vingt mois, dont un seul a péri par le feu de l'ennemi, devant Anvers ! »

B) Mesures administratives.

Pendant ce temps l'incohérence administrative continue de persécuter nos confrères : « Les rations de vivres et de chauffage doivent leur être fournies sur le pied de guerre, à titre de supplément et sans retenue. Mais, en 1831 et 1832, à l'armée du Nord, lorsqu'on accordait aux officiers une indemnité représentative de vivres de campagne de F 2.- par jour, il fut officiellement décrété que les vétérinaires ne recevraient que l'indemnité de dix centimes accordée aux sous-officiers et aux soldats. (...). Mais ce n'est point encore tout : le choléra décimait les populations ; le gouvernement crut devoir prendre pour préserver l'armée du fléau, diverses mesures sanitaires ; et à cet effet une instruction du 30 mars 1832 (...) ordonne la distribution aux sous-officiers et soldats de chaussettes de laine et de ceintures en flanelle, pour laquelle une indemnité individuelle de F 5.- fut accordée ainsi qu'une ration de vin et de riz, par homme et par jour, pendant toute la durée du fléau. Dans cette circonstance, les vétérinaires furent de nouveau considérés comme officiers et ne participèrent à aucun de ces avantages. (...). Enfin, ils ne sont plus ni sous-officiers ni soldats quand il s'agit de profiter du bénéfice d'exemption qu'accordait à tout militaire en activité quel que soit son grade, l'article 14 de la loi du 10 mars 1818 sur le recrutement, reproduit par la loi du 21 mars 1832 : celui dont un frère sera sous les drapeaux à tout autre motif que pour remplacement. Ainsi, une disposition non rapportée du manuel de recrutement distrait les vétérinaires de l'avantage que la loi sur l'impôt du sang accorde à tous les français. » (Vogeli).

Ainsi, dit encore Vogeli, se trouvent réalisées les paroles d'Hector d'Aubray qui trouvait que c'était de la part des vétérinaires, « élever une prétention ridicule et montrer trop de présomption que de se comparer aux soldats de l'armée ! »

Piteuse compensation : par décision ministérielle, l'article 2 de l'ordonnance du 14 avril 1832 relatif à l'admission dans les Corps comme enfants de troupe des fils de maîtres ouvriers sont applicables ... aux vétérinaires à partir du 25 mai.

L'ordonnance du 28 août va apporter quelques améliorations à propos des conditions d'engagement des élèves militaires ainsi que certaines augmentations précoces de solde, sorte « d'hameçon tendu pour attirer les futurs vétérinaires. » (Vogeli).

28 août 1832

Ministère de la Guerre.

Louis-Philippe, Roi des Français,

A tous présents et à venir, Salut.

Une ordonnance Du 20 juillet 1836 relative aux
Anciens vétérinaires entretenus aux frais du département
de la Guerre et de leur service dans les Corps de Cavalerie
à cheval.

Considérant qu'il importe de coordonner les dispositions relatives à ces élèves avec les dispositions de la Loi Du 21 Mars 1832 sur le recrutement de l'armée et notre ordonnance Du 28 avril dernier sur les engagements volontaires.

Sur le rapport de notre Ministre secrétaire d'Etat de la Guerre;

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1^{er}

Aucun élève militaire ne sera désormais admis à l'Ecole Vétérinaire d'Alfort que comme surnuméraire.

Art. 2.

La durée de ce surnuméraire est fixée à deux années, à l'expiration desquelles l'élève militaire sera soumis à l'examen d'un Jure chargé d'apprécier son degré de capacité et de déclarer s'il a l'aptitude convenable pour suivre avec succès la profession de vétérinaire.

Art. 3.

Les sujets dont la conduite aura été satisfaisante pendant les deux années de surnuméraire et qui auront été reconnus aptes à continuer leurs études, seront déclarés élèves titulaires.

À ce titre, ils contracteront un engagement volontaire comme soldats pour l'arme de cavalerie.

Cet engagement sera de sept ans, conformément à la Loi du 21 Mars 1832.

Art: 4.

Les élèves militaires qui, par leur conduite, auront donné lieu à des plaintes graves, ainsi que ceux qui n'auront pas satisfait à l'examen qu'ils doivent subir conformément à l'art: 2 de la présente ordonnance, seront renvoyés dans leur famille s'ils ne sont soumis à la Loi du recrutement ou liés au service militaire à un titre quelconque.

Dans ce cas, ils seront dirigés sur un Corps qui sera désigné par notre Ministre de la Guerre pour y servir comme soldats ou Maréchaux Ferrans.

Art: 5.

Lorsqu'une place d'Elève militaire sera devenue vacante par suite de décès ou de renvoi, elle sera donnée à un des élèves civils ayant déjà deux ans d'étude, au moins et qui désireront servir comme vétérinaires militaires.

Cet élève sera désigné par notre Ministre de la Guerre parmi les candidats qui lui seront présentés par le Juri de l'Ecole après un concours qui sera ouvert à cet effet.

L'admission des élèves entraînera pour lui l'obligation
de contracter l'engagement prescrit par l'art. 3.

Art: 6

Pour dérogation aux dispositions de notre
ordonnance du 28 avril dernier, il est accordé une
tolérance de taille en faveur des élèves vétérinaires
qui se destinent au service militaire, ils seront aptes
à contracter un engagement volontaire pour un corps
de cavalerie, si leur taille n'est pas au-dessous
de cinq pieds 4 pouces.

Art: 7.

L'entretien des élèves militaires, sommitaires
ou titulaires, demeure à la charge du département
de la guerre.

Cependant les élèves sommitaires ne reçoivent
que le traitement proprement dit, les suppléments
de ce traitement ne sera dû qu'aux élèves titulaires.

Art: 8.

Les vétérinaires sortis de la classe des élèves
militaires qui, dans le cours de leur dernière année
de service, contracteront un engagement de cinq
ans, jouissant après cinq années passées sous les
drapeaux, s'ils sont encore vétérinaires de 2^e classe
du maximum de la solde de leur grade déterminé
par le tarif du 1^{er} Mars 1826 et qui n'était dû,
d'après ce tarif, qu'après cinq années de service.

La même faveur est accordée aux citoyens
civils qui contracteront un engagement et un
engagement portant la durée de leur service
obligé à dix ans.

Art: 9.

Toutes dispositions antérieures qui sont en
contraire à la présente ordonnance sont et demeureront abro-
gées.

Art: 10.

Nos Ministres de la Guerre et du Commerce
et des Travaux publics sous-chargés, chacun
qui le verra, de l'exécution de la présente
ordonnance.

Paris, le 28 août 1832

Signé Louis Philippe
Par le Roi.

Collationné:
Le chef du Bureau
des Lois & archives

[Signature]

Le Ministre secrétaire d'Etat de la G.
Signé par Duc de Dalmeida
Pour Ampliation

Le Secrétaire Général
[Signature]

Si, l'élève militaire obtient l'avantage de rester libre de sa personne pendant ses deux années de surnumériat, il est menacé d'incorporation s'il est jugé incapable de poursuivre ses études, et remplacé par un élève civil volontaire. Mais comme le fait remarquer justement Vogeli, si l'État perd les deux ans de dépenses faites pour l'élève renvoyé, il ne verse aucune indemnité aux familles qui ont payé les frais d'études des deux premières années aux élèves civils remplaçant les surnuméraires éliminés. On doute que ce mode d'engagement ait trouvé de nombreux partisans. Enfin, les élèves civils admis dans les Corps par commission ministérielle (lorsque les élèves militaires ne sont pas en nombre suffisant pour le service de l'armée,) ne bénéficient pas de la prise en compte de leurs années d'études comme temps de service !

En septembre 1832, Soult, Ministre de la Guerre, ému des plaintes persistantes et multipliées des vétérinaires ordonne une enquête générale en demandant aux gouverneurs militaires d'entendre séparément les vétérinaires des Corps afin de savoir jusqu'à quel point ceux-ci étaient incapables de faire appliquer leurs prescriptions sous la pression des capitaines instructeurs. En même temps, Vogeli, continue de réclamer le rétablissement des Vétérinaires Inspecteurs.

L'ordonnance du 15 octobre 1832 crée un poste de vétérinaire en premier dans chaque dépôt de remonte générale, assisté d'un vétérinaire en second si le service l'exige. (Art. 6).

Article 7 : les vétérinaires en second de la remonte concourent avec les vétérinaires en premier des régiments pour les emplois de vétérinaires de première classe des dépôts. A défaut de vétérinaires militaires, le Ministre de la Guerre désignera des vétérinaires civils pour le service de ces établissements.

Les vétérinaires en second seront choisis parmi ceux de ce grade dans les Corps de troupe à cheval ou parmi les élèves militaires de l'École d'Alfort.

C) Sur la Remonte.

Nous nous permettons ici d'ouvrir une parenthèse au sujet de la Remonte : Ce service fournit à l'armée les jeunes chevaux nécessaires au remplacement des réformés. *« La création des dépôts de remonte a pour but d'empêcher autant que possible l'introduction de chevaux étrangers dans l'armée française, d'encourager l'industrie chevaline et de contribuer au bien être des agriculteurs. Vingt trois établissements mettent en rapport avec les propriétaires ou éleveurs, les officiers chargés de remonter notre cavalerie : il est du devoir de ces officiers de les encourager dans cette noble industrie (...). Dans un marché qui doit se conclure entre un officier et un éleveur, la question d'argent peut parfois demeurer secondaire si toutefois le cheval est d'une qualité supérieure. Ainsi donc, non seulement dans ce cas, il faut acheter, mais encore faut-il payer largement. (...) L'officier n'oublie jamais qu'ici, il n'a plus affaire avec un maquignon mais bien avec un homme qu'il doit encourager. (...) Les buts des dépôts de remonte sont donc : 1° d'acheter les jeunes chevaux aux éleveurs, en encourageant leur élevage. 2° de faire leur éducation militaire. »* (Louchard).

Cette éducation militaire est fort complexe et nous ne nous attarderons que sur une de ses étapes : la castration. Tous les chevaux mâles de l'armée sont castrés. C'est là une opération importante qui peut, si elle est mal faite, entraîner immédiatement la réforme d'un cheval acheté souvent fort cher. C'est pourquoi les vétérinaires employés aux dépôts de la Remonte générale doivent être choisis parmi les plus instruits et les plus exercés dans la pratique de la castration. Ils doivent envoyer des pièces justifiant leur habileté dans cette opération. Si, après avoir été admis dans les remontes, ils ne justifient pas la confiance accordée, ils peuvent être renvoyés dans leurs foyers ...

Si nous nous sommes permis cette longue digression sur les dépôts de Remonte, c'est que le dernier paragraphe de l'article 7 de l'ordonnance du 15 octobre, que nous avons mentionné précédemment, ne fait pas la différence, pour le choix d'un vétérinaire en second de la Remonte, entre un vétérinaire en second expérimenté d'un régiment et un élève d'Alfort ! Aussi, un élève placé à sa sortie de l'école dans un dépôt de remonte sera perfidement renvoyé dans ses foyers à cause de son inexpérience ! Cet article 7 manque du plus élémentaire bon sens. Il permettra, il est vrai, de pouvoir critiquer plus facilement l'incompétence traditionnelle des vétérinaires militaires ...

L'article 18 de cette même ordonnance supprime le supplément de solde accordé par le règlement du 11 avril 1831 aux vétérinaires des remontes ! Désormais, la solde est déterminée par l'ordonnance du 1^{er} mars 1826, supplémentée d'un cinquième à titre de responsabilité supérieure. Il est de plus alloué aux officiers et vétérinaires se rendant en tournée pour l'achat des chevaux de la remonte une indemnité extraordinaire de F 6.- et F 4,50 respectivement. Quant à l'article 20, il précise bien que *« les vétérinaires des dépôts sont tenus de châtrer les chevaux. Il leur est accordé cinquante centimes par cheval castré, au moyen desquels ils pourvoient aux menus frais qu'entraîne cette opération. Dans le cas où les circonstances forceraient à recourir à des châtriers du pays, il sera alloué à ceux-ci le prix en usage dans la localité. »*

Comme on peut le penser, cette dernière petite phrase fait hurler Vogeli : *« Eh quoi ! vous confiez aux mains d'un châtrier ignare pour lequel l'une des plus importantes pratiques de la chirurgie vétérinaire n'est qu'une routine, le plus beau poulain entier de vos dépôts ? Vous abandonnez aux soins mercenaires d'un homme pour qui l'argent est tout et l'art rien, une propriété d'un prix élevé ? (...) »*

Le règlement précise donc que l'on doit avoir recours en cas de besoin à l'empirique plutôt qu'au vétérinaire civil du pays. *« Quoi ! vous ouvrez à l'enseignement vétérinaire des Écoles que l'État entretient et vous autorisez dans certains cas et pour certains actes la nécessité de l'empirisme ! »* (Vogeli).

Face à cet échec, Vogeli, appuyé par 75 vétérinaires militaires, renvoie une pétition à la Chambre des Députés le 18 novembre 1832, rapportée le 22 décembre par Monsieur de la Riboisière. Monsieur de Ludre ne s'oppose pas au renvoi de cette pétition au Ministère de la Guerre, mais, selon lui, les vétérinaires ne devraient pas être officiers : *« non pas qu'ils ne soient très recommandables, non pas qu'on doive faire pour eux tout ce qu'il est possible de faire, et, par exemple, on pourrait augmenter la solde de ceux qui atteignent 25 à 30 ans de services ; mais quand à leur donner l'épaulette, je crois qu'il n'y a pas lieu. »* Le rapporteur, Monsieur de La Riboisière fait remarquer que *« le grade d'officier ayant été refusé aux vétérinaires, leur solde a reçu à diverses reprises des augmentations telles que cette solde se trouve aujourd'hui supérieure à celle des sous-lieutenants et même des lieutenants (...) »* Hector d'Aulnay affirme que *« leur solde est supérieure comme vétérinaire en second à celle des sous-officiers ; leur solde comme vétérinaire en premier est égale, avec les rations, à celle des sous-lieutenants. »* Or, depuis le premier avril 1826, les vétérinaires ne touchent plus de ration d'aucune espèce ... En fait, cette solde est inférieure à celle des adjudants.

Quoi qu'il en soit, la « coupe est pleine » et Vogeli ne peut retenir plus longtemps son indignation : *« Leur solde ! toujours leur solde ! Ce sont donc de bien vils mercenaires qu'on ne puisse jamais parler d'eux sans parler d'argent ? On ne vit pas de pain sec et de gloire sans doute, mais un peu de considération doit-elle donc toujours leur être refusée ? (...) »*

La fréquence élevée de tels reproches, à propos du goût un peu trop prononcé de nos confrères pour l'alcool et l'argent, nous permet d'ouvrir une nouvelle parenthèse : la petite histoire des moyens d'existence des vétérinaires militaires explique assez bien l'origine de ces « calomnies » ...

D) Histoire des modes de paiement officiel et des rétributions parallèles des Vétérinaires Militaires.

L'entretien des animaux des armées fait l'objet depuis fort longtemps de dispositions spéciales : de 1735 à 1760, les ordonnances sur le paiement des troupes prescrivent que chaque cavalier est tenu d'entretenir sur sa solde le ferrage de son cheval. L'ordonnance du 20 mars 1764 alloue à chaque homme une masse de 16 (?) devant permettre de subvenir aux divers remplacements, réparations, et frais de ferrage et de fournir les médicaments.

Le règlement du 25 avril 1767 porte qu'au moyen de 15 sols réglés pour le ferrage de chaque cheval effectif par mois, les maréchaux seraient tenus de donner leurs soins et d'administrer les remèdes et pansements aux chevaux. S'il était jugé plus avantageux d'établir un maréchal expert dans chaque régiment, il ne serait payé que 14 sols pour le ferrage à chaque maréchal-ferrant, et un sou au maréchal expert qui administrerait le pansement et les remèdes nécessaires.

« En 1788 plusieurs Corps de troupes à cheval accordaient à leurs artistes vétérinaires les uns un sou les autres 14 deniers par cheval et par mois, pour le traitement des chevaux, et fournissaient les médicaments, mais en 1791, cet usage fut aboli parce que les vétérinaires employaient beaucoup plus de drogues qu'il n'en fallait, et comme ils les prenaient chez les apothicaires qui presque toujours faisaient des remises, les médicaments étaient bien plus chers ; à la fin de l'année on excédait toujours d'un 9ème ou 10ème le prix qui était alloué par le Ministre, les caisses d'économies qui étaient fortes avant la Révolution, permettaient de couvrir cette dépense qui était toujours conséquente malgré la surveillance de l'officier chargé de l'achat des médicaments et qui ne s'en mêlait jamais, mais, à cette époque, les diverses promotions qui eurent lieu dans les Corps par l'émigration des officiers firent que dans le cours d'une année, on vit jusqu'à dix officiers chargés de la surveillance des médicaments. Les uns étaient occupés de cette partie pendant huit jours, d'autres, qui leur succédaient deux mois, et d'autres trois mois etc .. Enfin en 1792, la guerre fit que les artistes vétérinaires furent chargés seuls du traitement et de la fourniture des médicaments, de là des mémoires énormes dont on payait toujours de forts acomptes : et jamais les recettes ne couvraient les dépenses ; on proposa des abonnements, les artistes y consentirent, 1° parce qu'ils se procuraient des médicaments à meilleur marché. 2° parce qu'ils les composaient en partie eux-mêmes et 3° parce qu'ils en employaient une moins grande quantité. Ce mode est aujourd'hui adopté par les Corps : les uns donnent 25 centimes par cheval et par mois à l'effectif de tous les chevaux présents, tant en santé qu'en maladie ; d'autres donnent trente centimes par mois et par cheval en santé seulement, et rien pour les malades afin que les vétérinaires en gardent le moins possible à l'infirmerie : mais dans cet abonnement, il n'est plus question du sol de traitement parce que son rang et sa solde de maréchal des logis et tous ses accessoires lui en tiennent lieu. » (Lettre du Chevalier d'Empire Prévost de Bord, maître trésorier au 8ème régiment de cuirassiers, à Monsieur Bureau, aide de camp de Monsieur le Général Préval, Inspecteur aux revues 25 décembre 1811). L'abonnement, toujours en vigueur en 1832, est donc un accord formulé entre le vétérinaire et le Conseil d'administration du régiment.

D'autre part, les vétérinaires militaires ont toujours loisir d'exploiter une clientèle civile parallèle en traitant de gré à gré avec les particuliers qui les appellent, d'où les nombreuses plaintes des vétérinaires civils proches des casernes, et les récriminations des militaires trouvant que cette pratique tendait à raccourcir fâcheusement le temps passé par les vétérinaires à soigner les chevaux de l'armée ! De plus, ils traitent individuellement avec les officiers pour soigner leurs montures ...

Enfin « les vétérinaires vendent à leur profit la peau des chevaux morts, abattus pour morve, etc ... Il y a des départements où chaque peau se vend jusqu'à 15 francs, quelquefois plus, et il est permis de croire que la cupidité a pu spéculer sur la santé des chevaux et occasionner dans quelques régiments des pertes considérables (...). Il est juste de déraciner un abus qui peut donner lieu à de fâcheuses interprétations. (...). On ajoutera que les élèves sortent des écoles vétérinaires avec la conviction que la morve n'est pas contagieuse ; cette doctrine nouvelle peut être vraie mais il est aussi vrai de dire que depuis 15 ans cette maladie, contagieuse ou non, fait des ravages effrayants, et que les principes de l'école moderne adoptés par les vétérinaires, font considérer à ceux-ci comme inutiles ou superflues, les précautions que les chefs de Corps prennent pour prévenir ou arrêter la contagion. Il importe donc, tant dans l'intérêt de l'État que pour l'honneur des vétérinaires, que leur opinion sur la morve ne puisse être regardée comme la suite d'un calcul d'intérêt personnel (...). » (rapport fait au Ministre de la Guerre par le Bureau de la cavalerie vers 1830 (A.M. 36 mémoire Fonds Préval 1968).

Ce sont là de très graves accusations. Sont-elles justifiées ? Ne rendent-elles pas compte de cas exceptionnels ? Il nous est impossible de répondre à cette question. En fait, la renommée des vétérinaires est loin d'être brillante, si on se réfère à une « note sur l'exercice de la médecine vétérinaire dans les régiments de cavalerie » (A.M. 39. Mém. Fonds Préval 1968) : « Beaucoup d'entre eux - les vétérinaires - passent leur temps à pérorer au lieu d'agir. Ils se bornent à ordonner des saignées répétées qu'ils font faire par des maréchaux, et de là il s'ensuit que les maladies se compliquent et que l'on voit tant de chevaux morveux dans les Corps, et qu'ils font abattre. Comme ils sont abonnés, ils emploient le moins de médicaments possibles, et c'est aussi pourquoi ils ne passent pas de sétons. Mais pour qu'ils soient intéressés à conserver un effectif nombreux, il faudrait que la peau des chevaux morts ne leur appartenissent plus (...). Il faudrait aussi qu'ils soient obligés de tenir un registre qui servirait à inscrire tous les jours le traitement de chaque cheval malade avec les médicaments qui lui seraient administrés (...). »

Bref, la mauvaise réputation de notre profession remplace en 1832 celle qu'avait acquise la corporation des maréchaux-ferrants en 1760 ... La perspective d'assimilation du vétérinaire à l'état d'officier semble être repoussée à une date fort incertaine !

E) Nouvelles pétitions et leur résultat : l'Ordonnance du 2 novembre 1833.

Vogeli publie son ouvrage « Coup d'œil sur l'origine et les causes de la position actuelle des vétérinaires militaires et quelques idées formant le canevas d'un règlement pour le service sanitaire des chevaux de l'armée. » Ce « carnet de doléances » insiste particulièrement sur la contradiction de l'article 83 du règlement de police intérieure : « l'instructeur d'équitation, (le capitaine instructeur), a sous sa responsabilité la direction de l'infirmerie, tant pour le traitement des chevaux que pour l'emploi des médicaments, mais sans s'immiscer en rien dans les détails relatifs à l'art vétérinaire. » Le véritable vétérinaire des Corps est donc le capitaine instructeur : « (...) ; Élèves de l'École Royale d'Équitation (de Saumur), ils ont suivi pendant deux ans dans cet Établissement un cours complet d'équitation militaire, de manœuvres de cavalerie etc .. etc .., auquel on a joint pour forme de complément quelques leçons d'extérieur du cheval, la nomenclature de ses os et celle de ses viscères, puis quelques notions d'hygiène. Ce cours n'est que secondaire et considéré comme accessoire (...). Toutes les études (des vétérinaires) ne sauraient balancer l'érudition de l'École de Saumur où l'on ne dissèque pas dix cadavres par an ! (...) » (Vogeli).

1833

Le dix janvier, le Comité de l'Infanterie et de la Cavalerie examine la proposition ministérielle sur l'éventuelle suppression de l'abonnement et les modifications des règlements concernant le rang des vétérinaires. A l'unanimité, ce comité se prononce pour le maintien de l'abonnement et des règlements en vigueur.

Pendant ce temps, l'Intendant de l'armée d'occupation à Alger transmet les réclamations du Colonel du 1^{er} Régiment de Chasseurs d'Afrique à Bône, qui sollicite l'envoi d'un vétérinaire en second pour aider le vétérinaire en premier qui ne peut seul, assurer les soins. « Nous avons perdu dans cette place plusieurs chevaux qu'on aurait pu conserver avec le secours de l'art. » Cette demande est satisfaite au mois de février.

Le 1^{er} mars 1833, la Chambre des Pairs examine par l'intermédiaire de son rapporteur, le Duc de Praslin, une nouvelle pétition Vogeli qui demande simplement que soit fixée, de manière précise et convenable, la position des vétérinaires. Nous n'insisterons pas sur les duels oratoires qui eurent lieu ce jour-là. Partisans et adversaires acharnés des réformes proposèrent les arguments que nous commençons à connaître par cœur. En définitive, malgré le soutien du rapporteur, aucune décision n'est prise : « (...). La Chambre n'est pas un bureau de réclamations, elle ne peut rien dans cette affaire (Général Lallemant). (...) Le Roi est le chef suprême de l'armée ; en conséquence il n'appartient qu'à lui seul de classer par grade les différents groupes. »

Le Lieutenant-Colonel Quentin publie à Alençon le 12 mars un traité « Des pertes en chevaux de la cavalerie, de l'artillerie et des Dépôts des Remontes, des moyens de prévenir les pertes et d'améliorer d'une manière notable le système des dépôts. » qui parle entre autres des devoirs des vétérinaires : « Les vétérinaires se bornent dans les régiments à traiter les chevaux malades : c'est trop peu. Ils doivent s'étendre aux soins nécessaires pour prévenir les maladies. Ainsi, par exemple, ils passent une fois par semaine la revue des ganaches pour reconnaître s'il y a des chevaux glandés ou qui jettent. Cela ne suffit pas. (...) Sur les routes, la fatigue rend malades quelques chevaux. Souvent les cavaliers qui les montent n'en disent rien, par crainte de marcher à pied.

C'est pourquoi le vétérinaire doit, dans les séjours, passer une revue des chevaux pour ne pas laisser empirer la maladie. (...). Les théories sur l'hygiène et l'extérieur entrent dans les attributions du vétérinaire. Elles seraient très utiles si le vétérinaire avait le talent de se faire écouter. Il ne l'aura que lorsque sa position sera élevée et plus honorable. (...). Les devoirs que nous imposons aux vétérinaires, les attributions dont nous nous proposons de les investir sont moins encore dans leur intérêt que dans celui des chevaux. En élevant cette classe d'hommes utiles, on pourra supprimer les abonnements et les mettre ainsi à même de rendre les plus grands services. Leur nullité dans les Corps est, nous devons le dire, préjudiciable aux chevaux dont la conservation n'est pas moins essentielle que celle des hommes à l'existence de la cavalerie (...). »

Cette plaidoirie, très utile à notre cause, insiste aussi sur les mauvais fourrages, l'insalubrité des écuries, la mauvaise utilisation des chevaux, et montre que la mauvaise qualité prétendue des remontes est démentie par les faits, les vieux chevaux mourant aussi vite que les jeunes.

D'autres voix s'élèvent pour soutenir les vétérinaires dans leurs démarches : Le Préfet de Haute-Garonne déclare à l'École de Toulouse que « le vétérinaire est désormais un homme important (...) parce qu'il doit nécessairement répandre parmi les hommes un peu des lumières qu'il aura acquises par ses études. » Diderot affirme dans l'Encyclopédie que « la médecine du cheval suppose dans celui qui l'exerce les mêmes qualités et les mêmes études que celle de l'homme. » Le Lieutenant Général Vicomte Préval parle des vétérinaires des campagnes : « (...) il faut avoir vu, dans les villages, des familles entières d'indigents entourer, la larme à l'œil, la litière d'un animal souffrant, observer avec anxiété ses moindres mouvements, épier avec angoisse le regard du praticien pour y lire une sentence qui doit être pour eux un baume ou un poignard ; puis, accompagner de leur respect, de leur hommage et de leur reconnaissance le vétérinaire dont les talents leur ont rendu une portion et souvent tout leur avoir, afin d'apprécier à sa juste valeur l'importance que les cultivateurs attachent à cet art (...). Là certes le vétérinaire est au moins aussi vénéré (l'expression n'est pas trop forte), aussi considéré que le chirurgien qui souvent ne rend la vie à ses malades que pour les voir ensuite la disputer à la faim, à la misère et à toutes les plaies sociales qui l'assiègent de toutes parts, car le médecin qui arrache un homme au sépulcre a rempli sa tâche ; que lui importe ensuite qu'il puisse ou non pourvoir à sa subsistance ! et comme l'a dit le bon La Fontaine « Cul de jatte, goûteux, manchot, pourvu qu'en somme il vive, c'est assez, il est plus que content ». Mais le vétérinaire, ne faut-il pas qu'il use sa science à conserver non seulement une machine construite d'après les lois qui président à l'édification de la machine humaine, mais encore l'utilité de cette machine ? Pour lui la vie seulement n'est rien, c'est l'emploi de l'esclave quadrupède qu'il doit rendre possible ; et si l'homme voulait une fois seulement dépouiller sa vanité de roi et considérer les choses sous leur aspect purement philosophique et technologique, qui oserait contredire cette assertion que « la vétérinaire » exige plus d'intelligence, est plus belle encore que la médecine humaine dont elle fût aussi l'ainée ? (...) D'où vient que, conservateurs consciencieux d'une nombreuse et riche portion de la fortune publique, ils n'ont encore pu, à l'armée, acquérir une position qui leur permette de mettre en pratique toutes les ressources hygiéniques et médicales dont l'instruction des écoles les rend dépositaires ? (...). Ces militaires finissent par être considérés, il est vrai, non plus comme le règlement le veut, mais comme ils devraient l'être, sans que cela change rien toutefois au précaire de leur position. (...). Ils n'osent profiter de la condescendance dont on use à leur égard pour faire une observation juste dans la crainte que, cette observation, déplaisant, ils ne soient remis dans leur place légale ; et si l'intimité des officiers leur est acquise, ce n'est qu'en famille et dans les Corps ; pour toutes les relations extérieures, ils reprennent leurs galons ; ils sont toujours exclus par leur position, des réunions de Corps, et le procédé, dans ce cas, ne leur dit-il pas assez : on vous permet de fréquenter les officiers, mais c'est à la condition que vous passerez inaperçus et quand il y aura une réunion quelconque de la gent portant épauvette, nous vous renierons ; nous n'oserons pas dire que nous nous plaisons dans votre société parce que le règlement ne le veut pas !... C'est en un mot une considération d'emprunt, un vernis de considération, ou mieux un regard de pitié que l'on jette en passant comme une aumône à leur position, tandis que ce devrait être pour eux leur place naturelle, une place due à leurs qualités sociales, à leurs talents et à leurs services. (...). Si l'on réfléchit que les jeunes gens qui étudient cette science sont tenus enfermés et par conséquent obligés d'étudier par désœuvrement si ce n'est par goût, on conviendra facilement que, pris en masse, il y a plus d'application, d'assiduité, et, partant, plus de bons élèves dans les écoles vétérinaires que dans les facultés de médecine.

Un grand nombre de médecins et de chirurgiens, sous aides, aides et même majors des hôpitaux et des Corps n'ont point de diplômes de docteur, sont inconnus à la faculté, qui sans doute ne consentirait pas à les admettre tous aux honneurs du doctorat tandis que nul n'est admis à l'armée en qualité de vétérinaires s'il ne justifie pas d'un diplôme obtenu dans une École Royale. » Comme on peut s'en rendre compte, les discours s'enflamment et mélodramatisent en cette année 1833 ! Peut-être ne sont-ils pas totalement inutiles, car une convention précise alors que les vétérinaires embarqués seront désormais admis à la table des aspirants et des chirurgiens de bord. Pendant ce temps les discours élogieux sur les vétérinaires fleurissent : Monsieur de Turreau, officier, publie un long article dans le « Journal des Sciences Militaires », en faveur de nos confrères « ces hommes précieux dans la cavalerie, devant se multiplier en quelque sorte par une activité permanente dans les mouvements de guerre rapide. Pourquoi y-a-t-il des régiments de cavalerie dont les chevaux sont constamment dans un état prospère quoique le fourrage y laisse souvent à désirer ? les vétérinaires n'y seraient-ils pas pour quelque chose ? » Armand Trousseau écrit qu'« une sorte de confraternité s'établit entre médecins et vétérinaires. » Aussi Vogeli se demande « pourquoi les disciples du génie qui sentaient la nécessité d'appliquer la médecine rationnelle aux animaux domestiques et tira la vétérinaire du néant où l'avaient plongée les siècles de barbarie qui l'avaient précédée, ne jouiraient-ils pas aussi à l'armée du même degré de considération morale que les médecins ? »

L'ordonnance du 2 novembre 1833 allait démontrer que le gouvernement n'approuvait pas ces beaux discours : le rôle du capitaine instructeur est renforcé. Le capitaine instructeur est chargé de la direction de l'infirmerie. Les vétérinaires sont sous ses ordres. Aucune opération importante n'est faite sans son approbation. Il n'est plus précisé que l'instructeur ne doit « s'immiscer en rien dans les détails relatifs à l'art » ... Nous ne citerons qu'une réaction, face à cette ordonnance rétrograde ; celle d'un officier de cavalerie dont nous ignorons le nom et qui écrit dans le « Spectateur Militaire », ce réquisitoire contre les capitaines instructeurs, « *officiers demi-connaisseurs, ayant suivi à contrecœur le cours d'hippiatrique de Saumur, n'ayant qu'un rôle répressif supprimant l'indépendance médicale du vétérinaire. Les règlements précisent que l'officier le plus fort en hippiatrique surveille le vétérinaire. De là, à le remplacer ou à le tourmenter, il n'y a qu'un pas. Combien de fois n'a-t-il pas été franchi au détriment du bien des Corps, de celui de leurs chevaux et de la tranquillité d'hommes instruits et fort utiles qu'il a dégoûtés ?* » Aussi, conscients que leur avis ne saurait dominer de mâles accents accoutumés au commandement », beaucoup de vétérinaires démissionnèrent après la parution du règlement du 2 novembre.

F) Le matériel vétérinaire à l'armée.

1834

Après le dur travail occasionné par l'élaboration de l'ordonnance du 2 novembre 1833, l'Administration Royale reste totalement à cours d'idée. Ce repos législatif nous permet donc de laisser Vogeli parler d'une autre de ses préoccupations : la qualité des écuries de l'armée. Écoutons-le : « *Les écuries désignées par les Corps pour composer les infirmeries des chevaux sont ordinairement ce qu'il y a de plus mauvais (...) presque toujours mal exposées, humides et peu spacieuses (...). Leurs râteliers et leurs auges construits à la manière ordinaire, ne permettent pas de faire observer à chaque cheval malade le régime qui lui est assigné. (...).* » Rodet, dans ses « notions de médecine militaire vétérinaire » approuve cette opinion : « *(...) Leur séjour, loin de contribuer par des dispositions conformes aux règles d'hygiène, au rétablissement de la santé des chevaux, aggrave encore leurs altérations morbides, convertit des affections simples et peu dangereuses en des maladies bien plus graves, auxquelles on ne peut plus opposer de traitement efficace, et devient ainsi l'une des principales causes d'une partie des pertes en chevaux que les régiments éprouvent dans de semblables cas.* » Vogeli parle aussi avec humour de quelques insuffisances à propos du matériel : « *(...) Il n'existe pas en France, dans trois casernes de cavalerie, un fourneau et une chaudière destinés avec quelques vases de cuivre étamé ou en grès à la coction et à la préparation des médicaments qui peuvent être administrés aux chevaux. Dans l'état de désorganisation actuel de ce service, les choses se passent forcément comme il suit : les vétérinaires de chaque Corps possèdent pour tout ustensile une marmite que l'on chauffe au foyer de la forge sans s'inquiéter plus de savoir si l'occupation de ce foyer entrave le service de la ferrure que de savoir encore si parmi les ingrédients mis en contact avec le vase de fer il n'en est pas qui soient décomposés par lui en raison de leurs propriétés chimiques. D'après ce procédé, le degré de chaleur à donner au vase pour faire développer d'une manière plus ou moins parfaite les propriétés des substances qu'il contient ne peut jamais être observé et les médicaments sont, par suite, presque toujours imparfaits sans qu'il y ait un iota de la faute du vétérinaire qui souvent se torture l'imagination pour obtenir de faibles résultats avec les imperceptibles moyens mis à sa disposition (...).* »

Ainsi, s'agira-t-il dans les circonstances si fréquentes de coups de pieds aux jambes ou autres maladies des extrémités, de faire prendre aux chevaux souffrants des bains de pieds, dans quel vase seront-ils administrés ? J'entends déjà me répondre : dans un seau ! Mais si les coups ou la douleur sont au jarret ou au genou, faudra-t-il donc se contenter de baigner le pied et de mouiller de minute en minute la partie malade avec une éponge ? Hélas, on en est réduit là, faute d'avoir un ou deux pédiluves.

Comment sans conduit et sans marmite fumigatoire faire exactement toutes les fumigations que nécessitent les nombreux jetages de toute nature qui pullulent souvent dans les Corps ? (...) Il n'y a pas dans toutes les infirmeries de chevaux de troupe en France deux suspensoirs !... Or, bien que ce moyen mécanique ne puisse pas être employé sans relâche pendant toute la durée du traitement, on ne saurait méconnaître l'utilité de son usage pour obtenir le repos absolu du membre malade et la facilité de se procurer avec son aide un système d'extension et de contre-extension qui favorise le travail d'ossification et le maintien des abouts fracturés. Dirai-je aussi que j'ai vu au commencement de 1834 un colonel s'opposer formellement à ce que les vétérinaires de son régiment tentassent une cure de ce genre, bien que ces derniers aient déjà fait tous les préparatifs nécessaires et que le cas (c'était une fracture du métatarsien gauche) offrit toutes les chances de succès ? Je ne veux pas. Le cheval sera abattu. Telle fut la seule réponse qu'ils purent obtenir aux observations qu'ils présentaient en faveur de cette tentative qu'on aurait dû encourager. »

En effet, des cas de guérison de fractures métatarsiennes ou humérales ont été observés dans le civil à cette époque. Or, dans le 5^{ème} escadron du train d'artillerie où sert Vogeli, on vit treize cas de fractures ayant entraîné l'abattage immédiat en trois mois, par suite de coups donnés entre eux par des chevaux récemment arrivés. « *Sommes-nous donc assez riches en chevaux que nous puissions de gaieté de cœur, et sans avoir essayé aucun moyen, assommer des chevaux pour lesquels, cependant, il y a des chances de salut ?* » (Vogeli)

Enfin, le règlement (de 1824) prévoit l'établissement, lorsque l'étendue et la distribution des bâtiments s'y prêtent, de trois écuries - infirmeries séparées, une pour les contagieux, une pour les non contagieux et une pour les blessés. « *Ainsi, ce service est considéré comme si peu important que les portions de bâtiment qui lui sont nécessaires ne lui sont octroyées que par grâce, quand tout le reste est casé, quand on peut le faire.* » (Vogeli)

G) Autres plaintes ; autres mesures : l'Ordonnance du 18 mars 1843.

1835

D'autres pétitions furent envoyées en cette année 1835. Nous ne citerons que celle de Jean-François Toupet, rapportée à la tribune du Palais Bourbon et renvoyée au Ministère de la Guerre. Ce confrère civil demandait que l'on n'admit plus aux Écoles que des bacheliers es lettres, afin d'élever la profession, et que l'on améliorât le sort des vétérinaires militaires.

C'est aussi cette année que Vogeli publie son « Histoire des Vétérinaires Militaires. » Ses conclusions résument parfaitement son ouvrage : « (...) La position des vétérinaires militaires n'est pas légale : leur situation est réglée par des ordonnances ministérielles abolies ou renforcées à la guise des ministères successifs, et non par des Lois. (...) Cette position n'est pas connue : face au chaos de modifications perpétuelles de leurs statuts, personne ne conçoit bien dans les Corps ce qu'est le service vétérinaire. (...) Enfin, cette position est préjudiciable à l'État et à la science. (...) ». Suit un projet de loi, rappelant étrangement le contenu de l'ordonnance de 1832. Seule nouveauté : l'assimilation aux chirurgiens sous aide-major et aide-major des vétérinaires en second et en premier. Bien entendu, des vétérinaires inspecteurs se réuniraient en comités afin de décider des moyens à mettre en œuvre pour mieux soigner les animaux et améliorer les races.

Vogeli clôt son livre par un discours de Monsieur de Martignac à l'École d'Alfort : « (...) Praticiens vieillissants au service, jeunes élèves auxquels la science a été enseignée sous le brillant vernis poétique que savent lui imprimer vos laborieux et savants professeurs et qui, riches de science et d'avenir, brûlez d'entrer dans la carrière et de la parcourir, courage, encore un peu de temps ! Le jour de la rémunération ne saurait être éloigné. Bientôt, je me berce de cette douce espérance, l'anachronisme qui vous jette dans les rangs de l'armée régie par les lois de 1832 avec le millésime 1765 au front, cessera, et, assis enfin sur l'échelon hiérarchique que votre utilité vous assigne, vous pourrez rendre en services à la patrie, l'éducation qu'elle vous a donnée ! »

A cette emphase, l'ordonnance du 12 novembre 1835 répond en prononçant le licenciement du Corps de la Remonte Générale à compter du 1^{er} janvier 1836 : « Dans ce Corps, se trouvaient compris les vétérinaires militaires employés pour le service des Dépôts mais le Ministre a décidé le 10 décembre qu'ils continueraient d'être maintenus dans ces Dépôts et les succursales où leurs fonctions étaient reconnues indispensables. Le traitement d'activité dont jouissent ces vétérinaires ne pouvant leur être payé que sur revues établies au titre d'un Corps légalement constitué, il devient nécessaire de régulariser leur situation sous ce rapport, et, en attendant qu'il puisse y être statué définitivement, on pense qu'il conviendrait de les faire immatriculer pour ordre seulement à la suite de divers régiments de cavalerie où ils compteraient dans les revues pour le paiement de leur solde à compter du 1^{er} janvier 1836. » (extraits d'A.M. - X.R. - année 1836).

1836

Pourtant, beaucoup d'officiers continuent de soutenir les vétérinaires : le Général Oudinot rappelle qu'entre 1830 et 1836, les pertes de la cavalerie se sont élevées à 197 000 et qu'il serait temps d'instituer un service vétérinaire efficace. Le lieutenant Ambert s'insurge dans le « Spectateur Militaire » contre les préjugés de son époque : « (...) Hier, c'était la naissance qui formait le privilège dans la société ; aujourd'hui c'est la fortune ou la profession ; demain ce sera autre chose : on ne peut se tirer de là. L'aristocratie se transforme, elle ne périra point. Si le XVIII^{ème} siècle fut injuste envers une classe laborieuse, savante et utile, le XIX^{ème} lui doit réparation et il serait digne de l'armée de donner l'exemple d'une haute réhabilitation. (...) Faisons des vœux pour que le pouvoir sanctionne enfin la position que, d'avance, l'armée accorde aux vétérinaires car nous tous, soldats de la cavalerie française, nous élevons l'artiste vétérinaire au-dessus de sa position réglementaire. (...) ». Monsieur Itier, dans la « Sentinelle de l'Armée » s'exprime en des termes semblables : « (...) Je regrette donc, et je crois pouvoir dire au nom de tous les vrais officiers de cavalerie, nous regrettons de voir traiter nos vétérinaires en parias de la médecine ; j'aurais voulu les voir franchement adoptés par le Corps médical. (...) »

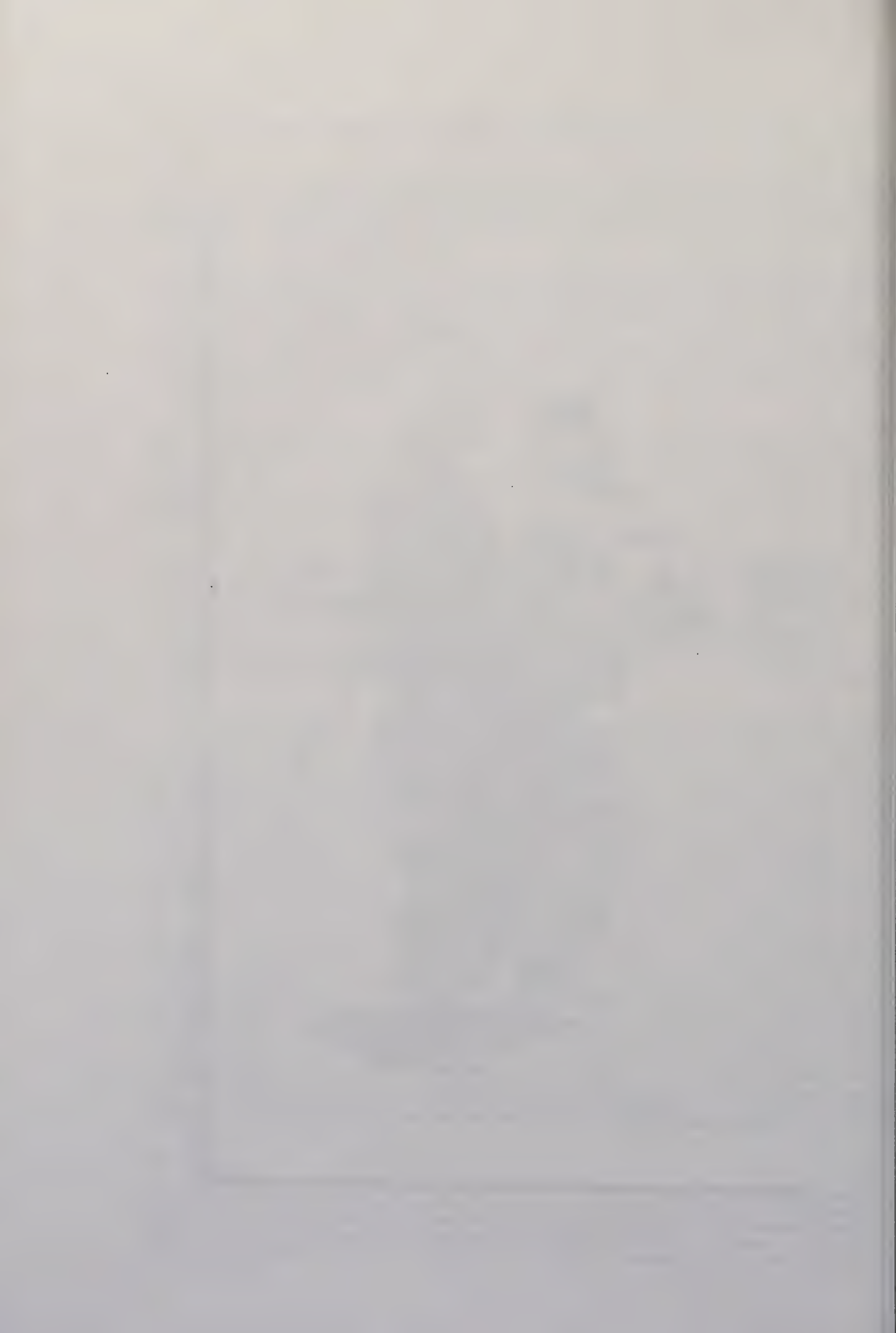
Cependant, le problème de la qualification professionnelle reste souvent posé comme en témoigne cette lettre : « (...) J'ai l'honneur de vous rendre compte que le sieur Lecloitre est souvent malade et assez fréquemment à l'hôpital où il est encore en ce moment ; n'ayant ni le zèle, ni l'instruction qu'il faut pour secondar convenablement le vétérinaire en premier qui, âgé de plus de 61 ans n'aura droit à sa retraite que dans vingt mois, ne possédant plus l'activité si nécessaire dans ses fonctions, et ses anciennes études faites à l'École de Berlin n'étant plus en rapport avec les progrès de la Science, il en résulte la nécessité pour le bien du service et dans l'intérêt de la santé de nos chevaux, d'avoir un bon vétérinaire en second. Cet état de chose (...) m'a déterminé à accorder au sieur Lecloitre Adolphe-Maurice-Marie, un congé illimité par suite duquel il a été rayé de l'effectif le 5 juin courant. (...) » (lettre de la Direction du personnel et des opérations militaires du 6^{ème} Chasseurs au Ministère de la Guerre). Ce type de remplacement ne devait pas poser trop de problèmes puisque sur huit élèves militaires reçus au concours du 31 août 1836, six places seulement sont proposées. Deux nouveaux vétérinaires sont donc autorisés à se retirer dans leurs foyers avec un congé sans solde en attendant que des vacances permettent de les rappeler au service.

1837

A l'occasion d'une revue générale des troupes, les vétérinaires du camp de Compiègne adressent à S.A.R. le Duc d'Orléans, une pétition demandant le rang d'officier et une retraite égale à celle du grade supérieur auquel ils seraient parvenus. Malheureusement, le régime connaît de graves difficultés marquées par des émeutes, et des troubles provoqués par des mouvements bonapartiste, républicain et légitimiste. Les attentats succèdent aux répressions et, petit à petit, beaucoup de libertés sont supprimées. L'époque n'est pas aux réformes législatives.



VÉTÉRINAIRE CAVALERIE D'AFRIQUE
ET MARÉCHAL DES LOGIS MAÎTRE MARÉCHAL FERRANT (1835)



1838

Nous ne nous étonnerons donc pas des faits suivants. Le 10 mars 1838, à propos d'un projet de loi réglementant l'exercice de l'Art Vétérinaire, Monsieur Tesnière rapporte à la Chambre des Députés les paroles du Ministre du Commerce : « (...) pour ne pas nuire à des positions acquises, (...) on contraindrait les vétérinaires non pourvus de diplômes à s'en munir après examen. (...) une circulaire du 10 juillet 1837 prescrit de faire afficher à la mairie de chaque commune la liste des vétérinaires du département qui étaient munis d'un diplôme : on autorise ceux qui exercent sans diplôme à se présenter dans l'une des trois écoles vétérinaires, afin d'y subir un examen. (...) » Voilà donc l'empirisme officialisé ! Et pour mieux discréditer encore les écoles vétérinaires ainsi que toute la profession, un vétérinaire, Jauzé, « hideux produit du décret de 1813 » (Chomel) publie son « Mémoire sur l'organisation scientifique de l'École d'Alfort depuis son institution (...) ». Ce volume, d'une extrême violence, est dirigé contre Renault, Yvart, Girard, etc .. et tous les maîtres des Écoles. Ce Jauzé a entrepris son travail « pour éclairer le gouvernement et le peuple tout entier sur ses véritables intérêts ». Il prétend que tous les professeurs « avaient avili la science hippiatrice en propageant l'empirisme charlatanique et n'avaient pour but que d'allécher la confiance du gouvernement pour se cramponner dans leurs positions. (...) ». Les dupes ne se sont pas aperçues que ces hommes extrêmement vides de science et farcis d'orgueil n'avaient qu'un extérieur, qu'ils n'étaient couverts que de l'écorce du vétérinaire (...). » Ce triste document, publié à 10.000 exemplaires fut envoyé « gracieusement » à de nombreux personnages influents. Il ne put que réveiller les préjugés dressés depuis toujours face aux vétérinaires et à leur situation dans l'armée. Bref, ce fut un véritable sabotage ! Le Duc d'Orléans ramena la confiance en visitant l'École de Toulouse, où il lui fut spirituellement rappelé que « lui signaler un besoin à satisfaire, une lacune à remplir, n'était-ce pas aller au devant de ses vœux ? » Ce à quoi le Roi aurait répondu : « (...) quant aux vétérinaires militaires, leur démarche me paraît juste et je les seconderai volontiers de mes vœux, mais en ce qu'elle touche à divers intérêts de l'armée, elle devient une question complexe qui ne peut plus être l'objet d'une bienveillance particulière. Le Conseil Supérieur de l'armée s'en occupe en ce moment, et elle sera prise, je l'espère, en grande considération. » (extraits d'un mémoire de Berger Perrière ancien vétérinaire militaire, ex professeur à l'institution agronomique de Grignon, membre de la commission de l'Infirmerie Vétérinaire de Lamirault et de plusieurs sociétés scientifiques). (Versailles, le 4/01/1840).

Cependant, malgré l'appui de la Commission du Casernement, composée d'officiers supérieurs de cavalerie et de l'artillerie, qui confirme dans son rapport la justesse des plaintes des vétérinaires concernant l'insalubrité des écuries militaires, et malgré l'action de Renault, nouveau et dynamique Directeur d'Alfort, rien n'est encore fait cette année là pour les vétérinaires militaires.

1839

La Direction du personnel et des opérations militaires envoie le 6 septembre 1839 un rapport au Ministre « sur la position des vétérinaires militaires (...) et sur la nécessité d'améliorer cette position. »

Elle reprend l'ensemble des arguments que nous avons maintes fois exposés. Nous ne citerons ainsi que quelques passages significatifs : « (...) Comment trouver dans l'état actuel des choses, des capacités qui consentent à suivre une carrière si étroite que l'esprit le plus borné s'y trouverait à la gêne. (...) Les études et les connaissances qu'on exige des vétérinaires ne permettent plus de les traiter comme les anciens maréchaux experts (...). » (Lt Gal Wolff.) « (...) il y a une nécessité qui devra toujours faire loi, c'est de rechercher les moyens de consommer le moins possible - de chevaux - et de conserver précieusement ceux que nous possédons. Or, pour arriver à ce résultat le premier besoin qui nous est imposé, c'est le concours de vétérinaires parfaitement instruits, mais surtout reconnus indépendants sous le rapport de la pratique de leur art, n'obéissant qu'à leur conscience et à leur talent. (...). Ils ont une existence plus fatigante que celle des sous-officiers ; comme ces derniers, ils ne peuvent se livrer au plaisir après le devoir terminé. Ils restent au quartier avec une société qui n'est pas à leur hauteur sous le rapport de l'instruction, celle des maîtres ouvriers et du maréchal des logis chargé de l'infirmerie des chevaux, l'homme toujours le plus illettré du régiment (...). Ne supportent-ils pas comme les autres, les souffrances, les privations sans avoir les mêmes dédommagements ? N'a-t-on pas vu récemment en Afrique un vétérinaire proposé pour la Légion d'Honneur pour avoir, dans une rencontre, sauvé la vie à deux officiers surpris par une troupe d'Arabes ennemis ? (...) » (Lt Gal Wathiez). Suit un projet d'ordonnance dont nous ne citerons encore que les principaux articles :

L'article 1 crée des vétérinaires principaux, en premier et en second.

L'article 7 précise que le vétérinaire principal prend rang après le chirurgien-Major. Le vétérinaire en premier prend rang à la suite des officiers de santé dans l'État-major du Corps. Le vétérinaire en second prend rang après les adjudants sous-officiers. Toutefois, les fonctions de vétérinaire ne comportent aucune assimilation quant au grade.

L'article 11 rappelle que les vétérinaires sont sous les ordres du Capitaine instructeur sauf pour la partie thérapeutique de leur art, et qu'ils ont sous leurs ordres pour le service de l'infirmerie un maréchal des logis et un brigadier. Tous les ans, à l'époque où les chevaux doivent être mis au vert, le vétérinaire accompagne le sous-intendant militaire dans la reconnaissance des prairies (...).

L'article 13 attribue aux vétérinaires une monture fournie aux frais de l'État comme pour les officiers de santé.

Ce projet d'ordonnance ne donnera malheureusement naissance à aucun décret d'application dans l'immédiat. Ce qui n'empêche pas les pétitionnaires de continuer leurs démarches.

1840

Berger-Perrière publie le 4 janvier un document réclamant entre autre la création de vétérinaires de 1^{ère} et de 2^{ème} classes assimilés aux chirurgiens de 2^{ème} et 3^{ème} classes, et des vétérinaires de 3^{ème} classe, occupant le rang des vétérinaires en premier actuels. Cet ancien vétérinaire militaire demande la suppression de l'abonnement avec la création de pharmacies sous responsabilité vétérinaire dans les régiments.

Le 31 mars 1840, la Chambre des Pairs examine une pétition de la Société Vétérinaire du Calvados et de la Manche sur la nécessité de protéger par une bonne législation l'exercice de l'art vétérinaire contre l'empirisme. Elle réclame la création d'une loi contre les empiriques, l'abrogation des articles 15, 16 & 17 du décret du 15 janvier 1813 qui autorisent les médecins vétérinaires à former des « maréchaux experts », ce qui a donné lieu à de scandaleux abus, et enfin une position plus honorable pour les vétérinaires dans l'armée. *« Le Comité, en appréciant les plaintes des pétitionnaires, n'a pas cru cependant avoir à s'occuper de cette proposition incidente, car les soins en tout genre qu'exigent les chevaux de l'armée ont éveillé la vive sollicitude du Ministre de la Guerre qui ne peut manquer (...) d'aviser aux moyens d'améliorer leur sort s'il y a lieu. »*

Cependant, des échos très sérieux parlant de la création de vétérinaires principaux chargés de l'inspection des Corps, éveillent l'hostilité de Monsieur le Maréchal (?). (A.M. Mémoires Fonds Préval 1968), qui dans un discours violent, s'oppose formellement à une telle innovation : *« (...) Originellement, les inspections générales étaient faites par des officiers généraux, assistés de gens spéciaux pour des détails spéciaux. Ainsi, la dignité du commandement, l'importance du chef militaire (...) étaient conservées, mais les spécialistes se sont sentis gênés de cet ensemble qui les encadrait, pour ainsi dire, dans les vues de l'Inspecteur Général, et nous avons eu séparément et successivement, l'inspection administrative, l'inspection des armes, l'inspection sanitaire. On nous prépare maintenant l'inspection chevaline ! (...) et les officiers généraux inspecteurs pourront se renfermer chez eux, inspecter par correspondance, et se contenter de signer ce que ces messieurs voudront bien leur adresser. (...) Il ne s'agit pas, quand on veut gouverner, de faire des lois, qui soient bonnes dans telles ou telles mains, mais au contraire des lois qui ne produisent que de bons effets, quelle que soit la main qui les applique. (...) Les épidémies en général, qu'elles atteignent les hommes ou les chevaux trompent toute la science médicale. (...) A part quelques précautions hygiéniques simples que les moins instruits doivent connaître (...) nos médecins n'ont acquis qu'une connaissance, c'est la certitude de leur impuissance ! (...) Ce n'est pas seulement l'épaulette qui fait l'officier. C'est aussi, c'est surtout la loi du 19 mai 1834. La loi qui consacre son état, base ses privilèges et son existence. Cette loi, elle n'a déjà été que trop appliquée en dehors des hommes qui commandent les troupes (...). La porte une fois ouverte aux envahisseurs, ne se referme plus. Prenez garde que sous prétexte d'encourager tantôt ceux-ci, tantôt ceux-là, vous n'alliez attaquer au fond du cœur des militaires combattants la source principale de leurs vertus, l'estime de leur profession et l'orgueil de leur métier (...). »* Aussi le 18 juin 1840, le Comité de l'infanterie et de la cavalerie adopte le projet d'avis, 1^o n'admettant pas la création de trois vétérinaires principaux, 2^o n'adoptant pas la distinction de vétérinaires commissionnés (la concession d'un brevet constituant une sorte d'assimilation au grade d'officier). 3^o proposant la création de deux classes de vétérinaires en premier et deux classes de vétérinaire en second, 4^o admettant les vétérinaires au petit État-Major, (ce qui leur fait prendre rang avant les adjudants). 5^o augmentant d'un tiers leur traitement en supprimant toutefois la prime journalière, 6^o supprimant l'abonnement.

Pourtant, en 1840, Barthélémy, un vétérinaire, préside l'Académie de Médecine. Ce choix proclame la confraternité scientifique et morale de tous les hommes qui exercent l'art de guérir. Mais l'espace séparant les civils des militaires est loin d'être franchi ! Renault, fait remarquer au Ministre de l'Agriculture que les Vétérinaires n'étant pas combattants, ne peuvent qu'être classés dans les Corps à raison de leurs connaissances que comporte et que suppose la profession qu'ils exercent.

Il tente d'expliquer au Ministre de l'Agriculture que les écoles vétérinaires ne sont pas de simples « Centres d'apprentissage de maréchaux » mais bien des établissements scientifiques aptes à former des médecins valables. Mais les conditions d'admission aux Écoles, « savoir lire et écrire et connaître l'orthographe », ne pouvaient que discréditer les vétérinaires aux yeux de l'opinion, militaires en particulier.

1841

Le 19 mars 1841, dans une nouvelle séance, le Comité de l'Infanterie et de la Cavalerie voit son rapporteur, le Général de Sparre, présenter le projet d'avis émis par lui le 18 juin 1840. Le Général Wathiez combat les conclusions du rapporteur en affirmant que les vétérinaires doivent être traités comme les officiers de santé militaires placés après eux. Il s'oppose aux Généraux Dejean, président, et d'Audenarde, farouches opposants à toute réforme, « l'armée ne devant pas donner aux vétérinaires un rang que la société civile leur refuse. »

Le Ministre de la Guerre (le Maréchal Soult) adresse le 7 octobre au Comité de la Guerre et de la Marine un nouveau projet d'ordonnance. Ce projet confie aux premiers emplois du service vétérinaire le grade et la retraite de sous-lieutenant : Vétérinaires principal et major sont nommés par le Roi et classés à l'État-Major. Ils bénéficient de la loi de 1834 sur l'état des officiers. Quant aux aides et sous-aides vétérinaires, ils sont affectés au petit État-Major et nommés par commission ministérielle. L'abonnement est supprimé.

Le libellé de ce projet précise clairement qu'il n'est « à examiner que sur la forme et non sur le fond ». Ainsi, le Ministre de la Guerre, met pratiquement en demeure le Comité d'accepter son projet ! D'où le soulèvement des conservateurs, dont fait partie le Général Préval, qui envoie quelques observations au Ministre le 17 octobre.

« Monsieur le Maréchal, il faut que je sois bien dominé par le sentiment de mes devoirs envers Votre Excellence et par mon dévouement à la chose publique pour que j'ose me permettre de vous adresser enfin des observations sur le projet d'ordonnance concernant les vétérinaires, quand je considère, et le peu de succès qu'ont eu mes observations précédentes sur d'autres sujets, et votre injonction au Comité de la Guerre et de la Marine de n'examiner que la forme et non le fond de ce projet. (...). Leurs rapports, qu'on veut faire parvenir au Ministère (et non plus aux capitaines instructeurs) pour être examinés par la Commission proposée (de vétérinaires principaux), seraient inutiles, dangereux et peu convenables, se bornassent-ils à l'infirmerie. Les causes du peu de durée des chevaux étant étrangères à l'action du vétérinaire, il ne peut avoir de comptes à rendre à cet égard, si ce ne sont des comptes d'espionnage et de délation. Quelle serait dans un Corps la position d'un vétérinaire dont le rapport aurait attiré sur ses chefs des reproches, et peut-être la sévérité du Ministre ? (...). Aides et sous-aides ne pourraient rétrograder ou perdre leur emploi que d'après une plainte portée exclusivement par le Capitaine instructeur ou Commandant de détachement, et d'après l'avis des officiers supérieurs et du vétérinaire major, l'inculpé entendu, ses réponses consignées, en un mot, sur une plainte instruite dans toutes ses formes. Ce serait véritablement appliquer à des sous-officiers la loi de 1834 sur l'état des officiers. Bien plus, ce serait renverser par ordonnance le principe essentiel de cette loi, lequel est de laisser la suspension ou le retrait de l'emploi à la décision royale sans autre préalable que le rapport du Ministre. (...). C'est leur donner une importance choquante pour les Chefs de Corps et pour tous les autres officiers. (...). »

Ces propos acides attirent une réponse très sèche du Ministre le 24 octobre. « (...). Je dois immédiatement vous déclarer que je ne comprends pas l'espèce de plainte contenue dans la phrase où il est écrit - que vous considérez le peu de succès qu'ont eu vos observations précédentes - (...). Après avoir examiné avec attention, Général, les considérations que vous avez fait valoir contre le projet d'ordonnance relatif aux vétérinaires militaires, je ne puis vous laisser ignorer qu'elles m'avaient déjà été présentées et que des raisons contraires et favorables avaient été mises en même temps sous mes yeux. Le résultat de mon examen a été qu'il ne s'agissait point de rechercher ce qu'étaient antérieurement les vétérinaires militaires, mais bien ce qu'ils sont appelés à devenir comme Corps instruit et savant, en raison de leur utilité pour le bon choix et la conservation de la cavalerie française que malheureusement, on a trop négligée jusqu'à présent. (...). Ainsi (...) mon intention sur le projet d'ordonnance dont il s'agit est définitivement arrêtée et je ne suppose pas, que des susceptibilités sans fondement, viennent faire obstacle à une mesure que je considère comme de rigoureuse justice. (...) »

Malgré ces menaces à peine voilées, le Général Préval envoie le 26 octobre 1841 de nouvelles observations au Ministre ! : « Monsieur le Maréchal, si mon opinion sur l'importance qu'il convient de donner aux vétérinaires dans les Corps n'était appuyée de celle de l'Empereur et de son Conseil d'État, de celle du Conseil Supérieur de la Guerre et tous les comités de cavalerie, y compris le comité actuel qui s'est prononcé contre le projet d'ordonnance, je craindrais d'avoir mal apprécié les dispositions qu'il renferme (...). Ces autorités et les Chambres ont jugé que l'intérêt de la profession dans sa pratique, devait l'emporter sur les prétentions de la profession dans sa théorie, (...). Lorsqu'on accorde un peu d'indépendance aux spécialités, elles ne manquent jamais d'en prendre de plus en plus et finissent par si bien accaparer certaines parties du service que les officiers, surtout les capitaines, n'ont plus ni goût ni intérêt à s'acquitter de leurs devoirs les plus essentiels. Aujourd'hui par exemple, 40 chevaux morveux se trouvent répandus dans les écuries et personne ne veut s'en apercevoir parce que, même dans l'état actuel des choses, il semble que le vétérinaire doive s'occuper seul et soit seul responsable de la santé des chevaux. (...) » Aux menaces ministérielles, Préval répond en montrant les soutiens importants qui lui permettent de maintenir ses considérations. Le Comité pour montrer son hostilité au projet, relève quant à lui d'innombrables vices de forme : il ne faut pas parler de major pour ne pas confondre avec les médecins ; on ne doit pas dire grade mais emploi, etc .. etc ..

1842

L'année 1842 va sans doute marquer un tournant décisif. Le 28 février, le projet de loi sur la retraite et l'admission des vétérinaires aux avantages de la loi de 1834 sur l'état des officiers est déposé à la Chambre des Députés. Une commission, présidée par le Général Meynadier est chargée d'examiner ce projet de loi et de présenter un rapport. Le Général de La Coste-Duvivier en est nommé rapporteur. Le 13 mai, la commission présente son rapport à la Chambre. La discussion est houleuse. De nombreux contradicteurs s'élèvent contre l'avis favorable de la commission, tel Monsieur Bertin de Vaux, officier de cavalerie, irrité de l'immiscion des vétérinaires dans les affaires de la cavalerie : « Je ne dirais pas que la proposition est blessante pour les officiers de cavalerie (...). Il est certain, cependant, qu'il y a quelque chose d'irritant, quelque chose qui semble impliquer (...) que nous ne sommes pas suffisants dans la cavalerie (...). On nous confie des hommes et des chevaux, nous devons avec ces hommes et ces chevaux faire de la bonne cavalerie, et j'ai la conviction, Messieurs, qu'il y a dans l'armée plus que les éléments nécessaires pour cela. (...) Les vétérinaires principaux jetteraient la perturbation dans la hiérarchie militaire et détruiraient complètement l'unité régimentaire qui doit se résumer dans la personne du Colonel. » Reconnaissons quand même à Monsieur de Vaux une parole prophétique : « (...) l'année dernière, quand on a augmenté l'armée, on est venu demander des employés de plus ; et bien depuis, l'armée a été diminuée et les employés sont restés ; l'année dernière on a augmenté la cavalerie, on veut créer cette année des vétérinaires de plus ; la cavalerie est déjà diminuée, on tend à la diminuer tous les jours, et les vétérinaires resteront. »

Notons au passage que l'optimisme béat de Monsieur de Vaux sur la qualité de la cavalerie n'est pas partagé par tous les officiers, comme le montre la reproduction ci-après :

Extrait d'un travail de M^e le Baron de La
sous-intendant M^e, sur les Haras et les remon-
de l'armée, adressé à la comm^e de la Remon-
générale, le 25 avril 1812.

Haras et remontrés de l'armée

Considérations générales.

Je veux répéter quelques vérités bien évidentes.

Les chevaux de la cavalerie ne sont, ni
beaux ni bons.

Les remontrés se font avec peine ;

Les remontrés se font mal.

La quantité manque aussi bien que
qualité, dans la production du cheval de troupe.

La pénurie des chevaux français, au moment
l'année dernière, ou se préparait à la guerre, est
avertissement qu'il ne serait pas prudent d'oublier.

La prohibition jetée partout, contre nous
sur l'importation étrangère, à la même époque
est un autre avertissement qu'il ne faut pas oublier
non plus.

Le morcellement des grandes propriétés a amené la destruction des bonnes races de chevaux; les vastes pâturages, les terrains étendus qui conviennent aux grands haras, ne sont plus à la disposition de l'élève chevaline.

Le Maréchal Soult n'eut aucune peine à combattre les opinions de Monsieur de Vaux en rappelant froidement que celui-ci avait servi dans un régiment où soixante chevaux furent abattus en une semaine ! Bref, la Chambre adopte le projet par 181 boules blanches contre 50 boules noires.

Peu après, notre ennemi acharné, le Général Préval rédige en juin un discours qu'il pense prononcer ultérieurement : « (...) les principes du décret du 15 janvier 1813 sont si sages, les dispositions en sont si bien combinées qu'il faut s'empresse de les rétablir (...). Si l'on exigeait des connaissances supérieures pour entrer aux Écoles, ces mesures conduiraient à ne plus recevoir que des élèves sortis des collèges et à ne plus admettre les sujets qui, appartenant aux classes laborieuses, sont les plus propres à la pratique. (...). Il est suffisamment démontré que les vétérinaires n'ont aucune initiative ni même aucune intervention possible contre les causes réelles des pertes de chevaux et leur action se borne à soigner ceux qui sont malades (...) (!) L'assimilation présente une question assez générale et assez grave (...). On ne s'est point aperçu qu'on portait une rude atteinte à ce noble orgueil militaire qu'il faut respecter si l'on veut que des hommes qui restent pauvres restent honorables aussi (...) etc .. etc .. »

A ce propos, nous avons retrouvé une lettre d'un certain Cuny, datée du 17 mai 1842, et adressée au Général Préval. Cet ancien aide-vétérinaire attaché au dépôt de Hanovre sous l'Empire, y a servi sous les ordres du Général. Il a rencontré par hasard Bouley, ancien vétérinaire du dépôt de Hanovre sous les ordres du Général Bourcier. Ce Bouley lui a confié que la mauvaise opinion que le Général Préval avait des vétérinaires tenait à l'inconduite de ceux qu'il avait commandés à Hanovre. Or Cuny est de ceux-là et possède tous les certificats de bonne conduite ainsi que les félicitations écrites du Général Préval. Aussi Cuny demande au Général de défendre à la tribune la cause de nos confrères militaires afin de supprimer tout malentendu ... On verra ce qu'il en adviendra.

Le projet, adopté à la Chambre des Députés est examiné par une nouvelle commission avant sa discussion devant la Chambre des Pairs. Renault, Directeur d'Alfort, écrit à chacun de ses membres. Malgré cela et bien que de nombreux défenseurs aient pris la parole, la commission refuse la création de Vétérinaires Principaux. Renault, informé par « Le Moniteur » des conditions défavorables du rapport, rédige sur la demande officieuse du Ministre un opuscule, « Quelques considérations à l'appui du projet de loi présenté à la Chambre des Pairs sur un changement dans la position des vétérinaires militaires », qu'il fait distribuer à chacun des Pairs avant la discussion publique. Mais ce Mémoire n'était pas arrivé à destination que le projet de loi était retiré du bureau de la Chambre des Pairs ! Le Gouvernement en avait pressenti l'échec et avait préféré retirer son projet.

Cette tentative de réforme qui ne voulait créer que des vétérinaires principaux, les assimiler avec les vétérinaires en premier aux officiers, et améliorer les conditions de retraite, contenait des dispositions beaucoup moins favorables que celles du décret de 1811. Elle fut pourtant brutalement écartée par une opposition fanatique. L'acharnement de certains officiers à combattre l'idée d'une assimilation des vétérinaires à leur niveau reflète bien à notre avis l'opposition marquée du XIX^{ème} siècle à toute profession manuelle. Vétérinaires et Chirurgiens ne peuvent rester que subalternes face aux médecins aux mains propres.

1843

Le Ministre de la Guerre, n'hésite pas à saisir le Conseil d'État d'un nouveau projet d'ordonnance. Renault doit réitérer auprès de chacun des membres du Conseil les démarches qu'il avait eues à faire pour les deux Chambres. Le Ministre adresse un Rapport au Roi, dans lequel il décrit parfaitement la situation actuelle des vétérinaires militaires : « (...) les vétérinaires de l'armée sont nommés par une commission ministérielle qui peut à tout instant leur être retirée. Partagés dans les Corps en deux classes, ils ne figurent, dans la plus haute, qu'après les adjudants sous-officiers, dans la moins élevée qu'après les maréchaux des logis chefs. (...). On exige d'eux une instruction étendue ; on leur demande le sacrifice continuel de leur temps, un zèle de toutes les heures, une loyauté, une probité sans cesse mise à l'épreuve, et cependant, le présent ne leur offre aucune satisfaction morale, l'avenir aucune espérance. (...). En Angleterre, tout vétérinaire en arrivant dans un Corps

a le rang de Cornette (...), en Hollande, ils ont le rang de sous-lieutenant (...) en Belgique celui de lieutenant, en Bavière également où un vétérinaire en chef a le rang de lieutenant-colonel. etc .. etc.. (...). »

Et, malgré l'opposition du Comité de Cavalerie et de nombreux officiers, l'ordonnance du 18 mars 1843 est rendue. Elle crée six vétérinaires principaux, 98 vétérinaires en premier, 124 aides et 32 sous-aides. Vétérinaires en premier et principaux sont nommés par le Roi et classés à la suite du Grand État-Major des régiments. Aides et Sous-Aides, porteurs d'une commission ministérielle sont classés au Petit État-Major. Le vétérinaire en premier prend rang après les officiers de santé, l'aide après les adjudants, le sous-aide après le maréchal des logis chef mais avant le maréchal des logis. La solde atteint F 2.500.- pour le vétérinaire principal, F 1.800.- pour les vétérinaires en premier, F 1.400.- pour les aides et F 1.200.- pour les sous-aides.

La décision Royale du 1^{er} septembre 1843 fait prendre rang aux Vétérinaires principaux après les officiers du Corps et aux vétérinaires en premier après les officiers de santé pendant les cérémonies. Le salut dû aux officiers de santé militaires est applicable aux vétérinaires principaux et en premier. Ils prennent place à la table des lieutenants et sous-lieutenants.

En fait, l'ordonnance du 18 mars ne donne même pas aux vétérinaires principaux la même étendue d'action que les vétérinaires inspecteurs du décret de 1813. Elle crée une grande inégalité dans les positions en n'accordant pas aux Aides et Sous-Aides le rang d'officier. De plus, l'article 8 précise que la nomination des vétérinaires en premier a lieu au choix. Enfin, le règlement ne fait pas bénéficier les vétérinaires principaux et en premier des avantages accordés par la loi, à savoir, la position du grade et une retraite en rapport avec leur solde et d'activité. « Mais enfin, la barrière était franchie et il n'y avait plus qu'à laisser faire au temps. » (H. Bouley, élog de Renault).

H) 1844 à 1848

Le 1^{er} juin 1844, Reynal, jeune vétérinaire militaire fait insérer dans le « Recueil de médecine vétérinaire » une souscription en faveur de Renault, « qui a eu le courage de lutter corps à corps contre les résistances opiniâtres qui s'opposaient à notre émancipation », ce qui lui vaut 8 jours d'arrêts de rigueur. Sa punition est portée à l'ordre du jour de l'armée car il a « doublement manqué aux règles de la discipline en donnant une appréciation publique des actes de l'administration supérieure et en provoquant à l'appui de ses opinions une souscription parmi les vétérinaires militaires. » La décision du 6 novembre institue un concours annuel où les questions relatives à la conservation des chevaux doivent être traitées « afin d'entretenir parmi les vétérinaires militaires une émulation favorable aux progrès de la science autant qu'à la conservation des chevaux. »

Les effets des améliorations successives de notre service ne tardent pas à se manifester : de 85 °/°° la mortalité passe à 77 °/°° en 1845. Malheureusement le Ministre Soult allait se retirer. Son dernier acte est de faire exiger des vétérinaires en premier la rédaction d'un rapport sur les quartiers et les écuries pendant le Séjour du régiment. (J.O. de 1845. 1^{er} semestre).

Le deux août 1845 les sociétés de médecine de Paris décident la réunion d'un congrès médical. Médecins, vétérinaires et pharmaciens sont invités à y participer. Les militaires obtiennent l'autorisation d'y assister. Le Ministre de la Guerre les encourage fortement : « (...) que les vétérinaires militaires présents à cette réunion veuillent bien se constituer les représentants de leurs collègues, qu'ils fassent connaître au Congrès les souffrances d'un Corps éminemment utile mais que des abus entravent, serrent et compriment pour en prévenir le développement. » L'étude générale de la question vétérinaire fait reconnaître que dans les campagnes on lui préfère le charlatanisme, que dans les haras elle est méconnue, et qu'enfin dans les armées, des préjugés absurdes mais enracinés l'entravent. C'est pourquoi le Congrès émet le vœu que l'on améliore encore la position des vétérinaires à l'armée, en les assimilant aux chirurgiens et en leur laissant une plus grande indépendance vis-à-vis des capitaines instructeurs.

Le premier septembre 1847, Trezel, Pair de France, rappelle à Louis-Philippe que « le Collège royal militaire peut recevoir comme boursiers et demi boursiers, indépendamment des fils d'officiers, les enfants des sous-officiers, caporaux, brigadiers ou soldats lorsque leur père se trouve dans l'une des dispositions suivantes : mort au champ d'honneur, amputé pour blessures reçues sous les drapeaux, retraité, libéré après plus de vingt ans de service. Les militaires autres que ceux pourvus du grade d'officier n'étant point dès lors en position de prétendre à cette faveur tant qu'ils sont en activité de service, les vétérinaires en premier ne pourraient obtenir l'admission gratuite de leurs enfants au collège royal militaire, qu'autant qu'ils seraient considérés comme officiers, mais les lois et les règlements ne permettent pas de poser en principe cette assimilation. Cependant, il me paraît juste d'établir une distinction en faveur de ceux des vétérinaires en premier qui sont membres de la Légion d'Honneur, non seulement en raison du mérite de leurs services, mais encore parce qu'ils ne touchent pas le traitement de légionnaire, exclusivement réservé aux sous-officiers. (...). » Louis-Philippe acceptera cette proposition mais le mérite de cette lettre est d'illustrer parfaitement la position inconfortable et injuste de nos confrères d'alors.

Le 7 janvier 1848, la Direction du personnel et des opérations militaires adresse une note au Ministre à propos de sa décision du 25 décembre 1847. On voudrait que les parents des élèves militaires de l'École Royale vétérinaire d'Alfort signent l'obligation de rembourser au Trésor la totalité des frais d'entretien et d'éducation que leurs fils auraient occasionnés à l'État dans le cas où, à leur sortie de l'École avec le diplôme de vétérinaire et après s'être fait remplacer par des soldats, ces élèves refuseraient de servir comme vétérinaires dans un Corps de troupe à cheval pendant tout le temps qu'ils doivent encore à l'État,

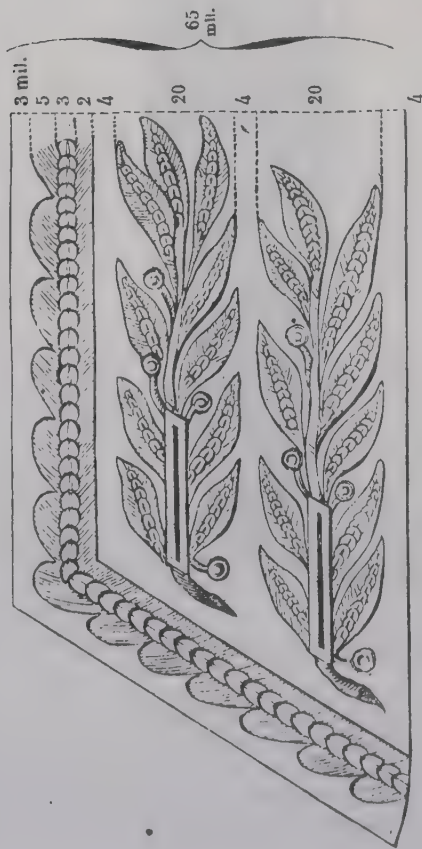


VÉTÉRINAIRE PRINCIPAL ET VÉTÉRINAIRE EN PREMIER (1845)

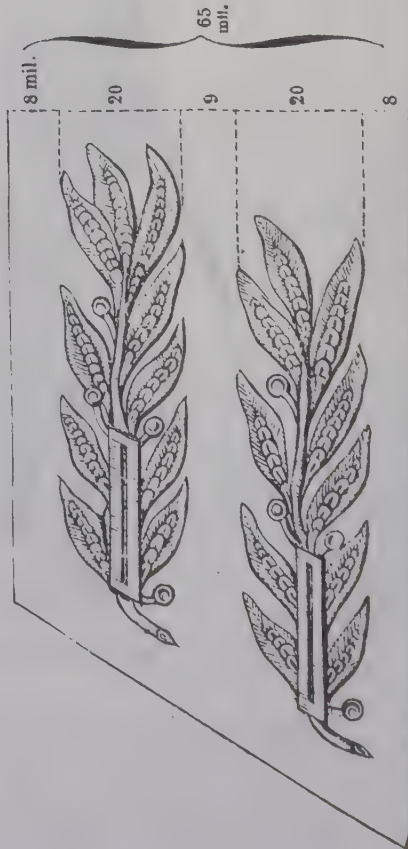
288.

(314)

N° 1.—Broderie du collet d'habit de Vétérinaire principal.



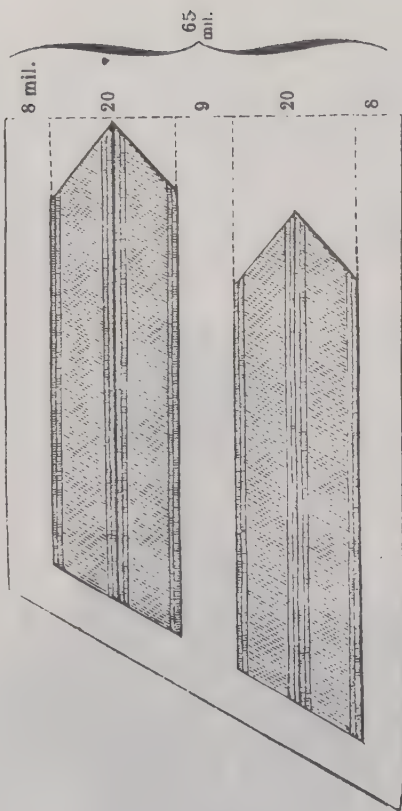
N° 2.—Broderie du collet d'habit de Vétérinaire en 1^{er}.



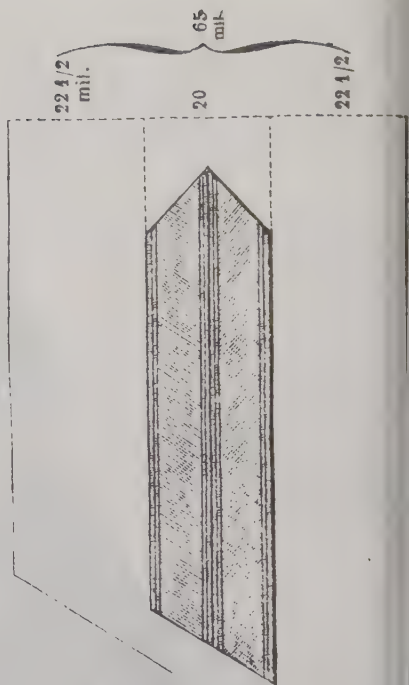
289

(315)

N° 3.—Boutonnière de collet d'habit d'Aide-Vétérinaire.



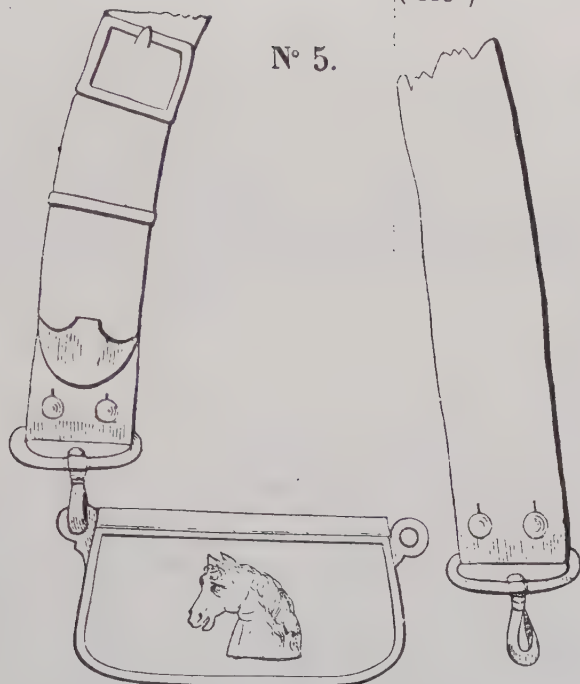
N° 4.—Boutonnière de collet d'habit de Sous-Aide Vétérinaire.



290

(316)

N° 5.



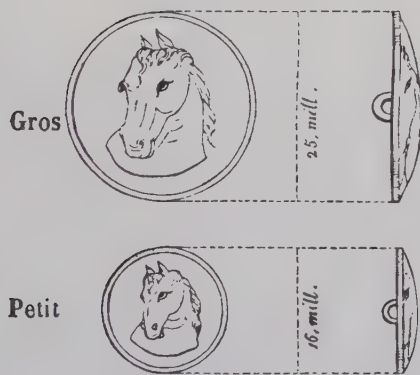
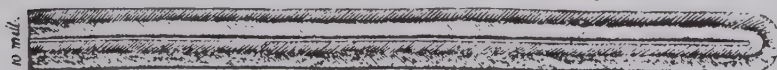
GIBERNE-TROUSSE.

DIMENSIONS.

		mil.
Coffret	Hauteur. . . .	085
	Largeur. . . .	160
	Epaisseur. . .	036
Tablier mesuré en dehors de la baguette.	Hauteur. . . .	082
	Lar- (en haut.	165
	geur (en Bas..	175
	Epaisseur de la baguette. . .	006
Ornement	Hauteur. . . .	050
	Largeur. . . .	030
Largeur de la banderole.		065

N° 6. — Accessoires de la tenue des Vétérinaires, Aides et Sous-aides.

BOUTONS D'UNIFORME.

ORNEMENT DE LA GIBERNE.
(grandeur réelle.)Bride d'épaulette pour habit de Vétérinaire principal et en 1^{er}.

soit comme engagés volontaires, soit comme jeunes soldats. La Note fait remarquer au Ministre que ces frais ne sont pas constants pour tous les élèves, car certains redoublent, ce qui augmente les dépenses, mais des civils sont parfois engagés en cours d'étude, ce qui diminue les frais des premières années de scolarité. En conséquence, on ne peut insérer dans le programme des conditions d'admission aucun tarif fixe de remboursement éventuel. On ne connaîtra pas la réponse du Ministre car devant une crise économique grave marquée par une pénurie de subsistances, un climat d'irritation est né. Trois journées d'insurrection suffisent à balayer le Régime de juillet. Le 24 février 1848, Lamartine fait acclamer un gouvernement provisoire républicain.

III - LA DEUXIEME RÉPUBLIQUE

A) Les commissions Koenig et Oudinot.

En 1848, les vétérinaires ne sont donc plus sous-officiers et pas encore officiers car ils ne sont assimilés à aucun grade. Le vétérinaire principal, chargé des missions les plus importantes, en rapport direct avec les inspecteurs généraux est traité pour la pension de retraite comme sous-officier ! Le 25 mars 1848, Renault saisit la Société Centrale de Médecine Vétérinaire d'une proposition ayant pour objet d'agir auprès du Ministre. Cette Société nomme une commission composée d'Yvart, Riquet et Renault avec mission de lui remettre un mémoire à adresser au Ministre compétent. Les graves préoccupations politiques du gouvernement provisoire ne permettent pas au Général Cavaignac de recevoir la députation de la Société Centrale de Médecine Vétérinaire. Monsieur Foissy, son chef de Cabinet, accepte avec empressement la proposition de nommer une commission spéciale « pour se livrer à l'étude de cette importante question. »

Renault contacte aussi les officiers généraux qu'il sait animés des meilleures intentions pour la défense de sa cause.

Le 22 juillet 1848, Charras, sous-secrétaire d'État à la Guerre écrit à Barthélémy : « *Citoyen, le bureau de la Société Centrale de Médecine Vétérinaire dont vous êtes le président, m'a fait un mémoire raisonné sur la situation anormale faite dans l'armée française aux vétérinaires militaires, sur les conséquences fâcheuses qui en résultent et enfin, sur la nécessité d'apporter de notables changements à un état de choses que réprouve l'importance des études auxquelles sont tenus de se livrer aujourd'hui les hommes qui se consacrent à l'exercice de la médecine vétérinaire (...). Je partage la sollicitude marquée par mon prédécesseur Cavaignac, et je serai heureux de pouvoir secondar ses bienveillantes et justes intentions à leur égard.* »

En même temps, la Commission d'Hygiène hippique, présidée par le docteur Magendie, examine les nombreuses pétitions envoyées par des généraux favorables aux vétérinaires. Elle approuve les conclusions d'un rapport assimilant les vétérinaires militaires aux chirurgiens. Le Général Lamoricière, Ministre de la Guerre approuve ce rapport. Un projet de décret arrêté et rédigé va être signé quand la fermeture des Ateliers Nationaux qui employaient de nombreux chômeurs déclenche l'insurrection parisienne du 22 juin 1848. « *La France énervée par les révolutions, toujours occupée à la recherche stérile de la meilleure forme du gouvernement, donnait une nouvelle preuve de la frivolité du temps en n'accordant qu'une attention distraite aux sollicitations des vétérinaires, hommes dévoués et modestes, qui se consacraient à son service.* » (Chomel).

Malgré les bonnes paroles gouvernementales, la position administrative restait très rigide face à nos confrères, tel que le montre cet extrait de décret rendu en Conseil d'État le 5 février 1849 : « *Le sieur Leclerc, membre de la Légion d'Honneur s'est vu refuser par le Grand Chancelier de la Légion d'Honneur la jouissance du traitement de légionnaire et a présenté une requête au Conseil d'État. Le Président de la République (...) considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur Leclerc a été nommé chevalier de la Légion d'Honneur par ordonnance royale du 17 avril 1845 ; qu'il occupait lors de cette nomination l'emploi de vétérinaire en premier au 1^{er} Régiment de Cuirassiers, et qu'il ne peut profiter du bénéfice accordé aux sous-officiers et soldats par l'article 1^{er} de la loi du 6 juillet 1820, le Conseil d'État entendu, décrète ce qui suit : Art. 1 - la requête du sieur Leclerc est rejetée.* (S.) Louis Napoléon Bonaparte, Président de la République. »

Pourtant, en juin 1849, le Général Ruillère, Ministre de la Guerre, institue une commission spéciale sous la présidence du Général de Division Kœnig, composée des maréchaux de camp Reibell et Raoul, des docteurs Magendie et Begin, des vétérinaires Yvart et Barthélémy, du sous-chef de bureau de la Remonte Levesque, et de Renault, comme rapporteur, dans le but d'examiner les modifications qu'il serait utile d'apporter dans la constitution du Corps des Vétérinaires Militaires. Rappelant « qu'indépendamment du rôle important qu'ils jouent dans notre puissance militaire, les chevaux de troupe représentent une valeur de plus de 50 millions », la commission Kœnig aboutit à un projet de loi. Le Comité de cavalerie, présidé par le Général Lawœstrine très favorable, discute âprement le projet mais l'accepte à condition que l'avancement ne puisse avoir lieu qu'au choix. Ce projet assimile respectivement les vétérinaires, principal, en premier, en second, l'aide et le sous-aide au chef d'escadron, capitaine, lieutenant, sous-lieutenant et adjudant. Traitement et retraite correspondraient au grade équivalent.

Un projet complémentaire de règlement spécial assurait le maximum d'indépendance compatible avec les nécessités de la discipline.

« Mais les événements politiques qui se préparaient alors et s'accomplirent bientôt firent ajourner momentanément, par une sorte d'inconcevable fatalité, l'examen de la commission Kœnig. » (Chomel).

En 1850, l'Assemblée Nationale nomme une commission présidée par le Général Oudinot. Cette commission est chargée de réviser les cadres constitutifs des différents Corps. Renault trouve de forts appuis en la personne d'Oudinot et du Général Lamoricière. La commission Oudinot approuvant le projet Kœnig sollicite prudemment la sanction ministérielle. En effet, la réaction bonapartiste bat son plein, diminue la liberté de l'enseignement en favorisant l'enseignement religieux et privé (loi Falloux) et « aménage » le suffrage universel en exigeant des conditions nouvelles pour obtenir le droit de vote. Malgré tout, le Ministre (le Général Randon) approuve le projet et l'améliore encore en demandant que tous les vétérinaires fassent partie de l'État-Major du régiment. Un projet définitif est envoyé à l'Assemblée Nationale.

Le 11 mars 1851, un décret présidentiel précise :

- Article 1 :* que le concours pour les emplois vacants de Chefs de Service dans les écoles vétérinaires est supprimé
Article 2 : que lorsqu'un emploi de chef de service devient vacant, le jury de chaque école présente des candidats finalement choisis par le Ministre.
Article 3 : qu'il est accordé aux élèves les mieux classés et qui ont terminé leurs études, la faculté de rester encore deux ans à l'école à titre d'auditeurs libres afin de perfectionner leur instruction théorique et pratique
Article 4 : que cette prolongation de séjour, entièrement facultative, ne sera pas rétribuée. Nourris et logés, les auditeurs libres doivent pourvoir à toutes leurs autres dépenses.
Article 5 : qu'il y aura un nombre d'auditeurs libres fixé à 10 pour Alfort, 8 pour Lyon, 8 pour Toulouse, soit 26 personnes.
Article 6 : qu'il est créé 26 bourses spéciales d'une valeur de 360 francs.

Ces dispositions, très favorables aux structures civiles des écoles vétérinaires, laissent espérer une acceptation rapide du projet ministériel sur les vétérinaires militaires.

Malheureusement, le Président de la République, réussit par d'habiles manœuvres à discréditer l'Assemblée aux yeux des républicains. Louis Napoléon Bonaparte, se posant en défenseur de la démocratie, dissout l'Assemblée et réussit son Coup d'État le 2 décembre 1851. Un plébiscite, immédiatement organisé lui permet de prendre les pleins pouvoirs.

Promulguée le 14 janvier 1852, la Constitution marque un retour à celle de l'an VIII qui, disait Louis Napoléon, avait donné à la France repos et prospérité.

Le Général de Division Le Roy de Saint-Arnaud (successeur du Général Randon) secondé par le Général Peyssard chef du personnel, et de Messieurs Caillard et Levesque, chef et sous-chef du bureau de la cavalerie et de la remonte, en profite pour soumettre dès le mois de janvier à la signature du Président de la République un « décret portant nouvelle organisation du Corps des vétérinaires militaires ». Ce décret est approuvé et signé par le Président le 28 janvier 1852.

B) Le Décret du 28 janvier 1852.

Il institue 252 vétérinaires militaires sur le pied de paix, dont :

- 3 vétérinaires principaux
- 51 vétérinaires de 1^{ère} classe
- 50 vétérinaires de 2^{ème} classe
- 74 aides de 1^{ère} classe
- 74 aides de 2^{ème} classe

Nommés par le Président, tous les vétérinaires sont officiers. Ils prennent rang entre eux selon leur classe. Mais leur hiérarchie ne comporte ni directement, ni par assimilation, de grades militaires.

La solde annuelle s'échelonne de F 1.500.- pour l'aide de 2^{ème} classe à F 2.500.- pour le vétérinaire principal.

La retraite est régie par la loi du 11 avril 1831, à savoir de F 600.- à F 1.000.- pour les aides, jusqu'à F 1.200.- et F 1.600.- pour les vétérinaires principaux.

Quant aux élèves militaires, ils sont quarante à être entretenus à Alfort. Comme l'armée française comporte 51 régiments de cavalerie et dépôts de remonte, il existe de nombreux vétérinaires chefs de service appartenant aux classes inférieures à celle de vétérinaires en premier.

Les conditions d'admission aux Écoles Vétérinaires des élèves militaires sont reproduites ci-après :

INSTRUCTION

SUR

L'ADMISSION DES ÉLÈVES MILITAIRES

A L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT.

PIÈCES À PRODUIRE.

Les jeunes gens qui solliciteront leur admission à l'école nationale vétérinaire d'Alfort, en qualité d'élèves militaires, devront adresser leur demande au Ministre de la guerre avant le 1^{er} juillet de chaque année. Ils y joindront les pièces ci-après :

- 1° Leur acte de naissance dûment légalisé ;
- 2° Un certificat de bonnes vie et mœurs, délivré par l'autorité civile, ou par l'autorité militaire, si le candidat fait partie de l'armée ; si le candidat a dépassé l'âge de vingt ans, ce certificat fera connaître sa position sous le rapport du recrutement ;
- 3° Un certificat, délivré par le capitaine de recrutement, attestant qu'il a la taille de 1 mètre 66 centimètres, et qu'il réunit les qualités requises pour servir dans l'arme de la cavalerie ;
- 4° Une déclaration signée d'un docteur en médecine ou en chirurgie constatant que le postulant a eu la petite vérole ou a été vacciné, et qu'il n'a aucune maladie chronique ou contagieuse ;
- 5° Un certificat d'un chef d'institution ou d'un professeur de l'Université faisant connaître que le candidat possède le degré d'instruction indiqué au présent programme ;
- 6° Un certificat constatant des connaissances en maréchalerie, délivré par un vétérinaire civil ou militaire ;

Ces trois dernières pièces seront légalisées par le préfet ou le sous-préfet ;

- 7° Un état, en original ou régulièrement certifié, des services du père du candidat.

CONDITIONS ET CONNAISSANCES EXIGÉES POUR L'EXAMEN PRÉPARATOIRE.

Nul ne sera admis à concourir aux places d'élève militaire si, à l'époque de l'examen préparatoire (1^{er} octobre), il n'est âgé de plus ~~dix huit~~ ^{dix sept} ans et de moins de vingt-cinq.

Tout candidat doit être en état de forger un fer à cheval en deux chaudes, et pouvoir faire preuve de connaissances sur la langue française, l'arithmétique, la géométrie et la géographie.

En conséquence, l'examen préparatoire d'admission que subiront les candidats devant le jury, composé des professeurs de l'école, comprendra, indépendamment de la forge :

LANGUE FRANÇAISE.

- 1° Un passage écrit sous la dictée;
- 2° L'analyse raisonnée d'une partie de cette dictée.

ARITHMÉTIQUE.

- 1° Notions élémentaires d'arithmétique;
- 2° Système décimal;
- 3° Proportions arithmétiques et géométriques.

GÉOMÉTRIE.

Notions élémentaires de géométrie, comprenant l'étude des lignes et des surfaces planes.

GÉOGRAPHIE.

- 1° Géographie élémentaire;
- 2° Notions générales sur la géographie de l'Europe;
- 3° Étude particulière de la géographie de la France.

Les jeunes gens autorisés par le Ministre de la guerre à subir l'examen préparatoire devront être rendus à l'école d'Alfort avant le 1^{er} octobre.

Le directeur, après qu'ils auront justifié de l'autorisation qui leur aura été donnée de s'y présenter, leur indiquera le jour et l'heure de cet examen.

Les candidats qui n'auront pu répondre d'une manière satisfaisante à l'examen seront déclarés inadmissibles, et devront se retirer immédiatement. Ceux auxquels son résultat aura été favorable pourront être admis à suivre les cours en attendant la décision du Ministre de la guerre pour la nomination des élèves militaires.

CONDITIONS D'ADMISSION AUX PLACES D'ÉLÈVES MILITAIRES.

Le nombre des élèves militaires entretenus par le département de la guerre à l'école nationale vétérinaire d'Alfort est fixé à quarante.

Ces places sont données aux jeunes gens déclarés admissibles par le jury d'examen, et, exclusivement, aux fils de militaires en activité, en retraite ou rentrés dans leurs foyers après quinze ans de service au moins (1).

DURÉE DES ÉTUDES ET OBLIGATIONS DES ÉLÈVES MILITAIRES.

La durée des études est de quatre ans; hors le cas de maladie dûment constatée, aucun élève militaire ne peut être autorisé à doubler une année d'études (2).

Les places d'élèves militaires sont gratuites; en conséquence, la pension de ces élèves, les frais d'entretien, la fourniture des trousseaux, des livres élémentaires et des instruments, ainsi que les frais du diplôme, sont au compte de l'État.

Les élèves militaires qui, par leur conduite, auront donné lieu à des plaintes graves, ou qui n'auront pas satisfait aux examens qu'ils doivent subir, seront renvoyés dans leur famille, à moins qu'ils ne soient liés au service militaire à un titre quelconque.

Dans ce dernier cas, ils seront dirigés sur le corps auquel ils appartiendront ou sur celui qui leur sera désigné par le Ministre de la guerre, pour y compléter le temps de service exigé par la loi.

Les élèves militaires qui, avant d'avoir terminé leurs études, viendraient à quitter volontairement l'école, ou qui en seraient renvoyés, seront tenus de restituer les effets d'habillement, le linge, les livres et les instruments dont ils seraient en possession au jour de leur sortie. Dans le cas contraire, la valeur de ces objets, même de ceux qui seraient perdus ou dégradés, sera remboursée au trésor, soit par ces élèves, soit par leur parents ou tuteurs, qui seront tenus d'en contracter l'engagement par écrit aussitôt après l'admission des élèves à l'école (3).

(1) Décret du 28 janvier 1852.

(2) Ordonnance du 26 juillet 1826. — Décision ministérielle du 18 septembre 1850.

(3) Décision ministérielle du 7 janvier 1836.

Les élèves militaires qui auront obtenu le diplôme seront appelés à remplir, concurremment avec les autres vétérinaires brevetés, les vacances d'aide-vétérinaire de 2^e classe qui se produiront dans le cadre des vétérinaires militaires (1).

Paris, le 4 mars 1852.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

(1) Articles 2 et 18 du décret du 28 janvier 1852.

Le règlement ministériel du 12 juin 1852 précise les attributions de chacun :

- *les vétérinaires principaux* sont membres de la commission d'hygiène hippique. Ils analysent les rapports des vétérinaires des Corps, dirigent le service et accomplissent des missions particulières en cas d'épizooties.
- *les vétérinaires en premier* dirigent l'infirmerie du régiment. Le capitaine instructeur n'en conserve que la surveillance disciplinaire.
- *les vétérinaires en premier et en second* peuvent être punis par tous les officiers mais ils sont admis à déjeuner à la table des lieutenants et sous-lieutenants.

Lafosse, professeur à l'École de Toulouse critique ce règlement ministériel dans les numéros de juillet et août du Journal des Vétérinaires du Midi : selon lui, le fait de pouvoir être puni par n'importe quel officier leur enlevait toute liberté d'action pour le bien du service. Parallèlement, Renault se félicite des résultats obtenus, et remercie le gouvernement de ce nouveau règlement : *« Nous croyons que les vétérinaires de l'armée ne tarderont pas à convaincre même les adversaires de leur avancement, que la faveur dont ils ont été l'objet n'a été que justice et à prouver par leur bon esprit, leur zèle, leurs services, qu'en ne restant que juste, le gouvernement pourrait un jour faire plus encore. »*

Le Général Kœnig, de son côté, tenait « comme une des principales améliorations dans la cavalerie celle qui a consisté à rehausser la position et à élargir la sphère d'action spéciale des vétérinaires attachés à cette arme. »

Telle fut l'œuvre de la II^{ème} République. Le 21 novembre 1852, les électeurs doivent se prononcer « sur le rétablissement de la dignité impériale dans la personne de Louis Napoléon Bonaparte avec hérédité dans sa descendance directe légitime et adoptive. » Il y eut 7.824.189 OUI contre 253.145 NON et 66.126 bulletins nuls.

Le 1^{er} décembre 1852, le Prince Président, soucieux de ne pas paraître ignorer Napoléon II, déclara qu'il s'appellerait Napoléon III.

IV - LE SECOND EMPIRE

A) L'Euphorie.

La création de dépôts de remonte supplémentaires à Nevers et Faverney, le rétablissement de la Garde Impériale et du 6^{ème} escadron dans les régiments de cavalerie, l'organisation des écoles de dressage, font passer à 342 le nombre de vétérinaires militaires sur le pied de paix. Mais on ne favorise guère l'émulation en ramenant de 6 à 4 le nombre des vétérinaires principaux. L'administration supérieure de la guerre favorise en compensation les classes inférieures des services vétérinaires : les candidats élèves militaires sont admis à 17 ans, la première mise d'équipement est portée à F 950.-.

Le décret Impérial du 17 octobre 1853 crée dans l'enceinte de l'École Impériale de cavalerie de Saumur une école vétérinaire appelée à recevoir vingt élèves militaires sortant d'Alfort et sélectionnés par concours, après leur scolarité. Leur stage à l'École de cavalerie doit leur faire recevoir une éducation militaire et un complément d'instruction professionnelle en les initiant à la médecine vétérinaire militaire, au service régimentaire et à la pratique de l'équitation sous la direction des écuyers. L'École vétérinaire de Saumur formera des stagiaires jusqu'en 1940.

Le 30 novembre 1854, Napoléon III signe un décret augmentant de 53 à 56 le nombre des vétérinaires en premier. En effet, le nombre de saillies par les étalons de l'État s'est élevé à plus de 11.000 soit 3.000 de plus qu'en 1853. D'autre part, de nombreux vétérinaires ont dû suivre leur régiment en Orient car le 27 mars, la France s'est engagée aux côtés de l'Angleterre dans la guerre de Crimée pour protéger la Turquie des prétentions Russes sur les Balkans. 13.150 chevaux sont transportés de Marseille à Gallipoli à raison de 20 à 30 par navire. Les pertes ne dépasseront pas 2 % au cours du voyage dont le coût atteint F 300.- par cheval transporté. Or, jusqu'à présent, le service de santé des animaux des établissements hippiques de l'Algérie a été assuré par des vétérinaires détachés provisoirement de leur Corps pour ce service spécial. C'est pourquoi, vu l'augmentation du service des remontes et le départ de nombreux régiments en Orient, il faut attacher un vétérinaire en titre à chacune des trois divisions de l'Algérie pour y être chargé du service des dépôts de remontes et des étalons d'une manière toute spéciale.

Le 23 janvier 1855, une décision ministérielle ordonne la création d'Écoles de dressage dont la destination est de fournir des chevaux aux officiers de toutes armes. Le service vétérinaire de ces écoles est d'abord assuré par les vétérinaires de l'établissement principal de la ville, telle que l'école de cavalerie, l'école d'État-Major etc .. Aussi, le décret du 30 novembre augmente les effectifs pour permettre d'attacher un vétérinaire titulaire à chaque école de dressage.

Napoléon III décrète le 28 février 1855 la nomination de 11 vétérinaires civils à l'emploi d'aide-vétérinaire de 2ème classe par exception aux dispositions de l'article 2 du décret du 28 janvier 1852 en ce qui concerne la limite d'âge qui est de 30 ans. La liste des candidats remplissant cette condition étant complètement épuisée, on élève à 35 ans l'âge d'admission afin de pourvoir aux nécessités du service. (On avait fixé l'âge de 30 ans car les vétérinaires ne pouvaient prétendre toucher une retraite qu'après 30 ans de service. Un civil engagé à 40 ans ne pouvait donc toucher aucune pension, même après 20 ans de service, et l'on voulait éviter les problèmes qui se poseraient alors inévitablement...).

Le 17 mars 1855, la Direction du personnel propose au Ministre l'annulation de la décision du 7 janvier 1836 portant que les élèves militaires d'Alfort rayés des contrôles, sont tenus de restituer les effets de trousseau ou d'en rembourser la valeur.

Le Directeur d'Alfort rappelle que les élèves militaires sont maintenant tous fils de militaires, qu'ils sont presque tous sans aucune fortune, qu'ils sont privés de leur bourse à la suite d'une seule vétérance et qu'ils doivent alors rembourser à l'État la valeur des effets et des livres qui leur ont été délivrés. Or, ces jeunes gens, bien que rayés des contrôles militaires, n'en continuent pas moins presque toujours leurs études aux frais de leurs parents. On propose d'abandonner aux élèves les livres et les effets qu'on leur a donnés en faisant remarquer que la vente de ces objets accumulés depuis plusieurs années n'a rapporté que quelques francs à l'État, vu leur mauvais état de conservation. Le Directeur d'Alfort fait aussi remarquer, que le nouveau décret n'assure plus aucune certitude de placement aux élèves militaires qui concourent avec les élèves civils, et à droits égaux, pour les emplois qui viennent à vaquer dans l'armée.

Une annotation en marge annonce la décision ministérielle : « Maintenir la mesure pour ceux qui se font expulser de l'École. »

Pendant ce temps, on a accordé depuis le 3 mars aux aides-vétérinaires de 2ème classe stagiaires à l'École de Saumur, le supplément de solde du cinquième accordé aux officiers d'instruction. Vallon occupe dès le 29 mars 1855 le premier poste de directeur du haras d'étude établi à Saumur. (Le décret du 17 octobre 1853 portait que la direction de ce haras d'étude et de l'enseignement hippologique pouvait être confiée à un professeur civil ou militaire non écuyer ou à un vétérinaire de l'armée). Un rapport daté du 4 avril 1855 nous apprend que depuis longtemps, ces fonctions étaient dévolues à l'écuyer civil de l'École, Monsieur de Saint-Ange, récemment admis à la retraite. Vallon ex-vétérinaire de 1ère classe du haras de Mostaganem, « ne pouvant être appelé à exercer cette double fonction, il s'ensuit que ses attributions réduites à la simple direction des haras ne sont pas suffisantes pour occuper son temps ; on pense donc qu'il y aurait lieu d'ajouter à ses attributions le service vétérinaire des chevaux de l'école de dressage, ainsi que l'enseignement pratique des aides-vétérinaires stagiaires, l'enseignement qui se composerait de la clinique près des chevaux malades et d'un cours d'hippiatrique auquel pourraient en outre assister les officiers et les élèves instructeurs qui se destinent spécialement au service de la remonte. (...) »

Vallon se trouve ainsi placé pour le haras d'étude sous la direction du Colonel et de l'Écuyer en chef conformément au règlement du service intérieur de 1847. Afin de se conformer au décret de 1853, on propose : le vétérinaire responsable du haras ne dépende plus que du Colonel.

Bref, les résultats d'une politique si favorable aux vétérinaires ne tardent pas à se faire sentir : alors la mortalité avoisinait 188 ‰ avant 1850 dans les régiments. elle n'était plus que de 75 ‰ en 1851 et de 67 ‰ en 1854. La mortalité pour morve et farcin est tombée de 35 à 18 ‰ entre 1846 et 1853. (Rapport de Renauld à l'Académie Impériale de Médecine, 16 juillet 1861).

Une anecdote tout à fait plaisante montre que la capacité des vétérinaires est maintenant légèrement surestimée : le 17 décembre 1858, on rapporte qu'un Colonel de la Garde de Paris aurait voulu imposer à un soldat qui s'était donné une entorse, un traitement empirique préconisé par le sieur Girard, vétérinaire en premier. Ce traitement consiste en l'application de frictions et massages confiés aux mains d'un soldat dirigé par le vétérinaire ... Le Colonel aurait même signifié au Docteur Pasquier, Médecin Major du Corps réclamant contre une pareille prétention qu'il entendait qu'à l'avenir ce traitement soit suivi parce que, avant tout, il était le chef de Corps, et qu'il avait le droit de commander ... En fait, le blessé souffrait d'une fracture de la malléole externe !

Quoi qu'il en soit, les effectifs des vétérinaires militaires ne cessent de croître : par suite de la formation de l'Armée des Alpes, il devient nécessaire d'attacher à l'État-Major général, comme cela a lieu pour l'Armée d'Orient, un Vétérinaire Principal qui serait chargé du service vétérinaire et de la maréchalerie au Grand Quartier général en même temps qu'il serait à la disposition du Major Général pour toutes les missions à remplir relativement à l'hygiène, à l'alimentation et au campement des chevaux de l'armée. On peut lire en marge : « proposez d'attacher un vétérinaire principal à chaque Corps d'Armée, ce qui nécessitera la création de deux emplois nouveaux de vétérinaires principaux. » (Note du 22 avril 1859).

Le bureau de la cavalerie et des remontes rappelle le 27 mai 1859 que « dans le but d'exciter l'émulation parmi les aides-vétérinaires stagiaires de l'École de Cavalerie qui étaient jusqu'à présent inscrits sur l'annuaire militaire d'après leur âge au moment de la nomination, le Ministre a décidé le 22 février dernier qu'ils seraient classés à l'avenir par ordre de mérite et d'après le numéro attribué à chacun d'eux à leur sortie de l'École et qu'il serait fait mention de ce numéro sur leurs états de service. Pour compléter cette mesure on pense qu'il conviendrait de publier ce classement dans le journal militaire officiel. » (Note du 27 mai 1859).

Le 14 janvier 1860, le Maréchal Randon adresse à l'Empereur un rapport sur la réorganisation du Corps des vétérinaires militaires. Il propose d'envoyer à l'École de Cavalerie de Saumur tous les vétérinaires admis dans l'armée (et non plus seulement une vingtaine), après leur avoir fait subir un examen d'entrée. Ce ne serait qu'après avoir satisfait à un nouvel examen de fin de stage que les vétérinaires seraient admis définitivement par un décret impérial. Le Maréchal propose aussi une nouvelle classification, une augmentation de la solde, l'élargissement des fonctions des vétérinaires principaux (en les envoyant en missions d'inspection et d'information dans les Corps) ; il demande aussi la création d'un vétérinaire principal instructeur des jeunes stagiaires de l'École de Cavalerie et Directeur du haras d'études. Ce décret du 14 janvier fixe en outre à 370 le cadre vétérinaire du temps de paix. L'avancement des vétérinaires principaux et en premier est fait au choix. Celui des vétérinaires en second est fait moitié au choix, moitié à l'ancienneté parmi les aides-vétérinaires ayant au moins deux ans d'ancienneté dans leur classe.

La solde s'échelonne de F 1.200.- à F 4.000.-. La première mise d'équipement est de F 400.-, plus F 500.- pour les aides-vétérinaires admis à Saumur. Les Vétérinaires principaux sont attachés comme chefs du service vétérinaire aux États-Majors d'armée en campagne, chargés de missions d'hygiénisme et de thérapeutique. Ils doivent rendre compte de ces missions à l'administration. L'un d'eux est spécialement affecté à l'enseignement des vétérinaires stagiaires, les autres sont réunis en commission consultative.

Le 14 mars 1860, le Maréchal de France, Ministre Secrétaire d'État à la Guerre, fait publier le programme du concours d'admission au stage de Saumur. Nous le reproduisons ci-après :

Ministère
de la Guerre.

Programme

d'un concours pour l'admission aux emplois d'Aide-Vétérinaire stagiaire à l'École Impériale de Cavalerie.

Le corps des Vétérinaires militaires se recrute parmi les Vétérinaires diplômés des Écoles vétérinaires, qui réunissent les conditions déterminées par le Décret du 14 janvier 1860. Avant d'être admis définitivement dans l'armée, les Vétérinaires sont envoyés, en qualité d'Aides-Vétérinaires stagiaires, à l'École de Cavalerie pour y recevoir, pendant un an au plus, des principes d'équitation et être initiés à la pratique de la médecine vétérinaire militaire et au service régimentaire.

Le concours qui doit s'ouvrir en exécution du présent programme aura lieu à Paris le premier Mai prochain.

Conditions d'admission.

Nul ne peut être admis à concourir à l'emploi d'Aide-Vétérinaire stagiaire s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1^{re} Avoir obtenu le diplôme de Vétérinaire dans une des Ecoles vétérinaires de France ;
- 2^{de} Justifier de sa moralité ;
- 3^e Réunir les qualités physiques requises pour le service militaire ;
- 4^e N'avoir pas dépassé l'âge de 30 ans à l'époque de l'ouverture du concours ;^(A)
- 5^e Avoir satisfait à un examen d'admission ;
- 6^e Souscrire l'engagement d'honneur de servir pendant au moins six ans dans l'armée à l'expiration du stage.

(A) En comptant en déduction le temps que les candidats auraient passé antérieurement dans l'armée soit comme soldats, soit comme Vétérinaires. Ils auront, à cet effet, à indiquer la durée de leurs services en les corps dans lesquels ils ont pu faire partie.

Pièces à produire.

Les Vétérinaires qui solliciteront leur admission aux emplois d'Aide-Vétérinaire stagiaire devront déposer leurs demandes au Ministère de la Guerre (Bureau de la Caroline et des Remontes) avant le 1^{er} Avril, en ayant soin d'indiquer l'Ecole dans laquelle ils ont obtenu leur diplôme. Ils y joindront les pièces ci-après :

- 1^{re} Leur acte de naissance dûment légalisé ;
- 2^{de} Un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par l'autorité civile, ou par l'autorité militaire si le candidat fait partie de l'armée. Dans le premier cas, cette pièce devra être visée par le Préfet du département, et dans le second par le Chef de corps.
- 3^e Un certificat d'aptitude au service militaire délivré par un Officier de recrutement ou, à son défaut, par un Officier d'administration.

Nature des épreuves.

1^{re} Une composition sur un sujet de pathologie, d'hygiène, d'extérieur et d'inspection;

2^e Une épreuve orale sur une des parties comprises dans le paragraphe précédent;

3^e Un examen pratique auprès d'un cheval sain ou malade.

Après la dernière épreuve, la Commission d'examen procède, en séance particulière, au classement des candidats par ordre de mérite.

Le classement général est établi d'après les chiffres d'appréciation obtenus par les candidats; en cas d'égalité de deux candidats, il est fait une nouvelle lecture de leurs compositions en séance de la Commission qui prononce sur le rang définitif de chacun d'eux.

Mode d'exécution des épreuves.

Les épreuves auront lieu devant une Commission désignée par le Ministre.

Il est accordé quatre heures pour rédiger la composition écrite, sans livres ni notes, sous la surveillance d'un membre de la Commission; la question est la même pour tous les candidats.

Pour traiter la question orale, il est accordé quinze minutes de réflexion.

Au commencement de la séance, chaque candidat tire la question orale qui est numérotée par le Président dans l'ordre que le sort a fixé pour son audition; elle lui est remise dans le cabinet de réflexion, quinze minutes avant l'épreuve.

La durée de l'examen pratique est fixée à quinze, au plus.

Pendant leur séjour à l'École de Cavalerie, les Aides-Vétérinaires stagiaires sont soumis à la discipline militaire; ils reçoivent les appointements annuels de 1200 fr. augmentés de 50, soit 1250 fr.

Ils ont droit, en outre, à une indemnité de première mise d'équipement fixée à 400^{fr} et payable après qu'ils auront souscrit l'engagement indiqué plus haut.

Les Aides-Vétérinaires stagiaires qui ont subi d'une manière satisfaisante l'examen de sortie sont nommés Aides-Vétérinaires et attachés à des corps de troupes à cheval; il leur est alloué un supplément de 1^{re} mise de 550 fr.

Ils ont droit, dans ce nouveau grade, à une solde de 1800 fr. et ils jouissent des prérogatives accordées aux Vétérinaires militaires par le décret du 14 janvier 1860.

Les Aides-Vétérinaires stagiaires qui ne sont pas jugés aptes au service de l'armée sont licenciés.

Le nombre des emplois d'Aide-Vétérinaire stagiaires vacants n'étant que de 40, les concurrents sont prévenus qu'ils ne seraient susceptibles d'être admis dans le cadre des stagiaires qu'autant qu'ils seraient classés dans les 40 premiers sur la liste des admissibles par ordre de mérite établie par la Commission d'examen.

Paris, le 14 Mars 1860.

Le Maréchal de France,
Ministre Secrétaire d'Etat de la Guerre,
Randon.

Le décret du 18 juin 1860 marque une date capitale dans l'histoire du Corps des Médecins Militaires, en assimilant les médecins aux différents grades de l'armée : le Médecin inspecteur est Général de brigade, le Médecin principal de 1^{ère} classe, Colonel, et ainsi de suite jusqu'à l'aide médecin de 2^{ème} classe portant les galons de sous-lieutenant. Cet exemple ne pouvait être que de bonne augure pour l'avenir de nos confrères vétérinaires dont la situation avait déjà tant progressé en si peu de temps.

Une décision Impériale du 4 août 1860 fixe la retraite des vétérinaires au même taux que celle des officiers d'administration. Le vétérinaire principal touche de F 1.800.- à F 2.400.-, les vétérinaires en premier et en second de F 1.500.- à F 2.000.- et les aides de F 800.- à F 1.200.-.

Le 7 février 1861, un arrêté ministériel précise que les vétérinaires en premier seront admis désormais à la table des capitaines, seize Inspecteurs Généraux (sur les vingt deux consultés) ayant donné un avis favorable à cette proposition.

Une note ministérielle fixe la limite d'âge de retraite à 60 ans pour le vétérinaire principal, 58 ans pour le vétérinaire en premier, et 56 ans pour le vétérinaire en second et l'aide-vétérinaire.

L'année 1863 porte déjà les fruits des récentes améliorations du service vétérinaire aux armées : de 67 % en 1854, la mortalité est passée à 28 % !

Hélas, l'année 1863 est aussi marquée par la mort de deux vétérinaires illustres auxquels leurs confrères militaires doivent beaucoup : Vallon, premier instructeur des stagiaires de Saumur, disparaît, Renault, fidèle défenseur de la cause vétérinaire à l'armée périt « dans les marais empestés de la campagne de Rome dont les germes contagieux entourèrent et ouvrirent son tombeau. » Renault mourut pour sa profession après lui avoir consacré sa vie.

B) Les Problèmes.

Mais l'Empire connaît ses premières difficultés intérieures. L'augmentation des pouvoirs du Sénat et du Corps Législatif provoque la renaissance de l'opposition. L'Empereur fait savoir à son Ministre de la Guerre, le Maréchal Randon, que les dépenses militaires doivent être ramenées à un niveau plus en rapport avec les revenus ordinaires de l'Empire.

Le décret du 15 novembre 1865 supprime un aide-vétérinaire par régiment de « cavalerie de réserve », de « ligne de la garde impériale », de cuirassiers, de dragons, de lanciers et d'artillerie. Cette même année le Corps législatif vote un supplément de crédit de F 3.558.850.- pour améliorer la solde des officiers, soit une augmentation de F 200.- pour les vétérinaires en premier, F 100.- pour les seconds et les aides, et F 300.- pour les aides stagiaires de Saumur.

Les conditions d'admission aux places d'élèves militaires à l'École d'Alfort précisent que le nombre d'élèves admissibles est fixé à quarante en 1866.

La note du 10 juillet 1868 pour la 7^{ème} Direction « Bureau des pensions », résume parfaitement la situation des vétérinaires face au service militaire : « Les vétérinaires militaires se divisent sous le rapport des obligations qu'ils doivent à l'État en trois catégories distinctes, savoir :

- 1) les élèves militaires de l'ancienne organisation (antérieure au décret du 28 janvier 1852) liés au service par voie d'engagement volontaire.
- 2) les jeunes soldats des classes.
- 3) enfin ceux qui n'étant liés au service à aucun titre servent en vertu de leur commission de vétérinaire (...) »

En effet, le service national est alors organisé par la loi de recrutement de 1854. L'armée est composée pour une partie de soldats de métier, et pour l'autre de conscrits tirés au sort et devant servir 7 ans puis 5 ans seulement après la loi Niel de 1865. (Les jeunes gens aisés pouvaient échapper à ce recrutement en payant des « prestations ».)

Un élève vétérinaire civil ayant tiré un « mauvais » numéro doit, au moment de l'appel à l'activité, se faire affecter au Corps de Cavalerie le plus proche de l'École Vétérinaire qu'il fréquente. Seule une autorisation ministérielle permet alors au jeune soldat de continuer ses études en le détachant du Corps auquel il est affecté. *« Il résulte des dispositions qui précèdent que lorsqu'un élève d'une des Écoles Vétérinaires est appelé par la loi de recrutement il est maintenu à l'École jusqu'à la fin de ses études, sauf à rejoindre plus tard le Corps auquel il est affecté pour y finir son temps de service, à moins qu'il ne soit admis dans l'armée en qualité de vétérinaire. (...) »* (Note du 10 juillet 1868).

Enfin, la loi des finances du 2 août 1868 accorde une augmentation de F 600.- au vétérinaire principal, F 200.- au vétérinaire en premier, et F 150.- aux vétérinaires en second, aide, aide stagiaire. D'après le tarif du 23 décembre 1868, cette élévation de solde doit se faire graduellement jusqu'en 1871, date à laquelle devaient toucher annuellement :

Vétérinaires principaux	F 4.600.-
Vétérinaires en premier	F 2.800.-
Vétérinaires en second	F 2.250.-
Aides vétérinaires	F 2.050.-
Aides stagiaires	F 1.650.-

A titre de comparaison, un petit fonctionnaire parisien touchait en 1860 un salaire annuel de F 2.000.-. Un bon poulet coûtait un franc, une dinde F 5.-, le bœuf F 1,20 le kilog, le pain de froment F 0,40 le Kg, les œufs F 0,90 la douzaine et les pommes de terre F 2,50 l'hecto. (Chaulanges, Maury et Seve. L'Histoire de l'Auvergne, tome 2, Clermont-Ferrand, G. de Bussac, 1955.)

Pourtant, d'après certains confrères civils, de telles augmentations ne se justifient guère, comme nous l'explique Monsieur François, vétérinaire à Commercy, dans sa lettre adressée le 5 septembre 1868, au Maréchal Niel, Ministre de la Guerre : « (...) *Autrefois, les confrères de l'armée ne s'occupaient point de faire la clientèle civile. Ils respectaient la position qui leur a été donnée par le décret de 1852. Il n'en est plus de même maintenant, et, depuis quelques années, ils s'en occupent tous comme s'ils étaient civils (...). La libre concurrence n'est plus possible. Le vétérinaire militaire, ayant son existence assurée, travaille à des prix inférieurs à la coutume du pays et comme l'homme de la campagne a surtout en vue l'argent plutôt que la reconnaissance, il abandonne aussitôt le vétérinaire civil (...); en outre, notre confrère ne jouit-il pas du prestige de l'uniforme ? En somme, le confrère de l'armée a sa vie certaine et il s'empare des moyens d'existence de la famille du civil. C'est regrettable, surtout dans des années où la vie est si chère et quand l'éducation des enfants occasionne tant de dépenses. (...). J'ai vu des vétérinaires militaires monter à cheval et se rendre à la campagne sans y être appelés, mendiant la clientèle. De plus ils s'accompagnent de leurs maréchaux s'ils en ont besoin. C'est là un moyen qui flatte le cultivateur qui s'est ainsi dispensé de remercier un voisin qui aurait prêté main forte. Et quand vont-ils donc à la campagne ? Depuis que j'habite Commercy, je remarque que le service de mes confrères consiste tout bonnement, à se rendre au quartier à deux heures et demi pour visiter l'infirmerie, visite qui les occupe quinze à vingt minutes. Tout le reste de la journée est à leur disposition. Ils n'assistent ni aux promenades ni aux pansages, ni aux manœuvres ; parfois ils ne suivent pas la colonne lors des promenades militaires ; enfin, plusieurs m'ont dit ne pas se présenter au rapport quotidien. Et c'est le temps qu'ils doivent au service de l'Etat qui les rétribue, qu'ils emploient à parcourir la campagne, soustrayant ainsi le pain de la famille du vétérinaire civil. (...).* »

La réponse ministérielle revient, très sèche : « (...) *parmi les conditions posées aux candidats pour l'admission dans les services de santé relevant du département de la Guerre, il n'y en est aucune qui leur interdise l'exercice de leur profession en dehors de l'armée (...).* »

C) La Guerre de 1870.

Mais que Monsieur François se rassure, les augmentations prévues pour 1871 vont être sérieusement compromises quand, le 2 juillet 1870, on apprend en France que le gouvernement Espagnol a envoyé une députation en Allemagne pour offrir la couronne d'Espagne au Prince de Hohenzollern. La résurrection de l'Empire de Charles Quint déchaîne l'opinion française. Le 12 juillet 1870, les Hohenzollern retirent leur candidature. La paix semble être sauvée mais les exigences maladroites du gouvernement français et les manœuvres de Bismark vont mettre le feu aux poudres : la publication de « la dépêche d'Ems » rédigée par Bismark rendant compte de « l'humiliation du Roi de Prusse » de qui on exigeait des garanties, et de « l'expulsion de l'Ambassadeur français », fait crier : à Berlin, nach Paris !

Napoléon III déclare fort légèrement la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870. Le même jour, un décret impérial forme pour les besoins de la guerre un cadre d'aides-vétérinaires auxiliaires composé de deux classes :

- 1) celle des vétérinaires civils diplômés, nommés par le Ministre et touchant une solde de F 1.650.- par an.
- 2) celle des élèves militaires de 3ème année, tirés des Écoles pour servir dans les régiments, et rétribués par une solde annuelle de F 1.200.-. Ces vétérinaires reçoivent une gratification d'entrée en campagne de F 950.-.

Le 6 août 1870, l'Alsace est perdue. A la fin du mois la Lorraine est envahie. Le 2 septembre, l'armée de Sedan vaincue, se rend avec l'Empereur. A ces nouvelles, Paris proclame la République le 4 septembre 1870, est investi par les troupes allemandes le 19 septembre. Malgré la résistance provinciale qui tente de lui porter secours, Paris doit capituler le 28 janvier 1871.

Certains vétérinaires avaient succombé héroïquement sous le feu de l'ennemi. D'autres, après le désastre de Sedan furent parqués dans une affreuse petite presqu'île de la Meuse. « (...) *Couchant sur un terrain marécageux, sans vêtements, presque sans vivres, n'ayant à boire qu'une eau corrompue par des cadavres d'hommes et de chevaux qui encombraient la rivière.* » D'autres furent refoulés et traités comme prisonniers de guerre, sur le sol belge, où ils trouvèrent de la part de leurs collègues cet accueil empressé et cette hospitalité « que la franc-maçonnerie n'accorde pas toujours à ses adeptes. » : Le Bureau de la « Fédération Médicale Vétérinaire », auquel se joignirent Monsieur Thiernes, Directeur de l'École Vétérinaire, Monsieur Marcoux Inspecteur de l'armée, et le Corps professoral de Cureghem, s'intéressèrent au sort de leurs malheureux confrères.



VÉTÉRINAIRE EN PREMIER CAVALERIE DE LA GARDE IMPÉRIALE
ET VÉTÉRINAIRE EN DEUXIÈME CAVALERIE DE RÉSERVE (1865)

Une requête, dit le journal de Liège « Le Scalpel », fut adressée au gouvernement pour solliciter, au nom de la Convention de Genève la mise en liberté de leurs infortunés confrères étrangers, mais cette démarche n'aboutit pas.

V - LA TROISIEME RÉPUBLIQUE

A) Les besoins de réforme d'après guerre : le projet Lèques.

Après les désastres de Sedan, Strasbourg et Metz, 56 régiments sur 63 ont été anéantis. La Troisième République s'interroge sur les causes du désastre. Bien sûr, les canons français étaient en bronze et se chargeaient par la gueule pendant que leurs homologues allemands, tout en acier, recevaient leurs munitions par la culasse. Mais l'effondrement instantané de la puissance militaire française fait plus penser à un défaut d'organisation qu'à une insuffisance de matériel. L. Pasteur, dans « Pourquoi la France n'a-t-elle pas trouvé d'hommes supérieurs au moment du péril » pense que c'est parce que le pays, victime de son instabilité politique, n'a rien fait pour développer les sciences. Au niveau vétérinaire, Bouley affirme que les Écoles ne se sont pas assez développées, car les crédits gouvernementaux ont été absorbés par l'administration matérielle des Écoles, au grand dommage des Chaires, des laboratoires et des amphithéâtres.

Suite à l'échec de la Commune, Thiers devient Président de la République en août 1871. Les cuisants échecs militaires que nous avons relatés rendent nécessaires l'élaboration de réformes. Les députés veulent instituer un service militaire universel (selon le mode prussien) par principe démocratique. Thiers est hostile à cette solution. Il veut une armée de métier, composée d'hommes peu nombreux, mais servant très longtemps. La loi sur le recrutement du 27 juillet 1872 réalise un compromis. Elle déclare que tout homme est soldat, que le remplacement est supprimé et que tous les hommes présents au Corps ne jouissent plus de leurs droits politiques. Mais le tirage au sort subsiste : une moitié du contingent, choisie par ce tirage, fait cinq ans de service, l'autre moitié un an seulement ! Les jeunes gens diplômés peuvent encore échapper au tirage au sort et ne faire qu'un an à condition d'être volontaires, c'est le système de « l'engagement conditionnel » ; le fait de s'engager ne mobilise le volontaire que pendant un an. C'est ce que faisaient de nombreux jeunes gens des classes élevées pour ne pas entraver leur carrière. « Ces jeunes gens (réfractaires de 4 ans) si improprement nommés - volontaires d'un an -, constituaient la grande majorité des officiers de réserve et entretenaient dans la Société l'esprit antimilitaire. » (rapport de la 1^{ère} sous-commission sur les modifications à apporter à la loi du 27 juillet 1872). De nombreuses dépenses favorisent encore les soutiens de famille, les universitaires et les ecclésiastiques. Ainsi l'égalité, bien que proclamée en principe, est loin d'être réalisée. Afin de niveler ces injustices, la première sous-commission propose en 1872 de créer un impôt, la Taxe Militaire pour ceux qui sont dispensés des obligations militaires. Le service étant obligatoire pour tous et créant des pertes matérielles à ceux qui le subissent, il semble normal d'égaliser les individus en imposant les dispensés.

Cette première sous-commission propose aussi quelques modifications à apporter à la loi sur le recrutement de 1872 : la durée du service serait ramenée de 5 à 3 ans, l'engagement conditionnel serait supprimé. Le service de trois ans ne permettrait pas d'entretenir la totalité du contingent sous les drapeaux ; on éliminerait donc chaque année par tirage au sort un certain nombre d'hommes. Le tirage serait fait avant l'incorporation, à la fin des opérations du Conseil de révision et sur la première partie des listes du contingent, c'est-à-dire que, seuls les hommes déclarés bons pour le service, y prendraient part.

Une autre loi est en préparation : les régiments seront désormais entraînés « dans le silence de la paix » aux opérations militaires qu'ils devront exécuter en temps de guerre.

Ces « Manœuvres », par le travail supplémentaire qu'elles demandent aux chevaux, multiplient les soins à donner à ces animaux et nécessitent la réorganisation du service vétérinaire.

Quelques vétérinaires, tels que Lescot, Decroix, Leuck, Liguistin proposent d'affecter un vétérinaire principal à chaque Corps d'Armée, de multiplier les postes de vétérinaires en premier en les répartissant en deux classes, etc ..

En 1873, Lèques, membre influent de l'intendance présente de bonnes propositions à la réunion des officiers de la rue de Bellechasse (Paris) : « Améliorer la condition des vétérinaires dans l'armée, c'est aussi prendre intérêt à la fortune publique : » Rappelant la baisse de mortalité des chevaux observée parallèlement aux diverses réorganisations du service vétérinaire de 1843 à 1860, Lèques affirme : « Il faut donner au service une constitution solide en rapport avec les véritables intérêts hippiques et on y arrivera en créant le contrôle des vétérinaires par les vétérinaires ». Indépendance et responsabilité doivent produire les meilleurs résultats. C'est pourquoi Lèques veut « que le Corps des vétérinaires ait une tête, un centre, une direction, qu'il forme une corporation ayant sa tradition, et qu'il puisse jouir, en même temps, d'une autonomie conforme à la logique et au bon sens. » Il propose une organisation intelligente du service, quelque peu différente de celle établie par le décret du 14 janvier 1860. La hiérarchie comprendrait trois grades : Vétérinaire principal, Vétérinaire et Aide-vétérinaire. Chaque grade comprendrait deux classes.

Il y aurait ainsi :

- 1) 4 Vétérinaires principaux de première classe : membres de la commission d'hygiène hippique devant prendre en campagne la direction du service vétérinaire dans chaque Corps d'armée.
- 2) 3 Vétérinaires principaux de première classe, attachés à Alger ainsi qu'aux Écoles de Saumur et de St Cyr.
- 3) 1 Vétérinaire principal de deuxième classe par Corps d'armée.
- 4) 1 Vétérinaire de première classe par régiment (artillerie, train d'artillerie, train des équipages, dépôts de remonte).
- 5) 1 Vétérinaire de deuxième classe par régiment de cavalerie.
- 6) 1 Aide vétérinaire de première classe aux côtés du vétérinaire de première classe.
- 7) 1 Aide vétérinaire de deuxième classe auprès du vétérinaire de deuxième classe.

Lèques propose aussi le rattachement des infirmeries hippiques au service des étapes où le vétérinaire du régiment serait plus utile qu'à traîner à la suite des colonnes des chevaux boiteux ou blessés par le harnachement.

Il repousse la création d'un examen remplaçant le choix, car si l'avancement procède du concours, il craint que le succès ne revienne qu'aux beaux diseurs ; les rivalités malsaines chasseraient le sentiment du devoir professionnel et cette émulation patiente, éclairée et studieuse qui doit être l'état normal du vétérinaire militaire. L'avancement serait réglé en fonction des notes données par le Chef de Corps sur « l'instruction générale, l'éducation, la conduite, la tenue, les principes et la manière de servir. » L'initiative des propositions d'avancement devrait appartenir au chef du service (un vétérinaire supérieur), mais il y aurait un temps minimum à passer dans un grade avant d'être promu au supérieur, sans qu'il existe d'autres dérogations que celles données pour services rendus en cas d'épizootie ou de guerre.

Quant au traitement annuel, Lèques propose :

- pour le Vétérinaire principal de 1 ^{ère} classe	F	6.000.-
- pour le Vétérinaire principal de 2 ^{ème} classe	F	5.100.-
- pour le Vétérinaire de 1 ^{ère} classe	F	3.800.-
- pour le Vétérinaire de 2 ^{ème} classe	la solde de Médecin-Major de 2 ^{ème} classe	
- pour l'Aide Vétérinaire de 1 ^{ère} classe	celle de Lieutenant en 1 ^{er}	
- pour l'Aide Vétérinaire de 2 ^{ème} classe	celle de sous-Lieutenant	

Lèques conclut en ces termes : « S'il n'est pas possible, et nous ne le demandons pas, d'élever la position hiérarchique des vétérinaires, il est au moins possible d'améliorer leur situation matérielle (...). On ne saurait craindre que notre projet augmentât les dépenses du budget, car sans nul doute, il y aura diminution dans le chiffre des pertes, et, 8 ou 10 chevaux perdus en moins, par mois, sur tout l'effectif, compenseraient et bien au-delà la dépense que cette réorganisation exigerait (...). Il coûte moins cher de forger des armes que de payer une rançon. (La France venait de payer l'indemnité de guerre fixée par l'Allemagne) (...). Il y a des économies ruineuses. Sachons faire des dépenses productives. » (Lèques, étude sur la réorganisation du Corps des Vétérinaires militaires - 1873).

Toutefois, Lèques admet, dans une lettre adressée à Bouley le 24 octobre 1873, que l'assimilation a l'avantage de mesurer exactement la considération due à chaque fonctionnaire. Il lui reproche d'être gênante dans l'exercice de tout service exigeant des connaissances techniques, de l'initiative, et une certaine indépendance ; en un mot, dans l'exercice de tout service qui n'est pas réellement militaire. En revanche, dans les contacts ordinaires de la vie en commun, il est utile que chacun ait sa place marquée.

Le travail de Lèques fut très remarqué en France comme à l'étranger. De multiples mémoires sont envoyés de partout. Chacun sent que le moment est propice aux réformes.

B) Nouvelles difficultés.

En 1872 Goyon, Vétérinaire principal, Maffre, vétérinaire en premier et de Libran, capitaine instructeur après avoir fait une étude très sérieuse des réformes à apporter au service vétérinaire, présentent un certain nombre de propositions au Ministre. Celui-ci répond le 3 août 1872 par une circulaire posant différentes questions sur les réformes proposées.

L'optimisme des vétérinaires n'est pas du tout partagé par le Lieutenant-Colonel Loizillon (attaché au 8^{ème} dragons et membre de la commission de cavalerie) ainsi qu'il ressort de son rapport du 25 mai 1873 répondant aux questions posées par le Ministre : « (...). Les vétérinaires paraissent obéir à un mot d'ordre convenu, répétant ou paraphrasant, sans en indiquer la source, une série de propositions en partie contenues dans une sorte de circulaire imprimée à Paris chez Donnand, rue Cassette n° 9, attribuée à Monsieur Decroix, vétérinaire en premier. Tout en rattachant l'amélioration du service vétérinaire à l'amélioration de leur position personnelle, messieurs les vétérinaires sont infiniment plus préoccupés de ce dernier côté que du fond même de la question. »

Le Lieutenant-Colonel Loizillon parle ensuite de quelques questions posées par le Ministre. La 92^{ème} question porte sur le nombre de vétérinaires à fixer en temps de paix et en temps de guerre. Me régiment comprendrait 1 vétérinaire en premier, chef de service, 1 vétérinaire en second pouvant suppléer le précédent et un aide-vétérinaire prêtant son concours et s'initiant au service. Voici quelques autres commentaires du rapport : *« En cas de guerre on appellerait à l'activité des praticiens civils employés à titre auxiliaire. En temps de paix, si le nombre des chevaux se trouve réduit, il est préférable de maintenir les trois vétérinaires, permettant ainsi au jeune d'acquérir l'expérience qui lui manque. Des conférences, la surveillance de la forge, des cours d'hippologie et enfin des études pour se tenir au courant des progrès de la science permettront d'occuper les loisirs d'un service nécessairement inégal. »*

La 93^{ème} question du Ministre propose certaines améliorations à apporter au service vétérinaire. Monsieur Loizillon apporte quelques précisions : *« Les aspirations des vétérinaires tendent à une élévation marquée et à une indépendance de nature à les soustraire à l'autorité du chef de Corps. Dans ce but, sont demandés l'assimilation complète des grades, le droit de punir, la création d'un vétérinaire en chef des armées, de nombreux vétérinaires principaux etc .. etc .. Que de déplorables difficultés ne manqueraient pas de naître de ces attributions parallèles ! En fait, les vétérinaires de l'armée française sont en général déjà favorisés, comparés aux vétérinaires des armées étrangères. La situation qu'on leur a faite par le décret de 1852 est exceptionnellement favorable. Le capitaine de Libran pense que - les armées dans lesquelles les grades et les honneurs militaires se prodiguent, en récompensant des services de toute nature et des capacités étrangères au métier des armes, sont des armées frappées de décadence - Les vétérinaires prétendent qu'à chaque amélioration de leur situation a correspondu un abaissement notable de la mortalité des chevaux : par exemple, la moyenne des pertes sur mille qui était de 77 en 1845 est tombée à 67 en 1854, et à 28 en 1863. Sans nier ces résultats, on pense que ces messieurs oublient trop facilement les causes multiples qui ont concouru à cette amélioration : casernement, qualité des chevaux, sages prescriptions ministérielles, ordres judicieux des chefs de Corps. (...) »* Telles sont les opinions du Lieutenant-Colonel Loizillon.

L'avis de la Commission de révision des lois militaires consultée à propos des mêmes propositions, ne dément pas le rapport que nous venons de citer : *« (...) A propos de la 92^{ème} question, la commission pense que deux vétérinaires suffiraient mais, comme l'aide ne peut être tenu que pour un élève, il ne peut être question de supprimer le vétérinaire en second, l'élève ne pouvant que difficilement suppléer le chef de service. (...). A propos de la 93^{ème} question, la commission n'est pas favorable à un changement d'organisation du service vétérinaire. Certains détails peuvent avoir besoin de quelques améliorations, mais l'ensemble est bon, bien pondéré, mieux constitué que partout ailleurs. Les demandes tendant à obtenir une indépendance presque complète vis-à-vis du Commandement ne peuvent être acceptées. Les vétérinaires oublient qu'ils ne peuvent être que les agents de ce commandement à tous les degrés. En conséquence la commission ne se rallie à aucune des propositions qu'ils ont soumises à l'appréciation du Ministre.*

Cependant, la commission pense que certaines améliorations pourraient être apportées, telles que la subdivision en deux classes des vétérinaires en premier, l'assimilation de la solde à celle des officiers et la possibilité de faire entrer dans le décompte de leurs services tout ou partie de leurs années d'études. (...) »

La commission de révision des lois militaires modifie le mode de recrutement par la loi du 24 juillet 1873. Jusqu'à présent on connaissait deux types de recrutement : dans le système national, en vigueur dès 1792, on répartit indistinctement dans les Corps de l'armée active les jeunes gens sans distinction d'origine. Le système régional, incorporait les soldats d'un département dans le même Corps. Ce mode de recrutement existait sous l'ancienne monarchie. Il permettait de compléter rapidement les régiments, quand les enrôlements volontaires ne suffisaient pas par l'appel des milices des provinces dans lesquelles ils avaient été formés. En plus d'une mobilisation rapide, le principal avantage de ce système était que les hommes se connaissaient bien. Repris en 1815, modifié en 1818 par la loi associant les deux types, il disparaît en 1820 par la loi supprimant les légions départementales. Il reparut en 1868 par le recrutement de la Garde nationale mobile.

Le système mixte permet à l'armée active de recevoir ses recrues indistinctement sur tout le territoire national, et de compléter ses effectifs au moment de la mobilisation par l'incorporation des hommes de la disponibilité et de la réserve de l'armée active. Ces rappelés sont domiciliés dans la circonscription territoriale où les Corps tiennent garnison.

C'est ce système que la Commission de discussion des lois militaires adopte le 24 juillet 1873. Mais le tirage au sort persiste et la durée du service n'est toujours pas la même pour tous ! Nous espérons que ce bref rappel sur les divers types de recrutement aura permis d'éclaircir un peu le fonctionnement des institutions militaires de l'époque, et donc de mieux comprendre la position des vétérinaires face à l'armée ...

En 1874, quatre-vingts postes de vétérinaires militaires sont vacants ! Beaucoup d'entre eux ont profité de la loi leur accordant la retraite à 45 ans pour rentrer dans la vie civile. Les vétérinaires principaux représentaient alors 1 % des effectifs du Corps.

D'après Bouley, il en serait tout autrement si les confrères n'avaient été *« claquemurés dans le cercle étroit qui leur était tracé et d'où une excessive minorité seule parvenait à sortir pour arriver au principalat. »*

C) L'aboutissement de plus d'un siècle d'efforts : le décret du 8 juillet 1884.

Afin d'augmenter les effectifs, le décret du 18 février 1874 élève de 40 à 60 le nombre des bourses d'élèves militaires à Alfort. La loi du 13 mars 1875 double le nombre de vétérinaires principaux en le portant à dix et les répartit en deux classes. Elle permet aux vétérinaires civils d'être nommés officiers de réserve à la condition d'être pourvus du diplôme de vétérinaire. Elle fait figurer le Corps des vétérinaires militaires comme « organe constitutif de l'armée. »

La décision du 29 mars de la même année détermine les allocations et la pension de retraite attribuées aux deux classes de vétérinaires principaux. La solde du vétérinaire principal de 1^{re} classe est intermédiaire entre celle de Lieutenant-Colonel et celle de Chef d'Escadron de cavalerie. Le vétérinaire principal de 2^{ème} classe est rétribué comme l'ancienne classe des vétérinaires principaux.

La pension de retraite reste fixée par le tarif du 25 juin 1861.

Le Général de Cissey, Ministre de la Guerre, soumet à l'approbation du Président de la République un projet de décret remaniant entre autres règles les conditions d'avancement : Auparavant, tous les vétérinaires en premier étaient pris au choix. Mais aujourd'hui que les études sélectionnent sérieusement les candidats, le choix n'a plus autant d'importance.

On propose donc de faire avancer les vétérinaires en premier pour un tiers à l'ancienneté et deux tiers au choix. Le Général de Cissey propose aussi que les quatre ans d'école comptent comme service effectif pour la pension de retraite. C'est le décret du 30 avril 1875 :

Ministère
de la Guerre.

Tou Hon du Peuple Français

Le Président de la République Française

Vu l'article 14 et le tableau G y annexé de la Loi du 13 Mars 1875 sur la Constitution des Cadres de l'armée ;

Vu le Décret du 14 Janvier 1860, constituant le Corps des Vétérinaires militaires ;

Sur le Rapport du Ministre de la Guerre ;

Décret :

Article 1^{er}.

Les Vétérinaires principaux de 1^{re} classe sont au choix parmi les Vétérinaires principaux de 2^{ème} classe ayant au moins deux ans d'ancienneté dans leur grade ;

Les Vétérinaires principaux de 2^e classe sont pris au choix parmi les Vétérinaires en 1^{er} ayant quatre ans de service au moins dans leur emploi.

Les Vétérinaires en 1^{er} sont pris pour un tiers à l'ancienneté, et pour les deux autres tiers au choix parmi les Vétérinaires en 2^e ayant trois ans de service au moins dans leur emploi.

Les propositions d'avancement sont prises du grade d'Aide-Vétérinaire à celui de Vétérinaire en 2^e respectivement mises à l'ancienneté, mises au choix.

Article 2.

La limite d'âge pour l'admission à la retraite des Vétérinaires principaux est fixée ainsi qu'il suit :

Vétérinaire principal de 1^{re} classe 65 ans,
Vétérinaire principal de 2^e classe 60 ans.

Article 3.

Il est compté pour la retraite aux Vétérinaires militaires quatre ans d'études préliminaires. Cette disposition est applicable aux Vétérinaires actuellement en activité.

Article 4.

Le Vétérinaire principal de 2^e classe est subordonné à celui de 1^{re} classe,

La hiérarchie vétérinaire ne comporte aucune assimilation aux grades dans l'armée ; toutefois, en ce qui concerne les prérogatives, les Vétérinaires prennent rang, d'après :

- Le Vétérinaire principal de 1^{re} classe après le Lieutenant-Colonel,
- Le Vétérinaire principal de 2^e classe après le Chef d'Escadron,
- Le Vétérinaire en 1^{er} après la Capitaine,
- Le Vétérinaire en 2^e après le Lieutenant,
- L'aide-Vétérinaire après le Sous-Lieutenant.

La composition des Comités d'enquête, appelés à juger les Vétérinaires militaires, sera la même que pour les grades militaires après lesquels ils prennent rang.

Article 5.

Quatre vétérinaires principaux de 1^{re} classe sont Membres de la Commission d'hygiène hyppique. Le cinquième est attaché comme chef de service à l'armée d'Afrique. Les Vétérinaires principaux de 1^{re} classe peuvent être, en outre, chargés de missions ayant pour but d'éclairer le Ministre de la Guerre sur l'état sanitaire des chevaux de l'armée, ainsi que sur le mérite et la manière de servir des Vétérinaires des corps de troupes et d'établissements.

En temps de guerre, ils sont attachés comme chefs de service aux Etats-Majors des Armées.

Article 6.

Deux Vétérinaires principaux de 2^e classe sont attachés aux Etats-Majors des corps d'armée qui comptent le plus grand nombre de chevaux. Les deux autres sont attachés, savoir :

L'un, à la Commission d'hygiène hyppique, en qualité de secrétaire ;

L'autre, à l'Ecole de Cavalerie.

31 mai 1878

MINISTÈRE
DE LA GUERRE.

2^e DIRECTION.

CAVALERIE.

BUREAU
DES
REMONTES.

INSTRUCTION

SUR

L'ADMISSION DES ÉLÈVES BOURSIERS MILITAIRES

DANS LES TROIS ÉCOLES VÉTÉRINAIRES.

I. CONDITIONS D'ADMISSION AUX BOURSES MILITAIRES.

Le nombre des élèves boursiers militaires entretenus par le département de la guerre dans les écoles vétérinaires est fixé à 60, répartis ainsi qu'il suit, conformément au décret du 30 août 1876, savoir :

- 30 à l'école d'Alfort ;
- 15 à l'école de Lyon ;
- 15 à l'école de Toulouse.

Ces bourses sont données sans distinction aux jeunes gens qui en font la demande, et d'après l'ordre de mérite des candidats déclarés admissibles par le jury d'examen de chaque école ⁽¹⁾.

II. PIÈCES À PRODUIRE.

Les demandes d'admission sont adressées au Ministre de la guerre ; elles doivent spécifier l'école où le candidat sollicite son admission et être parvenues le 15 septembre au plus tard, *délai de rigueur*. Toute demande arrivée après ce terme est considérée comme nulle et non avenue.

Chaque postulant produit à l'appui de sa demande les pièces suivantes :

- 1° Son acte de naissance dûment légalisé ;
- 2° Un certificat de bonne vie et mœurs délivré par l'autorité civile ou par l'autorité militaire, s'il fait partie de l'armée ;
- 3° Un certificat délivré par le commandant d'un bureau de recrutement, attestant qu'il a la taille de 1^m,54, et qu'il réunit les qualités requises pour servir dans l'arme de la cavalerie ;
- 4° Un certificat de médecin constatant qu'il a eu la petite vérole ou a été vacciné ; cette pièce sera légalisée par le préfet ou le sous-préfet ;
- 5° Un des titres universitaires ci-après : certificat de grammaire, diplôme du baccalauréat, *restreint* ; ou certificat constatant

⁽¹⁾ Décret du 18 février 1874

que le candidat a subi avec succès la première partie du baccalauréat ès lettres, établis dans la forme réglementaire;

6° Une obligation souscrite sur papier timbré par les parents du candidat, et par laquelle ils s'engagent à rembourser les frais d'entretien de celui-ci, dans le cas où il perdrait sa bourse ou refuserait de contracter l'engagement volontaire dont il est question ci-après.

Cette obligation doit être rédigée ainsi qu'il suit :

« Je soussigné (*nom, prénoms, domicile*) m'engage à rembourser les
« frais d'entretien de (*titre de parenté du jeune homme, ses nom, prénoms et*
« *domicile*) comme boursier militaire à l'école vétérinaire d
« c'est-à-dire la pension, la fourniture du trousseau, des livres élémen-
« taires et des instruments, dans le cas où celui-ci perdrait sa bourse
« ou refuserait de contracter l'engagement volontaire prescrit par les ré-
« glements.

« Je déclare, en outre, me soumettre à ce que ce recouvrement soit
« poursuivi, s'il y a lieu, par voie de contrainte administrative. »

III. CONDITIONS ET CONNAISSANCES EXIGÉES POUR L'EXAMEN PRÉPARATOIRE.

Nul n'est admis à concourir aux bourses militaires s'il n'est âgé de dix-sept ans au moins au 1^{er} octobre de l'année du concours ou de dix-huit ans au plus dans le courant de la même année.

Aucune dispense d'âge ne peut être accordée.

Les candidats aux bourses militaires subissent, comme les candidats civils et avec eux, l'examen préparatoire à l'admission dans les écoles vétérinaires, examen qui porte sur les matières suivantes :

Langue française.

1° Un passage d'auteur classique écrit sous la dictée.

2° Interrogation sur l'analyse grammaticale et l'analyse logique d'une partie de cette dictée.

Arithmétique.

L'arithmétique comprenant les progressions et les règles d'intérêt.

Géométrie.

Géométrie plane. Notions pratiques sur la mesure des solides.

Géographie. Cosmographie.

Géographie générale. Géographie physique, politique et industrielle de l'Europe et plus particulièrement de la France.

Notions de cosmographie.

— 3 —

Histoire de France.

Narration sur un sujet relatif à l'histoire de France, depuis Charles VII jusqu'à 1848.

Les épreuves sur l'arithmétique, la géométrie, la géographie et la cosmographie sont des épreuves orales et publiques.

DIPLOMES.

Les candidats pourvus des diplômes des baccalauréats ès lettres ou ès sciences complets sont admis sans examen, sur la production de leur titre universitaire ou d'une copie certifiée.

La production, obligatoire pour les candidats aux bourses militaires, de l'un des titres universitaires spécifiés sous le n° 5 des pièces à joindre à la demande, donne droit au tiers des points représentant l'unanimité des notes exprimées par le mot *bon*. Ce nombre de points s'ajoute au résultat de l'examen.

IV. ÉPOQUE DE L'EXAMEN.

Les jeunes gens autorisés par le Ministre de la guerre à concourir comme boursiers militaires doivent être rendus à l'école le 6 octobre, à 9 heures du matin.

Après qu'ils ont justifié de l'autorisation qui leur a été donnée de se présenter, le Directeur leur fait connaître le jour et l'heure de l'ouverture de ce concours.

Les candidats qui n'ont pu répondre d'une manière satisfaisante à l'examen sont déclarés inadmissibles et doivent se retirer immédiatement. Ceux auxquels ce résultat a été favorable peuvent être admis à suivre les cours en attendant la décision du Ministre de la guerre pour la nomination des boursiers militaires.

V. DURÉE DES ÉTUDES ET OBLIGATIONS DES ÉLÈVES MILITAIRES.

La durée des études est de quatre ans ; hors le cas de maladie dûment constatée ou de circonstances régulièrement justifiées, aucun boursier militaire ne peut être autorisé à doubler une année d'études ⁽¹⁾.

Les bourses militaires sont entièrement gratuites ; elles comprennent la pension, les frais d'entretien, la fourniture du trousseau, des livres élémentaires et des instruments, ainsi que les frais du diplôme.

Lorsqu'ils ont accompli leur vingtième année, les boursiers militaires sont tenus de contracter un engagement volontaire de cinq ans pour un corps de cavalerie, conformément à l'article 47 de la loi du 27 juillet 1872 ; ils sont maintenus à l'école jusqu'à la fin de leurs études.

⁽¹⁾ Décret du 18 février 1874, article 5.

Ceux qui, se trouvant liés au service en vertu de l'engagement volontaire, perdraient leur bourse, par suite de renvoi, de démission ou de toute autre cause, sont dirigés sur le corps pour lequel ils ont contracté leur engagement, afin d'y terminer comme soldats leur temps de service.

Lorsqu'ils ont obtenu le diplôme de vétérinaire, les boursiers militaires sont admis dans le cadre des aides-vétérinaires stagiaires, après avoir satisfait aux épreuves d'un examen devant une commission spéciale, et sont envoyés à l'école de cavalerie pour y accomplir le stage exigé par l'article 2 du décret du 14 janvier 1860 et dont la durée est d'un an. A ce titre, ils souscrivent l'engagement d'honneur de servir six ans dans l'armée, à partir de l'expiration du stage. Cet engagement d'honneur est indépendant de l'engagement volontaire de cinq ans.

A la fin du stage, et après qu'ils ont subi un examen de sortie, ils sont nommés aides-vétérinaires titulaires et attachés à des corps de troupes à cheval.

Paris, le 31 mai 1878.

Le Ministre de la Guerre,

G^{al} BOREL.

Enfin, l'Instruction ministérielle du 1^{er} octobre 1878 précise la mission de l'Inspection vétérinaire : celle-ci doit examiner et rendre compte de tout ce qui concerne la thérapeutique et apprécier chaque vétérinaire militaire au point de vue professionnel seulement.

Les divisions et l'instabilité des gouvernements républicains qui se succèdent alors, laissent longtemps de côté la question vétérinaire.

Une lettre du Ministre de la Guerre, Farre, portant création de deux nouveaux emplois de vétérinaire de réserve dans les régiments divisionnaires d'artillerie, rappelle que notre Corps n'est pas totalement oublié : « Mon cher Général, dans chaque division d'infanterie mobilisée, le service vétérinaire des Corps combattants n'est assuré actuellement que par le seul vétérinaire de l'artillerie divisionnaire pour un effectif total de mille chevaux environ.

L'ambulance et le convoi des subsistances de la Division comportent, il est vrai, des vétérinaires, mais ces derniers se trouveront généralement, en campagne, trop éloignés du gros de la Division pour y faire un service utile.

Dans ces conditions, il m'a paru indispensable d'adjoindre un vétérinaire de réserve à chaque titulaire des batteries divisionnaires. A cet effet, un quatrième et un cinquième emplois de vétérinaire de réserve seront créés dans chaque régiment divisionnaire d'artillerie qui en comporte déjà trois.

Ces nouveaux vétérinaires seront affectés à l'artillerie de la première et de la deuxième Division d'infanterie de chaque Corps d'armée mobilisé. Une cantine vétérinaire sera mise à la disposition de chacun d'eux.

Farre. Ministre de la Guerre. 30 août 1881. »

Pourtant, quelles n'avaient pas été la surprise et l'indignation du Corps des Vétérinaires Militaires quand le 4 avril 1881, la Chambre des Députés avait voté l'assimilation de tous les officiers sans troupe excepté les vétérinaires !

Aussi Decroix dépose à la Chambre des Députés, à la fin décembre 1881, et au Sénat dans les premiers jours de janvier 1882, une pétition demandant la création de 23 postes de vétérinaires principaux dont quatre au grade supérieur ; la division du grade de vétérinaire en premier en deux classes, et l'assimilation des grades de la hiérarchie vétérinaire aux grades de la hiérarchie militaire.



VÉTÉRINAIRE EN PREMIER (1885)



VÉTÉRINAIRE EN PREMIER
ET MARÉCHAL DES LOGIS MAÎTRE MARÉCHAL FERRANT (1905)

Rapportée au Sénat le 14 janvier par Monsieur Honoré, cette pétition est reconnue légitime dans ses prétentions. On s'étonne que la commission des remotes ne soit composée que d'un Chef d'Escadron et de deux Capitaines ; il n'y a pas de vétérinaires pour acheter les chevaux de guerre ! On se demande si on ne peut remplacer un des deux capitaines par un vétérinaire.

Decroix soumet à l'Assemblée un projet de réorganisation qui, en permettant la suppression des soixante bourses pour l'entretien des élèves militaires, n'entraînerait qu'un surcroît de dépense d'environ F 40.000.-. *« Seuls quarante chevaux perdus en moins suffiraient à couvrir cette dépense. »* (Chomel).

Prenant ces conclusions en considération, le Sénat prononce le renvoi de la pétition au Ministre de la Guerre en la recommandant à sa bienveillante attention. A la Chambre des Députés, Laisant, dans son rapport sur le budget de la guerre ne se montre pas moins favorable. Mais, pour augmenter le nombre des vétérinaires principaux, il faut attendre l'examen de la loi des cadres.

Decroix a fort justement insisté sur un point capital : *« L'assimilation qui existe pour les médecins et les pharmaciens devrait d'autant plus être étendue aux vétérinaires militaires qu'ils sont beaucoup plus que ces derniers en relations constantes avec les hommes de troupe et qu'en campagne, à la différence des médecins et des pharmaciens, ils sont armés et traités comme combattants. »*

Le règlement sur le service intérieur du 8 décembre 1883 apporte quelques modifications : désormais, le vétérinaire a le droit de punir directement les hommes préposés à l'exécution immédiate de leurs prescriptions, alors qu'auparavant, il devait toujours solliciter les punitions. Il a maintenant une voix délibérative (et non plus simplement consultative) comme membre des commissions de remotes régimentaires.

Poursuivant son action, Bouley qui occupe en 1884 le fauteuil présidentiel de l'Académie des Sciences, obtient, avec l'aide d'un confrère, Monsieur Bernard, député du Nord, une entrevue avec le Ministre de la Guerre, le Général Campenon et trouve une audience très favorable. Le 8 juillet 1884, le Ministre adresse au Président de la République un rapport sur l'assimilation des grades des vétérinaires à ceux de la hiérarchie militaire : *« (...) Le décret de 1852, en accordant aux vétérinaires militaires le bénéfice de la loi du 19 mai 1834 les a assimilés aux officiers seulement au point de vue de la propriété du grade mais il ne leur a confié, ni le titre d'officier ni l'assimilation aux grades militaires.*

Il y aurait avantage réel à leur donner l'assimilation de ce grade comme cela existe déjà pour le Corps de santé depuis le décret du 16 juin 1860. En effet, la situation des vétérinaires dans l'armée est absolument comparable à celle des médecins et pharmaciens dont ils se rapprochent par l'étendue et la solidité de leurs études professionnelles qui ont acquis un caractère scientifique très élevé. Ils exercent une autorité directe sur les sous-officiers et soldats des infirmeries vétérinaires ; ils ont des rapports incessants dans les Corps de troupe avec le personnel, soit des escadrons, soit des batteries ; ils vivent avec les officiers et prennent part, en général, à tous les actes des combattants. Ces prérogatives et ces charges me paraissent de nature à justifier l'assimilation dont les vétérinaires sont d'ailleurs dignes, en tout point, par leur valeur morale, et j'ai l'honneur de soumettre à votre signature un projet de décret préparé dans ce sens. »

Et c'est ainsi que, par le décret du 8 juillet 1884, le vétérinaire principal de 1^{ère} classe fut assimilé au Lieutenant-Colonel, le vétérinaire principal de 2^{ème} classe au Chef d'Escadron, le vétérinaire en premier au Capitaine, le vétérinaire en second au Lieutenant et l'aide vétérinaire au sous-Lieutenant.

QUATRIEME PARTIE

Histoire des transformations du Corps des Vétérinaires Militaires depuis 1884 jusqu'à nos jours.

I - L'ÉVOLUTION DU SERVICE VÉTÉRINAIRE DES ARMÉES DE 1884 à 1940

A) Evolution Militaire.

- 1) - *L'assimilation des grades* : Le décret de 1884 est vite complété en 1888 et en 1890 par l'assimilation des limites d'âge, des soldes et des retraites.

La loi du 13 décembre 1902 crée le vétérinaire principal de première classe, ayant le grade de Colonel. Les vétérinaires, principal de deuxième classe, major, en premier, en second, et les aides vétérinaires, sont assimilés quant à eux aux lieutenant-colonel, commandant, capitaine, lieutenant et sous-lieutenant. Le vétérinaire principal de première classe devient membre du Comité de Cavalerie, puis Chef de la section technique vétérinaire dès 1906.

L'effectif de notre Corps passe à 522 en 1913, année de la création du poste de vétérinaire inspecteur portant les étoiles de Général de Brigade. La hiérarchie vétérinaire porte dès lors les appellations suivantes :

1	Vétérinaire Inspecteur	Général
5	Vétérinaires principaux de 1ère classe	Colonel
18	Vétérinaires principaux de 2ème classe	Lieutenant-Colonel
65	Vétérinaires Majors de 1ère classe	Commandant
200	Vétérinaires Majors de 2ème classe	Capitaine
233	Aides Majors de 1ère et 2ème classes	Lieutenant et Sous-Lieutenant

Après la Grande Guerre, le nombre des chevaux diminue et celui des vétérinaires est ramené à 304.

Enfin la loi du 13 mars 1928 confère définitivement aux vétérinaires (comme à tous les officiers des services) l'appellation des grades militaires. *L'officier des services est maintenant défini par la fonction qu'il assure suivie de son grade.* C'est ainsi qu'en 1928 il y a 1 Vétérinaire Général, 9 Vétérinaires Colonels, 17 Vétérinaires Lieutenants-Colonels, 68 Vétérinaires Commandants, 118 Vétérinaires Capitaines et 91 Vétérinaires Lieutenants et Sous-Lieutenants.

- 2) - *La formation post-universitaire des vétérinaires à Saumur.*

a) Les E. O. A. (Élèves officiers d'active)

- avant 1854 : L'École de Cavalerie reçoit deux vétérinaires en premier et en second sans aucune assimilation des grades pour assurer les soins aux chevaux.
- après 1854 : 20 élèves boursiers d'Alfort sont envoyés à Saumur comme aides vétérinaires de 2ème classe afin d'être préparés à la médecine militaire.
- après 1860 : ils ne sont admis que sur concours.
- après 1876 : les trois écoles vétérinaires comprenant désormais des boursiers militaires présentent leurs candidats au concours d'entrée à Saumur : s'ils sont reçus, ils deviennent *aides-vétérinaires stagiaires*. Pourvu d'une commission ministérielle, ils sont placés entre les adjudants et les sous-lieutenants.
- après 1910 : ils sont incorporés pour un an (comme tous les reçus aux grandes écoles militaires) en tant que cavaliers dans un Corps de troupe avant de rejoindre l'École de Cavalerie. Après un stage de 10 mois, ils servent dans les Corps sous les ordres d'un chef de service pendant plusieurs années.

après 1918 : les effectifs diminuent. (Il y avait en moyenne 20 E.O.A. par stage avant la guerre. Ils sont quelques uns seulement lors des années d'après guerre). Aussi dès leur sortie de Saumur, les nouveaux vétérinaires militaires se voient très vite confier de plus grandes responsabilités dans les lointains théâtres d'opérations militaires entreprises par la France.

La P.M.S. (préparation militaire supérieur) est créée. Après l'avoir suivie, les élèves militaires rentrent à Saumur comme *Vétérinaires auxiliaires* avec le rang d'adjudant. Aspirants après six mois de service, ils sont sous-lieutenants après avoir obtenu le doctorat.

Les Vétérinaires civils, déjà officiers de réserve et désirant reprendre du service doivent subir les épreuves du concours de Saumur mais gardent leur ancien grade pendant leur stage, ce qui rompt l'homogénéité des promotions d'E.O.A.

b) Les E.O.R. (Élèves officiers de réserve)

après 1875 : les vétérinaires civils peuvent être nommés *vétérinaires auxiliaires* avec le grade d'adjudant *après avoir effectué leurs obligations militaires*. Ils peuvent aussi accéder au grade d'officier suivant leur assiduité aux périodes à effectuer dans des Écoles de perfectionnement.

après 1925 : l'École d'application de Saumur recevait jusqu'en 1925 les seuls stagiaires se destinant à l'armée active. A partir de la grande organisation en France du Corps des officiers de réserve, une nouvelle catégorie de stagiaires est admise : les E.O.R. Ceci est un fait capital : désormais, tout vétérinaire peut servir en tant que tel et non plus comme simple soldat à condition de suivre la P.M.S. durant la scolarité et de réussir le concours d'entrée à Saumur. Leur stage dure cinq mois (puis trois mois seulement en raison des nécessités d'emploi) et leur attribue les mêmes grades que les E.O.A. Après Saumur, les E.O.R. sont affectés à un Corps en France ou en Afrique du Nord jusqu'à la fin de leur service.

C'est ainsi que jusqu'en 1940, une centaine d'E.O.R. fréquenta annuellement le Cours d'hiver (quelques-uns seulement les Cours d'été) de l'École d'application de Saumur.

Quant aux élèves ou anciens élèves non pourvus du brevet de P.M.S., ils sont incorporés en fin de sursis pour dix-huit mois, comme cavaliers dans des régiments montés pourvus de deux centres d'instruction, à Strasbourg et Limoges. Après avoir suivi pendant six mois des cours d'application spéciaux, ils terminent leurs dix-huit mois de service actif dans les conditions suivantes :

- 6 mois comme vétérinaires auxiliaires (adjudants) et 6 mois comme aides-majors de 2ème classe de réserve s'ils sont pourvus du diplôme civil.
- ou bien 12 mois comme vétérinaires auxiliaires s'ils ont été admis en 4ème année d'école.

Des écoles de perfectionnement permettent aux officiers de réserve qui le désirent d'obtenir des promotions accordées suivant leur assiduité aux stages organisés à leur intention.

B) Vers l'autonomie technique.

La reconnaissance par l'administration du vétérinaire en tant que militaire à part entière était un point important. Mais l'efficacité du service vétérinaire des armées, ne put atteindre sa plénitude, que lorsque celui-ci parvint à obtenir son autonomie technique, c'est-à-dire posséder une direction composée exclusivement de vétérinaires.

Comme l'assimilation des grades, l'autonomie du service n'est obtenue que par étapes et non sans difficultés : dès 1843, une ordonnance royale crée la *Commission d'hygiène hippique* composée de six vétérinaires principaux mais présidée par un Général de division.

En 1878, une décision ministérielle crée l'*Inspection des services régionaux de France* dont les limites constituent des « ressorts vétérinaires » confiés aux dix vétérinaires principaux.

L'année 1886 réduit la Commission d'hygiène hippique en une *Sous-Section de la Commission consultative de la Cavalerie* ; mais elle est rétablie en 1893 en tant que *Section d'Hygiène Hippique* et composée uniquement de vétérinaires. Une *Commission militaire de médecine et d'hygiène vétérinaire* est créée en 1894. Elle comprend des vétérinaires militaires, des personnalités savantes et des officiers supérieurs des différentes armes, sous la présidence d'un Général de Division.

Le Vétérinaire Colonel devient membre du *Comité de Cavalerie* par le décret du 6 août 1904, puis Chef de la *Section technique Vétérinaire* le 13 avril 1906.

Après la loi du 13 juin 1913, un vétérinaire principal de 1ère ou de 2ème Classe est affecté à chaque Corps d'armée, ou gouvernement militaire, comme Directeur régional de Service. Le laboratoire militaire de recherches vétérinaires, créé en 1920, est placé sous l'autorité du vétérinaire inspecteur.

En 1923, la Commission militaire de médecine et d'hygiène vétérinaire est remplacée par le *Comité Consultatif Vétérinaire*, ayant à peu près la même composition et présidé, par le Général Inspecteur des remontes. Mais en 1932, cette présidence est donnée au Vétérinaire Inspecteur et le Comité acquiert son autonomie technique.

II - L'ÉVOLUTION DU SERVICE VÉTÉRINAIRE APRES 1940.

Le 10 octobre 1944, la sous-direction du service vétérinaire est rattachée au service de santé.

L'École du service de Santé militaire de Lyon est chargée d'assurer le recrutement et la formation des vétérinaires de l'armée. Les élèves, recrutés par voie de concours parmi les candidats admis aux E.N.V., effectuent leur scolarité à Lyon. A leur sortie ils accomplissent un stage à l'École d'application du service vétérinaire.

Le 15 février 1946, le service des remontes est dissout et ses missions sont confiées au service vétérinaire.

1) *Le C.I.S.V.A.* (Centre d'Instruction du Service Vétérinaire des Armées) en 1948.

Le CISVA de Compiègne remplace Saumur en 1948 dans la formation des personnels du service vétérinaire. « les profondes modifications de l'armée, la suppression des Unités à cheval, la création des éléments cynophiles, de multiples questions tactiques nouvelles ont complètement transformé le rôle et les missions des vétérinaires militaires, sonnait après 1945 la fin de l'École de Saumur. » Aussi, le Centre d'Instruction du Service Vétérinaire des Armées prend la relève, avec des méthodes différentes, préparant le futur officier vétérinaire à la pluralité de ses fonctions.

2) *Le S.B.V.A.* (Service biologique et vétérinaire des armées) en 1961.

Le 5 avril 1961, le Service biologique et vétérinaire des armées obtient son autonomie définitive étant rattaché directement à l'État-Major des Armées et non plus au Service de Santé.

3) *Le C.V.B.A.* (Corps des vétérinaires biologistes des armées) en 1967.

Le décret du 20 mai 1967 supprime le SBVA. Les membres du Corps des vétérinaires prennent l'appellation de vétérinaires biologistes des armées, et exercent leurs activités, au sein du nouveau CVBA.

4) *L'Arrêté ministériel du 7 août 1967.*

Cet arrêté précise la nouvelle organisation du C.V.B.A. :

Les anciennes attributions du S.B.V.A. sont dévolues à :

1 - Échelon Central

a) à la D.T.A.I. (Direction Technique des Armes et de l'Instruction)

- α - *attributions administratives* : préparation du budget, répartition des crédits, administration et gestion des effectifs animaux, programmes d'achat, ordre et surveillance des achats, affectation et comptabilité des animaux.
- β - *attributions techniques et d'instruction* : direction de l'instruction, recrutement, formation, spécialisation, organisation des concours, examens, stages, etc ..

b) à la D.P.M.A.T. (Direction des Personnels de l'Armée de Terre.) Responsable de l'administration et de la gestion individuelle des personnels de carrière.

c) Le Vétérinaire Général Inspecteur du C.V.B.A. (Corps des Vétérinaires Biologistes des Armées).

- est le conseiller technique du Chef d'État-Major de l'armée de terre et de toutes autorités militaires employant des personnels du C.V.B.A.,
- exécute toutes les missions que lui confie le Ministre,
- inspecte les formations vétérinaires,
- émet tous les avis utiles en ce qui concerne les : recrutement, formation, gestion des personnels. Il préside les jurys d'examen,
- intervient dans l'élaboration des directives de mission, dans la prévision et l'emploi des crédits des matériels.

2 - Échelon Exécution

a) Les C.T.R., Conseillers techniques régionaux des Généraux commandant les régions militaires, sont des vétérinaires, supérieurs techniques de leurs *confrères des Places*. Ils coordonnent l'action des services des Places.

b) Les groupes Vétérinaires ont des missions précises :

Le 24ème G. V. de Suippes achète, dresse et livre les chiens de guerre. Il assure la formation élémentaire des personnels cynophiles.

Le 541ème G. V. de Tarbes a une mission supplémentaire. Il est le siège de la 2ème circonscription d'achat de chevaux et est un centre de remontes.

c) Le C.I.F.V. (centre d'Instruction des Formations Vétérinaires) à Compiègne assume de nombreuses missions :

- il forme les E.O.A. et E.O.R., et instruit les sous-officiers spécialistes ainsi que le personnel appelé,
- il assure, par sa Division des Études, sa mission de recherches,
- son peloton cynophile achète et dresse les chiens et forme des personnels spécialistes (les maîtres-chiens, et les sous-officiers instructeurs).

d) Les personnels détachés sont des vétérinaires employés :

- à la D.M.A. (Délégation ministérielle pour l'armement)
- à la D.C.I. (Direction centrale de l'intendance). Ils dirigent les laboratoires interrégionaux des substances, etc ..

e) Le recrutement :

- *Les Vétérinaires biologistes officiers d'active* sont recrutés par voie de concours, soit parmi les étudiants reçus au concours d'admission aux E.N.V. et qui deviennent *élèves vétérinaires biologistes des armées*, soit parmi les docteurs vétérinaires ayant accompli leurs obligations du service militaire actif.

Le recrutement peut s'effectuer également, au niveau des étudiants préparant le concours d'entrée aux E.N.V. qui souscrivent un engagement de trois ans, avant d'être admis comme élèves biologistes des armées.

- *Les Vétérinaires biologistes élèves officiers de réserve*, sont des étudiants sortis des E.N.V. et s'acquittant (par dérogation à la loi du 9 juillet 1970) de leurs obligations militaires uniquement au sein du C.V.B.A.
- *Les personnels spécialistes du C.V.B.A.* sont des engagés recevant une instruction technique dans le cadre des spécialités de la branche 14 (techniques vétérinaires et biologiques : laboratoire, cynophilie, remonte, maréchalerie).
- *Les appelés* sont orientés sur le C.V.B.A. en raison de leurs goûts. Ils s'acquittent de leurs obligations au C.I.F.V. où ils reçoivent leur instruction de base, puis dans les groupes vétérinaires de Suippes et Tarbes.

5) La loi du 18 juin 1971.

Enfin, la loi du 18 juin 1971, tout en réaffirmant les missions dévolues au C.V.B.A., définit :

1 - Une nouvelle hiérarchie, composée comme suit :

- | | |
|---|-------------------------|
| - Vétérinaire biologiste général équivalent à | Général de Brigade |
| - Vétérinaire biologiste en chef de 1ère Classe | Colonel |
| - Vétérinaire biologiste en chef de 2ème Classe | Lieutenant-Colonel |
| - Vétérinaire biologiste de première Classe | Commandant |
| - Vétérinaire biologiste de deuxième Classe | Capitaine ou Lieutenant |

2 - Elle fixe de nouvelles conditions d'avancement et de limite d'âge (59 ans) qui sont celles des pharmaciens chimistes des armées.

III - LA PLURALITÉ DES MISSIONS DU VÉTÉRINAIRE MILITAIRE -
SON RÔLE DANS L'ARMÉE MODERNE.

La mécanisation intense des armées contemporaines, les échecs sanglants de la cavalerie polonaise face aux blindés allemands en septembre 1939, l'arme nucléaire, la précision de la puissance de feu grâce à l'électronique, font souvent croire aujourd'hui à l'inutilité d'un service vétérinaire militaire. A cela, Wayne O'Kester répondait dès 1948, « *A ceux dont la pensée persiste à s'exprimer en des termes qui appartiennent au passé, termes évoquant l'armée à cheval, l'armée de la première guerre mondiale, il est nécessaire d'expliquer que les chevaux sont devenus une préoccupation mineure pour le service vétérinaire militaire depuis plus de vingt ans.* »

1) Les Vétérinaires coloniaux.

En fait, même avant la première guerre mondiale, le vétérinaire avait perdu son étiquette exclusive de « médecin du cheval ». Le rôle politique joué par nos confrères lors des différentes expéditions françaises de « pacification » en Afrique du Nord fut énorme. « (...) ces groupes vétérinaires mobiles, composés d'un vétérinaire et de quelques infirmiers montés, (...) pénétraient sans armes en zone administrée ou même en zone d'influence politique pour y donner des consultations, distribuer des médicaments, pratiquer des opérations et montrer ainsi le vrai visage du conquérant (...). » (Vivien).

Dans son livre, les « Spahis Soudanais », le Général Mordacq a consacré ces quelques lignes aux vétérinaires coloniaux : « Les vétérinaires ont prouvé, en chargeant à l'occasion le sabre à la main, qu'ils sont des cavaliers et des combattants. On leur demandait indistinctement de soigner des hommes ou des animaux, de porter des ordres sous le feu ou d'assurer le ravitaillement des troupes d'assaut, de commander un convoi, d'être officier topographe ou professeur d'agriculture. (...) Ils n'ont pu faire pénétrer quelque lumière dans le ténébreux ensemble des maladies tropicales qu'à force de patientes, laborieuses, et intelligentes recherches.

En somme, comme le fait justement remarquer Vivien « un vétérinaire est avant tout médecin ; mais il devient facilement physiologiste, zoologiste, bactériologiste, aussi bien que botaniste, agriculteur, hygiéniste, colon ... Aussi s'est-il constitué dans notre profession des corporations multiples très différentes par la nature de leur activité propre. (...) » C'est pourquoi, même dans une armée dépourvue d'animaux, la présence de vétérinaires est de plus en plus indispensable.

2) L'utilisation de l'animal dans une guerre moderne : l'exemple de la Campagne d'Italie en 1944.

Bref, le vétérinaire thérapeute semble définitivement rayé des contrôles de l'armée. Pourtant, la deuxième guerre mondiale allait prouver que le rôle des animaux dans les opérations militaires était encore loin d'être négligeable : « les conditions de l'Armistice de juin 1940 n'avaient autorisé en Afrique, creuset de la revanche, que le maintien d'une armée dotée principalement de formations hippomobiles. C'est avec celles-ci qu'en 1942 on aborde le front tunisien aux côtés des Alliés (...). Dans ces terrains rocailleux, aux pentes abruptes, aux pistes tantôt sableuses, tantôt boueuses, aucun poste n'aurait pu être tenu, aucune progression n'aurait été possible, aucun blessé n'aurait pu être évacué sans l'utilisation des animaux de bât ou de selle. Après la libération de la Tunisie (grâce aux compagnies muletieres) ce fut la constitution du Corps expéditionnaire français, mis sur pied avec l'équipement et l'armement américains. Devant les jeeps bondissantes et les tanks écrasants, que les petites brêles faisaient triste mine !

Malgré la leçon de Tunisie, le rôle des animaux fut remis en question et on retira du Corps expéditionnaire français la 4ème division de montagne lorsqu'il s'embarqua (...). Mais à peine débarquées, nos troupes se trouvent engagées dans un secteur extrêmement montagneux déjà couvert de neige ; le moteur déclare forfait (...). Jeeps, dodges ou chenillettes de l'infanterie anglaise ne peuvent plus avancer ; seul le mulet peut passer. (...) Il faut des animaux à tout prix. On embarque les compagnies muletieres en mars 1944. C'est ensuite l'offensive magistrale du Garigliano et la progression vers Rome, toujours par la montagne, uniquement par la montagne, grâce, sans contestation possible, au concours régulier et sans défaillance de nos mulets.

Si les blindés allemands ont gagné la campagne de France en 1940, si les blindés anglais ont gagné la bataille du désert de Lybie et de Cyrénaïque, le Corps expéditionnaire français, grâce au « Royal French Brél Corps » comme l'avait surnommé les Alliés, a décidé de la victoire en Italie : le 14 juillet 1944, le Général Alexander disait au Général Juin : « mon Général, vous nous avez montré le chemin, nous vous avons suivi. » (Sienne 14 juillet 1944.)

Or, ces compagnies muletieres étaient secourues par l'Ambulance Vétérinaire 541, véritable unité autonome, équivalente à une demi-compagnie en effectifs, commandée par un Vétérinaire Commandant, armée et dotée d'un important matériel automobile, camions lourds et légers, jeeps, et Hilman anglaises, la rendant extrêmement mobile. Elle assurait l'évacuation des animaux blessés, les soignait ou dirigeait les plus atteints vers les hôpitaux vétérinaires de campagne situés à l'arrière. Elle remplaçait les blessés par des « neufs », tout cela convoyé en G M C convertis en transports d'animaux. Son activité fut capitale puisqu'en trois mois, elle évacua 360 mulets et 80 chevaux blessés, et les remplaça par 580 animaux frais déposés à pied d'œuvre, tout près des lignes de feu. Ses soins permirent la guérison de plus de la moitié des blessés. » (D'après Carnus, Durosoy, Dun)

C'est pourquoi le Maréchal de Lattre de Tassigny écrivit cette lettre au Vétérinaire Colonel Directeur du service vétérinaire du Corps expéditionnaire français d'Italie près de la première armée de libération : « A l'issue de la campagne victorieuse qui nous a menés jusqu'en Autriche, je tiens à vous exprimer ma satisfaction et ma reconnaissance pour l'œuvre accomplie depuis le débarquement par le service vétérinaire de la première armée. Des Alpes de Provence aux pentes de l'Arzlberg, le service que vous avez su former pendant les mois d'attente en Afrique du Nord (...) a eu la charge d'entretenir en condition plus de 10.000 animaux ; le rôle qu'ils ont joué tout au long de la campagne et en particulier dans les Vosges, en Alsace et dans la Forêt Noire prouve que vous avez pleinement rempli votre mission (...). »

3) Les Missions actuelles.

Et aujourd'hui ? les missions dévolues au C.V.B.A. dépassent largement celles qu'on lui confiait à la dernière guerre. Le décret du 20 mai 1967 précise clairement les activités des vétérinaires biologistes.

a) Le domaine N.B.C. (nucléaire, biologique, chimique.)

« Ils participent en ce qui concerne la biologie animale dans son domaine propre et dans ses rapports avec la biologie humaine, aux études, recherches et expérimentations d'ordre scientifique et militaire en matière nucléaire, biologique et chimique. »

CONCLUSION

Curieuse histoire que celle de nos confrères militaires ; « parachutés » aux XVIII^{ème} siècle dans les troupes royales, ils se veulent thérapeutes et hygiénistes mais sont relégués au rang des ouvriers maréchaux pendant plus d'un siècle. Admis comme médecins à la fin du XIX^{ème} siècle, ils voient très vite leur rôle contesté car l'importance de la cavalerie s'effondre. Mais, habitués à lutter, ils sauront s'adapter remarquablement aux nouveaux besoins de l'armée contemporaine.

Avant de parler des « persécutions » du XVIII^{ème} et du XIX^{ème} siècles méprisant toute profession « manuelle » examinons sérieusement si la position d'un vétérinaire militaire aurait pu être améliorée avant 1880. La médecine et les méthodes de prophylaxie des maladies contagieuses sont restées peu efficaces jusqu'à Pasteur. Par ignorance, les traitements sont très limités et leurs résultats illusoires. « *En face du Major Ipéca, il y avait le vétérinaire Populeum et le traitement des chevaux de l'armée était du moins peu dispendieux ...* » (Vivien). On affirmait encore en 1847 « *que toutes les maladies peuvent se déclarer spontanément et sans causes connues : la variole, affection éminemment contagieuse peut se développer sans la présence du virus variolique ; la rage sans la présence du virus rabifique (...), et pourquoi n'en serait-il pas de même de la morve ?* » (Louchard). Avec de telles conceptions, la fonction sanitaire des vétérinaires ne pouvait qu'être folklorique et l'humour remplaçait alors les sévères règlements d'aujourd'hui : « *Certes en recommandant la tempérance et une excessive propreté aux hommes mis en rapport avec les chevaux morveux (...) c'est agir dans leur intérêt et on ne peut qu'y applaudir ; ne plus faire usage de liqueurs fortes et faire de fréquentes ablutions, serait dans tous les cas une conduite désirable ; mais pour quiconque a vécu dans les régiments on sait que ces conseils dictés par une prudente sagesse sont d'une bien difficile exécution. Tous ces assujettissements, tous ces petits soins seront toujours mal accueillis par cette classe d'hommes qu'on rencontre généralement dans l'armée ; ce sont de grands enfants. L'agglomération militaire atténue la virilité et on voit tous les jours des hommes d'un âge mûr partager naturellement les habitudes du jeune soldat. On s'use dans l'armée mais on ne vieillit pas (...).* »

Quant aux autopsies, une fois la contagion bien reconnue, on devra s'opposer à ce que nos confrères en fassent, à moins toutefois, qu'on admette ce vieil adage italien : « *Morta la bestia, Morto il veleno.* » (...).

Brutalement, l'ère pastorienne bouleverse les conceptions médicales. Les règles précises de l'asepsie et de l'antisepsie sont énoncées. Les maladies contagieuses voient leur mécanisme découvert. En quelques années, la médecine quitte l'empirisme pour se consacrer à la méthode expérimentale.

Rien d'étonnant, donc, à ce que nos confrères se voient soudain confier la responsabilité des soins et de l'hygiène de la cavalerie française ; leur diplôme correspondait enfin à une réelle efficacité pratique. La multiplication des disciplines médicales leur permettra, nous l'avons vu, de rester les premiers biologistes de l'armée du XX^{ème} siècle en élargissant, à l'image de la profession civile, le cadre de leur compétence aux domaines biologique, médical et sanitaire : « *Le vétérinaire militaire (...) se meut dans un champ d'action extrêmement vaste et semble synthétiser la multiplicité des manifestations de notre activité professionnelle sur les terrains les plus divers.* » (Vivien).

C'est pourquoi « bien qu'il n'y ait plus de chevaux dans l'armée » les fonctions du vétérinaire biologiste restent nécessaires à l'organisation militaire contemporaine.

En effet, le rôle du vétérinaire dans ce domaine est évident car celui-ci est le seul qualifié pour étudier les effets des nouvelles armes « NBC » sur les êtres vivants, et être à même de pouvoir ultérieurement mettre au point des traitements correspondants ; actuellement, des analyses de chair de poisson et de lait sont pratiquées journalièrement à Tahiti par des vétérinaires biologistes afin de mieux connaître l'action à long terme des explosions nucléaires.

Les recherches concernant le N.B.C. restent secrètes car leurs aboutissements peuvent donner à l'armée des moyens de parade ou d'attaque devant si possible rester ignorés de l'adversaire.

b) La gestion et l'entretien des effectifs animaux.

« Ils assurent la réalisation, l'entretien, la gestion des effectifs animaux des armées ainsi que leur surveillance sanitaire et leur adaptation à leurs missions. »

L'efficacité des animaux dans une guerre moderne n'est pas négligeable dans des conditions particulières géographiques notamment ; les opérations d'Italie en 1944 l'ont prouvé. Plus récemment, les commandos anti-guérillas ont apprécié en Algérie le renfort des pelotons cynophiles. Entre 1955 et 1962, 1.500 chiens étaient en moyenne disponibles. En 6 ans on enregistra 157 chiens tués par fait de guerre et 1.104 par maladie ; le pourcentage de morbidité atteignant 20 %. Là encore, de nombreux animaux furent soignés par les services vétérinaires et affectés à la garde si leurs blessures ne leur permettaient pas de rejoindre leur unité comme pisteurs ou démineurs. De toute façon, le chien permit en Kabylie grâce à son efficacité et à son rôle psychologique de réussir de nombreux « coups de filet. »

Tout récemment, des études réalisées à Compiègne sur la dysplasie coxofémorale des bergers allemands devraient permettre de fournir à l'armée des animaux de meilleure qualité, donc plus efficaces. Ceci est nécessaire, car les demandes en chiens des différents Corps vont en s'accroissant ; en effet, rien ne peut égaler un berger ou un doberman pour assurer la garde d'un dépôt d'essence ou de munitions, d'une base aérienne ou d'une centrale radio.

Le C.V.B.A. continue par ailleurs d'assurer les soins aux chevaux des armées, que ce soit à la Garde Républicaine, à l'École Militaire, à Saumur, Tarbes, Coëtquidan, etc .. etc ..

Enfin, des études de physiologie expérimentale sur les particularités biologiques des dauphins en vue de leur utilisation militaire ont été réalisées par des vétérinaires militaires.

En fait, les contacts entre le vétérinaire militaire et l'animal restent, on le voit, encore très importants malgré les apparences.

c) Le contrôle sanitaire des denrées d'origine animale.

« Ils exercent le contrôle sanitaire hygiénique et qualitatif des denrées d'origine animale destinées à l'alimentation des personnels. Dans l'accomplissement de cette activité ils procèdent à tous actes entrant dans leurs attributions en matière de répression des fraudes. »

C'est là une mission extrêmement importante pour le C.V.B.A. Beaucoup d'armées confient d'ailleurs aux vétérinaires cette mission sanitaire ; même l'U.S. Air Force les emploie systématiquement pour contrôler l'alimentation de ses troupes.

En France, cette activité se traduit par de multiples aspects. Au niveau de l'approvisionnement, les C.D.O.G. (Centres d'approvisionnement des ordinaires de garnison) sont contrôlés quotidiennement : tous les produits d'origine animale livrés aux C.D.O.G. et qui ne correspondent pas à la qualité demandée sont refusés par le vétérinaire. De même, les carcasses sont systématiquement inspectées aux abattoirs ; les carcasses marquées du sigle « alimentation des troupes » si elles sont jugées conformes aux normes réglementaires.

Au niveau de l'utilisation, des inspections inopinées sont effectuées dans les mess et ordinaires afin de s'assurer que les règles d'hygiène élémentaires de la restauration collective sont respectées (propreté vestimentaire, stockage des produits congelés et des conserves, règles de nettoyage des appareils et des étals, etc .. etc ..).

Mais, le vétérinaire biologiste a également pour mission de détecter en temps de guerre les animaux et les aliments contaminés par les toxiques et les rayonnements radioactifs. Il doit connaître les moyens de détection, de décontamination ou de destruction des produits irradiés. Pour prévenir ces contaminations, des campagnes de viandes sont réalisées chaque année dans des centres d'abattage dispersés, sous le contrôle du C.V.B.A. Elles permettent la congélation de milliers de tonnes de viande rendus ainsi moins sensibles à la radioactivité. Ces viandes sont dispersées et stockées dans des chambres froides souterraines et protégées des radiations par une épaisse carapace de béton.

Enfin, le vétérinaire commandant une section des forces de la défense opérationnelle du territoire doit être capable d'expliquer les principes et d'assurer la réalisation de la protection individuelle contre les armes N.B.C. Son rôle de technicien le destine tout particulièrement à diriger les opérations de décontamination des survêtements de protection en cas d'alerte chimique.

L'emploi éventuel d'ogives atomiques tactiques, lors d'un conflit limité, ne peut que renforcer l'importance sanitaire du C.V.B.A.



VÉTÉRINAIRES LIEUTENANTS (1935-1945)

BIBLIOGRAPHIE

I - LIVRES

- 1) BOCQUET Vétérinaire Commandant L'Arme Atomique (*Revue Vétérinaire Militaire* 1949)
- 2) CARNUS Vétérinaire Colonel Le Service Vétérinaire dans la guerre et dans la paix.
(*Revue Vétérinaire Militaire* 1939-1946)
- 3) CHANUSSOT Vétérinaire biologiste de
1ère Classe Mémento d'administration à l'usage des Vétérinaires
biologistes chefs de service de Place.
(1ère édition Mai 1972 - Compiègne C.I.F.V.)
- 4) CHARY Vétérinaire Commandant Perspectives sur les recherches biologiques d'intérêt
militaire. (*Revue du S.B.V.A. XVI N° 4, 4ème Tri.* 1963)
- 5) CHOMEL C. Vétérinaire militaire lauréat de la
Société Centrale de médecine
vétérinaire Du Corps des vétérinaires militaires en France. *Asselin et
Houzeau, libraires de la faculté de médecine et de la
société centrale de médecine vétérinaire. Place de l'Ecole
de Médecine - Paris 1887).*
- 6) des CILLEULS J. Médecin Général Les Origines du Corps vétérinaire de l'armée. 89ème
Congrès des Sociétés Savantes. Lyon 1964.
- 7) COQUERELLE S. et P. La Révolution française et les débuts de l'époque contem-
poraine 1789-1848. (*Librairie Hatier 8, rue d'Assas,
Paris VIème - 1960).*
- 8) COURREGES Vétérinaire Colonel L'activité cynophile en Algérie (1955-1962) synthèse et
enseignements. (*Revue du S.B.V.A. XVIII N° 1 -
1er Tri.* 1965)
- 9) DEVAUTOUR Vétérinaire Colonel Historique du Corps des Vétérinaires militaires.
(*Revue vétérinaire militaire* 1947).
- 10) DURAUD Vétérinaire Capitaine Le rôle des unités muletieres dans une guerre de montagne
moderne. Missions dévolues à l'A.V. 541 pendant la cam-
pagne d'Italie. (*Revue vétérinaire militaire* 1953).
- 11) DUROSOY Général Saumur. Historique de l'école d'application de l'arme
blindée et de la cavalerie.
(*Editions G L D 24, rue Molière, Paris).*
- 12) D'HOOP J.M. & HUBAC R. Histoire contemporaine (1848-1914).
(*Librairie Delagrave* 1962.)
- 13) JACOULET J. Vétérinaire Colonel Recueil législatif et administratif à l'usage des vétérinaires
de l'armée, suivi du guide de l'Aide Vétérinaire nouvellement
promu. (*Imprimerie de la Société de typographie
8, rue Campagne Première, Paris - 1888).*
- 14) JULLIEN R.H. Le Vétérinaire et la Chirurgie sous l'Empire 1804-1814.
(*Thèse pour le doctorat vétérinaire. Toulouse Juin 1969).*
- 15) LAVAUZELLE Ch. & Cie, Editeurs militaires Service Vétérinaire de l'armée à l'Intérieur.
124, Bd. Saint-Germain - Paris
62, Av. Bandin - Limoges
53, rue Stanislas - Nancy
(*Volume mis à jour à la date du 28 janvier 1929).*
- 16) LECLAINCHE E. Membre de l'Institut Histoire de la médecine vétérinaire. (*Office du Livre
42, rue Alsace-Lorraine, Toulouse - 1936).*
- 17) LEPERE Vétérinaire Capitaine Transports d'animaux pour l'armée d'Orient en 1854.
(*Revue Vétérinaire Militaire* 1957).
- 18) LOUCHARD A. Chevalier de la Légion d'Honneur
vétérinaire principal, ancien répé-
titeur d'anatomie à l'Ecole royale
d'Alfort, membre correspondant
de la Société de médecine vétéri-
naire du département de la Seine. Nature et éducation des chevaux achetés par les dépôts de
remonte. Un mot sur ces différents établissements. De
l'hygiène suivie dans les dépôts et les régiments de troupe
à cheval - Maladies qui règnent dans les régiments et les
dépôts - Dissertation sur la contagion de la morve du cheval
à l'homme. (*Imprimerie et Librairie de Mme Vve Bouchard-
Huzard - Paris 7, rue de l'Eperon - 1847).*

- | | |
|---|--|
| <p>19) MARCENAC Professeur honoraire à
et VIVIEN l'Ecole d'Alfort
 Vétérinaire Général</p> | <p>Historique général du Corps vétérinaire de l'armée.
(<i>Vétérinaires de France, Edition du bicentenaire
9ème année N° 27, Octobre 1965 - S.P.E.I.
14, rue Drouot, Paris IXème</i>).
- Autres articles parus dans ce même ouvrage
- Formation post universitaire des vétérinaires militaires :
l'école d'application du service vétérinaire de l'armée de
Saumur.
- Effectifs, missions du Corps vétérinaire de l'armée avant
ses attributions actuelles. (1854-1945).
- L'œuvre des vétérinaires militaires français.</p> |
| <p>20) REBEU P. Vétérinaire Lieutenant-Colonel</p> | <p>L'Ecole d'application du service vétérinaire à Saumur.
(<i>Les Cahiers de médecine vétérinaire juin 1934 - 7ème
année - Volume IV N° 5</i>).</p> |
| <p>21) VIVIEN Vétérinaire Général</p> | <p>Les Vétérinaires Militaires Français. Leur histoire. Leur œuvre
(<i>Bulletin de l'Académie Vétérinaire de France. Tome IX -
N° 10 - 1936</i>).</p> |
| <p>22) VOGELI F. Vétérinaire en second au 7ème
 régiment d'artillerie
 Membre correspondant de la Société
 vétérinaire des départements de la
 Manche et du Calvados.</p> | <p>Des vétérinaires militaires en France : histoire critique de ce
qu'ils ont été avec un essai sur ce qu'ils devraient être. (A
<i>Paris chez Anselin, successeur de Magimel, librairie pour
l'art militaire rue Dauphine N° 36 - Juillet 1835</i>).</p> |
| <p>23) WAYNE O KESTER</p> | <p>Aspects présents et futurs de la médecine vétérinaire militaire
(<i>Extrait de « Veterinary Medicine 1948. 2,88 ») Revue
Vétérinaire Militaire - 1948</i>).</p> |

II - DOCUMENTS

Nous avons consulté de nombreux documents au Service des Archives Militaires dirigé par le Colonel LEONI. (Vieux Fort de Vincennes - 94 - Section Moderne).

Nous ne reproduisons ici que les références des cartons contenant chacun plusieurs centaines de feuilles très variées, allant de la note de frais de route d'un vétérinaire envoyé en Allemagne sous Napoléon jusqu'aux décrets officiels intégraux. Il nous est impossible de reproduire ici les références de toutes les lettres et notes que nous avons utilisées pour bâtir notre récit.

Voici les références des cartons
« Vétérinaires » de la Section moderne
des archives militaires du Fort de
Vincennes

XR 27
XR 28
XR 29
Mémoires et Reconnaissances 1905
Mémoires Supplément Préval 2044
Mémoire Fonds Préval 1968
7N 30
REC 22 12

Les documents que nous reproduisons intégralement dans notre ouvrage sont les suivants :

- 1) Règlement concernant les élèves militaires de l'Ecole Vétérinaire d'Alfort 27, Thermidor An II (20 mai 1794).
- 2) Lettre de Gérard, artiste vétérinaire, au Ministre de la Guerre, datée du 11 septembre 1809.
- 3) Des Elèves Vétérinaires. 6 juin 1813.
- 4) Note des frais de voiture supportés de Vitry sur Marne à Mayence par le Sieur Dorisy, artiste vétérinaire. 24 juin 1813.
- 5) Lettre de 3 élèves vétérinaires sollicitant des places d'Inspecteurs Vétérinaires, 1^{er} avril 1815.
- 6) Ordonnance royale du 28 août 1832.
- 7) Considérations générales sur les haras et les remotes de l'armée, par le Baron de Laporte. 25 avril 1842.
- 8) Instruction sur l'admission des élèves militaires à l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort. 4 mars 1852. 2044
- 9) Programme d'un concours pour l'admission aux emplois d'aide vétérinaire stagiaire à l'Ecole Impériale de Cavalerie. 14 mars 1860. 2044
- 10) Décret du 30 avril 1875. (Mac Mahon).
- 11) Instruction sur l'admission des élèves boursiers militaires dans les trois Ecoles Vétérinaires. 31 mai 1878.

III - ILLUSTRATIONS

1) LES UNIFORMES DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEPUIS 1690 JUSQU'A NOS JOURS.

Lienhart et Humbert TOME IV LEIPZIG. RUHL Éditeur.

- I : Service de Santé
- II : Vétérinaire

2) HISTORIQUE DU CORPS DES VÉTÉRINAIRES MILITAIRES

Devautour et Becquet

Revue du Corps Vétérinaire de l'Armée 1947/25.

- III : Élève Maréchal Expert (*École d'Alfort 1782*)
- IV : Artiste Vétérinaire et Maréchal des Logis, Maître Maréchal-Ferrant (*École de St Germain 1811*).
- V : Artistes Vétérinaires. Cavalerie Lourde et Cavalerie Légère. (1814)
- VI : Vétérinaires Cavalerie d'Afrique et Maréchal des Logis, Maître Maréchal-Ferrant. (1835)
- VII : Vétérinaire Principal et Vétérinaire en Premier. (1845)
- X : Vétérinaire en Premier Cavalerie de la Garde Impériale et Vétérinaire en Deuxième Cavalerie de Réserve. (1865)
- XI : Vétérinaire en Premier. (1885).
- XII : Vétérinaires Lieutenants. (1939-1945)

3) ARCHIVES HISTORIQUES DE LA SECTION MODERNE DU SERVICE HISTORIQUE DE L'ARMÉE AU VIEUX FORT DE VINCENNES.

- VIII : Détails des Collets d'habit des Vétérinaires en 1845.
 - IX : Détails de l'équipement des Vétérinaires en 1845.
-

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : Les Origines de la Médecine Vétérinaire Militaire	
I - De l'Antiquité au Moyen-Age	2
II - L'apparition de la ferrure à clous et ses conséquences	4
III - Histoire des maréchaux-ferrants	5
IV - Histoire des Écuyers et des Écoles de Cavalerie	6
V - La création des Écoles Vétérinaires	7
DEUXIEME PARTIE : Les Origines de la position subalterne des Vétérinaires Militaires	
I - Les Maîtres Maréchaux et les Maréchaux Experts	9
II - Les péripéties du service vétérinaire pendant la Révolution	10
III - Les projets du Directoire	19
IV - La désorganisation du service vétérinaire	19
V - L'Empire	20
A) de 1804 à 1810 : quelques tentatives de réorganisation	20
B) Le décret d'Anvers et les réactions qu'il déclenche.	26
C) Autres projets de réformes	27
D) Le décret de Moscou (15-1-1813) et ses conséquences	29
E) La grande désillusion des Vétérinaires Militaires à la fin de l'Empire	37
VI - La Première Restauration : encore des restrictions.	39
VII - Les Cent Jours : l'enthousiasme illusoire	40
VIII - Bilan	43
TROISIEME PARTIE : Histoire de l'assimilation des Vétérinaires Militaires aux officiers	
I - La Deuxième Restauration	43
A) La désaffection des vétérinaires pour l'armée	43
B) Quelques réformes. Rétablissement de l'égalité de l'enseignement à Lyon et à Alfort.	46
C) La création des Capitaines instructeurs	47
D) Duels oratoires	48
II - La Monarchie de Juillet	50
A) Les pétitions	50
B) Mesures administratives	52
C) Sur la Remonte	57
D) Histoire des modes de paiement officiel et des rétributions parallèles des vétérinaires militaires	58
E) Nouvelles pétitions et leur résultat : l'Ordonnance du 2 novembre 1833	59
F) Le matériel vétérinaire à l'armée	61
G) Autres plaintes, autres mesures : l'Ordonnance du 18 mars 1843	62
H) De 1844 à 1848	68
III - La Deuxième République	69
A) Les Commissions Kœnig et Oudinot	69
B) Le décret du 28 janvier 1852	70
IV - Le Second Empire	75
A) L'Euphorie	75
B) Les problèmes	81
C) La guerre de 1870	82

V - La Troisième République	83
A) Les besoins de réformes d'après guerre : le projet Lèques	83
B) Nouvelles difficultés	84
C) L'aboutissement de plus d'un siècle d'efforts : le décret du 8 juillet 1884 ..	86
 QUATRIEME PARTIE : Histoire des transformations du Corps des Vétérinaires Militaires depuis 1884 jusqu'à nos jours	
I - L'Évolution du Service Vétérinaire des Armées de 1884 à 1940	96
A) Évolution militaire	96
1) L'assimilation des grades	96
2) La formation post-universitaire des vétérinaires à Saumur	96
a) les E.O.A.	96
b) les E.O.R.	97
B) Vers l'autonomie technique	97
II - L'Évolution du Service Vétérinaire des Armées après 1940	98
1) Le CISVA (Centre d'Instruction du Service Vétérinaire des armées) en 1948	98
2) Le SBVA (Service Biologique et Vétérinaire des armées) en 1961	98
3) Le CVBA (Corps des Vétérinaires Biologistes des armées) en 1967	98
4) L'arrêté ministériel du 7 août 1967	98
5) La loi du 18 juin 1971	99
III - La pluralité des missions du vétérinaire militaire : son rôle dans l'armée moderne	99
1) Les vétérinaires coloniaux	99
2) L'utilisation de l'animal dans une guerre moderne : l'exemple de la campagne d'Italie en 1944	100
3) Les missions actuelles	100
a) le domaine N.B.C. (nucléaire, biologique, chimique)	100
b) la gestion et l'entretien des effectifs animaux	101
c) le contrôle sanitaire des denrées d'origine animale	101
CONCLUSION	102
BIBLIOGRAPHIE	103

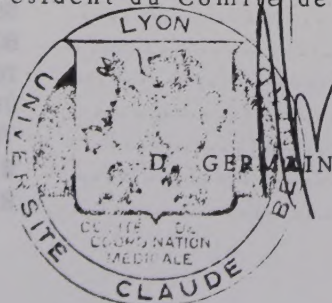
Vu :
LE DIRECTEUR
de l'École Nationale Vétérinaire de Lyon,

LE PROFESSEUR RESPONSABLE
de l'École Nationale Vétérinaire,

Vu :
LE DOYEN,

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

Le Président de l'Université Claude Bernard
Président du Comité de Coordination des études médicales



Vu et permis d'imprimer.....

LYON, le 22 JAN. 1976 19

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ

